

PARTIE 2 : JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS DU PLU ET EVALUATION ENVIRONNEMENTALE



SOMMAIRE PARTIE 2

PARTIE 2 : JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS DU PLU ET EVALUATION ENVIRONNEMENTALE 247

Justification des dispositions du PLU 251

1. Justification des choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)	252
1.1. Les ambitions communales du PADD	252
1.2. Ambition 1 : Saint-saturnin, pour un esprit villageois conservé	253
1.3. Ambition 2 : Saint-Saturnin, pour un patrimoine agricole et paysager préserve	260
1.4. Ambition 3 : Saint-Saturnin, pour une dynamique économique confortée	264
1.5. Ambition 4 Saint-Saturnin, pour un développement urbain qualitatif et cohérent	266
2. Justification des objectifs en matière de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain	271
2.1. Rappel de la consommation foncière entre 2001 et 2013	271
2.2. La mobilisation foncière du PLU dans les espaces bâtis existants	272
2.3. La consommation foncière des espaces naturels et agricoles du PLU au sein des espaces bâtis existants	273
2.4. La consommation foncière des espaces naturels et agricoles du PLU en extension urbaine	274
2.5. Consommation d'espace totale dans le cadre du PLU	275
2.6. L'affirmation du caractère agricole :	276
2.7. Rappels : objectifs de croissance démographique et besoins en logements – analyse des capacités de densification du tissu urbain	277
2.8. Cohérence entre l'objectif démographique et les surfaces ouvertes à l'urbanisation à vocation d'habitat	281
2.9. Justification des mesures prises pour favoriser la densification des espaces bâtis	281
2.10. Bilan détaillé des évolutions entre le POS et le PLU	283
3. Justification des choix retenus pour établir les Orientations d'Aménagement et de Programmation	284

3.1. OAP n°1 : Lavoir	285
3.2. OAP n°2 : bord de canal/chemin de la Sorgue	287
3.3. OAP n°3 : Les Hermas	289
3.4. OAP n°4 : Les Aubépines	291
3.5. OAP n°5 : Zone d'activités André Durand	293
4. Motifs de délimitation des zones et justification des dispositions réglementaires	294
4.1. LES FONDEMENTS DU ZONAGE ET DU RÈGLEMENT	294
4.2. LA ZONE UA : LE CENTRE ANCIEN	305
4.3. LA ZONE UB : PREMIÈRE COURONNE D'URBANISATION	308
4.4. LA ZONE UD : LES SECTEURS RESIDENTIELS PERIPHERIQUES	311
4.5. LA ZONE UE : LES ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	315
4.6. LA ZONE UT : ZONE D'ACTIVITÉS TOURISTIQUES ET DE LOISIRS	318
4.7. LA ZONE 1AUh : L'URBANISATION FUTURE A VOCATION D'HABITAT	320
4.8. LA ZONE 2AU : L'URBANISATION FUTURE A PLUS LONG TERME	324
4.9. LA ZONE AGRICOLE A	327
4.10. LA ZONE NATURELLE N	332
5. Traduction des principaux plans, programmes et objectifs de référence	336
5.1. Compatibilité avec le SCoT du Bassin de vie d'Avignon	337
5.2. Compatibilité avec le PLH du Grand Avignon	351
5.3. Compatibilité avec les orientations fondamentales du SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021	355
5.4. Prise en compte du SRCE PACA	363

Analyse des incidences de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement et mesures d'évitement, réduction, compensation des impacts négatifs 365

1. Incidences prévisibles sur l'environnement	366
1.1. Incidences sur la ressource en eau	366
1.2. Incidences sur la production d'eaux usées et la capacité des équipements	368

1.3.	Incidences sur la quantité de déchets produits par la population et leur gestion	369
1.4.	Incidences sur les espaces agricoles	370
1.5.	Incidences sur les milieux naturels, la trame verte et bleue	378
1.6.	Synthèse des incidences sur la consommation d'espace	385
1.7.	Incidences sur la qualité des paysages	388
1.8.	Incidences sur la protection du patrimoine bâti	391
1.9.	Nuisances et risques engendrés ou accentués par le projet	391
1.10.	Incidences sur les émissions de gaz à effet de serre	393
2.	Incidences prévisibles sur les sites susceptibles d'être touchés de manière notable par la mise en œuvre du PLU	394
2.1.	Incidences sur le site N°1 : « Chemin des Roseaux »	394
2.2.	Incidences sur le site N°2 : « Bord du canal »	397
2.3.	Incidences sur le site N°3 : « Le Lavoir »	401
2.4.	Incidences sur le site N°4 : « Le Puy »	406
2.5.	Incidences sur le site N°5 : « Les Bellys »	408
2.6.	Incidences sur le site N°6 : « Les Hermas »	410
2.7.	Incidences sur le site N°7 : « Les Aubépines »	413
3.	Incidences prévisibles sur les sites Natura 2000	415
3.1.	Le contexte réglementaire, Natura 2000 et les documents d'urbanisme	415
3.2.	Présentation de la commune et de son projet d'urbanisme	417
3.3.	Caractérisation des sites Natura 2000	419
3.4.	Evaluation des incidences du PLU sur les sites Natura 2000	425
4.	Analyse des incidences cumulatives du PLU sur l'environnement	431
4.1.	Rappel des principaux projets	431
4.2.	Incidences cumulées sur l'assainissement, l'eau potable et la capacité des équipements	431
4.3.	Incidences cumulées sur la consommation d'espaces	431
4.4.	Incidences cumulées sur les milieux naturels, la trame verte et bleue	432
4.5.	Incidences cumulées sur le paysage	434
4.6.	Incidences cumulées sur les nuisances et risques engendrés	435
4.7.	Incidences cumulées sur les émissions de gaz à effet de serre	435

Indicateurs de suivi des résultats

436

1.	INDICATEURS RELATIFS AUX OBJECTIFS EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT ET D'URBANISME	438
1.1.	Indicateurs Ambition 1 : Saint-Saturnin, pour un esprit villageois conserve	438
1.2.	Indicateurs ambition 2 : Saint-Saturnin, pour un patrimoine agricole et paysager préservé	440
1.3.	Indicateurs Ambition 3 : Saint-Saturnin, pour une dynamique économique confortée	443
1.4.	Indicateurs Ambition 4 : Saint-Saturnin, pour un développement urbain qualitatif et cohérent	444
2.	INDICATEURS RELATIFS AUX OBJECTIFS DE MODERATION DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE	448

Résumé non technique de l'évaluation environnementale 449

1.	Etat initial de l'environnement : le scénario au fil de l'eau	450
2.	Compatibilité du plu avec les plans et programmes de portée supérieure	452
2.1.	Compatibilité avec les orientations fondamentales du SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021	452
2.2.	Prise en compte du SRCE PACA	459
3.	Résumé de l'analyse des incidences de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement et mesures d'évitement, réduction, compensation des impacts négatifs	461
3.1.	Incidences générales sur l'environnement	461
3.2.	Incidences prévisibles sur les sites susceptibles d'être touchés de manière notable par la mise en œuvre du PLU	463
3.3.	Bilan des incidences sur le réseau Natura 2000	464
4.	Méthodologie et démarche de l'évaluation environnementale	465



JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS DU PLU



1. JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)

1.1. LES AMBITIONS COMMUNALES DU PADD

Les principales ambitions de la commune de Saint-Saturnin-Lès-Avignon, définies par la municipalité pour le développement de son territoire sont les suivants :

- inscrire le développement de la commune dans les limites physiques actuelles :
 - o le canal de Vaucluse à l'Est,
 - o les collines de la Graille/Piécaous à l'Ouest,
 - o les limites communales au nord et au sud

Cet objectif est en cohérence avec les objectifs du SCoT et de la loi Alur qui visent à réduire la consommation d'espace sur les terres naturelles et agricoles.

- valoriser le potentiel dit « à urbaniser » de l'enveloppe urbaine existante. En lien avec le SCoT et la loi Alur, cet objectif vise à densifier les espaces urbanisés et à préserver les terres agricoles et naturelles.
- poursuivre une croissance démographique mesurée de la population et des besoins en logements en cohérence avec le SCoT :
 - o croissance retenue : environ 1,3 % par an, soit environ 5800 habitants à l'horizon du PLU, soit 700 habitants supplémentaires à horizon 2026);
 - o logements à produire pour assurer l'accueil des nouveaux habitants et le desserrement de la taille des ménages : environ 440 logements à produire à l'horizon 2026, soit environ 44

logements/an (objectif annuel du PLH). Afin de subvenir aux besoins de tous et de rattraper le retard de la commune en matière de logements sociaux, le projet de PLU vise à produire une part significative de logements sociaux. Ainsi, les zones urbaines et à urbaniser à dominante d'habitat sont concernées au PLU par les outils suivants :

- secteur de mixité sociale au titre de l'article L 151-15 du Code de l'Urbanisme : zones UA, UD, UD, 1AUh, 2AU. Il s'agit d'assurer un minimum de production de logements sociaux pour toute opération de logement significative réalisée au sein de zones U et AU à vocation mixte ou à dominante d'habitat.
 - servitudes de mixité sociale au titre de l'article L 151-41 4° du code de l'urbanisme. La municipalité a identifié une vingtaine de servitudes de mixité sociale au titre du L.151-41 4°. Il s'agit de sites situés à proximité du centre ancien et/ou présentant un potentiel de production de logements important.
- préserver le caractère villageois de la commune et permettre le renouvellement des générations par la production d'une offre de logement adaptée et diversifiée (T2/T3).

1.2. AMBITION 1 : SAINT-SATURNIN, POUR UN ESPRIT VILLAGEOIS CONSERVE

La commune de Saint-Saturnin-les-Avignon s'inscrit dans la couronne périurbaine d'Avignon. Sa proximité avec la ville centre, son paysage et son environnement préservé font de la commune un cadre de vie privilégié. Malgré une population en augmentation constante ces dernières années, la commune a su garder son esprit villageois que la municipalité souhaite préserver à travers l'élaboration de son PLU. Cet objectif est en cohérence avec le SCoT du bassin de vie d'Avignon qui identifie Saint-Saturnin-les-Avignon comme un pôle villageois.

1.2.1. ORIENTATION 1 : RENFORCER L'ATTRACTIVITE DU NOYAU VILLAGEOIS

1.2.1.1. Maintenir l'activité économique du noyau villageois

A l'image des villages dynamiques du territoire, Saint-Saturnin-les-Avignon bénéficie d'une offre en commerces et services de proximité satisfaisante. Dans le cadre de son PLU, la municipalité souhaite maintenir et renforcer cette dynamique. Ainsi, il s'agira de maintenir et valoriser la fonction marchande du cœur de village, notamment en conservant les rez-de-chaussée commerciaux.

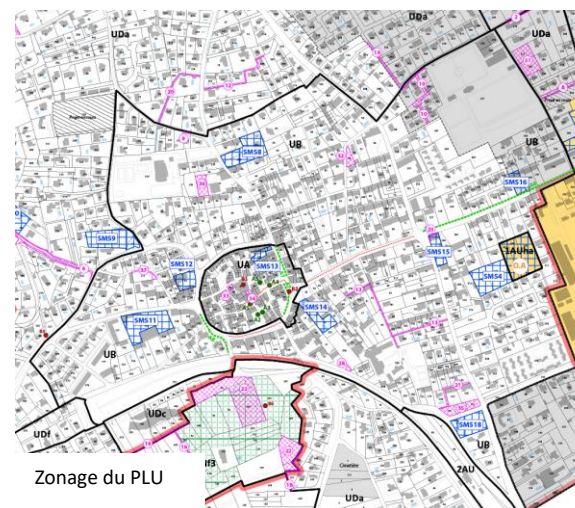
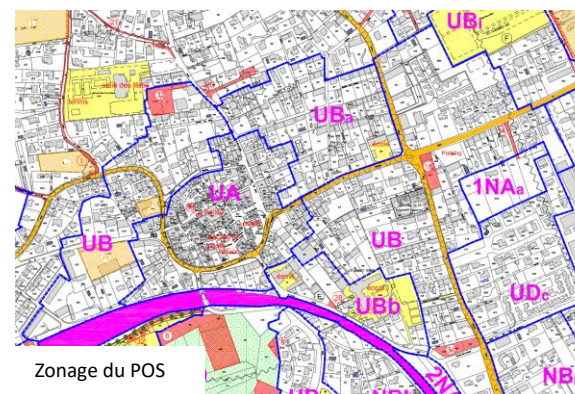
1.2.1.2. Développer un centre de vie élargi, dynamique et attractif

Les nombreux commerces et services présents dans le cœur de la commune confèrent au centre du village un dynamisme évident et une mixité fonctionnelle que les élus souhaitent conserver.

Pour cela, le projet de PLU vise à élargir le cœur de vie jusqu'aux principaux équipements (gare/ salle des fêtes/stade, etc.). Ainsi, les zones UB, UBa, UBb,

UBc et Ubi du POS sont devenues une zone UB unique au PLU. La zone UB a également été élargie :

- au nord afin d'intégrer la salle des fêtes de la Pastourelle ;
- à l'est jusqu'au stade René Laffont ;
- au sud jusqu'au chemin des Près de Jonquières.



1.2.1.3. Privilégier l'implantation des commerces et services le long des axes

En cohérence avec le souhait de la municipalité de maintenir et renforcer la dynamique du cœur de vie et afin de ne pas pénaliser les commerces en centre ancien, seul le centre élargi (zone UB du PLU) et les deux principaux axes (D6 et D28) pourront accueillir de nouveaux commerces et services.

En cohérence avec l'article L. 101-2 du Code de l'Urbanisme, le projet communal vise à revitaliser le centre-ancien en assurant une diversité des fonctions urbaines.

1.2.2. ORIENTATION 2 : MAINTENIR LE NIVEAU D'EQUIPEMENTS DE LA COMMUNE

1.2.2.1. Conforter les pôles d'équipements existants

Saint-Saturnin-les-Avignon bénéficie d'équipements divers (salle des fêtes, terrains sportifs, maison de retraite, gare, etc.) qui participent au dynamisme communal. Au travers du PLU, la municipalité souhaite maintenir et conforter le niveau d'équipements de la commune. Pour cela des emplacements réservés ont été identifiés :

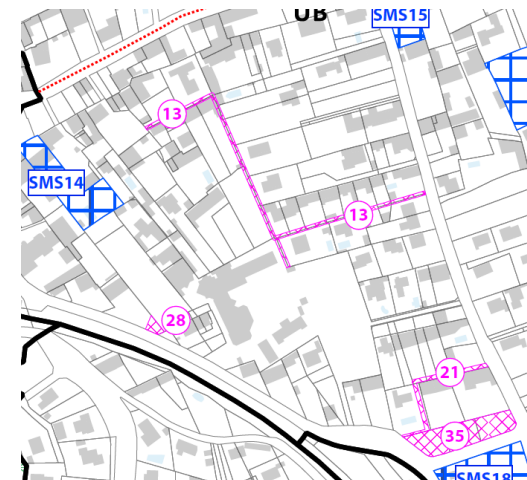
- près de la salle des fêtes pour la réalisation d'un équipement public socio-culturel qui permettra de renforcer le pôle d'équipements du secteur ;
- au niveau de la Colline du Puy pour la création d'un parc public ;
- au sud de la commune pour la création d'un espace public et de jardins familiaux.

1.2.2.2. Maintenir les équipements scolaires

La commune dispose de trois établissements scolaires que la municipalité souhaite maintenir à horizon du PLU. Afin d'assurer l'accueil des nouveaux écoliers, les classes aujourd'hui fermées pourront être mobilisées.

Afin de sécuriser les voies d'accès aux écoles et de fluidifier les déplacements, en périodes scolaires notamment, le projet de PLU a identifié au zonage des emplacements réservé pour :

- la création d'un parking pour les écoles, traverse des deux roues (ER n°35) ;
- l'aménagement d'un accès au parking communal avenue de la Gare (ER n°28) ;
- l'aménagement de cheminements doux à proximité des écoles (ER n° 13 et 21).



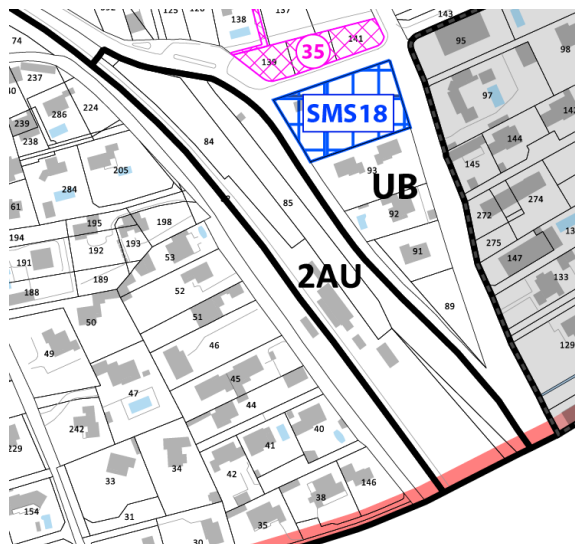
Extrait du zonage du PLU

1.2.2.3. Préserver le potentiel de développement à long terme du site de la gare

La gare de Saturnin-les-Avignon est un atout indéniable pour la commune. L'objectif de la municipalité, en lien avec la politique multimodale souhaitée à l'échelle du SCoT, est de développer un véritable pôle multimodal sur cet espace.

Pour l'heure, Saint-Saturnin ne bénéficie pas d'un réseau de transport ferroviaire fiable et développé. Dans l'attente d'une amélioration de la desserte et de la fiabilité des trains, la commune souhaite conserver le potentiel de développement du site de la gare.

Dans cet objectif, ce secteur est identifié en zone 2AU fermée au PLU en attendant une amélioration de ce réseau de transport.



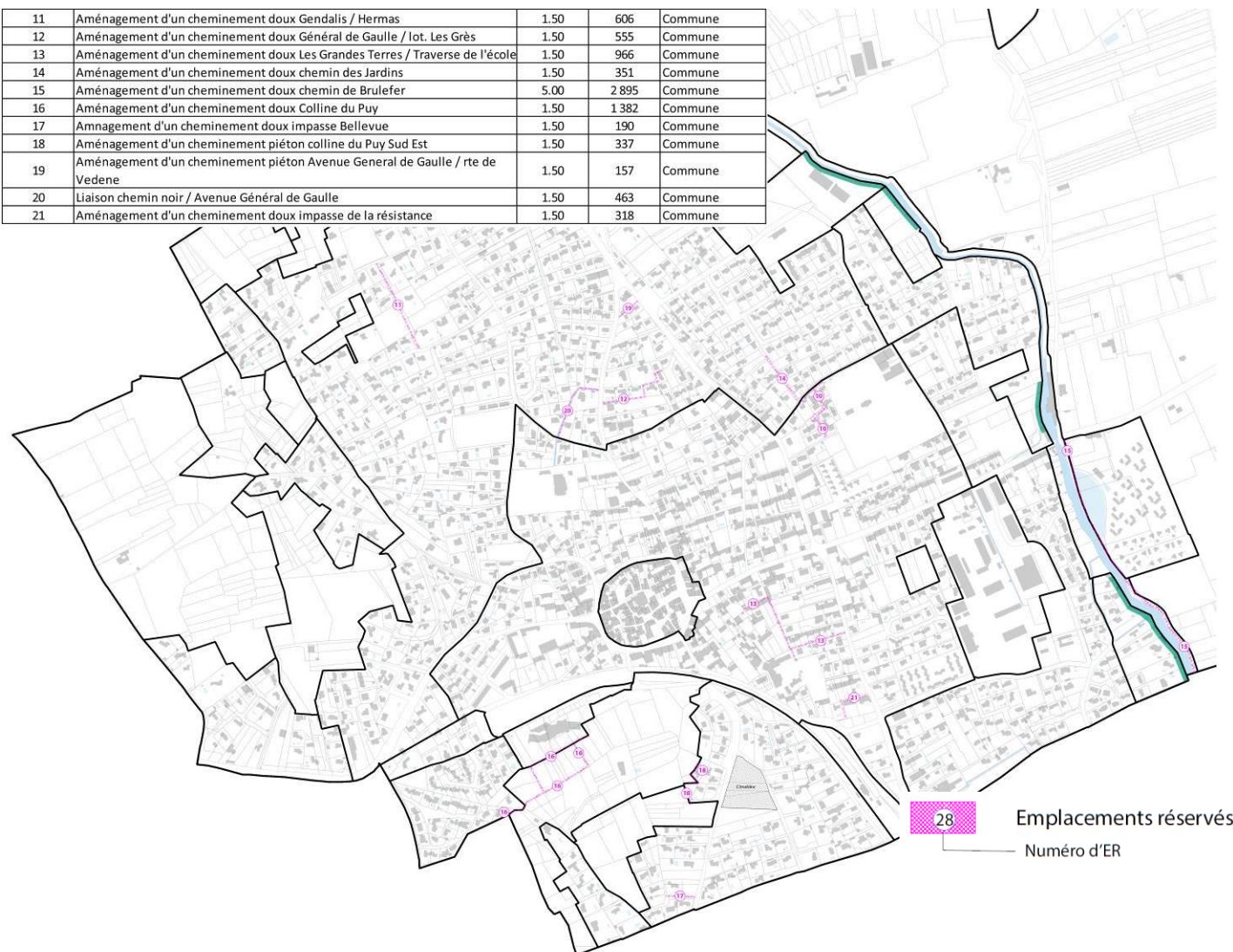
1.2.3. ORIENTATION 3 : AMELIORER LES DEPLACEMENTS AU SEIN DE LA COMMUNE ET VERS LES GRANDS POLES URBAINS

1.2.3.1. Développer les liaisons piétonnes

Le réseau de cheminements doux de la commune est actuellement insuffisant.

Afin de développer les déplacements alternatifs à la voiture, la municipalité a identifié les voies à aménager. Ainsi, 11 emplacements réservés ont été identifiés au plan de zonage pour l'aménagement de cheminements doux.

11	Aménagement d'un cheminement doux Gendalis / Hermas	1.50	606	Commune
12	Aménagement d'un cheminement doux Général de Gaulle / lot. Les Grès	1.50	555	Commune
13	Aménagement d'un cheminement doux Les Grandes Terres / Traverse de l'école	1.50	966	Commune
14	Aménagement d'un cheminement doux chemin des Jardins	1.50	351	Commune
15	Aménagement d'un cheminement doux chemin de Brulefer	5.00	2 895	Commune
16	Aménagement d'un cheminement doux Colline du Puy	1.50	1 382	Commune
17	Aménagement d'un cheminement doux impasse Bellevue	1.50	190	Commune
18	Aménagement d'un cheminement piéton colline du Puy Sud Est	1.50	337	Commune
19	Aménagement d'un cheminement piéton Avenue Général de Gaulle / rte de Vedene	1.50	157	Commune
20	Liaison chemin noir / Avenue Général de Gaulle	1.50	463	Commune
21	Aménagement d'un cheminement doux impasse de la résistance	1.50	318	Commune



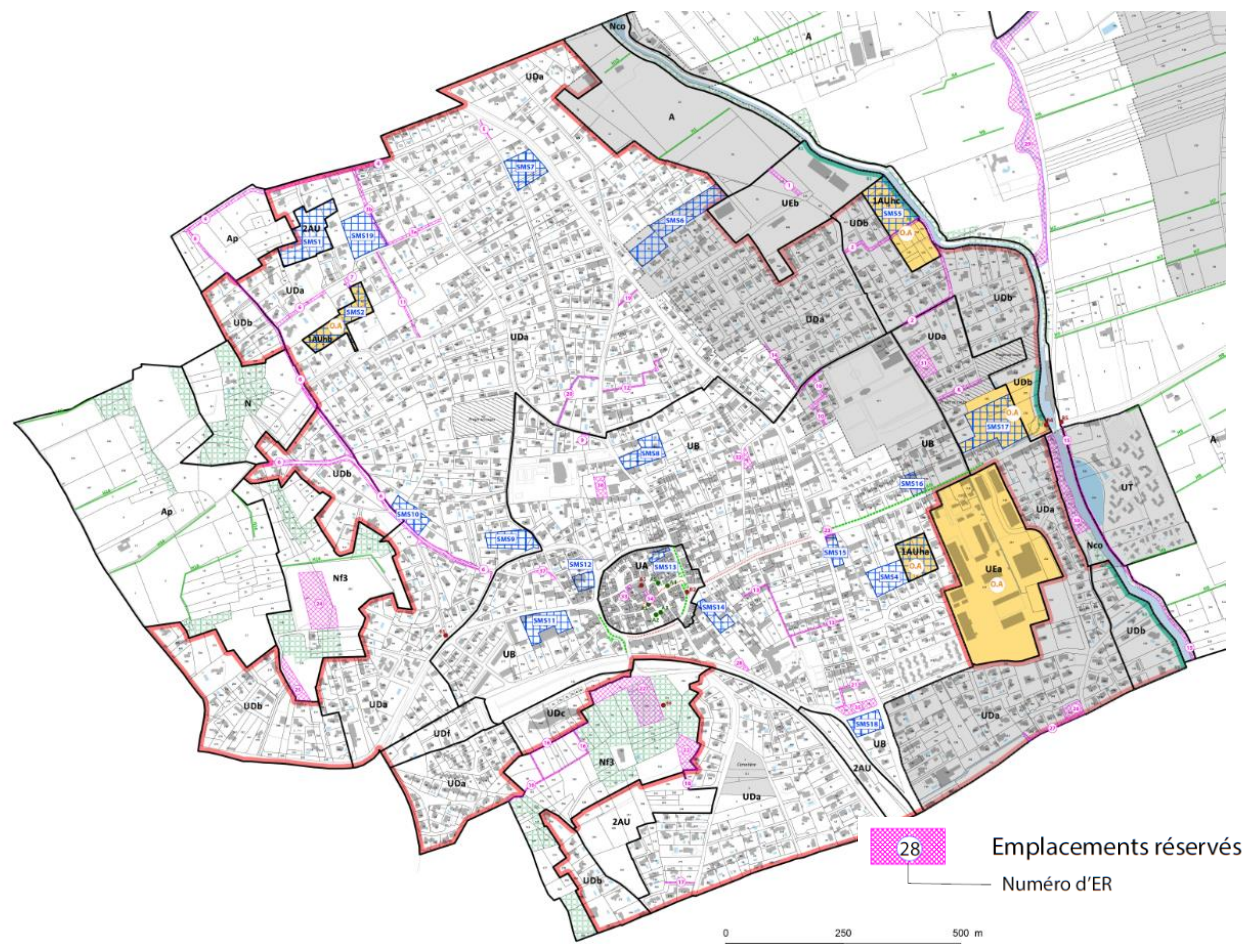
1.2.3.2. Sécuriser et embellir les voies structurantes du village

Saint-Saturnin-Lès-Avignon est située au carrefour de deux voies qui supportent un fort trafic inter-urbain. Elles sont d'ailleurs inscrites dans le SCOT respectivement comme voie principale et liaison d'échange entre des polarités urbaines principales (RD28 et RD6). Afin de sécuriser les déplacements, notamment piétons, la commune souhaite à travers son PLU :

- réduire la vitesse et améliorer la qualité paysagère des principaux axes (aménagement adapté, traitement de la voirie, végétalisation) ;
- valoriser les entrées de la zone d'activités André Durand, une OAP « déplacements » a été réalisée dans ce sens ;
- embellir et sécuriser les voies supportant le trafic de transit du village.

Ces objectifs se traduisent dans le plan de zonage par la mise en place :

- d'une dizaine d'emplacements réservés dédiés à l'élargissement de voies (ER n°3 à 10 et n°37) ;
- d'une dizaine d'emplacements réservés dédiés à l'aménagement de cheminements doux (ER n°11 à 21).



1.2.3.3. Optimiser le stationnement

Malgré une offre de stationnements en cœur de village assez importante (environ 300 places à moins de 5 minutes du centre) l'offre est vécue comme insuffisante. Afin d'optimiser le stationnement déjà existant sur la commune, la municipalité souhaite :

- promouvoir l'utilisation de ces espaces, grâce à :
 - o une amélioration et une sécurisation des déplacements depuis les aires de stationnement ;
 - o une meilleure signalétique.
- Aménager de nouveaux espaces de stationnement dans le cœur de vie élargi.

Pour cela, des emplacements réservés pour l'aménagement de parkings et de leurs accès ont été identifiés au plan de zonage rue des Aires et rue du Ventoux.



1.2.3.4. Etudier avec le département le projet de déviation de la RD6

Afin d'apaiser la circulation sur l'avenue du Mistral et de désengorger le trafic en cœur urbain la déviation de la RD6 est depuis plusieurs années envisagée par le département. La municipalité a pour objectif d'étudier avec le département ce projet de déviation.

En cohérence avec l'article L. 101-2 du Code de l'Urbanisme, le projet communal vise à satisfaire les besoins en matière de mobilité et à assurer la diminution des déplacements motorisés au profit des déplacements alternatifs à la voiture.

1.2.4. ORIENTATION 4 : RENFORCER LA PLACE DES ESPACES PUBLICS SUR LA COMMUNE

1.2.4.1. Pérenniser les espaces publics existants

La commune dispose de peu d'espaces publics et d'espaces de rencontre. Afin de conserver son esprit villageois, la municipalité souhaite maintenir les espaces publics déjà existants. Pour cela, il est question de :

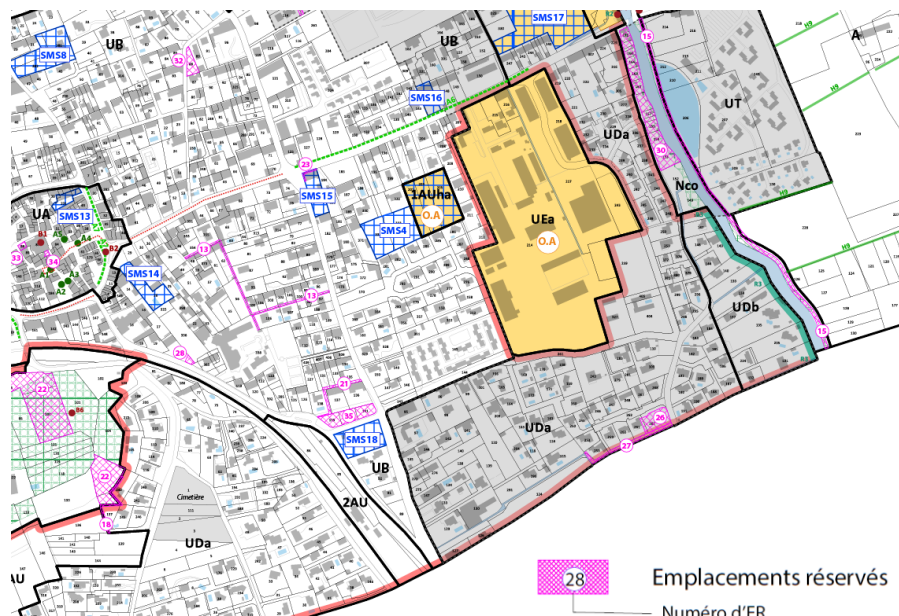
- pérenniser la place du lavoir conformément au principe d'aménagement de l'OAP (maintien d'un espace de protection des abords du lavoir) ;
- maintenir les places publiques au cœur du village (place des cafés, etc.). Le maintien des rez-de-chaussée commerciaux participent à la préservation des places du cœur de vie ;
- conserver et aménager la place de l'ancienne école, en bas de la colline du Puy. Pour cela, un emplacement réservé pour la création d'un parc public colline du Puy a été identifié au zonage.

1.2.4.2. Créer de nouveaux espaces publics

Afin de conforter les espaces de rencontre sur la commune, la municipalité souhaite créer de nouveaux espaces publics.

Au PLU, cette volonté se traduit par la mise en place d'emplacements réservés pour l'aménagement :

- d'un parc public colline du Puy (ER n°22) ;
- d'un espace public et son accès li Cigaloun (ER n°26) ;
- des berges du canal (ER n°30 pour aménagement léger)
- d'un espace libre rue Porte d'Avignon (ER n°33) ;
- des abords de l'Eglise (ER n°34).



1.2.4.3. Assurer la multifonctionnalité des sites aménagés pour la rétention des eaux pluviales

Il existe une dizaine de bassins de rétention des eaux pluviales sur le territoire communal.

La commune souhaite développer des espaces verts de proximité sur les actuels bassins de rétention afin de gérer la problématique des eaux pluviales et de faire de ces espaces, des espaces publics verts dans chaque quartier pour les habitants.

En cohérence avec l'article L. 101-2 du Code de l'Urbanisme, le projet communal vise à assurer la restructuration des espaces urbanisés par l'aménagement de nouveaux espaces public.

1.3. AMBITION 2 : SAINT-SATURNIN, POUR UN PATRIMOINE AGRICOLE ET PAYSAGER PRESERVE

Le paysage et l'environnement préservés de Saint-Saturnin-les-Avignon font de la commune un cadre de vie privilégié. La plaine et les coteaux agricoles, en plus de constituer un potentiel économique majeur de la commune, jouent également un rôle paysager et écologique fort.

Il apparaît donc essentiel pour la commune de protéger ces espaces dédiés à l'agriculture. Cet objectif est en cohérence avec le SCoT du bassin de vie d'Avignon qui identifie la plaine des Sorgues comme étant un grand ensemble agricole et paysager à préserver.

1.3.1. ORIENTATION 1 : PRESERVER ET VALORISER LA PLAINE AGRICOLE ET LES COLLINES BOISEES, LIMITER LE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE AU SEIN DE L'ENVELOPPE URBAINE EXISTANTE

1.3.1.1. Fixer sur le long terme les limites d'urbanisation du territoire

La plaine agricole représente la moitié Est du territoire communal (308 ha), dotée d'un potentiel de production et de diversification agricole intéressant pour les cultures à hauts rendements. A noter que la plaine est située dans l'aire d'appellation AOC/AOP Huile d'Olive de Provence. Les coteaux situés à l'Ouest de la commune sont également dotés d'un potentiel de production pour les cultures rustiques telles que la vigne de cuve, à noter que les cultures viticoles situées sur les coteaux d'Avignon sont situées dans l'aire d'appellation AOC/AOP Côtes du Rhône et Côtes du Rhône Villages « Gadagne ».

Cependant, depuis une dizaine d'années, la commune a connu un grignotage des espaces agricoles au profit de l'urbanisation : En 2001 le milieu agricole représentait 56% de la surface du territoire contre 52% en 2013.

Sur le versant Ouest des collines de La Graille et de Piécaous perdure un petit vignoble dont la qualité paysagère et la valeur de coupure d'urbanisation avec l'agglomération Avignonnaise sont reconnues.

Ainsi, face au mitage du territoire, la commune souhaite, par l'intermédiaire du document d'urbanisme, fixer sur le long terme les limites d'urbanisation afin de préserver le potentiel agronomique, économique et paysager de la plaine agricole et des coteaux.

Il s'agit donc ici :

- d'identifier le canal de Vaucluse comme limite nette d'urbanisation à l'est du territoire afin de préserver tout mitage de la plaine des Sorgues ;
- de préserver les terres agricoles à l'est du canal par un classement en zone agricole A ;
- d'affirmer une limite nette d'urbanisation sur les versants afin de limiter le développement urbain sur les coteaux et donc de préserver les terres agricoles et leurs potentiel AOC/AOP, les éléments paysagers et naturels structurants du territoire (colline de la Graille, des Piécaous et du Puy).

1.3.1.2. Permettre une densification mesurée des secteurs d'habitat

Le parc de logements de Saint-Saturnin est principalement composé de maisons individuelles (86% du parc de logements en 2012) de grandes tailles (80% de maisons de 4 pièces ou plus).

Afin de réduire la consommation d'espaces naturels et agricoles sur le territoire, en cohérence avec les objectifs du SCoT (20 log/ha) et de la loi Alur, le projet de PLU vise à réduire sa consommation foncière grâce à une densification du tissu

urbanisé existant. Au vu des caractéristiques urbaines de la commune (constructions principalement en R+1), la densification sera toutefois mesurée. Dans cet objectif, et afin d'encourager l'accueil de jeunes actifs sur la commune, l'habitat groupé et les petits collectifs/intermédiaires seront globalement privilégiés par les orientations d'aménagement.

Ainsi, la municipalité a souhaité programmer l'aménagement du principal site de développement de la commune. Une OAP a donc été réalisée sur le site du Lavoir où, en lien avec l'environnement urbain, environnemental et patrimonial du secteur, la densité moyenne sera d'environ 25 logements à l'hectare, permettant de produire une quarantaine d'habitation.

Trois autres sites de développement ont fait l'objet d'une OAP permettant de programmer un développement correspondant à l'objectif de densification mesurée fixée dans le PADD et aux objectifs du SCoT en termes de mixité des typologies de logements à produire.

Le SCoT du Bassin de Vie d'Avignon identifie la part des logements à produire par type d'habitat. Pour Saint-Saturnin-les-Avignon, identifié par le SCoT en pôle villageois, la production de logements individuels purs ne doit pas dépasser 60%, la production de logements collectifs doit être au minimum de 10% et la production de logements groupés aux environs de 30%.

Les OAP de Saint-Saturnin-les-Avignon répondent à ces objectifs :

- sur les 40 logements de l'OAP du Lavoir (25 log/ha) environ :
 - o 20% sont des logements individuels purs ;
 - o 60% sont des logements individuels groupés ;
 - o 20% sont des logements collectifs/intermédiaires.
- Sur les 20 logements de l'OAP Bord du canal/chemin de la Sorgue (20 log/ha) environ :
 - o 50% sont des logements individuels purs et groupés ;

- o 50% sont des logements individuels groupés et collectifs/intermédiaires.

- Sur les 15 logements de l'OAP des Hermas (20 log/ha) environ :

- o 50% sont des logements individuels purs ;
- o 50% sont des logements individuels groupés.

- Sur les 20 logements de l'OAP des Aubépines (40 log/ha) :

- o minimum 50% sont des logements collectifs/intermédiaires ;
- o le reste des logements sont individuels groupés.

1.3.1.3. Inciter à la réalisation d'opérations plus denses dans le cœur villageois élargi

Le cœur villageois élargi, identifié par la zone UB du plan de zonage, correspond à un secteur de mixité fonctionnelle où la municipalité souhaite développer des densités urbaines plus importantes que dans le reste de la commune. Ainsi, le principal site en dent creuse de la zone UB a fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation. Ce site permettra de produire une dizaine de logements, soit une densité d'environ 20 logements à l'hectare.

En cohérence avec l'article L. 101-2 du Code de l'Urbanisme, le projet communal vise à assurer une utilisation économe des espaces naturels et agricoles. Cela se traduit par une définition des limites d'urbanisation du territoire et la restructuration des espaces urbanisés (densification mesurée des espaces bâtis) et par une capacité de construction permettant de répondre aux besoins présents et futurs en matière d'habitat.

1.3.2. ORIENTATION 2 : CONSERVER LA TRAME VERTE ET BLEUE DU TERRITOIRE, PRÉSERVER LES ESPACES NATURELS SENSIBLES

1.3.2.1. Sauvegarder voire restaurer les Sorgues et leurs ripisylves, réservoirs de biodiversité et continuums écologiques au cœur de la plaine agricole, éléments régulateurs des inondations et de protection de la qualité des eaux

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de la région PACA identifie sur la commune de Saint Saturnin, la Sorgue d'Entraigues comme étant un réservoir de biodiversité dont l'objectif est la recherche de remise en état optimale et le canal de Vaucluse comme réservoir de biodiversité dont l'objectif est la préservation optimale. A travers le PLU, la commune affirme sa volonté de conserver les éléments identifiés dans le SRCE.

Il s'agit ici de :

- Maintenir et permettre l'épaississement des corridors continus des ripisylves le long des cours d'eau afin de pérenniser et renforcer leur rôle écologique, de maintenir le bon état écologique des cours d'eau et de réguler les inondations dues aux débordements des cours d'eau ;
- Maintenir les larges ilots boisés qui constituent des réservoirs de biodiversité en bord de Sorgues ;
- Définir une marge de recul pour encadrer les nouvelles constructions de la zone agricole afin d'éviter d'éventuelles pollutions venant des cultures.

1.3.2.2. Préserver au mieux la fonctionnalité hydraulique du canal de Vaucluse

Véritable corridor aquatique, le canal de Vaucluse participe grandement à la qualité paysagère de la commune et à la biodiversité du territoire intercommunal.

A travers le PLU, la commune, en cohérence avec le SRCE et le SCoT, affirme la volonté de préserver la fonctionnalité du canal de Vaucluse.

Il s'agit donc ici de :

- Reclasser la partie nord du site de Gromelle en zone A, afin de limiter le développement urbain sur le site de Gromelle, et son impact sur la fonctionnalité hydraulique du site ;
- Définir dans le règlement une zone tampon aux abords des cours d'eau (10 mètres en zone Nco le long du canal de Vaucluse, et 150 mètres décomposés en 25 mètres en zone Nco et 125 mètres en zones Aco le long des Sorgues) avec une marge de recul au développement urbain le long du canal ;
- Conserver une bande naturelle en bord de canal, et permettre un aménagement une voie et les berges du canal afin de stopper les possibilités d'urbanisation à l'est de la rue des Cannebières.

1.3.2.3. Conserver et valoriser les massifs boisés

Les collines du Puy et de la Graille, situées à l'ouest de la commune et en limite immédiate des enveloppes urbaines, sont des espaces de nature prisés par les habitants de Saint Saturnin. Des parcs et parcours sportifs y sont aménagés.

A travers le PLU, la commune affirme la volonté de conserver et valoriser ces massifs boisés.

Il s'agit donc ici de :



- Préserver le caractère naturel des collines en limitant l'urbanisation au sein des espaces déjà urbanisés ;
- Valoriser et améliorer l'accessibilité et la découverte ;
- Valoriser, entretenir et restaurer le parc de la Graille ;
- Réaménager le parc du Puy, améliorer son accessibilité et permettre sur le long terme un éventuel agrandissement.

1.3.2.4. Aménager des itinéraires de promenade

La commune souhaite à travers le PLU, mettre en valeur la trame verte et bleue présente sur le territoire communal, et permettre aux habitants de la découvrir.

Il s'agit donc ici d'aménager des chemins le long de la Sorgue pour pouvoir créer des itinéraires de promenade de découverte de la biodiversité présente sur la commune.

En cohérence avec l'article L. 101-2 du Code de l'Urbanisme, le projet communal vise à protéger les milieux naturels en préservant la biodiversité et les écosystèmes.

- d'encadrer les hauteurs des constructions depuis les routes « belvédères » de l'enveloppe urbaine afin d'éviter toute construction avec une hauteur qui affecterait ces cônes de vue ;
- de préserver et valoriser les vues sur le Mont Ventoux et les monts de Vaucluse depuis les espaces ouverts, en particulier dans le cadre des opérations d'aménagement (limitation des hauteurs de construction, prescription de préserver des percées visuelles dans les OAP...);
- de favoriser les vues sur le cœur villageois ;
- de maintenir des ouvertures visuelles le long de la route de Vedène (encadrement des hauteurs de construction);
- de définir une bande d'inconstructibilité ou d'aménager de nouveaux espaces publics pour préserver les percées visuelles sur le canal de Vaucluse.

En cohérence avec l'article L. 101-2 du Code de l'Urbanisme, le projet communal vise à protéger le paysage.

1.3.3. ORIENTATION 3 : PRÉSERVER ET VALORISER LES VUES SUR LE GRAND PAYSAGE

Les points hauts de Saint Saturnin permettent d'observer le grand paysage et les monts alentours comme le Ventoux ou les monts de Vaucluse. Ils participent pleinement à l'identité paysagère du territoire, à son attractivité et à la qualité du cadre de vie.

A travers le PLU, la commune émet le souhait de préserver les perspectives paysagères offertes par ces cônes de vue identifiés dans le PADD.

Il s'agit donc ici :

1.4. AMBITION 3 : SAINT-SATURNIN, POUR UNE DYNAMIQUE ECONOMIQUE CONFORTÉE

La commune bénéficie d'une économie commerciale de proximité qui contribue à l'âme villageoise et à la qualité de vie de Saint-Saturnin. La principale zone économique du territoire participe à la création d'emploi, malgré une qualité urbaine est à améliorer. A travers son PLU la municipalité souhaite conforter et dynamiser son économie.

1.4.1. ORIENTATION 1 : CONFORTER LES ACTIVITES EXISTANTES

1.4.1.1. Pérenniser et renforcer l'économie de proximité du cœur villageois

Saint-Saturnin bénéficie de commerces et services de proximité situés essentiellement dans le cœur du village. Cette proximité avec les habitants du village permet aux commerçants de se différencier des grands pôles commerciaux d'agglomération et de préserver le charme villageois de la commune. Les élus souhaitent pérenniser et renforcer cette économie de proximité. Dans cet objectif, le projet de PLU :

- identifie le centre-ancien comme centralité du village ;
- assure le maintien des rez-de-chaussée commerciaux.

1.4.1.2. Maintenir et qualifier la zone d'activités des Près de Jonquières

Saint-Saturnin possède une importante population active puisque qu'elle représente 75% de la population globale. La part de ces actifs ayant un emploi est également très haute, elle représente 68% des actifs de la commune.

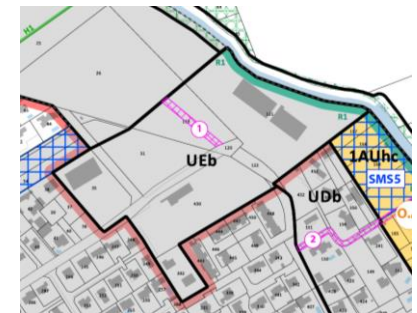
La commune ne permet cependant pas de satisfaire ses habitants en termes d'emploi et ce malgré une hausse de l'offre ces dernières années. Seul 420 personnes travaillent et habitent sur la commune. Les principaux générateurs d'emplois sont les commerces et services du centre-ville et la zone d'activités des Près de Jonquières.

Afin de maintenir les emplois issus de la zone d'activités et dans un objectif de valorisation de l'entrée de ville Est, la municipalité souhaite maintenir et qualifier la zone d'activités des Près Jonquières. Pour cela, une OAP identifiant le principe de desserte du site a été réalisée.

En cohérence avec l'article L. 101-2 du Code de l'Urbanisme, le projet communal vise à satisfaire les besoins présents et futurs en matière de développement économique et à qualifier l'entrée de ville Est.

1.4.2. ORIENTATION 2 : POURSUIVRE LE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES ECONOMIQUES CHEMIN DES ROSEAUX

Afin de conforter la dynamique économique de Saint-Saturnin, la municipalité souhaite poursuivre le développement économique au nord-est de la commune. Il est question de maintenir les activités déjà présentes chemin des Roseaux et de permettre de nouvelles implantations. Pour cela, le secteur a été identifié en zone UEb au plan de zonage.



En cohérence avec l'article L. 101-2 du Code de l'Urbanisme, le projet communal vise à prévoir le développement d'activités économiques.

1.4.3. ORIENTATION 3 : CONFORTER L'ECONOMIE AGRICOLE

Le territoire agricole de la commune représente 52% de la superficie totale de la commune. La déprise agricole sur le territoire y est encore très marginale, et l'enjeu est de limiter l'artificialisation des terres agricoles.

1.4.3.1. Préserver le potentiel agricole de la plaine du Comtat

La commune affirme sa volonté de préserver les terres agricoles de la plaine de Comtat. En effet, les terres agricoles de la plaine sont véritable potentiel agronomique et de diversification du territoire communal, notamment pour les cultures à hauts rendements. La plaine est essentiellement orientée vers les grandes cultures (céréales, oléagineux) avec plus de 50 % de la superficie consacrés à ces cultures. De plus, la commune est située dans l'aire d'appellation AOC/AOP Huile d'Olive de Provence, et quelques parcelles de la plaine sont des oliveraies.

Pour répondre aux enjeux économiques de ce territoire agricole, il s'agit donc ici :

- de maintenir le foncier agricole et d'encadrer la constructibilité de la plaine agricole grâce à un maintien d'un zonage en zone agricole A ;
- d'éviter tout mitage de l'espace et de lutter contre la cabanisation, notamment à travers les règles de la zone A ;
- de permettre les forages privés nécessaires à l'activité agricole, à défaut de bénéficier d'un réseau d'irrigation collectif.

1.4.3.2. Pérenniser le potentiel agricole des coteaux de la vallée Rhodanienne

A travers le PLU, la commune souhaite maintenir le potentiel agricole présent sur les coteaux de la vallée Rhodanienne. En effet, ces terres reconnues pour leur qualité et les vignes situées dans l'aire d'appellation Côtes du Rhône et Côtes du Rhône Villages « Gadagne », sont menacées par l'artificialisation des sols. (Plus de

63% des périmètres AOC Côtes du Rhône et Côtes du Rhône Villages « Gadagne » ont été définitivement perdus).

Il s'agit donc ici de définir une limite stricte d'urbanisation afin de limiter l'urbanisation sur les coteaux des versants ouest.

1.4.3.3. Conserver le potentiel agricole en limite de l'enveloppe urbaine : potentiel viticole sur les coteaux

La commune émet le souhait à travers son PLU de préserver les terres qui ont un potentiel viticole.

Il s'agit ici de maintenir en zone agricole et plus particulièrement en zone Ap, zone présentant une sensibilité paysagère et où toute nouvelle construction est interdite, le secteur du chemin de Bel Air/ chemin des Belly, conformément au SCoT en vigueur (limites communales nord-ouest).

1.4.3.4. Maintenir en zone agricole le Nord de Gromelle

La commune affirme sa volonté de préserver les terres agricoles encore présentes au niveau du secteur de Gromelle car elles permettent la culture de céréales.

Il s'agit ici de maintenir en zone agricole le nord du secteur Gromelle, afin de pérenniser les espaces agricoles encore présents à l'ouest du canal de Vaucluse.

En cohérence avec l'article L. 101-2 du Code de l'Urbanisme, le projet communal vise à préserver les espaces affectés aux activités agricoles.

1.5. AMBITION 4 SAINT-SATURNIN, POUR UN DEVELOPPEMENT URBAIN QUALITATIF ET COHERENT

1.5.1. ORIENTATION 1 : PRENDRE EN COMPTE LES ENJEUX LIES A L'EAU – LIMITER L'IMPERMEABILISATION DES SECTEURS A ENJEU

L'imperméabilisation des sols augmente le phénomène de ruissellement des eaux pluviales, et peut ainsi engendrer des inondations.

A travers le PLU, la commune de Saint Saturnin prend en compte les enjeux de ruissellement en milieu urbain liés à l'imperméabilisation du territoire dans le développement de la commune.

Il s'agit donc ici :

- de limiter fortement les possibilités d'urbanisation sur les collines naturelles afin de ne pas augmenter les phénomènes et l'ampleur des ruissellements jusqu'au canal de Vaucluse ;
- de limiter l'imperméabilisation des bords du canal de Vaucluse, en particulier les secteurs à enjeu d'inondabilité (secteur du Lavoir et du chemin des Roseaux) ainsi que le secteur de Gromelle avec le maintien et reclassement en zone A de la partie nord, qui va permettre de garder une zone d'écoulement et de stagnation des eaux ;
- d'encadrer les règles d'implantation des constructions (OAP, règlement) ;
- de pérenniser les ripisylves existantes, qui jouent un rôle dans la régulation des eaux pluviales ;
- de prévoir des aménagements nécessaires de type bassins de rétention pour répondre aux enjeux liés à la densification de l'enveloppe urbaine, en cohérence avec le Schéma directeur pluvial ;

- de prendre en compte le risque de rupture du canal de Vaucluse.

En cohérence avec l'article L. 101-2 du Code de l'Urbanisme, le projet communal vise à prévenir les risques naturels prévisibles.

1.5.2. ORIENTATION 2 : PROMOUVOIR DES FORMES URBAINES RESPECTUEUSES DE LA MORPHOLOGIE EXISTANTE

Malgré une augmentation du nombre de logements ces dernières années, Saint-Saturnin conserve son caractère villageois et sa qualité de vie. Afin de respecter la morphologie actuelle du village, tout en permettant une densification mesurée des secteurs d'habitat, la municipalité souhaite privilégier des formes urbaines économes en espace, innovantes et respectueuse de l'environnement dans les futures opérations d'urbanisme. Il s'agira en particulier :

- d'encourager une certaine densité dans les nouvelles opérations grâce à des formes urbaines innovantes et diversifiées (habitat individuel groupé, petit collectif/intermédiaire) ;
- de privilégier une architecture respectueuse du caractère villageois de la commune et de son identité urbaine/architecturale, la hauteur des constructions sera équivalente à celle observée sur la majorité du territoire (R+1) ;
- de renouer avec des typologies d'habitat proches de celle du centre ancien (habitat groupé et petit collectif/intermédiaire) en adaptant les nouveaux logements à la diminution de la taille des ménages. Les nouveaux projets devront privilégier la création de petits logements (T2, T3) afin de s'adapter à la demande et de rééquilibrer le parc de logements.

En cohérence avec l'article L. 101-2 du Code de l'Urbanisme, le projet communal vise à assurer un développement urbain maîtrisé.

1.5.3. ORIENTATION 3 : ASSURER LE DEVELOPPEMENT DU PARC LOCATIF SOCIAL

La commune de Saint Saturnin-les-Avignon est soumise à l'article 55 de la loi SRU et doit atteindre un taux de 25 % de logements sociaux minimum en 2025. Elle dispose de 146 logements sociaux au titre de l'inventaire SRU 2013 (soit 7,33 % des résidences principales) et affiche 352 logements manquants au titre de la loi.

Compte-tenu de la non-réalisation des objectifs pour la période 2011/2013, le préfet de Vaucluse a prononcé un constat de carence pour la commune de Saint-Saturnin-Les-Avignon par arrêté du 18 juillet 2014. Ce constat de carence entraîne l'obligation de réaliser 30 % de logements sociaux dans tout programme neuf comportant plus de 12 logements ou ayant plus de 800m² de surface de plancher.

L'objectif triennal SRU pour la période 2014/2016 a été fixé à 88 logements sociaux (notification par courrier préfectoral du 8 octobre 2014).

Dans ce contexte et dans la perspective de favoriser le parcours résidentiel et l'accès au logement pour les personnes âgées et les jeunes couples, la municipalité s'engage à travers son document d'urbanisme à développer son parc de logements locatifs sociaux. Pour cela, un ensemble de règles, à la fois contraignantes et incitatives, ont été définis en cohérence avec le contrat de mixité sociale signé par la commune en 2016.

Les zones urbaines et à urbaniser à dominante d'habitat sont donc concernées par les outils suivants :

- secteur de mixité sociale au titre de l'article L 151-15 du Code de l'Urbanisme : zones UA, UD, UD, 1AUh, 2AU. Il s'agit d'assurer un minimum de production de logements sociaux pour toute opération de logement significative réalisée au sein de zones U et AU à vocation mixte ou à dominante d'habitat. Seules les zones à vocation économique et touristiques ne sont pas concernées. Ainsi, sur l'ensemble de chaque zone concernée, pour chaque opération immobilière de plus de 250 m²

de surface de plancher, au moins 50% de cette surface de plancher doit être affectée à la réalisation de logements locatifs sociaux.

- servitudes de mixité sociale au titre de l'article L 151-41 4° du code de l'urbanisme. La municipalité a identifié une vingtaine de servitudes de mixité sociale au titre du L.151-41 4°. Il s'agit de sites situés à proximité du centre ancien et/ou présentant un potentiel de production de logements important.

La combinaison de ces outils traduit la volonté affichée au PADD de réserver une part significative de la production neuve au logement social.

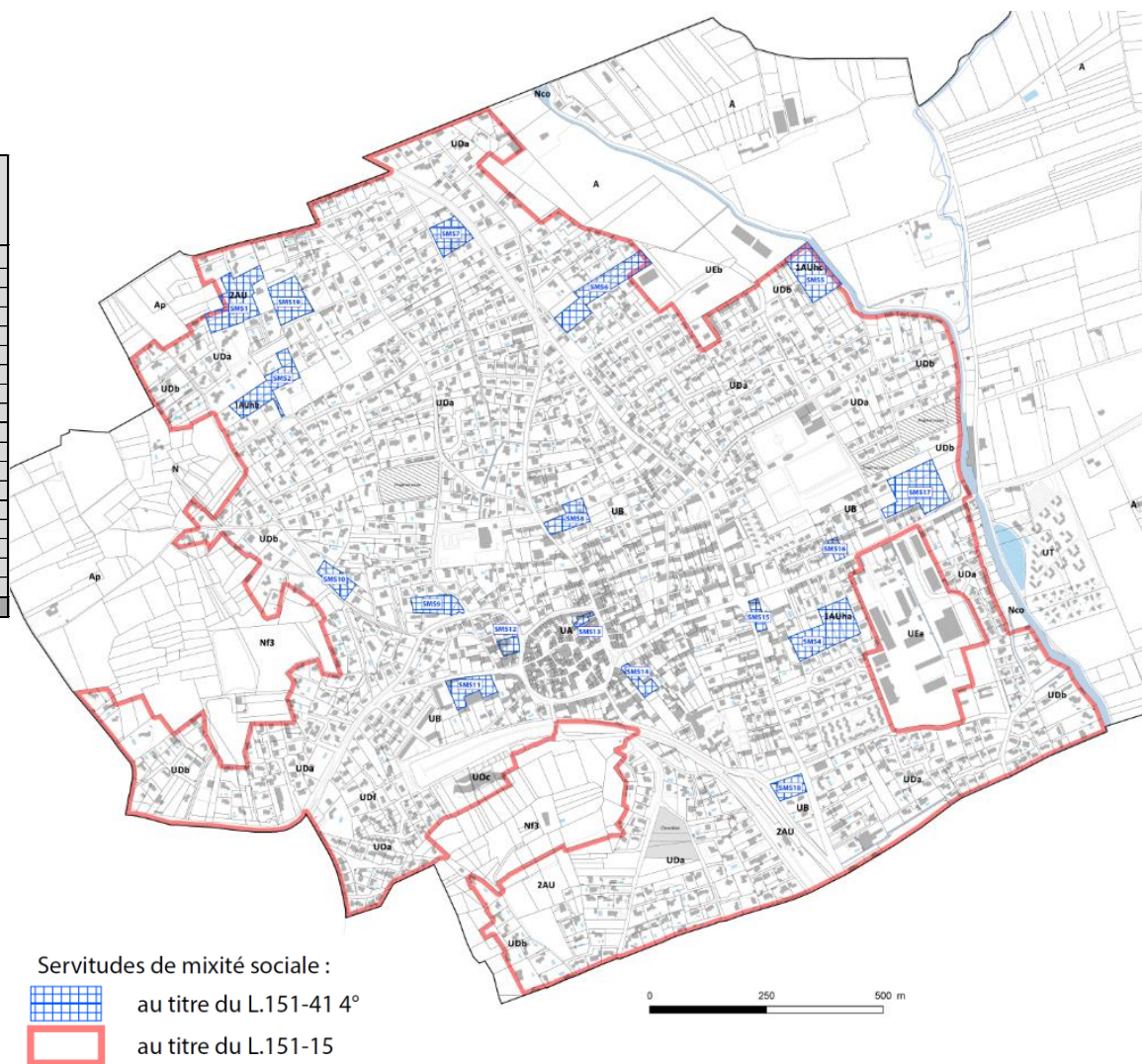
Les servitudes de mixité sociale au titre de l'article L 151-41 4° du code de l'urbanisme permettent d'assurer un minimum de production d'environ 130 logements locatifs sociaux à horizon 2027 soit 30% de la production neuve à horizon du PLU.

De plus les secteurs définis au titre de l'article L 151-15 du code de l'urbanisme permettront de renforcer encore la production de logements locatifs sociaux.

Des actions complémentaires en matière de logement pourront également être mises en place en parallèle du PLU.

En cohérence avec l'article L. 101-2 du Code de l'Urbanisme, le projet communal vise à assurer une mixité sociale dans l'habitat.

	N° de la servitude	Programme de logements	Surface de plancher minimale affectée à la production de logements sociaux (m²)	Production de logements sociaux
Production de Logements sociaux	SMS 1	50% de logements locatifs sociaux	600	8
	SMS 2	50% de logements locatifs sociaux	450	6
	SMS 4	50% de logements locatifs sociaux	1275	17
	SMS 5	50% de logements locatifs sociaux	525	7
	SMS 6	50% de logements locatifs sociaux	675	9
	SMS 7	50% de logements locatifs sociaux	375	5
	SMS 8	50% de logements locatifs sociaux	375	5
	SMS 9	50% de logements locatifs sociaux	750	10
	SMS 10	50% de logements locatifs sociaux	225	3
	SMS 11	50% de logements locatifs sociaux	825	11
	SMS 12	50% de logements locatifs sociaux	450	6
	SMS 13	50% de logements locatifs sociaux	225	3
	SMS 14	50% de logements locatifs sociaux	300	4
	SMS 15	50% de logements locatifs sociaux	450	6
	SMS 16	50% de logements locatifs sociaux	300	4
	SMS 17	50% de logements locatifs sociaux	1425	19
	SMS 18	50% de logements locatifs sociaux	225	3
	SMS 19	50% de logements locatifs sociaux	375	5
		TOTAL		131



1.5.4. ORIENTATION 4 : PRÉSERVER LE PATRIMOINE URBAIN

1.5.4.1. Préserver et valoriser l'identité urbaine du centre ancien et de ses quartiers proches

Le centre historique de Saint Saturnin a gardé son identité de bâti groupé, ceinturé par les boulevards de la Libération et du 11 novembre et par la place des cafés. Cependant, il est observé une évolution progressive des typologies urbaines.

Ainsi, à travers le PLU, la commune souhaite préserver et valoriser le patrimoine bâti ainsi que les typologies architecturales qui font l'identité urbaine du centre ancien et de ses quartiers proches.

Il s'agit donc ici :

- Pour le noyau historique :
 - o de conserver l'identité urbaine, le caractère villageois (R+1/R+2), la mitoyenneté, l'alignement des façades et de pérenniser les emprises bâties existantes ;
 - o de conserver l'identité architecturale (détails architecturaux, génoises, volets, toitures, teintes...) ;
 - o de préserver les éléments bâtis remarquables du centre ancien ;
 - o d'assurer la qualité du renouvellement urbain.
- Pour les quartiers proches :
 - o réaffirmer l'alignement bâti au niveau de l'avenue de la Rétanque et du quartier « Ventoux » (nord-est du cœur historique) ;
 - o mettre en valeur le lavoir.

1.5.4.2. Valoriser les autres éléments du patrimoine bâti et arboré

La commune bénéficie d'un certain nombre d'éléments bâtis et ne faisant pas l'objet de protections particulières (monuments historiques, sites non classés/inscrit). Des éléments arborés remarquables sont également présents sur la commune. Ils participent à la qualité du cadre de vie et à l'histoire de la commune, mais aussi à l'attractivité des entrées de ville (notamment l'allée de platanes route de Pernes).

A travers le document d'urbanisme, la commune affirme la volonté de préserver et valoriser ces éléments.

Il s'agit donc :

- de préserver le patrimoine bâti remarquable au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme :
 - o les anciens moulins (minoterie Tarascon, moulin du Grand Pont) ;
 - o le lavoir, l'église, la chapelle Route d'Avignon, certaines fermes et mas remarquables ;
 - o le bâti vernaculaire (fontaines, oratoires, croix, ...) ;
- de préserver les éléments arborés remarquables du cœur urbain et entrées de ville au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme :
 - o les alignements d'arbres ;
 - o les structures paysagères de haies et de la plaine agricole.

En cohérence avec l'article L. 101-2 du Code de l'Urbanisme, le projet communal vise à protéger les espaces verts existants, et à sauvegarder le patrimoine bâti remarquable.

1.5.5. ORIENTATION 5 : RENFORCER LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DU TERRITOIRE, LIMITER LES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

La commune de Saint-Saturnin-lès-Avignon souhaite, à travers son PLU et en cohérence avec les objectifs du Grenelle de l'Environnement, limiter l'empreinte environnementale de son territoire.

Il s'agit donc ici :

- de promouvoir l'utilisation d'énergies renouvelables dans les projets urbains ;
- de limiter les déplacements automobiles de proximité en développant les cheminements piétons ;
- de valoriser la présence de la gare SNCF sur le territoire communal, en développant à moyen et long terme cet espace en véritable pôle multimodal.

En cohérence avec l'article L. 101-2 du Code de l'Urbanisme, le projet communal vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

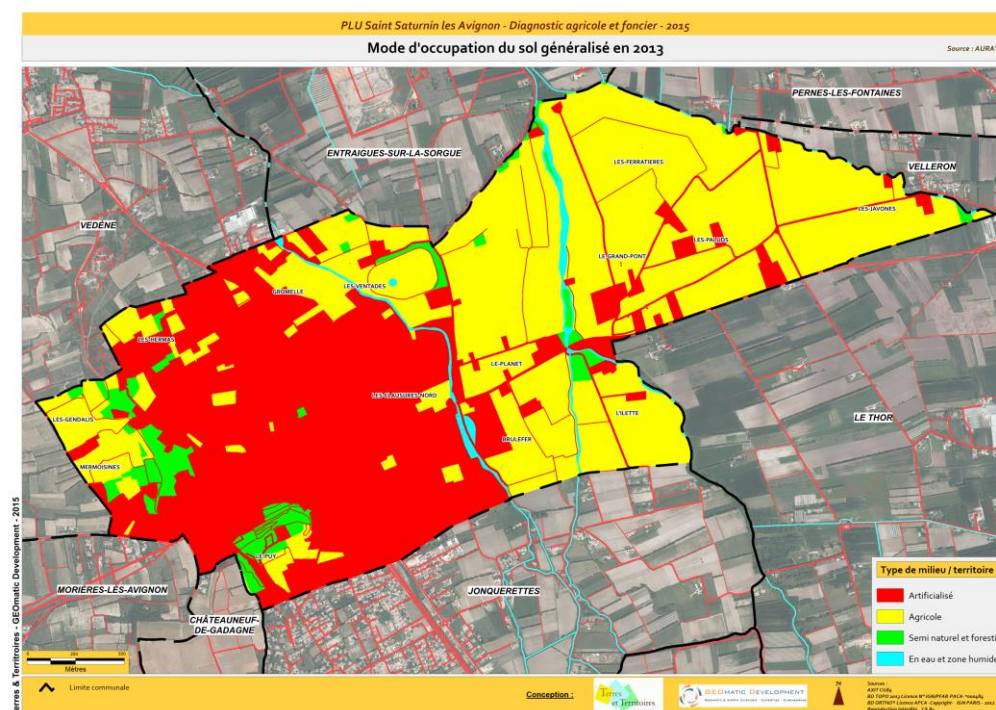
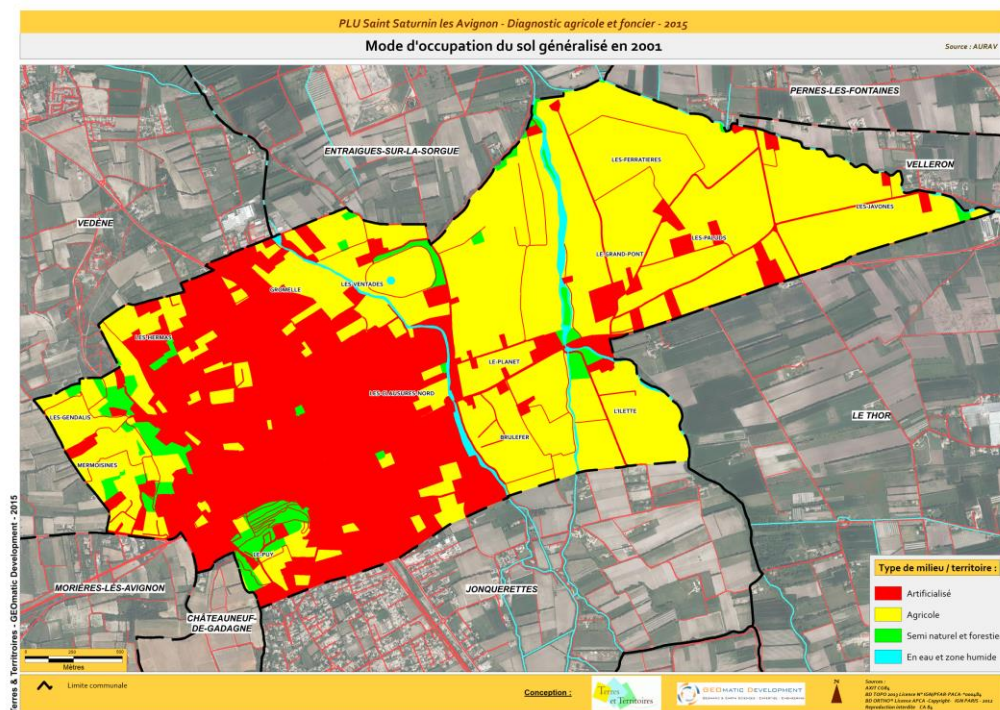


2. JUSTIFICATION DES OBJECTIFS EN MATIERE DE MODERATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE ET DE LUTTE CONTRE L'ETALEMENT URBAIN

2.1. RAPPEL DE LA CONSOMMATION FONCIERE ENTRE 2001 ET 2013

Entre 2001 et 2013, 25,5 hectares ont été artificialisés sur la commune de Saint-Saturnin-les-Avignon, soit un rythme de consommation d'environ 2,1 hectares par an. Les objectifs de protection des milieux naturels et paysagers et d'utilisation économe des espaces naturels, agricoles et forestiers impliquent une

extension raisonnée de l'urbanisation tout en répondant aux besoins en développement de l'habitat, de l'économie et des équipements. Ainsi, à travers son PADD, la commune s'est engagée à réduire de moitié sa consommation d'espaces naturels et agricoles



2.2. LA MOBILISATION FONCIERE DU PLU DANS LES ESPACES BATIS EXISTANTS

A horizon des dix prochaines années, le développement de Saint-Saturnin-les-Avignon s'effectuera prioritairement dans les espaces bâtis existants. L'objectif étant de répondre aux besoins par la densification et la mutation de l'ensemble des espaces bâtis avant d'étendre l'urbanisation hors de ce tissu.

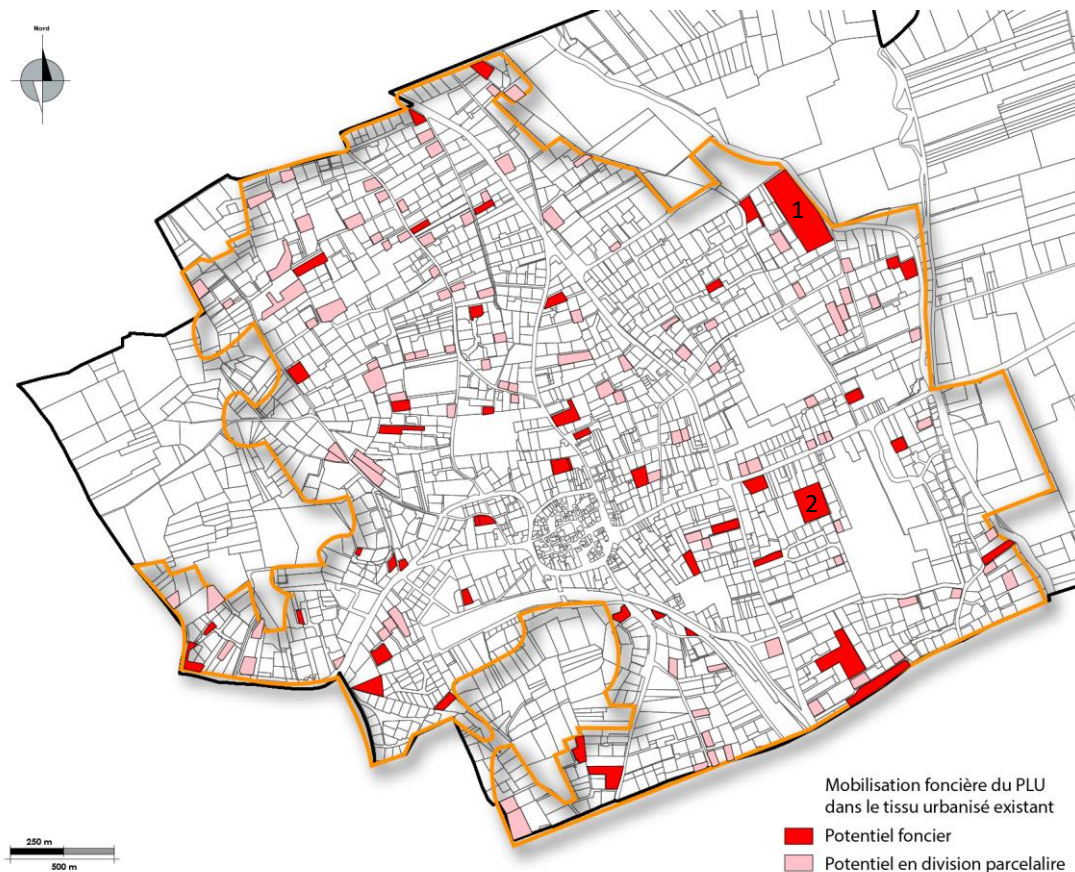
Ainsi, le PLU mobilisera environ 11 hectares¹ de foncier situés dans les espaces bâtis existants déjà artificialisés (cf. données OCSOL 2013 du SCoT du bassin de vie d'Avignon).

Deux OAP ont été réalisées :

- OAP Bord du canal programmant une vingtaine de logements (1) ;
- OAP des Aubépines programmant une vingtaine de logements (2).

Mobilisation foncière du PLU dans les espaces bâtis existants (foncier déjà artificialisé) : 11 hectares.

¹ Potentiel foncier + potentiel en division parcellaire en prenant en compte le phénomène de rétention foncière.



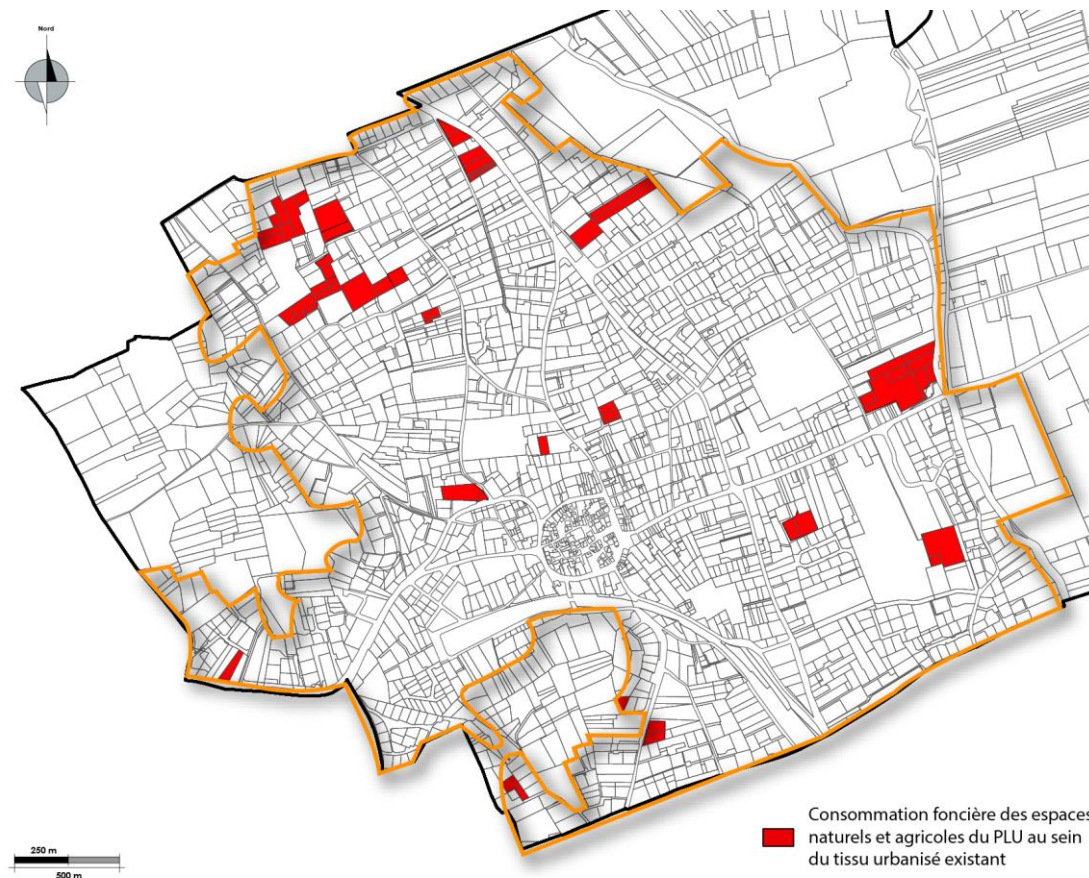
2.3. LA CONSOMMATION FONCIERE DES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES DU PLU AU SEIN DES ESPACES BATIS EXISTANTS

A horizon des dix prochaines années le PLU consommera environ 6,5 hectares de parcelles agricoles et naturelles situées dans le tissu urbanisé existant.

Afin d'encadrer le développement de ces principaux espaces 2 OAP ont été réalisées :

- OAP du lavoir programmant une quarantaine de logements ;
- OAP des Hermas programmant une quinzaine de logements.

Consommation foncière des espaces agricoles et naturels du PLU au sein des espaces bâtis existants : 6,5 hectares.

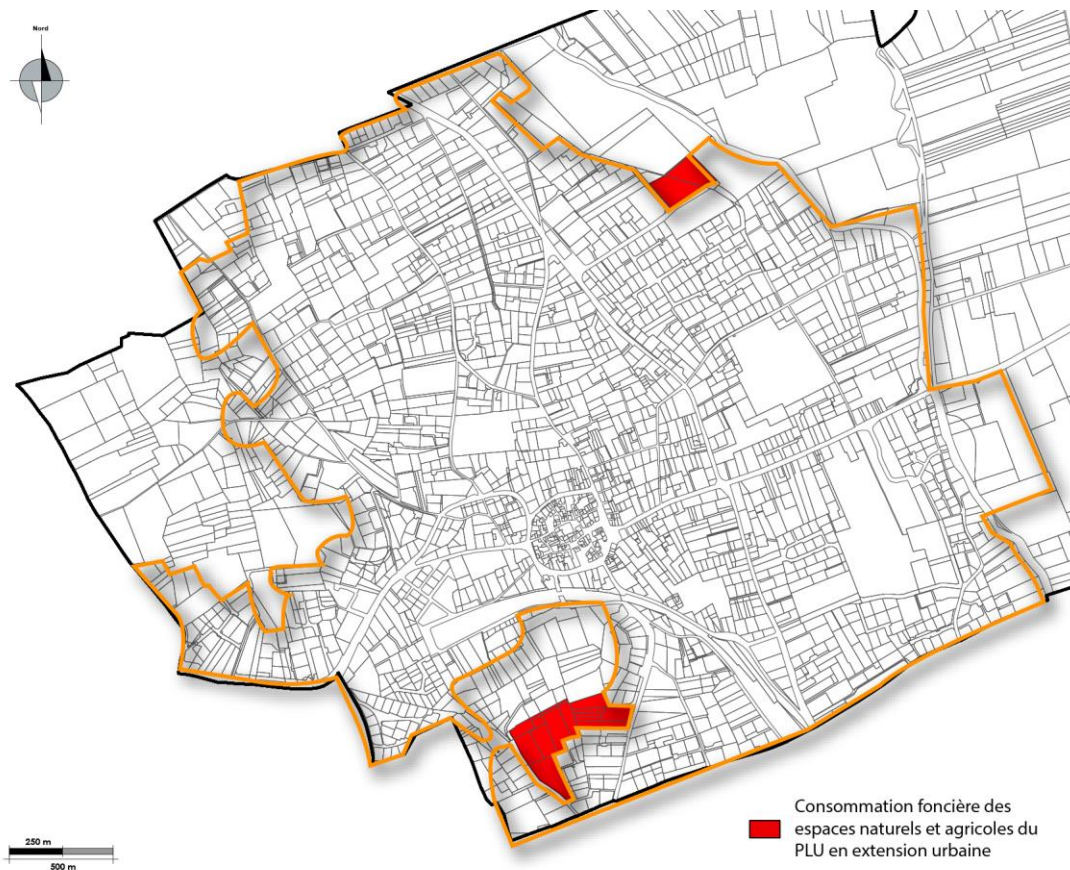


2.4. LA CONSOMMATION FONCIERE DES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES DU PLU EN EXTENSION URBAINE

Afin de répondre aux besoins de développement de la commune, près de 4,5 hectares seront mobilisés en extension urbaine pour :

- Le développement économique (chemin des roseaux, environ 1,5ha) ;
- Le développement résidentielle à long terme (quartier du Puy, environ 3ha).

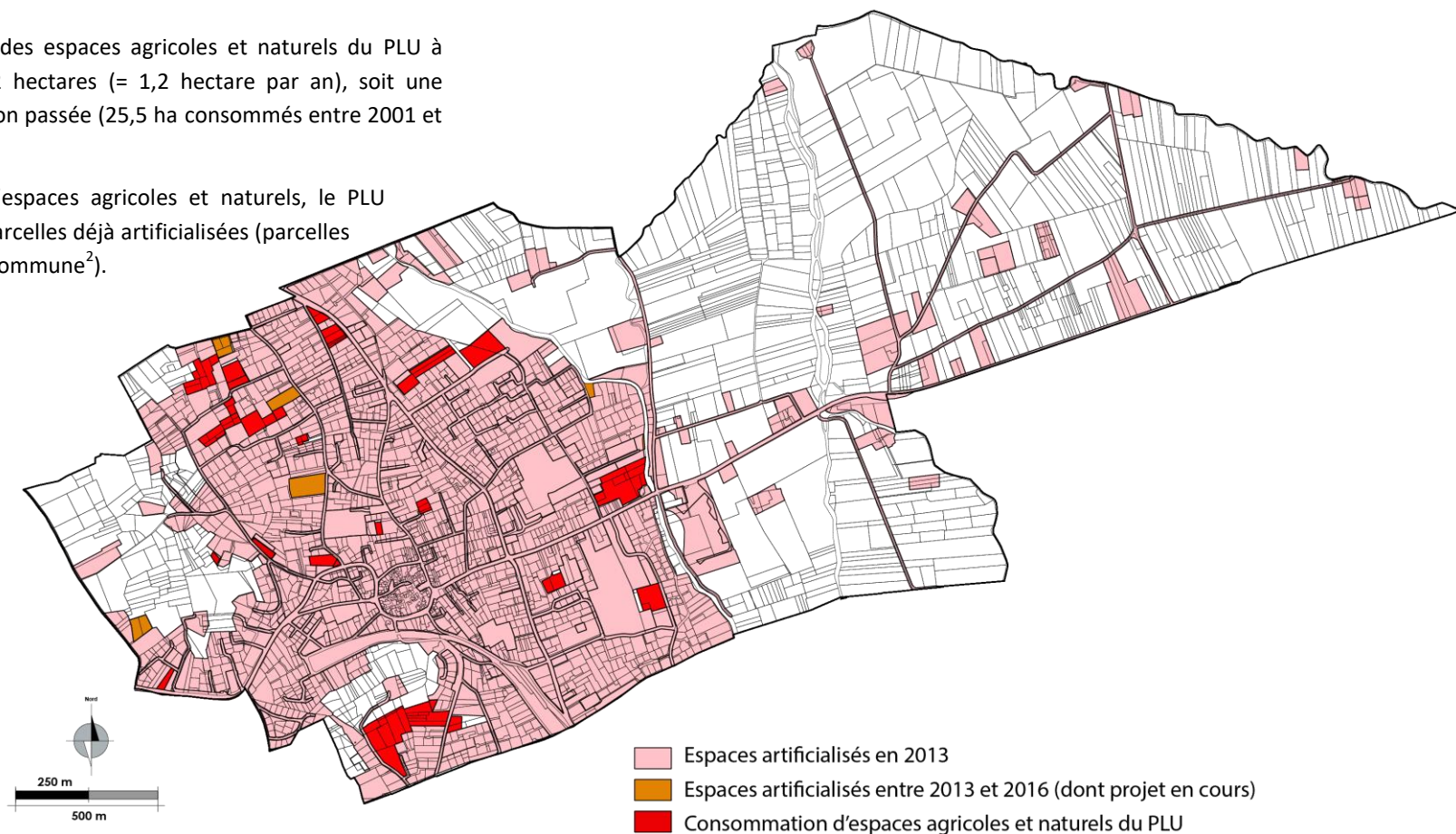
Consommation foncière des espaces agricoles et naturels du PLU en extension urbaine : 4,5 hectares.



2.5. CONSOMMATION D'ESPACE TOTALE DANS LE CADRE DU PLU

La consommation foncière globale des espaces agricoles et naturels du PLU à horizon 2027, s'élève à environ 12 hectares (= 1,2 hectare par an), soit une réduction de 50% de la consommation passée (25,5 ha consommés entre 2001 et 2013, soit 2,1 hectares par an).

En plus de cette consommation d'espaces agricoles et naturels, le PLU mobilisera environ 11 hectares de parcelles déjà artificialisées (parcelles situées dans les espaces bâtis de la commune²).



² Données OCSOL 2013 du SCoT du bassin de vie d'Avignon pour les espaces artificialisés en 2013 / Données issues des visites de terrain et du service urbanisme de la commune pour les espaces artificialisés entre 2013 et 2016.

2.6. L’AFFIRMATION DU CARACTERE AGRICOLE :

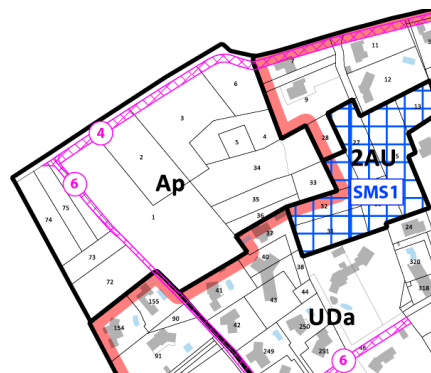
Avec une réduction de 50% de la consommation foncière, la municipalité préserve ses terres agricoles et naturelles pour les générations futures.

Cela se traduit au zonage par :

- le maintien et le reclassement en zone agricole du nord de Gromelle (environ 8 hectares) ;



- le maintien et la protection de la zone agricole du nord-ouest des Hermas (environ 2,5 hectares).



2.7. RAPPELS : OBJECTIFS DE CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET BESOINS EN LOGEMENTS – ANALYSE DES CAPACITES DE DENSIFICATION DU TISSU URBAIN

2.7.1. CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET BESOINS EN LOGEMENTS

La commune de Saint-Saturnin-les-Avignon souhaite poursuivre une croissance démographique mesurée de la population et des besoins en logements. En cohérence avec l'objectif du SCoT, la municipalité projette une croissance démographique à 1,3 %. Cela correspond à une population d'environ 5 800 habitants à horizon 2027, soit environ 700 habitants supplémentaires par rapport à la population 2016.

Le besoin en logements supplémentaires correspondant est estimé à environ 440 logements, soit 44 logements à produire par an (objectif annuel du PLH).

Ici il s'agit d'entrer en cohérence avec les objectifs du SCoT et du PLH en assurant un développement urbain maîtrisé, permettant de conserver l'esprit villageois de Saint-Saturnin-les-Avignon tout en maintenant le renouvellement de la population et la dynamique économique.

2.7.2. ANALYSE DE LA CAPACITE DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DE L'ENSEMBLE DES ESPACES BATIS

2.7.2.1. Secteurs hors OAP

Une analyse de la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, tenant compte des formes urbaines et architecturales, a été réalisée dans le cadre du diagnostic, conformément à l'art. L 151-4 du code de l'urbanisme.

Deux types de potentiel ont été analysés :

- le potentiel foncier dit immédiat qui correspond aux parcelles encore disponibles dans le tissu bâti.
- le potentiel foncier sous utilisé (divisions foncières éventuelles) : toute parcelle bâtie présentant un résiduel constructible d'au moins 400 m² pouvant être détaché a été pris en compte.

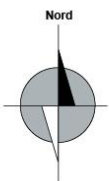
Le potentiel de production de logements a ensuite été calculé de manière théorique par secteurs de même morphologie urbaine. Le projet urbain fixe un principe de densités en fonction des caractéristiques des différents espaces du territoire et de la taille des entités foncières.

Ainsi, la densité appliquée a ainsi été supérieure :

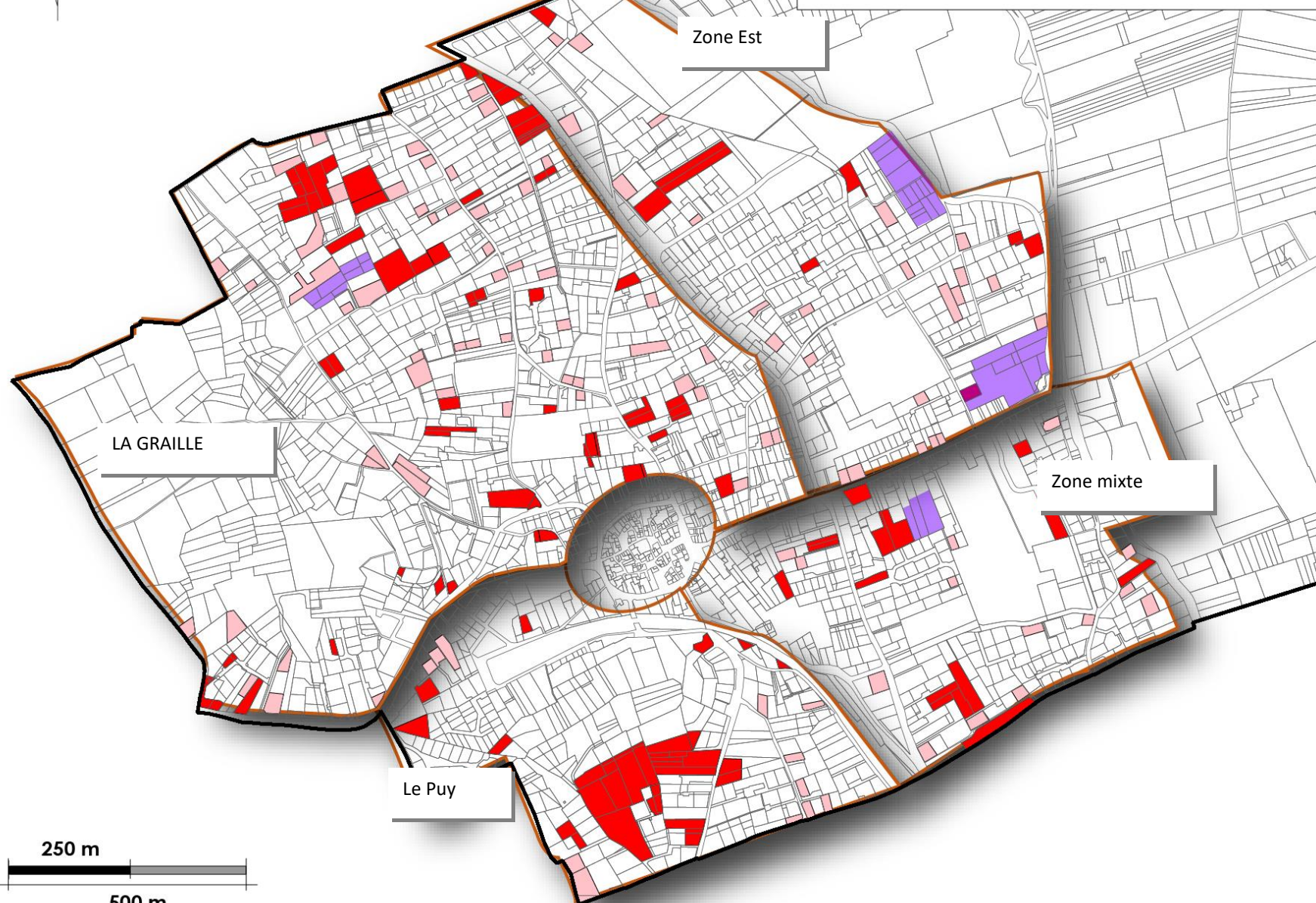
- pour les secteurs équipés et bien desservis ;
- pour les entités foncières de grande superficie.

En enlevant les secteurs d'OAP de cette étude, le potentiel de production de logements ainsi calculé varie entre 400 et 200 logements.

En prenant en compte les phénomènes de rétention foncière qui peuvent exister, la production de logements moyenne est de l'ordre de 350 logements.



- Parcelles disponibles
- Parcelles sous-occupées
- Sites d'OAP pour le développement de l'habitat

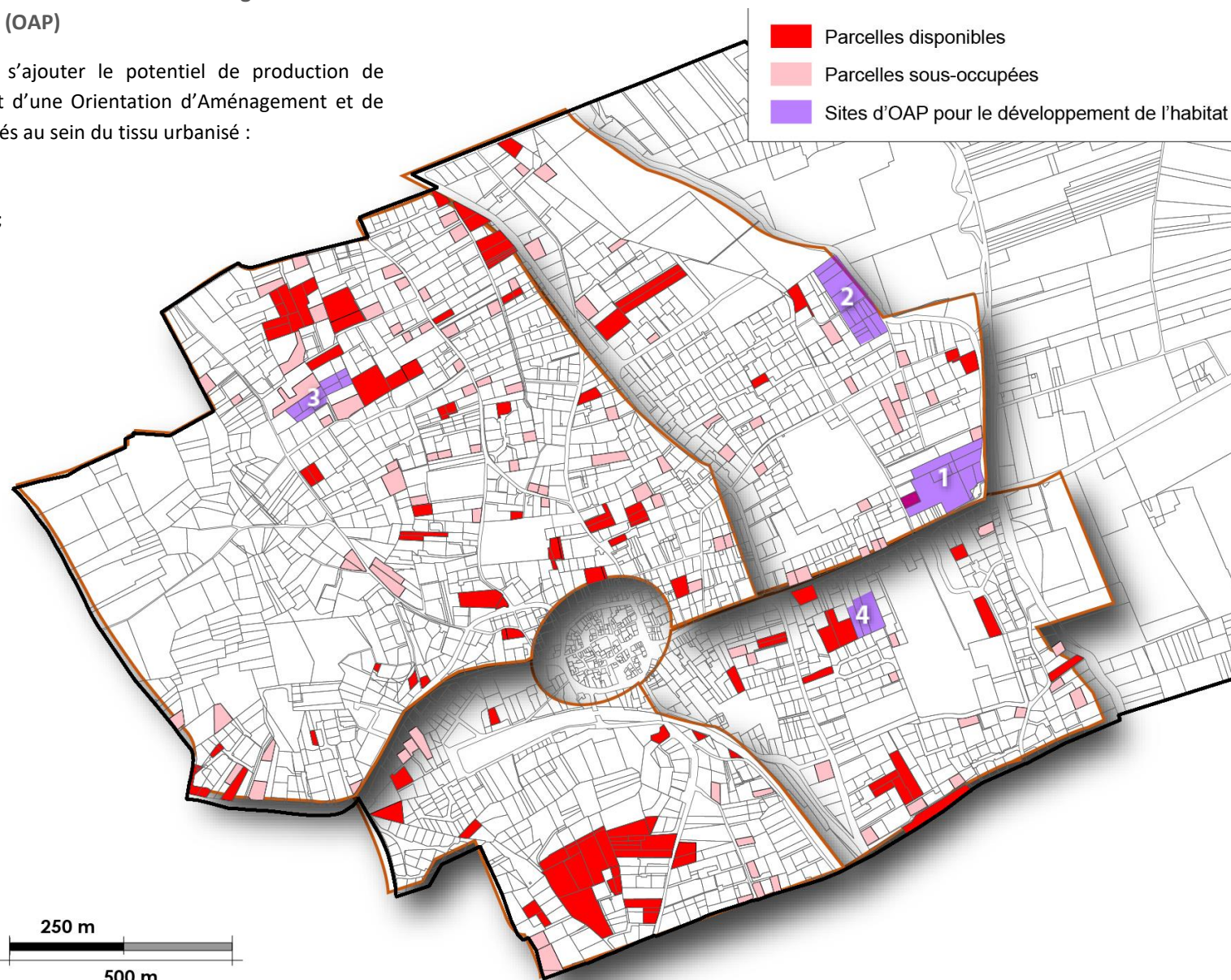


	Potentiel foncier			Potentiel en division parcellaire			Nombre théorique de logement total		TOTAL nombre de logements théorique					
Centre ancien	Superficie en ha	Nombre de logements théorique		Superficie en ha	Nombre de logements théorique									
		Scénario haut (20 lgmt/ha)	Scénario bas (15 lgmt/ha)		Scénario haut (25% du potentiel mobilisé)	Scénario bas (10% du potentiel mobilisé)	Scénario haut	Scénario bas						
	0,0	0	0	0,0	0	0	0	0	411	358	230			
La Graille	Superficie en ha (entité foncière de superficie importante)	Nombre de logements théorique		Superficie en ha	Nombre de logements théorique		Nombre théorique de logement total							
		Scénario haut (25 lgmt/ha)	Scénario moyen (20 lgmt/ha)		Scénario bas (15 lgmt/ha)	Scénario haut (25% du potentiel mobilisé)	Scénario moyen(15% du potentiel mobilisé)	Scénario bas (10% du potentiel mobilisé)				Scénario haut	Scénario moyen	Scénario bas
	3,6	90	72	54	1,8	11	5	3				101	77	57
	Superficie en ha (parcelles en dent creuse)	Nombre de logements théorique		Superficie en ha	Nombre de logements théorique		Nombre théorique de logement total							
		Scénario haut (20 lgmt/ha)	Scénario bas (15 lgmt/ha)		Scénario haut (25% du potentiel mobilisé)	Scénario bas (10% du potentiel mobilisé)	Scénario haut	Scénario bas						
2	40	30	3,4	17	5	57	35							
Zone Est	Superficie en ha (entité foncière de superficie importante, site du Lavoir)	Nombre de logements théorique		Superficie en ha	Nombre de logements théorique		Nombre théorique de logement total							
		Scénario haut (35 lgmt/ha)	Scénario moyen (25 lgmt/ha)		Scénario bas (15 lgmt/ha)	Scénario haut (25% du potentiel mobilisé)	Scénario moyen(15% du potentiel mobilisé)	Scénario bas (10% du potentiel mobilisé)				Scénario haut	Scénario moyen	Scénario bas
	0,8	28	20	12	0,00	0	0	0				28	20	12
	Superficie en ha (parcelles en dent creuse)	Nombre de logements théorique		Superficie en ha	Nombre de logements théorique		Nombre théorique de logement total							
		Scénario haut (20 lgmt/ha)	Scénario bas (15 lgmt/ha)		Scénario haut (25% du potentiel mobilisé)	Scénario bas (10% du potentiel mobilisé)	Scénario haut	Scénario bas						
0,7	14	10,5	2,0	10	3	24	13							
Zone mixte	Superficie en ha (entité foncière de superficie importante)	Nombre de logements théorique		Superficie en ha	Nombre de logements théorique		Nombre théorique de logement total							
		Scénario haut (30 lgmt/ha)	Scénario moyen (25 lgmt/ha)		Scénario bas (15 lgmt/ha)	Scénario haut (25% du potentiel mobilisé)	Scénario moyen(15% du potentiel mobilisé)	Scénario bas (10% du potentiel mobilisé)				Scénario haut	Scénario moyen	Scénario bas
	1,1	33	28	17	0,0	0	0	0				33	28	17
	Superficie en ha (parcelles en dent creuse)	Nombre de logements théorique		Superficie en ha	Nombre de logements théorique		Nombre théorique de logement total							
		Scénario haut (20 lgmt/ha)	Scénario bas (15 lgmt/ha)		Scénario haut (25% du potentiel mobilisé)	Scénario bas (10% du potentiel mobilisé)	Scénario haut	Scénario bas						
1,4	28	21	1,2	6	2	34	23							
Le Puy	Superficie en ha (entité foncière de superficie importante)	Nombre de logements théorique		Superficie en ha	Nombre de logements théorique		Nombre théorique de logement total							
		Scénario haut (30 lgmt/ha)	Scénario moyen (25 lgmt/ha)		Scénario bas (15 lgmt/ha)	Scénario haut (25% du potentiel mobilisé)	Scénario moyen(15% du potentiel mobilisé)	Scénario bas (10% du potentiel mobilisé)	Scénario haut	Scénario moyen	Scénario bas			
	3,2	96	80	48		0	0	0	96	80	48			
	Superficie en ha (parcelles en dent creuse)	Nombre de logements théorique		Superficie en ha	Nombre de logements théorique		Nombre théorique de logement total							
		Scénario haut (20 lgmt/ha)	Scénario bas (15 lgmt/ha)		Scénario haut (25% du potentiel mobilisé)	Scénario bas (10% du potentiel mobilisé)	Scénario haut	Scénario bas						
1,6	32	24	1,2	6	2	38	26							

2.7.2.2. Potentiel de production de logements des secteurs faisant l'objet d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Au potentiel de densification vient s'ajouter le potentiel de production de logements sur les sites faisant l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP), également situés au sein du tissu urbanisé :

1. Lavoir ;
2. Bord de canal/chemin de la Sorgue ;
3. Les Hermas ;
4. Les Aubépines.



Ces secteurs présentent un potentiel foncier important et/ou sont situés sur des secteurs stratégiques. Au regard de leurs enjeux spécifiques, leur urbanisation est encadrée via une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) afin d'optimiser ce potentiel foncier.

Potentiel de production de logements au sein des secteurs d'OAP :

Secteurs d'OAP	Site	Superficie (ha)	Nombre de logements
	Lavoir	1,6	40
	Bord du canal	1,0	20
	Hermas	0,7	15
	Aubépines	0,5	20
Total des logements produits sur les sites d'OAP			95

Les 4 sites d'OAP représentent un potentiel de production de 95 logements.

2.7.2.3. Production de logements totale du PLU

La production de logements totale du PLU est ainsi de :

- 350 logements à court, moyen et long terme en densification et division parcellaire ;
- 95 logements à court/moyen terme sur les sites d'OAP.

Soit un total d'environ 445 logements sur l'ensemble des espaces du PLU situés en zones U et AU.

2.8. COHERENCE ENTRE L'OBJECTIF DEMOGRAPHIQUE ET LES SURFACES OUVERTES A L'URBANISATION A VOCATION D'HABITAT

Afin de répondre aux besoins actuels et futurs en matière d'habitat tout en maîtrisant le développement urbain, 440 logements doivent être créés à horizon du PLU (2027).

- le potentiel de densification de la commune permettra de produire environ 350 logements ;
- les sites d'OAP permettront de produire 95 logements.

Le potentiel de production de logements total du PLU est ainsi d'environ 445 logements.

Le potentiel de production de logements du PLU est ainsi cohérent avec la croissance démographique projetée et l'objectif de production de 440 logements à horizon 2027.

2.9. JUSTIFICATION DES MESURES PRISES POUR FAVORISER LA DENSIFICATION DES ESPACES BATIS

L'orientation 1 (objectif 2 et 3) du PADD, vise à permettre une densification mesurée des secteurs d'habitat, en privilégiant des densités plus importantes dans le cœur villageois.

Elle se traduit par la mise en place, au zonage du PLU, de zones visant à la production de densité dégressives du centre-ancien (zone UA) vers la périphérie (zone UD). Au sein de chaque zone, le règlement favorise une densification cohérente de chaque secteur de la commune, par des règles favorisant la mobilisation des dents creuses, tout en permettant une urbanisation adaptée à l'environnement bâti existant.

- la zone UA (centre-ancien) correspond au secteur le plus dense, l'emprise au sol et le pourcentage d'espace vert ne sont pas réglementés ;
- la zone UB correspond au secteur privilégié pour le renouvellement urbain, l'emprise au sol est de 50% et le taux d'espace vert de 20% permettant une densification mesurée du secteur ;
- la zone UD correspond au secteur résidentiel, la densité est moins importante qu'en zone UA et UB : l'emprise au sol est de 35% et le taux d'espace vert de 40%.

Zonage du PLU (zone urbaine à vocation d'habitat)	Zonage	Règlement	
		Emprise au sol (%)	Espace vert (%)
	UA	NR	NR
	UB	50	20
	UD	35	40

Au niveau des OAP cela se traduit par une programmation mixte des logements, en privilégiant les typologies denses (habitat groupé et collectif/intermédiaire). Ainsi conformément aux objectifs du SCoT la répartition des logements est la suivante :

- sur les 40 logements de l'OAP du Lavoir (25 log/ha) environ :
 - o 20% sont des logements individuels purs ;
 - o 60% sont des logements individuels groupés ;
 - o 20% sont des logements collectifs/intermédiaires.
- Sur les 20 logements de l'OAP Bord du canal (20 log/ha) environ :
 - o 50% sont des logements individuels purs et groupés ;

- o 50% sont des logements individuels groupés et collectifs/intermédiaires.
- Sur les 15 logements de l'OAP des Hermas (20 log/ha) environ :
 - o 50% sont des logements individuels purs ;
 - o 50% sont des logements individuels groupés.
- Sur les 20 logements de l'OAP des Aubépines (35 log/ha) :
 - o un minimum de 50% sont des logements collectifs/intermédiaires ;
 - o le reste des logements sont des logements individuels groupés ;

La densité moyenne des OAP est de 25 log/ha.

Secteurs d'OAP	Site	Superficie (ha)	Nombre de logements	Densité moyenne (log/ha)
	Lavoir	1,6	40	25
	Bord du canal	1,0	20	20
	Hermas	0,7	15	21
	Aubépines	0,5	20	40
Total		3,81	95	25

2.10. BILAN DETAILLE DES EVOLUTIONS ENTRE LE POS ET LE PLU

SUPERFICIES DU POS			
Zones	Secteurs	Superficie (en ha)	% du territoire
UA		6,9	1,1%
UB		21,3	3,4%
	UB a	5,4	0,9%
	UB b	2,9	0,5%
	UB i	6,7	1,1%
UD		72,9	11,7%
	UD a	3,3	0,5%
	UD b	1,4	0,2%
	UD c	7,2	1,2%
	UD c1	2,6	0,4%
	UD ci	1,4	0,2%
	UD i	29,5	4,7%
UE	UE i	5,5	0,9%
UF		2,9	0,5%
TOTAL ZONE URBAINE		169,9	27,3%
NB		2,4	0,4%
	NB a	15,1	2,4%
	NB a1	1,8	0,3%
	NB b	5,4	0,9%
	NB i	11,9	1,9%
TOTAL ZONE NB		36,7	5,9%
1NA a		1,3	0,2%
	1NA a2	6,7	1,1%
	1NA a3	1,7	0,3%
	1NA ai	2,4	0,4%
1NA b		3,2	0,5%
2NA		1,2	0,2%
	2NA a	5,6	0,9%
	2NA i	13,1	2,1%
TOTAL ZONE A URBANISER		35,3	5,7%
NC		258,5	41,6%
	NC ai	2,9	0,5%
	NC i	97,2	15,6%
TOTAL ZONE AGRICOLE		358,7	57,7%
ND		20,0	3,2%
	ND a	1,5	0,2%
TOTAL ZONE NATURELLE		21,5	3,5%
SUPERFICIE COMMUNALE		622,0	100,0%

SUPERFICIES DU PLU			
Zones	Secteurs	Superficie (en ha)	% du territoire
UA		3,2	0,5%
UB		59,1	9,5%
UD	UDa	121,9	19,6%
UD	UDb	25,3	4,1%
UD	UDc	1,7	0,3%
UD	UDf	1,4	0,2%
UE	UEa	7,2	1,2%
UE	UEb	4,5	0,7%
UT		5,6	0,9%
TOTAL ZONE URBAINE		229,9	37,0%
1AU	1AUha	0,6	0,1%
	1AUhb	0,7	0,1%
	1AUhc	1,4	0,2%
2AU		5,6	0,9%
TOTAL ZONE A URBANISER		8,3	1,3%
A		213,8	34,4%
	Aco	94,1	15,1%
	Ap	22,6	3,6%
TOTAL ZONE AGRICOLE		330,6	53,1%
N		4,9	0,8%
	Nco	31,2	5,0%
	Nf3	17,2	
TOTAL ZONE NATURELLE		53,3	8,6%
SUPERFICIE COMMUNALE		622,0	100,0%

BILAN
POS/PLU

60,0

-27,0

-28,1

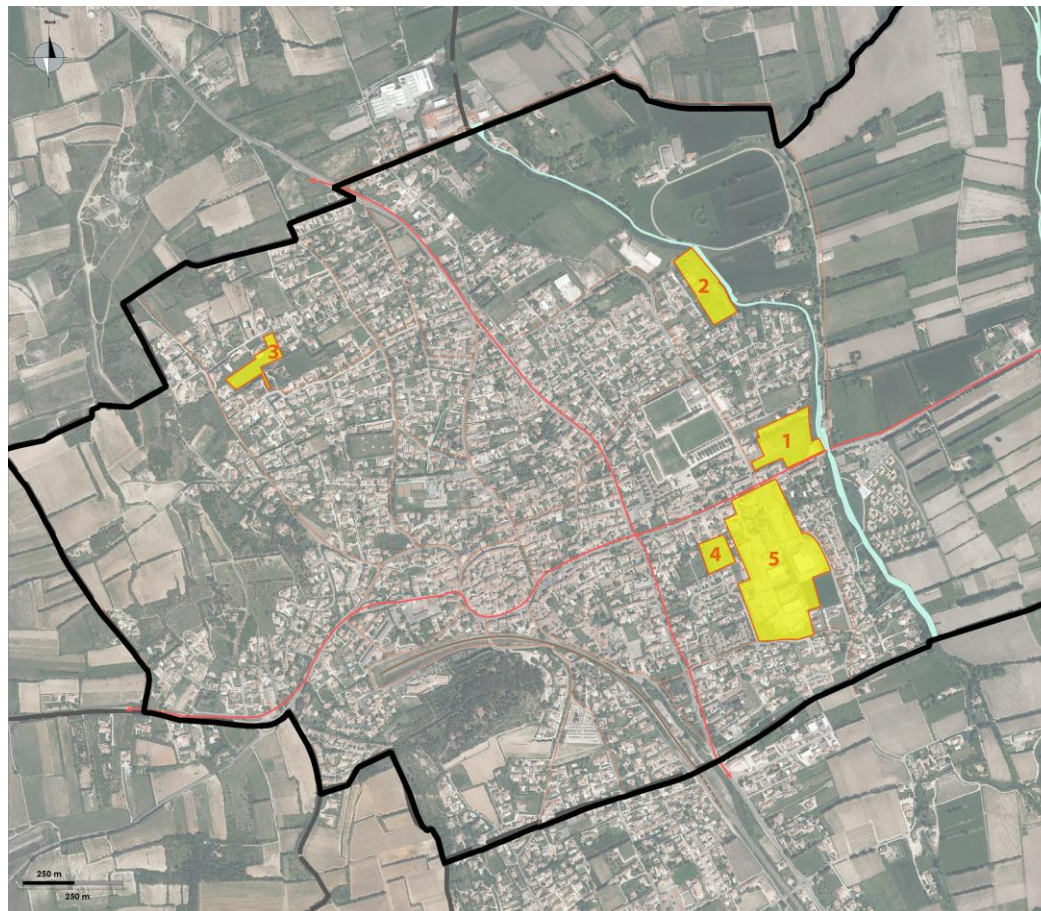
31,8

3. JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

5 sites présentant des enjeux de structuration de l'urbanisation et d'optimisation foncière à court et moyen terme ont été identifiés sur la commune de Saint-Saturnin-les-Avignon.

Il s'agit des sites :

1. Lavoir ;
2. Bord de canal/chemin de la Sorgue ;
3. Les Hermas ;
4. Les Aubépines ;
5. Zone d'activités André Durand.



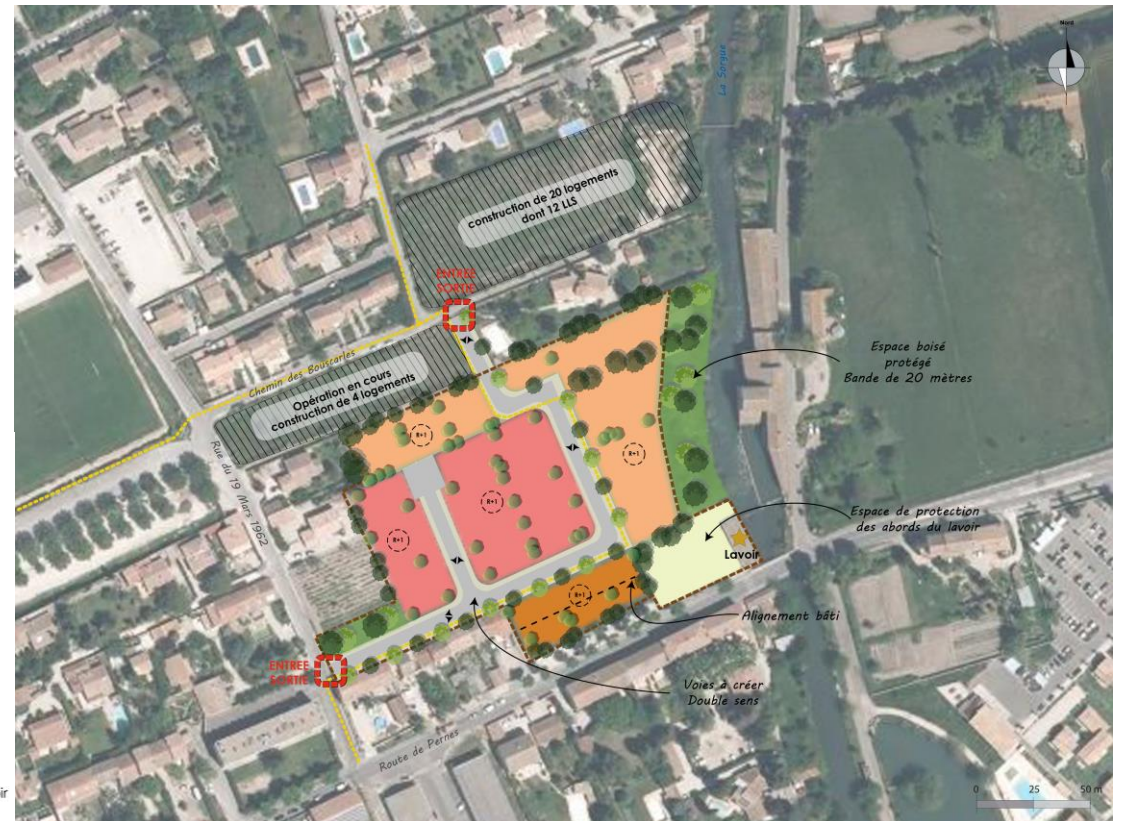
3.1. OAP N°1 : LAVOIR

Ce site se trouve en entrée de ville est, en bordure du Canal de Vaucluse. Le PADD affirme la volonté municipale d'inscrire le développement de la commune dans les limites physiques actuelles en permettant une densification mesurée des secteurs d'habitat.

Situé en entrée de ville est, dans un environnement paysager de qualité (présence du lavoir et du canal de Vaucluse), le site du Lavoir est identifié comme un site à enjeux dont l'urbanisation doit être encadrée par une OAP.

Il est identifié en zone urbaine UDa, UDb au PLU.

Ainsi, en cohérence avec le PADD, une OAP a été réalisée :



Cette OAP vise à :

- assurer la production d'une offre de logements semi-dense (25 logements à l'hectare en moyenne), intégré au paysage et à l'environnement bâti du secteur. Cette OAP répond aux objectifs 2 et 3 du PADD (de l'ambition 2, orientation 1) qui visent à la densification mesurée des secteurs d'habitat, notamment dans le cœur de villageois élargi ;
- promouvoir une offre d'habitat diversifiée en permettant la réalisation de logements individuels, groupés et collectifs/intermédiaires en R+1 (cf. ambition 2, orientation 1, objectif 3 du PADD. La répartition des logements permet cette diversité et répond pleinement aux objectifs du SCoT :
 - o 20% sont des logements individuels purs (objectif du SCoT : max 60%) ;
 - o 60% sont des logements individuels groupés (objectif du SCoT : environ 30%) ;
 - o 20% sont des logements collectifs/intermédiaires (objectif du SCoT : min 10%).
- intégrer le projet au tissu urbanisé existant. L'OAP organise un développement mixte habitat individuel pur, groupé et collectif/intermédiaire en R+1 dans la continuité de l'urbanisation existante (cf. ambition 4, orientation 2 du PADD) ;
- conserver la trame verte et bleue du territoire. L'OAP prévoit une bande végétale de 20 mètres depuis le canal permettant de préserver la ripisylve et d'intégrer le projet à son environnement paysager (cf. ambition 2, orientation 2, objectif 1 du PADD) ;
- préserver le patrimoine urbain. Le projet d'aménagement prévoit de protéger et de valoriser le patrimoine bâti du Lavoir via l'identification d'un espace de protection des abords du site ;

- assurer le développement du parc locatif social. Une vingtaine de logements groupés, devra être dédiée aux logements locatifs sociaux (cf. ambition 4, orientation 3 du PADD) ;
- de développer les liaisons piétonnes, via l'aménagement de cheminements doux depuis la route des pernes vers le chemin des Bouscarles (cf. ambition 1, orientation 3, objectif 1).

L'optimisation du foncier disponible est un enjeu d'autant plus marqué que le réseau d'assainissement est présent en limite du secteur. Ainsi, une quarantaine de logements, répartis sur un périmètre d'étude d'environ 1,5 hectare, viendront compléter l'urbanisation du quartier et l'entrée de ville est.

3.2. OAP N°2 : BORD DE CANAL/CHEMIN DE LA SORGUE

Ce site se trouve à l'est du tissu urbanisé en bordure du Canal de Vaucluse. Le PADD affirme la volonté municipale d'inscrire le développement de la commune dans les limites physiques actuelles en permettant une densification mesurée des secteurs d'habitat.

Située en limite d'une zone d'habitat et du canal de Vaucluse, l'OAP bord de canal/chemin de la Sorgue est identifiée comme un site à enjeux dont l'urbanisation doit être encadrée par une OAP.

Il est identifié en zone à urbaniser à vocation d'habitat 1AUhc.

Ainsi, en cohérence avec le PADD, une OAP a été réalisée :



Cette OAP vise à

- assurer la production d'une offre de logements moyennement dense (20 logements à l'hectare en moyenne), intégré au paysage et à l'environnement bâti du secteur. Cette OAP répond aux objectifs 2 et 3 du PADD (de l'ambition 2, orientation 1) qui visent à la densification mesurée des secteurs d'habitat ;
- promouvoir une offre d'habitat diversifiée en permettant la réalisation de logements individuels, groupés et collectifs/intermédiaires en R+1 (cf. ambition 2, orientation 1, objectif 3 du PADD. La répartition des logements permet cette diversité et répond pleinement aux objectifs du SCoT :
 - o 50% sont des logements individuels purs et groupés (objectif du SCoT : max 60% d'individuel et environ 30% de groupé) ;
 - o 50% sont des logements individuels groupés et collectifs/intermédiaires sont (objectif du SCoT : environ 30% de groupé et min 10% de collectif).
- intégrer le projet au tissu urbanisé existant. L'OAP organise un développement urbain en cohérence avec le tissu urbanisé voisin et la desserte du site. Ainsi, la hauteur des constructions est limitée au R+1 ;
- organiser la desserte du site en vue de sa densification pour le développement de l'habitat (orientation 3 du PADD) ;
- conserver la trame verte et bleue du territoire. L'OAP prévoit un recul de 10 mètres par rapport au canal permettant de préserver la ripisylve et d'intégrer le projet à son environnement paysager (cf. ambition 2, orientation 2, objectif 1 du PADD) ;
- assurer le développement du parc locatif social. La partie nord du site est concernée par une servitude de mixité sociale (cf. ambition 4, orientation 3 du PADD) ;

L'optimisation du foncier disponible est un enjeu d'autant plus marqué que le réseau d'assainissement est présent à proximité du secteur, au niveau des chemins des Roseaux et de la Croix du Sud. Ainsi, une vingtaine de logements, répartis sur un périmètre d'étude d'environ 1 hectare, viendront compléter l'urbanisation du quartier.

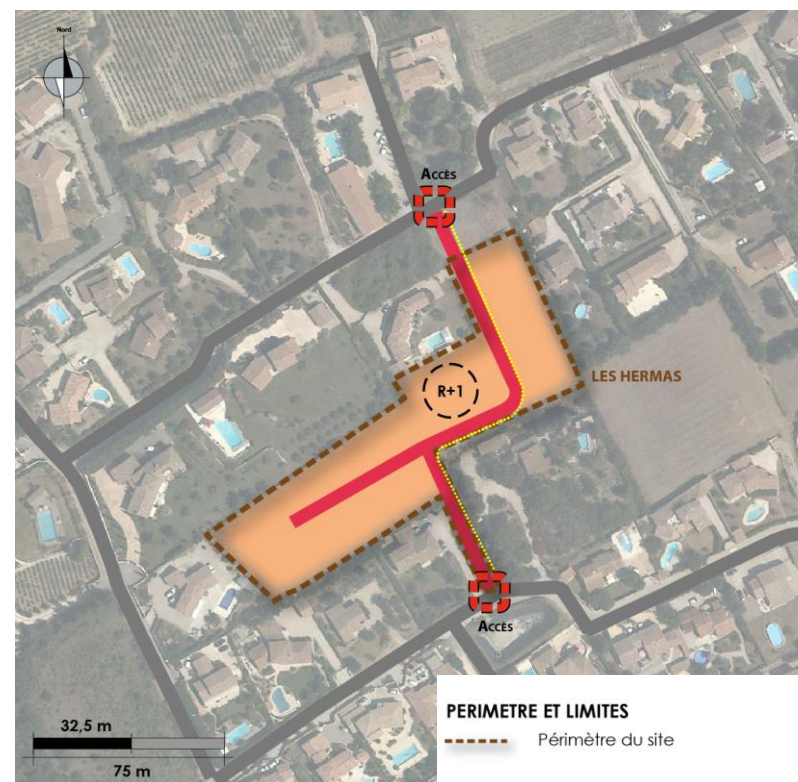
3.3. OAP N°3 : LES HERMAS

Ce site se trouve au nord-ouest de la commune, près de la colline de la Graille. Le PADD affirme la volonté municipale d'inscrire le développement de la commune dans les limites physiques actuelles en permettant une densification mesurée des secteurs d'habitat.

Située en limite nord-ouest du territoire, dans un secteur d'habitat peu dense, l'OAP des Hermas est identifiée comme un site à enjeux dont l'urbanisation doit être encadrée par une OAP, notamment pour organiser les déplacements dus à une densification du secteur.

Il est identifié en zone à urbaniser à vocation d'habitat en zone 1AUhb au PLU.

Ainsi, en cohérence avec le PADD, une OAP a été réalisée :



PERIMETRE ET LIMITES

--- Périmètre du site

CARACTERISTIQUES DU BATI

(R+1) Hauteur maximum autorisée

VOCATION DES ESPACES / DESTINATION DU BATI

■ Habitat individuel pur et groupé

CIRCULATION ET DEPLACEMENTS

■ Principe d'accès

■ Principe de desserte

■ Voirie existante

..... Principe de liaison douce

Cette OAP vise à

- assurer la production d'une offre de logements dense (d'environ 28 logements à l'hectare en moyenne), intégré au paysage et à l'environnement bâti du secteur. Cette OAP répond aux objectifs 2 et 3 du PADD (de l'ambition 2, orientation 1) qui visent à la densification mesurée des secteurs d'habitat ;
- promouvoir une offre d'habitat diversifiée en permettant la réalisation de logements individuels purs et groupés en R+1 (cf. ambition 2, orientation 1, objectif 3 du PADD. La répartition des logements permet cette diversité et répond pleinement aux objectifs du SCoT :
 - o 50% sont des logements individuels purs (objectif du SCoT : max 60%) ;
 - o 50% sont des logements individuels groupés (objectif du SCoT : environ 30%).
- intégrer le projet au tissu urbanisé existant. L'OAP organise un développement urbain en cohérence avec le tissu urbanisé voisin et la desserte du site. Ainsi, la hauteur des constructions est limitée au R+1 ;
- organiser la desserte du site en vue de sa densification pour le développement de l'habitat (orientation 3 du PADD) ;
- assurer le développement du parc locatif social. Le secteur de l'OAP est concerné par une servitude de mixité sociale (cf. ambition 4, orientation 3 du PADD) ;

L'optimisation du foncier disponible est un enjeu d'autant plus marqué que le réseau d'assainissement est présent à proximité du secteur, au niveau du chemin des Gendalis. Ainsi, une quinzaine de logements, répartis sur un périmètre d'étude d'environ 0,7 hectare, viendront compléter l'urbanisation du quartier.

3.4. OAP N°4 : LES AUBEPINES

Ce site se trouve à l'ouest de la zone d'activités, près du cœur villageois de Saint-Saturnin-les-Avignon. Le PADD affirme la volonté municipale d'inscrire le développement de la commune dans les limites physiques actuelles en permettant une densification mesurée des secteurs d'habitat.

Situé en dent creuse près du centre-villageois, ce secteur est identifié comme un site à enjeux dont l'urbanisation doit être encadrée par une OAP.

Il est identifié en zone à urbaniser à vocation d'habitat 1AUha au PLU.

Ainsi, en cohérence avec le PADD, une OAP a été réalisée :

PERIMETRE

— Périomètre du site

CARACTERISTIQUES DU BATI

(R+1) Hauteur maximum autorisée

VOCATION DES ESPACES / DESTINATION DU BATI

Habitat individuel groupé et petit collectif/ ou intermédiaire

CIRCULATION ET DEPLACEMENTS

Principe d'accès

Principe de desserte

Voirie existante

Principe de liaison douce

PAYSAGE / GESTION DES INTERFACES

Frang tampon paysagère

Couture urbaine



Cette OAP vise à

- assurer la production d'une offre de logements moyennement dense (20 logements à l'hectare en moyenne), intégré au paysage et à l'environnement bâti du secteur. Cette OAP répond aux objectifs 2 et 3 du PADD (de l'ambition 2, orientation 1) qui visent à la densification mesurée des secteurs d'habitat, notamment dans le cœur de villageois élargi ;
- promouvoir une offre d'habitat diversifiée en permettant la réalisation d'habitat groupé et collectif/intermédiaire (cf. ambition 2, orientation 1, objectif 3 du PADD. La répartition des logements permet cette diversité et répond pleinement aux objectifs du SCoT :
 - o un minimum de 50% sont des logements collectifs/intermédiaires (objectif du SCoT : min 10%) ;
 - o le reste des logements sont groupés.
- intégrer le projet au tissu urbanisé existant. L'OAP organise un développement urbain en cohérence avec le tissu urbanisé voisin :
 - o organisation des déplacements (accès/voirie, cf. orientation 3 du PADD) ;
 - o limitation des hauteurs des constructions au R+1 (cf. ambition 4, orientation 2 du PADD) ;
 - o traitement qualitatif des franges urbaines.
- assurer le développement du parc locatif social. L'OAP est concernée par une servitude de mixité sociale (cf. ambition 4, orientation 3 du PADD) ;

- de développer les liaisons piétonnes, via l'aménagement d'un cheminement doux depuis la route des pernes (cf. ambition 1, orientation 3, objectif 1).

L'optimisation du foncier disponible est un enjeu d'autant plus marqué que le réseau d'assainissement est présent à proximité du secteur au niveau de la route des Pernes et de l'impasse des Près Jonquières. Ainsi, une vingtaine de logements, répartis sur un périmètre d'étude d'environ 0,5 hectare, viendront compléter l'urbanisation du quartier et l'entrée de ville est.

3.5. OAP N°5 : ZONE D'ACTIVITES ANDRE DURAND

Ce site se trouve en entrée de ville est, près du cœur villageois de Saint-Saturnin-les-Avignon. Le PADD affirme la volonté municipale de maintenir et qualifier la zone d'activités André Durand afin de conforter la dynamique économique du territoire.

Ce secteur est donc identifié comme un site à enjeux dont l'organisation doit être encadrée par une OAP.

Il est identifié en zone urbaine à vocation d'activités UEa au PLU.

Ainsi, en cohérence avec le PADD, une OAP a été réalisée :

Cette OAP vise à qualifier la zone d'activité existante André Durand en :

- organisant la desserte du site grâce notamment à un principe de raccordement (est/ouest) des voies de desserte (orientation 3 du PADD) ;
- aménageant les interfaces du secteur : frange paysagère.

La qualification et l'organisation de la principale zone d'activités de la commune permet de répondre à l'ambition 3 du PADD qui vise à conforter la dynamique économique.



PERIMETRE ET LIMITES

— Périmètre du site

VOCATION DES ESPACES / DESTINATION DU BATI

■ Activités

CIRCULATION ET DEPLACEMENTS

□ Principe d'accès

— Principe de raccordement des deux voies de desserte

— Voirie existante

— Principe de liaison douce

PAYSAGE / GESTION DES INTERFACES

— Frange tampon paysagère

4. MOTIFS DE DELIMITATION DES ZONES ET JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

4.1. LES FONDEMENTS DU ZONAGE ET DU RÈGLEMENT

4.1.1. LE ZONAGE

Avertissement :

La commune de Saint-Saturnin-les-Avignon a prescrit l'élaboration de son PLU par délibération en date du 27 mai 2014.

Le projet de PLU de la commune a donc été élaboré dans le cadre des dispositions du code de l'urbanisme en vigueur jusqu'au 31 décembre 2015.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, le **décret N°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme** emporte une nouvelle codification à droit constant de la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme. Il modernise également le contenu du Plan Local d'Urbanisme tout en préservant les outils préexistants, les nouveaux outils pouvant être mis en œuvre de manière facultative par les communes ayant lancé l'élaboration ou la révision de leur PLU avant le 1^{er} janvier 2016.

Ainsi la commune de Saint-Saturnin-les-Avignon fait le choix de maintenir son projet de PLU dans les dispositions réglementaires du code de l'urbanisme en vigueur au 31 décembre 2015, afin de préserver la cohérence d'idées et de règles ayant présidé à l'élaboration de ce projet. **Le présent règlement fait donc références aux articles réglementaires en vigueur au 31 décembre 2015.**

Les références aux articles législatifs se rapportent, quant à elles, aux articles recodifiés en vigueur au 1^{er} janvier 2016, conformément à l'ordonnance n°

2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme.

4.1.1.1. Les zones urbaines dites zones U :

a/ La zone UA, délimitée par un trait noir est repérée par l'indice UA au plan. Elle correspond au centre ancien de la ville.

b/ La zone UB délimitée par un trait noir est repérée par l'indice UB au plan correspond à la première couronne d'urbanisation. Il s'agit des premiers secteurs d'extensions autour du noyau ancien, situés le long de ruelles pénétrant vers le centre, ou jouxtant les deux axes principaux du village (ex RD6 et ex RD28).

c/ La zone UD délimitée par un trait noir est repérée par l'indice UD au plan. La zone UD correspond aux zones d'habitat pavillonnaire périphériques. La fonction de la zone est avant tout résidentielle, mais on y trouve également différentes fonctions associées à l'habitat telles que les commerces et certaines activités.

La zone comprend quatre secteurs :

- Un sous-secteur UDa de densité moyenne, situé en deuxième couronne du centre ancien ;
- Un sous-secteur UDb de moindre densité, situé en périphérie de la zone urbanisée ;
- Un sous-secteur UDC, quartier Les Cros réservé aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ;
- Un sous-secteur UDF, correspondant à la « zone sensible » du souterrain ferroviaire.

d/ La zone UE délimitée par un trait noir est repérée par l'indice UE au plan. La zone UE correspond aux zones d'activités économiques.

Elle comprend 2 secteurs :

- le secteur UEa correspondant à la zone d'activités André Durand ;

- le secteur UEb, correspondant à la zone d'activités du chemin des Roseaux.

e/ La zone UT délimitée par un trait noir est repérée par l'indice UT au plan. Elle correspond à une zone située dans le quartier Brûlefer, à vocation d'activités d'hébergement et d'habitat lié au tourisme et aux loisirs.

4.1.1.2. Les zones à urbaniser dites zones AU :

a/ la zone 1AUh, délimitée par un trait noir, est repérée par l'indice 1AUh au plan. La zone correspond à des secteurs ouverts à l'urbanisation à vocation d'habitat, mais insuffisamment desservis par les équipements publics.

La zone comprend trois secteurs :

- Un sous-secteur 1AUha de densité forte ;
- Un sous-secteur 1AUhb de densité moyenne ;
- Un sous-secteur 1AUhc de moindre densité, situé en périphérie de la zone urbanisée.

b/ La zone 2AU délimitée par un trait noir, est repérée par l'indice 2AU au plan. Elle correspond aux secteurs insuffisamment desservis ou non desservis par les équipements publics et constituant une réserve d'unités foncières sur lesquelles peut être envisagé un développement ultérieur.

4.1.1.3. Les zones agricoles, dites zones A :

a/ La zone A délimitée par un trait noir est repérée par l'indice A au plan. Cette zone comprend les terrains qui font l'objet d'une protection particulière en raison de la valeur et du potentiel agronomique, biologique et économique des terres agricoles. Elle est destinée à l'activité agricole et aux constructions liées et nécessaires aux besoins de l'exploitation agricole.

La zone comprend 2 secteurs :

- un secteur Ap qui présente une sensibilité paysagère et où toute nouvelle construction est interdite.

- un secteur Aco, correspondant aux corridors écologiques le long des Sorgues

4.1.1.4. Les zones naturelles, dites zones N :

a/ La zone N délimitée par un trait noir est repérée par l'indice N au plan. La zone recouvre les espaces naturels qui font l'objet d'une protection particulière en raison notamment de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages.

La zone comprend également un secteur Nco, correspondant aux corridors écologiques des Sorgues et du Canal de Vaucluse et un secteur Nf3 concerné par un aléa feux de forêt moyen. Les espaces concernés par cet aléa sont indicés d'un indicateur « f3 ».

4.1.2. LE RÈGLEMENT

Chaque zone est soumise à des règles propres, définies en cohérence avec les objectifs d'aménagements définis au PADD. A chacune d'entre elles correspond un règlement de 16 articles qui définit les règles d'occupation du sol. L'article R 123-9 du code de l'urbanisme (version en vigueur au 31 décembre 2015) précise que le règlement peut comprendre tout ou partie des articles cités et que les règles relatives à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et par rapport aux limites séparatives (art. 6 et 7) qui ne sont pas fixées par le règlement doivent figurer dans les documents graphiques.

Le règlement du PLU de la commune de Saint-Saturnin-les-Avignon est organisé selon 2 sections répondant à 2 questions :

Quoi ? :

- La destination générale des sols (art. 1 et 2)

Comment ? :

- Les conditions de desserte des terrains par les équipements (art. 3, 4 et 16)
- Les règles morphologiques (art. 6, 7, 8, 9, 10)
- Les règles qualitatives (art. 11, 13 et 16)

- Les règles de stationnements (art. 12)
- Les obligations en matière de performance énergétiques et environnementales (art. 15)

La loi ALUR ayant supprimé la possibilité de recours aux articles 5 et 14 du règlement, les dispositions relatives à ces derniers ont été supprimées.

4.1.3. JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES COMMUNES A PLUSIEURS ZONES

4.1.3.1. La destination générale des sols (art. 1et 2)

L'article 1 fixe les occupations et utilisation du sol interdites.

Pour assurer le bon fonctionnement du territoire et organiser l'espace de façon rationnelle, le règlement définit les occupations du sol qui ne peuvent être admises que dans certaines zones.

L'article 2 indique celles qui sont soumises à des conditions particulières, fondées sur des critères tels que les risques, les nuisances, la préservation du patrimoine,...

Dès lors qu'une occupation ou une utilisation du sol ne figure ni à l'article 1 ni à l'article 2, elle est admise dans la zone concernée.

Les dispositions des articles 1 et 2 sont justifiées zone par zone dans la suite du document en cohérence avec les enjeux propres à chacune d'entre elles.

4.1.3.2. Les conditions de desserte par les équipements (art. 3, 4 et 16)

L'article 3 fixe les conditions de desserte par les voies publiques ou privées. L'objectif est d'assurer une bonne accessibilité des terrains à construire par un réseau de voirie répondant aux objectifs suivants :

- suffisamment dimensionné et garantissant la sécurité,
- répondant aux besoins de la zone à desservir en termes de capacité,

- permettant de garantir l'accessibilité des engins de secours et de lutte contre l'incendie,
- et participant à un maillage de voie assurant une desserte cohérente de l'ensemble des quartiers.

Ainsi, les règles fixées pour chaque zone rappellent ces principes et précisent le cas échéant la largeur minimale des voies en cohérence avec les besoins de la zone (habitat, activités...).

De manière générale, dans les zones à vocation d'habitat la règle est la suivante :

La création de voies ouvertes à la circulation publique est soumise aux conditions suivantes :

- les voies privées desservant plus de 5 logements doivent avoir les caractéristiques minima suivantes :
 - o largeur de la chaussée : 5 m
- les voies privées desservant 5 logements et moins doivent avoir les caractéristiques minima suivantes :
 - o largeur de la chaussée : 4,5 m
- Les voies en impasse de plus de 60 m doivent comporter, dans leur partie terminale, une plate forme d'évolution.

Dans les zones à vocation d'activité (UE) des règles différentes permettent de prendre en compte les besoins spécifiques liés à la sécurité de la zone et la circulation de poids lourds :

La création de voies ouvertes à la circulation publique est soumise aux conditions suivantes :

- o largeur de la chaussée : 6 m
- o largeur de la plate forme : 8 m

L'article 3 précise également les conditions de réalisation des accès. Ils sont uniquement réglementés pour l'automobile (les accès piétons ne sont pas

réglementés). Dans le cas où de nouveaux accès sont réalisés sur le terrain d'assiette de l'opération, la configuration des accès doit répondre aux impératifs en termes de sécurité. Ils doivent être adaptés à l'intensité du trafic sur la voie qui les borde. Lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, l'accès doit être établi sur la voie où la gêne pour la circulation est moindre.

L'article 3 précise également sur l'ensemble des zones les règles sur la sécurité incendie. Les futurs projets devront respecter les règles de l'annexe 9 du Règlement Opérationnel (RO) du SDIS de Vaucluse validé par le Préfet le 20 janvier 2016.

L'article 4 fixe les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement. Le raccordement aux réseaux collectifs est rendu obligatoire dans toutes les zones desservies. Le recours à des dispositifs individuels, sous réserve qu'ils soient conformes aux normes en vigueur, est autorisé dans les zones A et N, ainsi que dans le secteur UDC non desservi par l'assainissement collectif à l'heure actuelle.

Des règles spécifiques sont prévues concernant la gestion des eaux industrielles : obligation de prétraitement approprié avant rejet dans le milieu naturel.

Afin de prendre en compte la problématique forte de ruissellement pluvial sur la Commune de Saint-Saturnin-lès-Avignon, des dispositions spécifiques à la gestion des eaux pluviales sont également prévues.

Ces dispositions sont issues du zonage d'assainissement pluvial.

L'article 16 fixe les obligations en matière de réseaux de communication électroniques. A Saint-Saturnin-lès-Avignon, l'ensemble des constructions, travaux, installations et aménagements devront prévoir des possibilités de raccord aux infrastructures et réseaux de communications électroniques.

Compte tenu de l'exposé de ces principes généraux appliqués à toutes les zones, les dispositions des articles 3, 4 et 16 ne sont pas justifiées zone par zone dans la suite du document.

4.1.3.3. La morphologie du bâti (art. 6, 7, 8, 9, 10)

Les articles 6, 7 et 8 définissent les règles d'implantation des constructions sur la parcelle :

- l'article 6 définit l'implantation par rapport aux voies et aux emprises publiques (implantations en recul ou à l'alignement)
- l'article 7 définit l'implantation par rapport aux limites séparatives (implantations en ordre continu, semi-continu ou discontinu, marges de fond de parcelle). Le terme de "limites séparatives" est employé pour désigner les limites du terrain autres que la (ou les) façade (s) sur voie.
- l'article 8 définit l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même unité foncière.

A Saint-Saturnin-lès-Avignon, de manière générale, les règles d'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même parcelle dans les zones d'habitat visent à assurer un éclairage suffisant de chaque construction, selon la règle générale suivante :

- Deux constructions non contiguës, implantées sur une même propriété, doivent être à une distance l'une de l'autre au moins égale à la plus grande hauteur des deux constructions et jamais inférieure à un minimum fixé pour chaque zone.
- Cette distance est réduite de moitié pour les parties de construction en vis à vis qui ne comportent pas de baies nécessaires à l'éclairage des pièces d'habitation.

Toutefois au sein des zones d'activités (économie, tourisme) l'article 8 n'est pas réglementé afin de permettre une optimisation du foncier économique.

Compte tenu de ce choix, les dispositions des articles 8 ne sont pas justifiées zone par zone dans la suite du document.

Les articles 9 et 10 définissent l'emprise au sol et la hauteur maximale de la construction. C'est à partir du cumul de ces deux règles qu'est défini le volume-enveloppe à l'intérieur duquel la construction doit s'inscrire. Cette disposition a pour objectif de traduire la forme urbaine souhaitée, en remplacement du Coefficient d'Occupation des Sols (COS), supprimé par la loi ALUR, dont la finalité répondait seulement à une comptabilisation de m2 de plancher.

Les dispositions des articles 6, 7, 9 et 10 sont primordiales pour la traduction des droits à construire sur la commune. Elles sont justifiées zone par zone dans la suite du document en cohérence avec les enjeux propres à chacune d'entre elles.

4.1.3.4. Les règles qualitatives des constructions et des espaces libres (art. 11, 13 et 15)

L'article 11 réglemente l'aspect extérieur des constructions dans un souci d'intégration des bâtiments nouveaux à l'environnement urbain ou naturel ou d'un respect de la modénature et des éléments de composition pour l'existant dans le cas d'extensions ou de modifications. Il peut aussi donner des prescriptions pour l'aménagement des abords des constructions, notamment en ce qui concerne les clôtures.

Les prescriptions réglementaires sont adaptées en fonction des secteurs concernés, qu'il s'agisse de quartiers à caractère historique ou de quartiers plus récents.

De manière générale à Saint-Saturnin-lès-Avignon, l'article 11 est réglementé dans un souci constant de préservation de la qualité urbaine de toutes les zones.

Il permet toutefois des partis pris architecturaux plus modernes, sous réserve d'une bonne intégration des constructions aux paysages et à l'environnement urbain. Dans les zones d'activités, des règles d'intégration à l'environnement sont fixées, tout en s'adaptant aux besoins des constructions à usage d'activités.

L'article 15 fixe les obligations en matière de performance énergétiques et environnementales. A Saint-Saturnin-lès-Avignon, cet article rappelle que les constructions doivent respecter la réglementation thermique en vigueur.

Compte tenu de l'exposé de ces principes généraux, les dispositions des articles 11 et 15 ne sont pas justifiées zone par zone dans la suite du document.

L'article 13 définit les prescriptions concernant les obligations en matière de traitement des espaces libres, aires de jeux et de loisir, et de plantations. Il s'agit en l'occurrence de mettre l'accent sur le traitement qualitatif des espaces résidentiels qui participent au cadre de vie des habitants ou bien à la valorisation des zones économiques. C'est pourquoi un pourcentage d'espaces libres de toute occupation et en pleine terre, excluant toute occupation bâtie en sous-sol, est préconisé afin de garantir la présence du végétal.

Dans une commune comme Saint-Saturnin-lès-Avignon, concernée par un risque de ruissellement pluvial, la préservation d'espaces de pleine terre présente également des enjeux en termes de limitation de l'imperméabilisation des sols.

Ce pourcentage est cependant modulé en fonction de la trame parcellaire et des caractéristiques du paysage. Il est fonction des règles définissant la morphologie du bâti (art. 6, 7, 8, 9, 10).

Les dispositions des articles 13 sont justifiées zone par zone dans la suite du document en cohérence avec les enjeux propres à chacune d'entre elles.

4.1.3.5. Règles de stationnement

L'article 12 fixe des normes de stationnement en fonction de la nature et de l'importance de la construction.

Dans toutes les zones des obligations en matière de création de places de stationnement sont exprimées par tranche de surface de plancher créée.

En zone UA toutefois, la commune fait le choix de ne pas réglementer le stationnement afin de ne pas contraindre les projets de logements comme d'activités dans une zone où la réalisation de places de stationnement privées est complexe compte tenu de la morphologie urbaine. Le stationnement public permettra de répondre aux besoins de la zone.

En zone UT, compte tenu de la spécificité de l'activité touristique, le règlement prévoit simplement que le stationnement sera assuré en dehors des voies et emprises publiques

Dans les autres zones Urbaines et A Urbaniser à vocation d'habitat (UB, UD, 1AUh), les obligations en matière de stationnement des véhicules automobiles

sont précisées en adéquation avec les besoins de chaque zone et selon la règle générale suivante :

1- Logement :

a) Véhicules :

. 1 place de stationnement par tranche entamée

- de 50 m2 de surface de plancher avec un minimum de 1 place par logement en zone UB et 1AUH ;
- de 70 m2 de surface de plancher avec un minimum de 1 place par logement en zone UD en cohérence avec le caractère pavillonnaire de la zone ;

La création de places visiteurs est également imposée dans les zones à dominante d'habitat.

Pour les constructions de logements locatifs financés avec un prêt aidé de l'État en application combinées des articles L.123-1-13 du Code de l'urbanisme, il n'est exigé qu'une place maximum de stationnement par logement.

Pour l'amélioration de logements locatifs financés avec un prêt aidé de l'État, aucune place de stationnement n'est exigée.

2- Commerce, artisanat :

a) Véhicules :

Artisanat, commerce de plus de 200 m2 et moins de 500 m2 de surface de plancher ou de vente :

- 1 place pour 40 m2 de surface de plancher ou de surface de vente

3- Bureaux :

a) Véhicules :

- 1 place pour 60 m2 de surface de plancher

4- Hôtel et restaurant :

a) Véhicules :

. 1 place par chambre ou par quatre couverts

(il n'y a pas cumul pour les hôtels-restaurants).

6- Établissements recevant du public :

a) Véhicules :

- 1 place pour 10 personnes.

Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère de l'établissement, ces surfaces pourront être modifiées après justification, compte tenu de la nature de l'établissement, de ses taux et rythmes de fréquentation, de sa situation géographique au regard des parkings publics existants à proximité ou de la polyvalence d'utilisation des aires de stationnements.

Dans la zone UE à vocation d'activités économique, un règlement spécifique vise à répondre aux besoins particuliers de la zone :

Besoins minimaux à prendre en compte :

1- Bureaux et commerces :

Véhicules :

- 1 place pour 30 m2 de surface de plancher

2- artisanat :

Véhicules :

- 1 place pour 100 m2 de surface de plancher

3- hébergement hôtelier :

Véhicules :

- 1 place pour 2 chambres

L'article 12 fixe également les normes pour le stationnement des vélos en zone UB/UD/UE et AU.

Ainsi, les locaux pour les cycles doivent être accessibles de plain-pied. Ce dispositif ne s'applique pas aux constructions existantes en cas d'impossibilité technique ou architecturale.

Pour le logement et les places des employés (activités et équipements publics ou privés), les locaux seront couverts et clos, de préférence intégrés au bâtiment et facilement accessibles depuis l'espace public.

Pour les places accessibles au public (espaces extérieurs), les locaux seront de préférence abrités, facilement accessibles depuis l'espace public et situés à proximité des entrées publiques. 22

Norme imposée	
1. Habitat et hébergement hôtelier	3% de la surface de plancher affectée à l'habitation, pour toute opération immobilière de plus de 250 m ² de surface de plancher,
2. Autres constructions	2% de la surface de plancher pour toute autre construction autorisée dans la zone

Compte tenu de l'exposé de ces principes généraux, les dispositions des articles 12 ne sont pas justifiées zone par zone dans la suite du document.

4.1.4. DISPOSITIONS D'URBANISME PARTICULIERES

4.1.4.1. PATRIMOINE BATI IDENTIFIE AU TITRE DE L'ARTICLE L 151-19 DU CODE DE L'URBANISME

L'article L151-19 permet au PLU « d'identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation ».

La commune de Saint Saturnin ne dispose que de quelques monuments historiques. Toutefois, elle bénéficie d'un patrimoine architectural riche identitaire de certaines époques de l'histoire et de ses usages.

Une révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune offre la possibilité d'assurer la préservation du patrimoine bâti le plus remarquable de la commune, qui via l'utilisation de l'outil L151-19 du CU bénéficieront de prescriptions particulières assurant leur préservation sur le long terme.

4.1.4.2. PATRIMOINE PAYSAGER IDENTIFIE AU TITRE DE L'ARTICLE L 151-23 DU CODE DE L'URBANISME

L'article L151-23 permet au PLU « d'identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. [...] »

Le patrimoine arboré est un composant fort du paysage de la commune de Saint Saturnin, marqueur de son identité. Ce patrimoine est composé du très grand nombre de **haies brise-vent** qui quadrillent la plaine mais également des **alignements de platanes** bordant les entrées de village ou les rues du centre urbain.

➤ Les alignements d'arbres à protéger

Le PLU identifie les alignements arborés marqueurs du paysage urbain ou agricole du territoire, et qui participe pleinement à la qualité du cadre de vie de la commune. Ils jouent un rôle d'accompagnement des entrées de ville et espaces publics. Ils sont remarquables par leur ampleur et âge.

➤ Les haies à protéger

Le PLU prend en compte les prescriptions du Syndicat des Sorgues définies dans le cahier « *analyse des dispositions réglementaires du Code de l'Urbanisme pertinentes pour gérer et préserver les espaces naturels des Bords de Sorgues* » (mars 2012). Celui-ci préconise le maintien des haies existantes assurant la connectivité écologique à travers les éléments paysagers linéaires de la mosaïque agricole (lien entre les cours d'eau et les espaces naturels environnants).

Le PLU assure la protection de plusieurs continuités rurales. Sont identifiés les continuités les plus importantes en termes de linéaire, assurant une continuité naturelle intéressante pour la faune, en continuité de la ripisylve des Sorgues, site d'intérêt écologique majeur (Natura 2000), et du canal de Vaucluse, autre zone humide d'intérêt.

➤ Les ripisylves en zone urbaine

Le PLU prend en compte les prescriptions du Syndicat des Sorgues définies dans le cahier « *analyse des dispositions réglementaires du Code de l'Urbanisme pertinentes pour gérer et préserver les espaces naturels des Bords de Sorgues* » (mars 2012). Celui-ci préconise la préservation des continuités rivulaires des bords de Sorgues par un classement en EBC ou au titre du L151-23 du CU.

En zone urbaine, comme préconisé, le classement au titre du L151-23 est privilégié, là où les enjeux de gestion sont les plus importants et où l'EBC n'est donc pas approprié. Cet outil permet également d'assurer le maintien des jardins existants en bords de Sorgues et donc une bande « tampon » naturelle (pas forcément arborée). Au total sur 10 mètres.

4.1.4.3. ESPACES BOISES CLASSES

Le PLU prend en compte les prescriptions du Syndicat des Sorgues définies dans le cahier « *analyse des dispositions réglementaires du Code de l'Urbanisme pertinentes pour gérer et préserver les espaces naturels des Bords de Sorgues* » (mars 2012). Celui-ci préconise la préservation des continuités rivulaires des bords de Sorgues par un classement en EBC ou au titre du L151-23 du CU.

En zone naturelle et agricole, comme préconisé, le classement en Espace Boisé classé est privilégié, là où les enjeux de préservation et de renforcement de la ripisylve (épaississement) sont les plus importants.

4.1.4.4. MIXITE SOCIALE

La commune de Saint-Saturnin-Lès-Avignon est concernée par l'article 55 de la loi SRU. Codifiée aux articles L. 302-5 et suivants du code de la construction et de l'habitation, l'obligation de mixité sociale créée par l'article 55 de la loi SRU s'applique aux communes de plus de 3500 habitants situées dans une agglomération ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants. Elle impose aux communes telles que Saint-Saturnin-Lès-Avignon de disposer d'un taux de logements locatifs sociaux au moins égal à 25% du parc de résidences principales.

Compte-tenu de la non-réalisation des objectifs pour la période 2011/2013, le préfet de Vaucluse a prononcé un constat de carence pour la commune de Saint-Saturnin-Lès-Avignon par arrêté du 18 juillet 2014. Ce constat de carence entraîne l'obligation de réaliser 30 % de logements sociaux dans tout programme neuf comportant plus de 12 logements ou ayant plus de 800m² de surface de plancher. L'objectif triennal SRU pour la période 2014/2016 a été fixé à 88 logements sociaux (notification par courrier préfectoral du 8 octobre 2014).

Compte tenu de cet objectif important, la commune a souhaité mettre en œuvre un ensemble de règles à la fois contraignantes et incitatives, afin de renforcer la production de logements sociaux dans le cadre du PLU. Ils ont été définis en cohérence avec le contrat de mixité sociale signé par la commune en 2016.

Les zones urbaines et à urbaniser à dominante d'habitat sont donc concernées par les outils suivants :

- **secteur de mixité sociale au titre de l'article L 151-15 du Code de l'Urbanisme** : zones UA, UD, 1AUh, 2AU

Il s'agit d'assurer un minimum de production de logements sociaux pour toute opération de logement significative réalisée au sein de zones U et AU à vocation mixte ou à dominante d'habitat. Seules les zones à vocation économique et touristique ne sont pas concernées. Ainsi, sur l'ensemble de chaque zone concernée, pour chaque opération immobilière de plus de 250 m² de surface de plancher, au moins 50% de cette surface de plancher doit être affectée à la réalisation de logements locatifs sociaux.

- **servitudes de mixité sociale au titre de l'article L 151-41 4° du code de l'urbanisme** :

La municipalité a identifié une vingtaine de servitudes de mixité sociale au titre du L.151-41 4°. Il s'agit de sites situés à proximité du centre ancien et/ ou présentant un potentiel de production de logements important.

N° de la servitude	Programme de logements	Surface de plancher minimale affectée à la production de logements sociaux
SMS 1	50% de Logements Locatifs Sociaux	600 m ²
SMS 2	50% de Logements Locatifs Sociaux	450 m ²
SMS 4	50% de Logements Locatifs Sociaux	1275 m ²
SMS 5	50% de Logements Locatifs Sociaux	525 m ²
SMS 6	50% de Logements Locatifs Sociaux	675 m ²
SMS 7	50% de Logements Locatifs Sociaux	375 m ²
SMS 8	50% de Logements Locatifs Sociaux	375 m ²
SMS 9	50% de Logements Locatifs Sociaux	750 m ²
SMS 10	50% de Logements Locatifs Sociaux	225 m ²
SMS 11	50% de Logements Locatifs Sociaux	825 m ²
SMS 12	50% de Logements Locatifs Sociaux	450 m ²
SMS 13	50% de Logements Locatifs Sociaux	225 m ²
SMS 14	50% de Logements Locatifs Sociaux	300 m ²
SMS 15	50% de Logements Locatifs Sociaux	450 m ²
SMS 16	50% de Logements Locatifs Sociaux	300 m ²
SMS 17	50% de Logements Locatifs Sociaux	1425 m ²
SMS 18	50% de Logements Locatifs Sociaux	225 m ²
SMS 19	50% de Logements Locatifs Sociaux	375 m ²

La combinaison de ces outils traduit la volonté affichée au PADD de réserver une part significative de la production neuve au logement social.

Les servitudes de mixité sociale au titre de l'article L 151-41 4° du code de l'urbanisme permettent d'assurer un minimum de production d'environ 130 logements locatifs sociaux à horizon 2027 soit 30% de la production neuve à horizon du PLU.

De plus les secteurs définis au titre de l'article L 151-15 du code de l'urbanisme permettront de renforcer encore la production de logements locatifs sociaux.

Des actions complémentaires en matière de logement pourront également être mises en place en parallèle du PLU.

4.1.4.5. AUTRES EMPLACEMENTS RESERVES DEFINIS AU TITRE DE L'ARTICLE L 151-41 DU CODE DE L'URBANISME

Le PLU de la commune de Saint-Saturnin-lès-Avignon prévoit 41 Emplacements Réservés, principalement au bénéfice de la commune. Un seul est au bénéfice du Syndicat Mixte du Bassin des Sorgues, concernant un aménagement de berges.

Conformément à l'article L 151-41 du Code de l'urbanisme ils sont destinés soit :

- à des voies et ouvrages publics :

Les Emplacements Réservés N° 1 à 21, 23, 28, et 37 concernent l'élargissement de voies existantes ou la création de voies nouvelles afin d'adapter le réseau de voirie au développement urbain projeté.

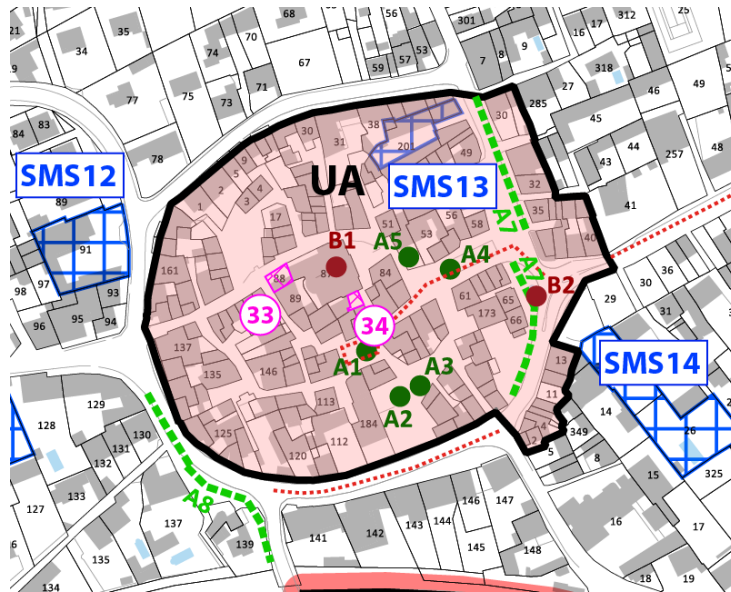
- à des installations d'intérêt général à créer ou à modifier :

Les Emplacements Réservés N° 22, 24 à 27, 29 à 36, et 39 à 41 correspondent à des installations et équipements d'intérêt général nécessaires afin de répondre aux besoins de la population actuelle et de mettre en cohérence les équipements avec l'accueil de population projeté. Il s'agit notamment de prévoir des espaces de stationnement, d'aménager des bassins de rétention, de créer divers équipements et espaces publics...

Numero	Destination	Largeur (en m)	Superficie (en m²)	Bénéficiaire
1	Creation de voie pour relier le chemin des roseaux à l'allée de Gromelle	8.00	4 422	Commune
2	Elargissement de la voirie chemins des Clausures/chemin de la Sorgue	6.50	3 204	Commune
3a	Elargissement voies de circulation chemin des Gendalis	5	627	Commune
3b	Elargissement voies de circulation automobile chemin des Cyprès	6.50	1 177	Commune
4	Elargissement de voies de circulation automobile chemin des Bellys	6.50	2 941	Commune
5	Elargissement chemin des Vignes	2.00	95	Commune
6	Elargissement de voies de circulation automobile Bel Air / Gendalis / Piecaous	6.50	6 848	Commune
7	Création de voirie - Chemin des Gendalis	6.50	136	Commune
8	Elargissement et aménagement chemin des Bouscarles	6.50	781	Commune
9	Elargissement chemin noir parcelle 134	6.50	31	Commune
10	Elargissement chemin des Galoubets	6.50	883	Commune
11	Aménagement d'un cheminement doux Gendalis / Hermas	1.50	606	Commune
12	Aménagement d'un cheminement doux Général de Gaulle / lot. Les Grès	1.50	555	Commune
13	Aménagement d'un cheminement doux Les Grandes Terres / Traverse de l'école	1.50	966	Commune
14	Aménagement d'un cheminement doux chemin des Jardins	1.50	351	Commune
15	Aménagement d'un cheminement doux chemin de Brulefer	5.00	2 895	Commune
16	Aménagement d'un cheminement doux Colline du Puy	1.50	1 382	Commune
17	Aménagement d'un cheminement doux impasse Bellevue	1.50	190	Commune
18	Aménagement d'un cheminement piéton colline du Puy Sud Est	1.50	337	Commune
19	Aménagement d'un cheminement piéton Avenue General de Gaulle / rte de Vedene	1.50	157	Commune
20	Liaison chemin noir / Avenue Général de Gaulle	1.50	463	Commune
21	Aménagement d'un cheminement doux impasse de la résistance	1.50	318	Commune
22	Création parc public Colline du Puy		9 700	Commune
23	Aménagement sécurisation carrefour de la Rétanque	2.00	66	Commune
24	Réservoir d'eau et antenne Colline de La Graille		6 694	Commune
25	Aménagement espace de stationnement (parking) Colline de La Graille		1 795	Commune
26	Aménagement d'un espace public et son accès li cigaloun		1 072	Commune
27	Fossé pluvial limite Jonquerettes	3.50	558	Commune
28	Aménagement accès parking communal Avenue de La Gare		103	Commune
29	Aménagement du Rialet		23 014	Syndicat Mixte du Bassin des Sorgues
30	Aménagement légers des berges du canal		3 946	Commune
31	Parking public rue du 19 mars		2 124	Commune
32	Aménagement parking du Ventoux		473	Commune
33	Réalisation d'un espace libre rue Porte d'Avignon		101	Commune
34	Aménagement des abords de l'Eglise		45	Commune
35	Aménagement d'un parking pour les écoles traverse des 2 routes		1 438	Commune
36	Equipements publics socio-culturels Avenue Général de Gaulle		954	Commune
37	Elargissement voie et parking rue des Aires	3	221	Commune
39	Aménagement de jardins familiaux		3 129	Commune
40	Aménagement de jardins familiaux		2 605	Commune
41	Réalisation d'un équipement public		2 625	Commune

4.2. LA ZONE UA : LE CENTRE ANCIEN

4.2.1. DÉFINITION DU ZONAGE



4.2.1.1. Localisation et caractéristiques de la zone UA

La zone UA correspond au centre ancien de la commune, elle est caractérisée par un bâti ancien dense, plus souvent en ordre continu le long des voies. Il s'agit d'une zone à vocation mixte, composée d'habitat et d'activités commerciales ou artisanales de proximité.

4.2.1.2. Motifs de délimitation de la zone UA

La délimitation de la zone UA a été modifiée par rapport au POS pour se recentrer uniquement sur le centre ancien dans un souci de préservation de ses spécificités.

4.2.1.3. Autres éléments de zonages et dispositions réglementaires

La zone UA du PLU comprend plusieurs éléments de patrimoine bâti et végétal identifiés au titre des articles L. 151-19 et L. 151-23 du Code de l'Urbanisme.

La zone UA constitue un secteur de mixité sociale au titre de l'article L. 151-15 du code de l'urbanisme. Elle fait également l'objet d'une Servitude de Mixité Sociale établies en application de l'article L. 151-41-4° du Code de l'urbanisme.

Enfin, la zone compte plusieurs emplacements réservés principalement destinés à la réalisation d'un espace libre rue Porte d'Avignon et à l'aménagement des abords de l'Eglise.

4.2.2. JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES SPÉCIFIQUES A LA ZONE UA

4.2.2.1. Article 1 : Occupation et utilisation du sol interdites

Sont interdites les activités et installations qui seraient incompatibles avec la vocation principale de la zone et sa morphologie comme les constructions à usage industriel, à usage d'entrepôt, les constructions destinées à l'exploitation agricole ou forestières qui font l'objet de zones spécifiques et réservées.

L'artisanat, le commerce et les installations classées pour la protection de l'environnement sont également limitées.

Enfin, le règlement interdit les activités de carrières et les occupations de type loisirs (comme les campings) qui s'avèrent incompatibles avec l'environnement urbain.

4.2.2.2. Article 2 : Occupation et utilisation du sol soumises à conditions particulières

Les constructions destinées au commerce et à l'artisanat sont autorisées sous réserve que leur surface de plancher n'excède pas 200m². Ces dispositions visent à favoriser le maintien de commerces et services de proximité dans le centre ancien. De plus les installations classées ne doivent pas présenter de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone et notamment le voisinage des zones d'habitat.

Un paragraphe vient préciser les conditions applicables au titre du secteur de mixité sociale : sur l'ensemble de la zone, pour chaque opération immobilière de plus de 250 m² de surface de plancher, au moins 50% de cette surface de plancher doit être affectée à la réalisation de logements locatifs sociaux.

Un paragraphe relatif à la prise en compte des risques et nuisances du territoire vise à rappeler les dispositions spécifiques s'appliquant sur les espaces concernés.

Un paragraphe relatif à la prise en compte des dispositions particulières au titre de la protection du patrimoine bâti et paysager vise également à rappeler que les travaux concernant des bâtiments ou élément bâti doivent respecter un certain nombre de règles supplémentaires listées au chapitre 7 du règlement.

4.2.2.3. Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques

La zone UA étant marquée par une succession de façades sur voies, l'alignement des bâtiments par rapport aux voies et emprises publiques est la règle afin d'assurer le maintien des fronts bâtis continus.

Des exceptions à la règle sont toutefois possibles lorsque la construction projetée doit réaliser une continuité avec des immeubles situés en retrait de l'alignement, là encore afin d'assurer la continuité de l'alignement existant.

4.2.2.4. Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

La zone UA privilégie le maintien de la trame urbaine en ordre continu. Pour ce faire, les bâtiments doivent être implantés d'une limite séparative latérale à l'autre sur une bande de 15m par rapport à l'alignement de la voie ou de l'emprise.

Au-delà de la bande de 15m les bâtiments pourront être édifiés en limites séparatives à condition que leur hauteur soit inférieure à 6 m au faitage. Dans les autres cas, les constructions devront être édifiées avec un recul minimum de 3 m. Cette règle vise à permettre une densification cohérente des cœurs d'îlots tout en préservant un bon éclaircissement des constructions.

4.2.2.5. Article 9 : Emprise au sol des constructions

Cet article n'est pas réglementé afin de préserver la densité bâtie caractéristique des tissus urbains anciens.

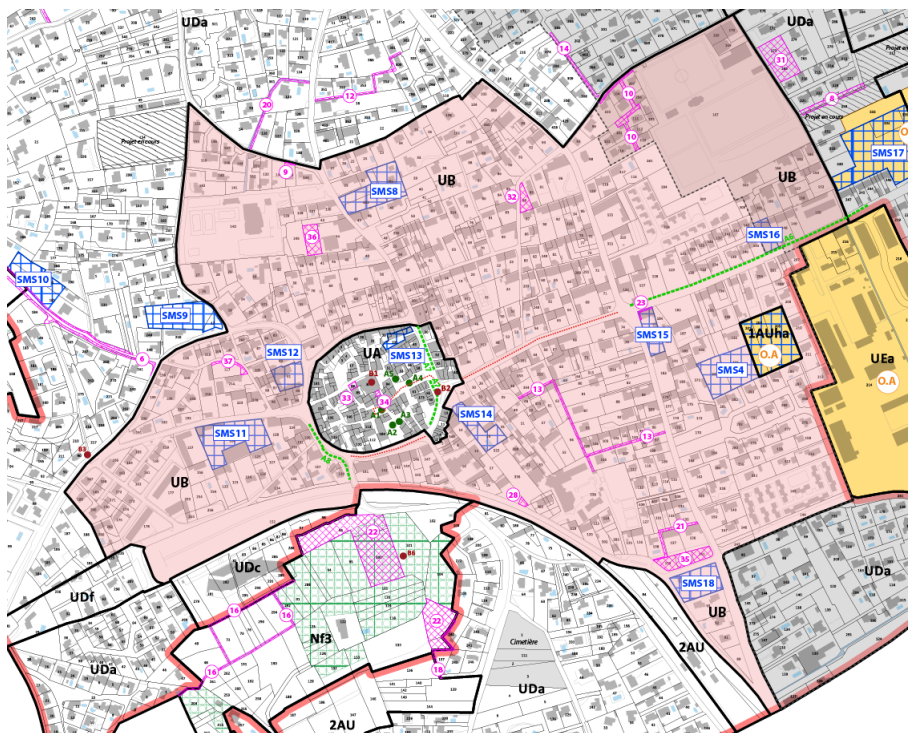
4.2.2.6. Article 10 : Hauteur maximale des constructions

La hauteur des bâtiments est règlementée en fonction des hauteurs déjà existantes dans le même alignement afin de préserver la morphologie du village.

4.2.2.7. Article 13 : espaces libres et plantations

En cohérence avec la non règlementation de l'article 9, le pourcentage d'espaces verts de plein terre n'est pas règlementé. Il est précisé que surfaces libres de toutes constructions doivent être plantés, traités et aménagés afin d'assurer une qualité globale des espaces libres du centre ancien.

4.3. LA ZONE UB : PREMIÈRE COURONNE D'URBANISATION



4.3.1.1. Localisation et caractéristiques de la zone UB

La zone UB correspond à la première couronne d'urbanisation. Il s'agit des premiers secteurs d'extensions autour du noyau ancien, situés le long de ruelles pénétrant vers le centre, ou jouxtant les deux axes principaux du village (ex RD6 et ex RD28).

Le secteur UB, à vocation principale d'habitat, a une certaine densité de bâti. La typologie des bâtiments est variée, que ce soit dans les traces de développement urbain du 19^{ème} en ordre continu ou semi-continu, dans l'habitat individuel et collectif des années 70, dans les opérations d'habitat individuel groupé ou semi-groupé des années 1980 ou dans les développements urbains plus récents sous forme de petits collectifs.

Quelques emprises d'activités industrielles et artisanales subsistent dans la zone.

4.3.1.2. Motifs de délimitation de la zone UB

La zone UB du PLU redéfinit la zone UB du POS en l'élargissant vers le nord à une partie de la zone UD du POS. Elle intègre également une partie de la zone UF et 1NAa du POS. Ce découpage correspond à une volonté d'affirmer la première couronne d'urbanisation du centre ancien, à vocation mixte, afin de favoriser la dynamique de renouvellement et de structuration de ce secteur stratégique de la commune. Les contours de la zone s'appuient sur les secteurs de morphologie urbaine plus dense, de type faubourg.

4.3.1.3. Autres éléments de zonages et dispositions réglementaires

La zone UB comprend un linéaire de diversité commerciale à préserver au titre de l'article L 151-16 du Code de l'Urbanisme. Il s'agit de préserver la mixité des fonctions et la vocation commerçante des rues situées à proximité immédiate du centre ancien.

La zone UB du PLU comprend plusieurs éléments de patrimoine végétal identifiés au titre des articles L. 51-19 et L. 151-23 du Code de l'Urbanisme.

La zone UB constitue un secteur de mixité sociale au titre de l'article L. 151-15 du code de l'urbanisme. Elle fait également l'objet de Servitudes de Mixité Sociale établies en application de l'article L. 151-41-4° du Code de l'urbanisme.

La zone compte plusieurs emplacements réservés destinés à des équipements publics, des projets d'élargissement ou la création de voies et cheminement doux ou pour la création de stationnements.

4.3.2. JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES SPÉCIFIQUES A LA ZONE UB

4.3.2.1. Article 1 : Occupation et utilisation du sol interdites

Sont interdites les activités et installations qui seraient incompatibles avec la vocation principale de la zone et sa morphologie comme les constructions à usage industriel, à usage d'entrepôt, les constructions destinées à l'exploitation agricole ou forestières qui font l'objet de zones spécifiques et réservées.

L'artisanat, le commerce et les installations classées pour la protection de l'environnement sont également limitées.

Enfin, le règlement interdit les activités de carrières et les occupations de type loisirs (comme les campings) qui s'avèrent incompatibles avec l'environnement urbain.

4.3.2.2. Article 2 : Occupation et utilisation du sol soumises à conditions particulières

Les constructions destinées au commerce et à l'artisanat sont autorisées sous réserve que leur surface de plancher n'excède pas 500m². Ces dispositions visent à favoriser le maintien de la mixité de la zone. De plus les installations classées ne doivent pas présenter de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone et notamment le voisinage des zones d'habitat.

Un paragraphe vient préciser les conditions applicables au titre du secteur de mixité sociale : sur l'ensemble de la zone, pour chaque opération immobilière de

plus de 250 m² de surface de plancher, au moins 50% de cette surface de plancher doit être affectée à la réalisation de logements locatifs sociaux.

Un paragraphe relatif à la prise en compte des risques et nuisances du territoire vise à rappeler les dispositions spécifiques s'appliquant sur les espaces concernés.

Un paragraphe relatif à la prise en compte des dispositions particulières au titre de la protection du patrimoine bâti et paysager vise également à rappeler que les travaux concernant des bâtiments ou élément bâti doivent respecter un certain nombre de règles supplémentaires listées au chapitre 7 du règlement.

4.3.2.3. Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques

La zone UB étant marquée par une succession de façades sur voies, l'alignement des bâtiments par rapport aux voies et emprises publiques est la règle afin d'assurer le maintien des fronts bâtis continus.

Des exceptions à la règle sont toutefois possibles lorsque la construction projetée doit réaliser une continuité avec des immeubles situés en retrait de l'alignement, là encore afin d'assurer la continuité de l'alignement existant.

Des dispositions particulières sont prévues le long de l'avenue de la Rétanque et du boulevard de la libération afin de maintenir la morphologie urbaine caractéristique sur ces axes : un recul est notamment imposé au Nord de ces voies.

4.3.2.4. Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

La zone UB privilégie le maintien de la trame urbaine en ordre semi-continu et continu. Pour ce faire, les bâtiments doivent être implantés sur ou moins une limite séparative latérale.

4.3.2.5. Article 9 : Emprise au sol des constructions

L'emprise au sol maximum des constructions autorisée est limitée à 50% de la superficie totale du terrain. Cette disposition vise à concilier le caractère urbain de la zone avec la prise en compte des enjeux de limitation de l'imperméabilisation des sols en lien avec la problématique de ruissellement pluvial.

4.3.2.6. Article 10 : Hauteur maximale des constructions

La hauteur maximale des constructions est fixée à 9.5m à l'égout des toitures soit R+2 maximum. Cette hauteur permet de respecter la hauteur maximale des bâtiments existants dans la zone. Elle favorise également la dynamique de renouvellement urbain dans cette zone. La hauteur des annexes est limitée à 3.80 m au faîtage et 3 m à l'accrotère afin de préserver un équilibre des volumes bâtis.

Une hauteur plus importante est autorisée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics, afin de permettre des adaptations aux besoins de ces équipements.

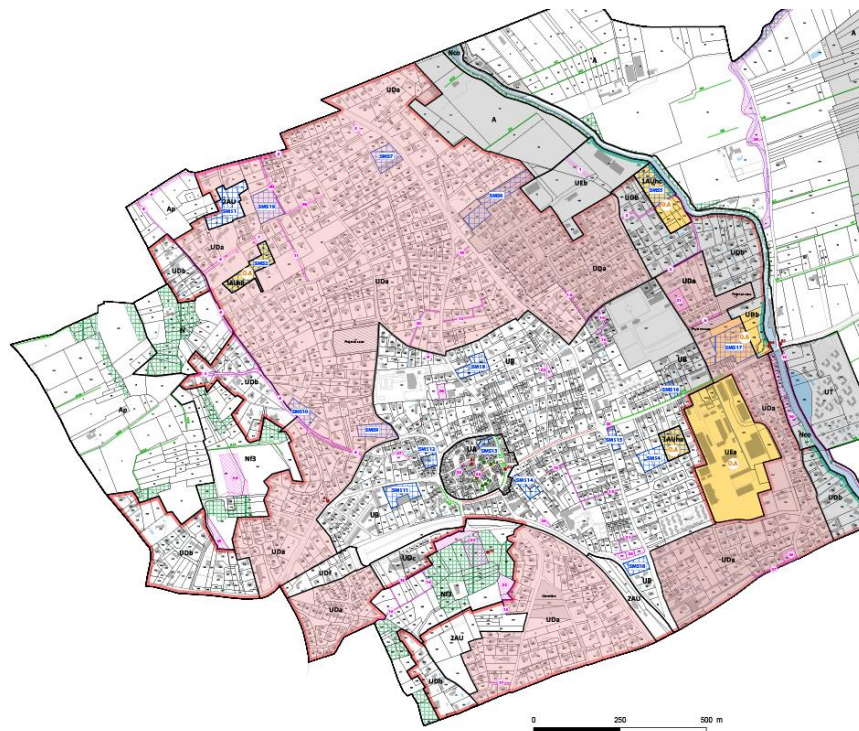
4.3.2.7. Article 13 : Espaces libres et plantations

Cet article impose un minimum de 20% d'espaces verts par unité foncière, afin d'assurer le maintien d'une part d'espaces non imperméabilisés, notamment en lien avec la problématique de ruissellement pluvial.

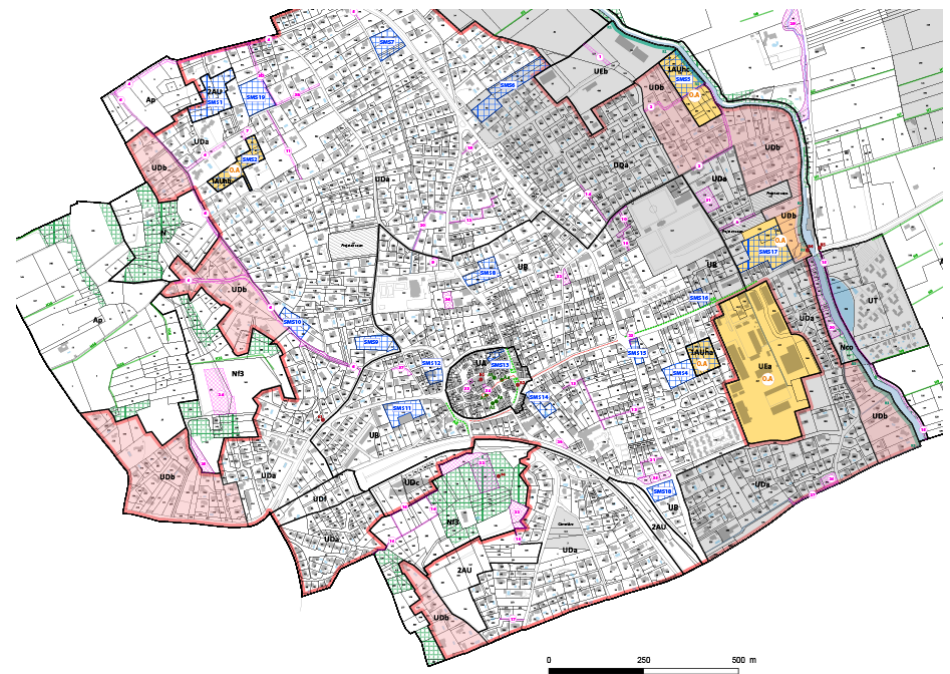
4.4. LA ZONE UD : LES SECTEURS RESIDENTIELS PERIPHERIQUES

4.4.1. DEFINITION DU ZONAGE

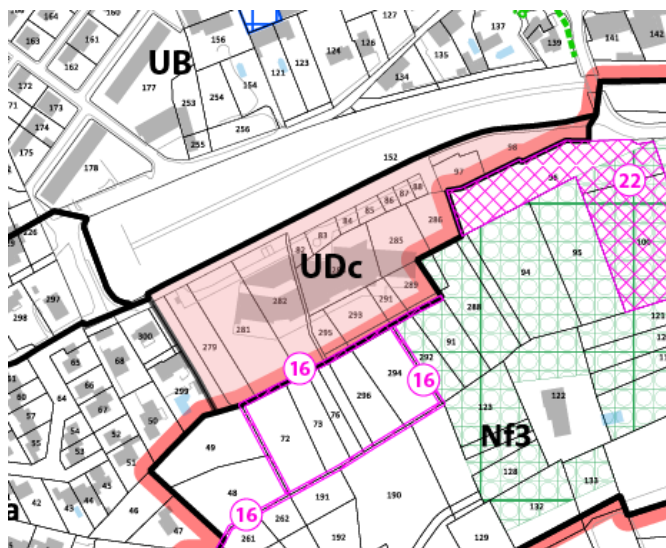
Secteurs UDa



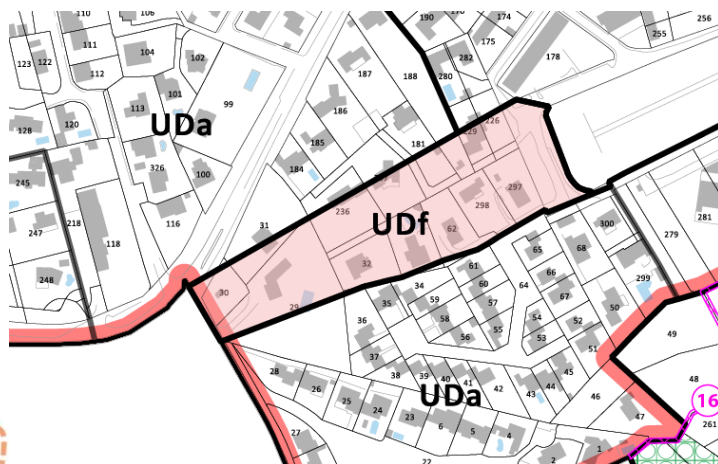
Secteurs UDb



Secteur UDc



Secteurs UDf



4.4.1.1. Localisation et caractéristiques de la zone UD

La zone UD correspond aux zones d'habitat pavillonnaire périphériques. La fonction de la zone est avant tout résidentielle, mais on y trouve également différentes fonctions associées à l'habitat telles que les commerces et certaines activités.

La zone comprend des sous-secteurs :

- Un **sous-secteur UDa** de densité moyenne, situé en deuxième couronne du centre ancien ;
- Un **sous-secteur UDb** de moindre densité, situé en périphérie de la zone urbanisée ;
- Un **sous-secteur UDc**, quartier Les Cros réservé aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ;
- Un **sous-secteur Udf**, correspondant à la « zone sensible » du souterrain ferroviaire.

4.4.1.2. Motifs de délimitation de la zone UD

- Le sous-secteur UDa reprend la majorité des contours de la zone UD du POS et s'étend aux anciennes zones d'urbanisation future (1NAai, 2NAi) du POS ainsi qu'aux anciennes NB limitrophes définies dans le POS (NBa, NBa, NBi) et aujourd'hui fortement bâties.
- A l'ouest de la commune, le sous-secteur UDb reprend l'ancienne zone d'urbanisation future (1NAa2, 2NAI) du POS, ainsi que d'anciennes zone NB du POS (NBa, NBa, NBai) qui sont reclassées en zone U du PLU car elles sont aujourd'hui bâties. Le découpage s'est concentré sur les secteurs urbanisés les moins denses aux abords du canal du Vaucluse et de la Sorgue.
- Le sous-secteur UDc, reprend les limites de la zone 1NAa3 du POS.
- Le sous-secteur Udf, reprend les limites de la zone UDb du POS.

4.4.1.3. Autres éléments de zonages et dispositions réglementaires

La zone UD comprend 1 OAP. Elle est détaillée au chapitre 3 « Justifications des choix retenus pour établir les Orientations d'Aménagement et de Programmation » du présent rapport de présentation. L'urbanisation de ce secteur est conditionnée à la réalisation d'une seule opération d'ensemble pour garantir la cohérence de ces nouveaux quartiers.

La zone UD du PLU comprend plusieurs éléments de patrimoine végétal identifiés au titre des articles L. 51-19 et L. 151-23 du Code de l'Urbanisme.

La zone UD constitue un secteur de mixité sociale au titre de l'article L. 151-15 du code de l'urbanisme. Elle fait également l'objet de Servitudes de Mixité Sociale établies en application de l'article L. 151-41-4° du Code de l'urbanisme.

Enfin, la zone compte plusieurs emplacements réservés, principalement dédiés à la création ou l'élargissement de voie ou de chemins au sein de ces zones d'habitat.

4.4.2. JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES SPÉCIFIQUES A LA ZONE UD

4.4.2.1. Article 1 : Occupation et utilisation du sol interdites

Sont interdites les activités et installations qui seraient incompatibles avec la vocation principale de la zone et sa morphologie comme les constructions à usage artisanal, industriel, de commerce, à usage d'entrepôt, les constructions destinées à l'exploitation agricole ou forestières qui font l'objet de zones spécifiques et réservées.

Les installations classées pour la protection de l'environnement sont également limitées.

Enfin, le règlement interdit les activités de carrières et les occupations de type loisirs (comme les campings) qui s'avèrent incompatibles avec l'environnement urbain.

Au sein du secteur UDC : l'habitat est également limité dans la mesure où la zone est dédiée à un équipement spécifique (maison de retraite).

4.4.2.2. Article 2 : Occupation et utilisation du sol soumises à conditions particulières

Les installations classées ne doivent pas présenter de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone et notamment le voisinage des zones d'habitat.

Au sein du secteur UDC : seuls sont autorisés les logements de fonction ou de gardiennage nécessaires aux équipements du secteur.

Au sein du secteur UDF : les constructions sont soumises à l'avis de la SNCF compte tenu de la sensibilité du site en raison de la présence d'un souterrain ferroviaire.

Un paragraphe vient préciser les conditions applicables au titre du secteur de mixité sociale : sur l'ensemble de la zone, pour chaque opération immobilière de plus de 250 m² de surface de plancher, au moins 50% de cette surface de plancher doit être affectée à la réalisation de logements locatifs sociaux.

Un paragraphe relatif à la prise en compte des risques et nuisances du territoire vise à rappeler les dispositions spécifiques s'appliquant sur les espaces concernés.

Un paragraphe relatif à la prise en compte des dispositions particulières au titre de la protection du patrimoine bâti et paysager vise également à rappeler que les travaux concernant des bâtiments ou élément bâti doivent respecter un certain nombre de règles supplémentaires listées au chapitre 7 du règlement.

4.4.2.3. Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques

La zone UD s'étant majoritairement développée en recul par rapport aux voies, le règlement d'urbanisme maintient des règles de recul minimum : implantation selon un retrait minimum de 3m.

4.4.2.4. Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Compte tenu de la présence majoritaire d'habitat individuel, les constructions doivent être implantées à une distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point le plus proche de la limite séparative au minimum égale à la moitié de la hauteur entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

Cette implantation en recul des limites séparatives est imposée en secteur UDb, secteurs périphériques où la densité est plus faible. Une implantation en limite séparative est par contre possible dans les autres secteurs et notamment en secteur UDa où une densité de constructions sensiblement plus élevée est admise.

4.4.2.5. Article 9 : Emprise au sol des constructions

Une emprise au sol limitée à :

- En secteur UDa et UDF: 35% de la superficie du terrain
- En secteur UDb : 25% de la superficie du terrain.
- EN secteur UDc : 50% de la superficie du terrain.

Ces coefficients s'inscrivent en cohérence avec le principe d'épannelage des densités depuis le centre vers la périphérie.

La limitation de l'emprise au sol fait également écho avec les articles 4 (réalisation de surfaces de rétention des eaux pluviales à la parcelle) et 13 (maintien d'espaces vert) du règlement.

Le jeu entre ces règles permet notamment d'assurer un maintien d'espaces verts significatifs et de limiter l'imperméabilisation des sols en lien avec la problématique de ruissellement pluvial.

4.4.2.6. Article 10 : Hauteur maximale des constructions

La hauteur maximale des constructions est fixée à 7.5 m à l'égout des toitures en cohérence avec la typologie pavillonnaire de la zone

La hauteur des annexes est limitée à 3.80 m au faîtage et 3 m à l'accroterène afin de préserver un équilibre des volumes bâtis.

Une hauteur plus importante est toutefois autorisée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics, afin de permettre des adaptations aux besoins de ces équipements (maison de retraite notamment).

4.4.2.7. Article 13 : Espaces libres et plantations

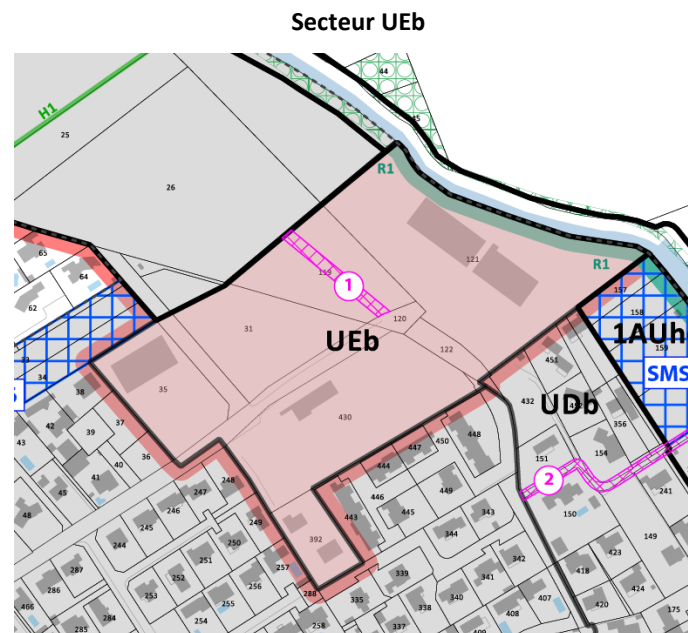
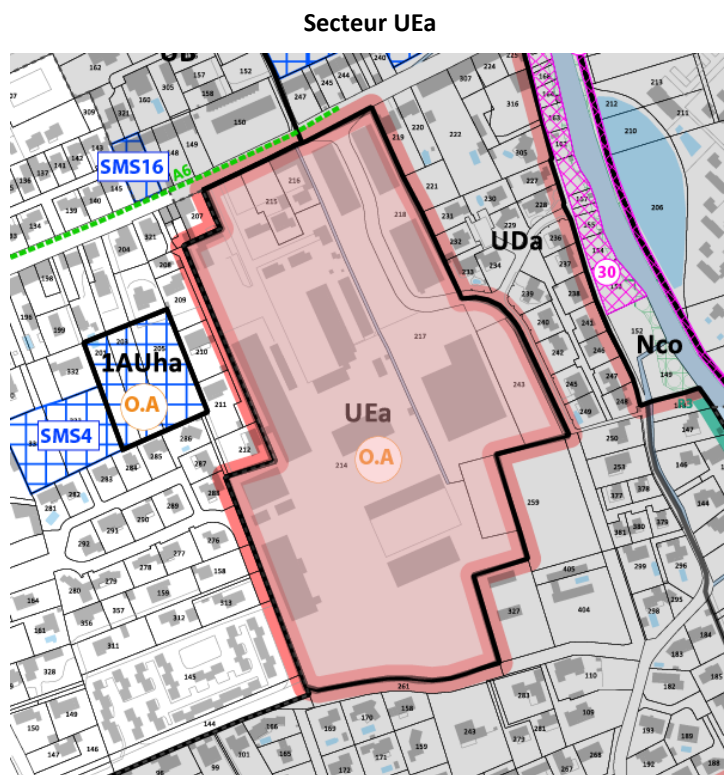
Cet article impose un minimum d'espaces verts qui va en augmentant des secteurs UDa (plus denses) vers les secteurs UDc moins denses, en cohérence avec le caractère plus ou moins urbain recherché :

La surface des espaces verts de pleine terre doit être au minimum égale à :

- en secteur UDa et UDF : 40% de la superficie totale du terrain ;
- en secteur UDb : 50% de la superficie totale du terrain.
- en secteur UDc : 20% de la superficie totale du terrain.

4.5. LA ZONE UE : LES ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

4.5.1. DEFINITION DU ZONAGE



4.5.1.1. Localisation et caractéristiques de la zone UE

La zone UE correspond aux zones d'activités économiques de la commune.

Elle comprend 2 secteurs :

- **Un secteur UEa** correspondant à la zone d'activités André Durand ;
- **Un secteur UEb** correspondant à la zone d'activités du chemin des Roseaux.

4.5.1.2. Motifs de délimitation de la zone UE

- Le secteur UEa reprend les contours de la zone UEi du POS. Afin de faire correspondre le zonage à l'occupation du sol, la zone étend le périmètre vers le nord, intégrant une petite partie de zone UB du POS, et vers le sud en intégrant une partie de zone 2NAi du POS ;
- Le secteur UEb reprend une partie de la zone 2NAi du POS au niveau du chemin des Roseaux afin de délimiter précisément la zone d'activité localisée dans cette partie de la commune.

4.5.1.3. Autres éléments de zonages et dispositions réglementaires

La zone compte un emplacement réservé en zone UEb dédié à la création d'une voie.

4.5.2. JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES SPÉCIFIQUES A LA ZONE UE

4.5.2.1. Article 1 : Occupation et utilisation du sol interdites

Sont interdites les activités et installations qui seraient incompatibles avec la vocation principale d'activité de la zone comme les constructions destinées à l'industrie ou à l'exploitation agricole ou forestières qui font l'objet de zones spécifiques et réservées.

Les constructions à usage d'habitat sont limitées aux locaux de gardiennage.

Enfin, le règlement interdit les activités de carrières et les occupations de type loisirs (comme les campings) qui s'avèrent incompatibles avec l'environnement urbain.

4.5.2.2. Article 2 : Occupation et utilisation du sol soumises à conditions particulières

L'interdiction de l'habitat au sein de la zone vise à affirmer durablement la vocation d'activité de ces secteurs. Les locaux de gardiennage sont toutefois admis mais fortement limités : sous réserve d'être destinés aux personnes dont la présence est d'une absolue nécessité pour assurer la direction, la surveillance ou le gardiennage des établissements et services généraux de la zone, à condition que leur surface n'excède pas 50m² de surface de plancher.

Un paragraphe relatif à la prise en compte des risques et nuisances du territoire vise à rappeler les dispositions spécifiques s'appliquant sur les espaces concernés.

4.5.2.3. Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques

Un recul de 5m par rapport aux autres voies et emprises publiques est prévu afin de maintenir un tissu bâti cohérent avec les règles de sécurité en zone artisanale tout en permettant une optimisation du foncier économique, dans une logique de limitation de la consommation d'espace.

4.5.2.4. Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Le PLU impose une implantation en recul de 5m. Cette disposition vise à maintenir un tissu bâti aéré afin de répondre notamment à des règles de sécurité en zone d'activité.

4.5.2.5. Article 9 : Emprise au sol des constructions

L'emprise au sol des constructions est fixée à :

- 70% de la superficie du terrain en secteur UEa ;
- 50% de la superficie du terrain en secteur UEb.

Cette disposition permet une optimisation du foncier économique tout en réservant un tissu bâti relativement aéré permettant l'intégration de chaque zone dans son environnement urbain et paysager.

4.5.2.6. Article 10 : Hauteur maximale des constructions

La hauteur des bâtiments est fixée, en cohérence avec les besoins des constructions autorisées dans la zone, à :

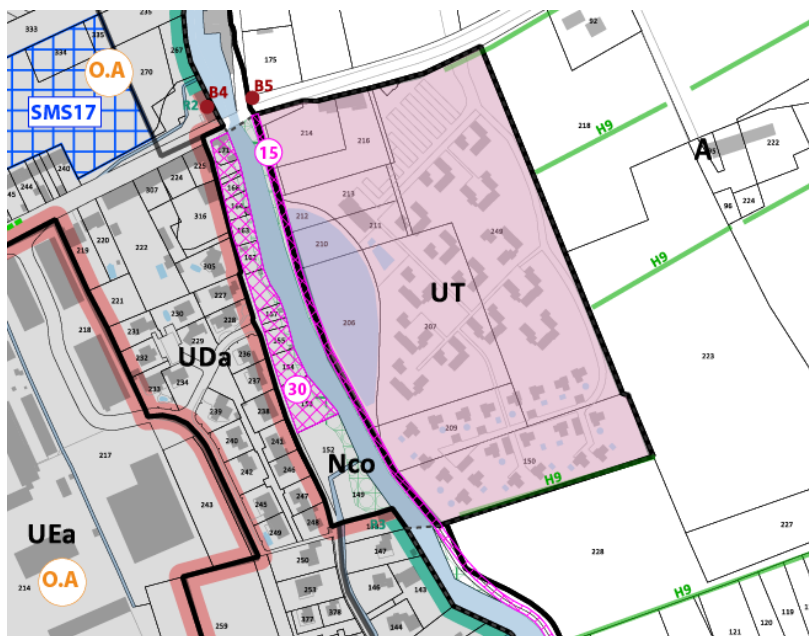
- 7.5 mètres à l'égout de toiture pour les logements de fonction et locaux de gardiennage
- 9.5 mètres à l'égout de toiture pour les autres constructions

4.5.2.7. Article 13 : espaces libres et plantation

Le pourcentage d'espaces verts de plein terre n'est pas règlementé. Il est précisé que surfaces libres de toutes constructions doivent être plantés, traités et aménagés afin d'assurer une qualité globale des espaces libres des zones économiques.

4.6. LA ZONE UT : ZONE D'ACTIVITÉS TOURISTIQUES ET DE LOISIRS

4.6.1. DEFINITION DU ZONAGE



4.6.1.1. Localisation et caractéristiques de la zone UT

La zone est située dans le quartier Brûlefer. Elle correspond à une zone d'hébergement touristiques et de loisirs existante.

4.6.1.2. Motifs de délimitation de la zone UT

La zone UT du PLU correspond à la zone 2NAa du POS.

4.6.1.3. Autres éléments de zonages et dispositions réglementaires

La zone compte un emplacement réservé dédié à la création d'un cheminement doux chemin de Brûlefer.

4.6.2. JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES SPÉCIFIQUES A LA ZONE UT

4.6.2.1. Article 1 : Occupation et utilisation du sol interdites

Seules sont autorisées les constructions et installations mentionnées à l'article 2 afin de contrôler strictement les constructions à réaliser sur la zone.

4.6.2.2. Article 2 : Occupation et utilisation du sol soumises à conditions particulières

Seules sont autorisées les constructions et installations liées à l'activité touristique et de loisir.

Un paragraphe relatif à la prise en compte des risques et nuisances du territoire vise à rappeler les dispositions spécifiques s'appliquant sur les espaces concernés.

Un paragraphe relatif à la prise en compte des dispositions particulières au titre de la protection du patrimoine bâti et paysager vise également à rappeler que les travaux concernant des bâtiments ou élément bâti doivent respecter un certain nombre de règles supplémentaires listées au chapitre 7 du règlement.

4.6.2.3. Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques

Un recul de 15m est imposé par rapport à l'axe de la R 6 bordant le site, en cohérence avec les reculs applicables le long des voies départementales.

4.6.2.4. Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Le PLU prévoit impose une implantation en limite séparative ou en recul de 3m. Cette disposition souple permet l'adaptation de l'implantation des constructions au sein du site en fonction des besoins de la zone

4.6.2.5. Article 9 : Emprise au sol des constructions

L'emprise au sol des constructions est fixée à 30% de la superficie du terrain en cohérence avec la vocation de la zone.

Il est également prévu que les surfaces imperméabilisées ne pourront représenter plus de 70% de l'unité foncière.

4.6.2.6. Article 10 : Hauteur maximale des constructions

La hauteur des bâtiments est fixée, en cohérence avec les besoins des constructions autorisées dans la zone, à :

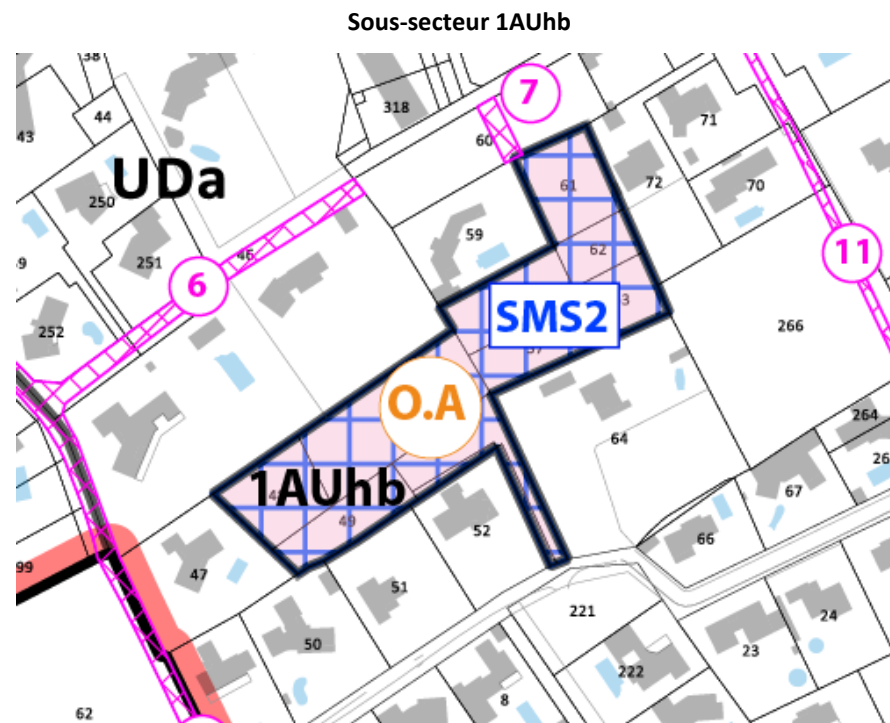
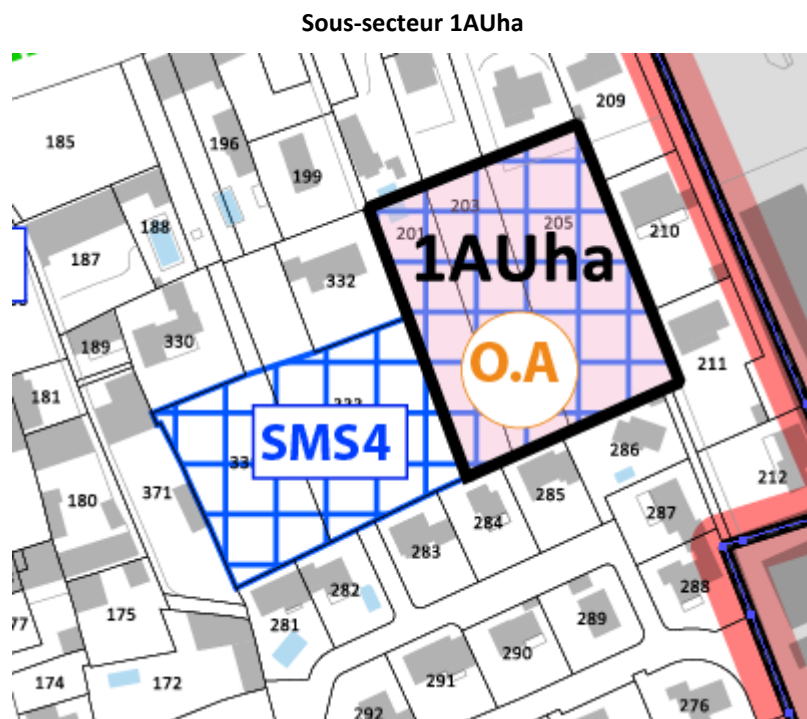
- 7.5 mètres à l'égout de toiture pour les logements de fonction et locaux de gardiennage
- 9 mètres au faîtage.

4.6.2.7. Article 13 : espaces libres et plantation

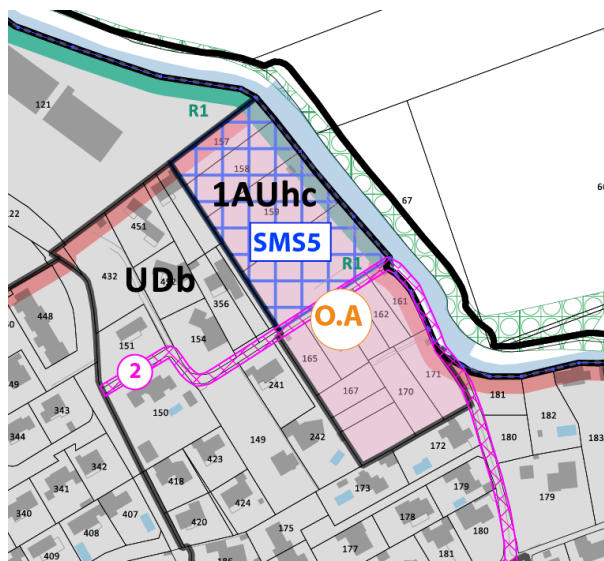
La surface des espaces verts de pleine terre doit être au minimum égale à 30% de la superficie totale du terrain en cohérence avec les dispositions de l'article 9 et le caractère de la zone.

4.7. LA ZONE 1AUH : L'URBANISATION FUTURE A VOCATION D'HABITAT

4.7.1. DEFINITION DU ZONAGE



Sous-secteur 1AUhc



4.7.1.1. Localisation et caractéristiques de la zone 1AU

La zone 1AUh correspond à des secteurs à dominante d'habitat ouverts à l'urbanisation mais insuffisamment desservis par les équipements publics. Leur aménagement est donc conditionné à la réalisation préalable ou simultanée des équipements nécessaires.

La zone comprend trois sous-secteurs :

- Un **sous-secteur 1AUha** de densité forte ;
- Un **sous-secteur 1AUhb** de densité moyenne ;
- Un **sous-secteur 1AUhc** de moindre densité, situé en périphérie de la zone urbanisée.

4.7.1.2. Motifs de délimitation de la zone 1AU

L'ouverture de la zone 1AUh à l'urbanisation correspond à la mobilisation des stricts besoins fonciers pour répondre aux besoins en logements de la commune, en cohérence avec l'objectif de croissance démographique fixé au PADD :

- Le sous-secteur 1AUha correspond à la redéfinition de la zone 1NAa du POS située à côté de la zone d'activités André Durand. Le secteur a été réduit par rapport à la zone 1NA du POS pour ne prendre en compte que la partie constituée d'un terrain non bâti constituant une dent creuse dans l'enveloppe urbaine.
- Le sous-secteur 1AUhb correspond à des emprises non bâties de la zone NBa du POS, au nord-ouest de la commune. Cette redéfinition correspond à la prise en compte des évolutions du secteur : les quartiers d'habitat existants autour ont été densifiés et reclassés en zone UDa du PLU.
- Le sous-secteur 1AUhc (Bord du Canal de Vaucluse) s'inscrit dans les contours d'une zone Nca du POS (jardins ruraux). Les limites de la zone ont été redéfinies pour affirmer la limite de l'urbanisation le long du canal de Vaucluse.

4.7.1.3. Autres éléments de zonages et dispositions réglementaires

La zone 1AUh comprend 3 OAP, soit une par sous-secteur. Elles sont détaillées au chapitre 3 « Justifications des choix retenus pour établir les Orientations d'Aménagement et de Programmation » du présent rapport de présentation. L'urbanisation de chaque secteur est conditionnée à la réalisation d'une seule opération d'ensemble pour garantir la cohérence de ces nouveaux quartiers.

La zone UD constitue un secteur de mixité sociale au titre de l'article L. 151-15 du code de l'urbanisme. Elle fait également l'objet de Servitudes de Mixité Sociale établies en application de l'article L. 151-41-4° du Code de l'urbanisme.

Enfin, la zone compte plusieurs emplacements réservés destinés à des équipements publics, des projets d'élargissement ou la création de voies et cheminement doux ou pour la création de stationnements.

4.7.2. JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES SPÉCIFIQUES A LA ZONE 1AU

4.7.2.1. Article 1 : Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdites les activités et installations qui seraient incompatibles avec la vocation principale d'habitat de la zone comme les constructions à usage artisanal, industriel, de commerce, d'entrepôt, les dépôts sauvages de toute nature, les constructions destinées à l'exploitation agricole ou forestière qui font l'objet de zones spécifiques et réservées.

Les installations classées pour l'environnement sont également limitées. Enfin, le règlement s'attache à restreindre l'occupation des sols de la ville aux activités de carrières et aux occupations de type loisirs (comme les campings) qui s'avèrent incompatibles avec l'environnement urbain.

4.7.2.2. Article 2 : Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Un paragraphe vient préciser les conditions applicables au titre du secteur de mixité sociale : toute opération destinée à l'habitat doit prévoir d'affecter au moins 50% de la production de logement au logement social.

Un paragraphe relatif à la prise en compte des risques renvoie aux réglementations spécifiques concernant la prise en compte des risques qui s'appliquent sur le territoire communal.

Un paragraphe concernant les dispositions particulières au titre de la protection du patrimoine bâti et paysager vise également à rappeler que les travaux concernant des bâtiments, un élément bâti ou encore un parc identifié au titre des articles L. 151-19 et L. 151-23 du code de l'urbanisme (en vigueur au 1er janvier 2016) doivent respecter un certain nombre de règles supplémentaires.

4.7.2.3. Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques

Afin d'assurer l'intégration de ces futurs quartiers dans leur environnement urbain, à dominante pavillonnaire, le règlement d'urbanisme prévoit des règles de recul minimum : implantation selon un retrait minimum de 3m.

4.7.2.4. Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les règles d'implantation par rapport aux limites séparatives sont modulées en fonction des typologies urbaines recherchées secteur par secteur :

- En secteur 1AUha de densité plus forte, l'implantation est possible sur les 2 limites séparatives latérales, ou en retrait ;
- En secteur 1AUhb de densité moyenne, l'implantation est possible sur une des limites séparatives ou en recul ;
- En secteur 1AUhc où la densité est moindre, l'implantation des constructions doit se faire en recul des limites séparatives.

4.7.2.5. Article 9 : Emprise au sol des constructions

Les emprises au sol sont également définies par secteur en fonction des formes urbaines et densités recherchées. L'emprise au sol de l'ensemble des constructions ne pourra excéder :

- En secteur 1AUha : 50% de la superficie du terrain
- En secteur 1AUhb : 35% de la superficie du terrain
- En secteur 1AUhc : 25% de la superficie du terrain.

La limitation de l'emprise au sol fait également écho avec les articles 4 (réalisation de surfaces de rétention des eaux pluviales à la parcelle) et 13 (maintien d'espaces verts) du règlement.

Le jeu entre ces règles permet notamment d'assurer un maintien d'espaces verts significatifs et de limiter l'imperméabilisation des sols en lien avec la problématique de ruissellement pluvial.

4.7.2.6. Article 10 : Hauteur maximale des constructions

La hauteur maximale des constructions est fixée à 7.5 m à l'égout des toitures en cohérence avec la typologie pavillonnaire de la zone

La hauteur des annexes est limitée à 3.80 m au faîtage et 3 m à l'accrotère afin de préserver un équilibre des volumes bâtis.

Une hauteur plus importante est toutefois autorisée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics, afin de permettre des adaptations aux besoins de ces équipements.

4.7.2.7. Article 13 : Espaces libres et plantations

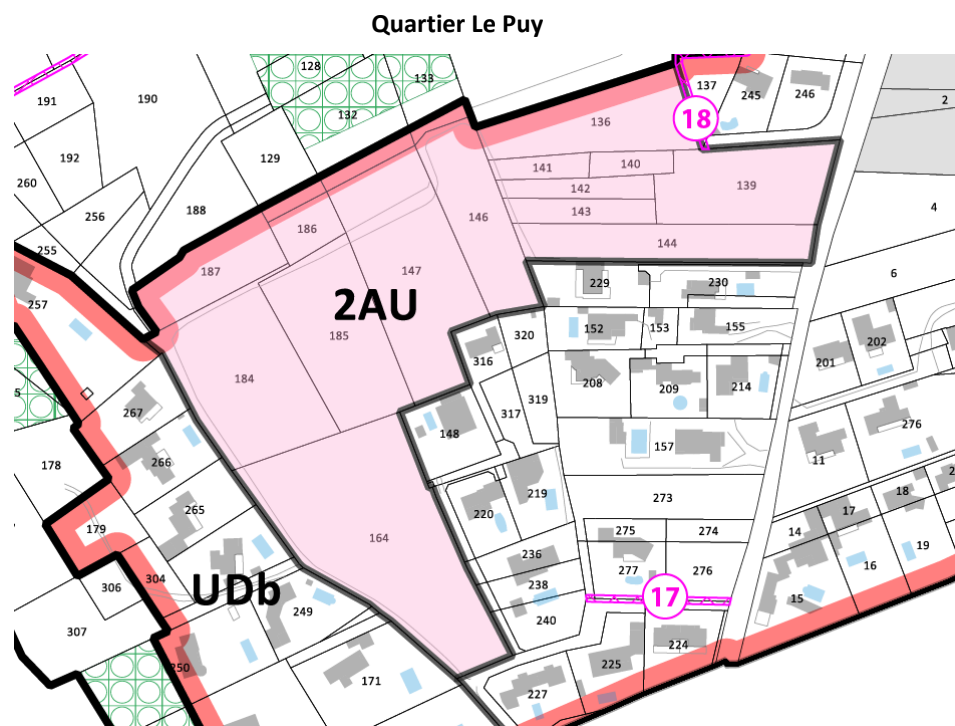
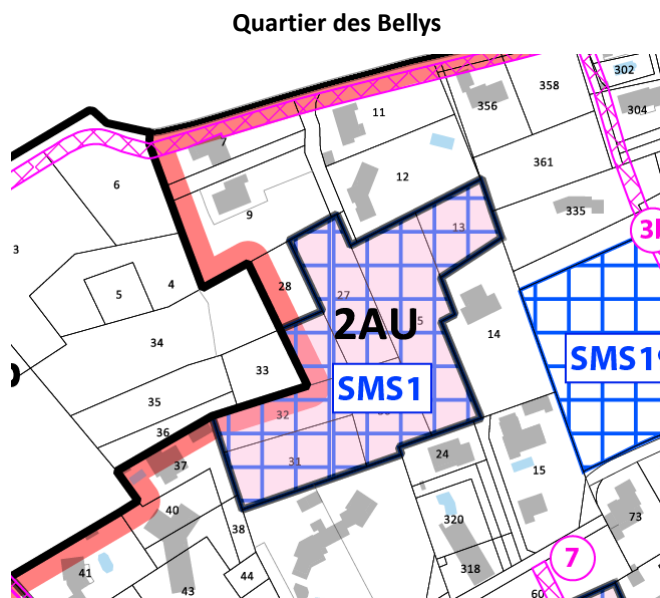
Cet article impose un minimum d'espaces verts qui va en augmentant des secteurs plus denses vers les secteurs moins denses, en cohérence avec le caractère plus ou moins urbain recherché :

La surface des espaces verts doit être au minimum égale à :

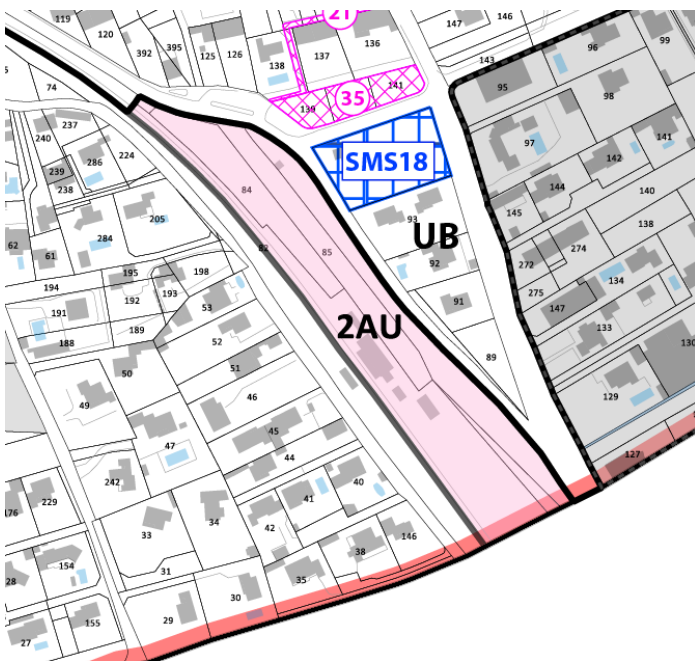
- en secteur 1AUha : 20% de la superficie totale du terrain ;
- en secteur 1AUhb : 40% de la superficie totale du terrain ;
- en secteur 1AUhc : 50% de la superficie totale du terrain.

4.8. LA ZONE 2AU : L'URBANISATION FUTURE A PLUS LONG TERME

4.8.1. DEFINITION DU ZONAGE



Quartier de la gare



4.8.1.1. Localisation et caractéristiques de la zone 2AU

Le zonage 2AU correspond à des secteurs insuffisamment desservis ou non desservis par les équipements publics et constituant une réserve d'unités foncières sur lesquelles peut être envisagé un développement ultérieur.

Situé au nord-ouest de la commune, secteur des Piécaoux, son ouverture à l'urbanisation est conditionnée à une modification ou une révision du PLU.

4.8.1.2. Motifs de délimitation de la zone 2AU

L'ouverture à l'urbanisation des différents quartiers est conditionnée à une modification ou une révision du PLU.

La zone 2AU quartier **des Piécaoux**, d'environ un hectare d'ancienne zone ND, sera ouverte à l'urbanisation à moyen et long terme pour assurer la continuité des constructions déjà existantes. Ce site permettra la réalisation d'environ 10 logements.

La zone 2AU quartier **du Puy**, d'environ 3 ha d'anciennes zones NA, sera mobilisée à moyen et long terme pour le développement résidentiel.

La zone 2AU quartier **de la gare**, est un espace de développement pour un futur pôle multimodal. Toutefois, la faible fiabilité actuelle des trains et le manque d'entretien de la gare ne permettent pas, pour l'heure, d'envisager cet aménagement.

4.8.1.3. Autres éléments de zonages et dispositions réglementaires

La zone compte différents emplacements réservés destinés à d'élargissement d'une voie de circulation ou à l'installation d'un équipement public.

La zone UD constitue également un secteur de mixité sociale au titre de l'article L. 151-15 du code de l'urbanisme. Cette disposition vise à affirmer la volonté de la commune de réserver une part de la production de logement sur ce site au logement social lorsqu'il sera ouvert à l'urbanisation.

4.8.2. JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES SPÉCIFIQUES A LA ZONE 2AU

- **Article 1 : Occupations et utilisations du sol interdites**

Toutes les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article 2 sont interdites afin de contrôler strictement les nouvelles constructions sur ces zones dont le potentiel de réserves foncières doit être préservé dans l'attente de leur ouverture à l'urbanisation effective.

- **Article 2 : Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières**

Seules sont autorisées :

- L'aménagement et l'extension des constructions existantes à usage d'habitation, dans la limite de 30% et 200 m² de surface de plancher totale, à condition de ne pas compromettre l'aménagement ultérieur de la zone
- les constructions destinées aux équipements publics ou d'intérêt collectif indispensables (réalisation des projets d'emplacements réservés notamment).

Un paragraphe vient préciser les conditions applicables au titre du secteur de mixité sociale : toute opération destinée à l'habitat doit prévoir d'affecter au moins 50% de la production de logement au logement social.

- **Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques**

A défaut d'indication contraire portées sur les documents graphiques les constructions doivent être édifiées avec un recul minimal de :

- 15 mètres par rapport à l'axe de la RD28 et des voies communales ;
- 5 m par rapport à l'axe des chemins ruraux et communaux.

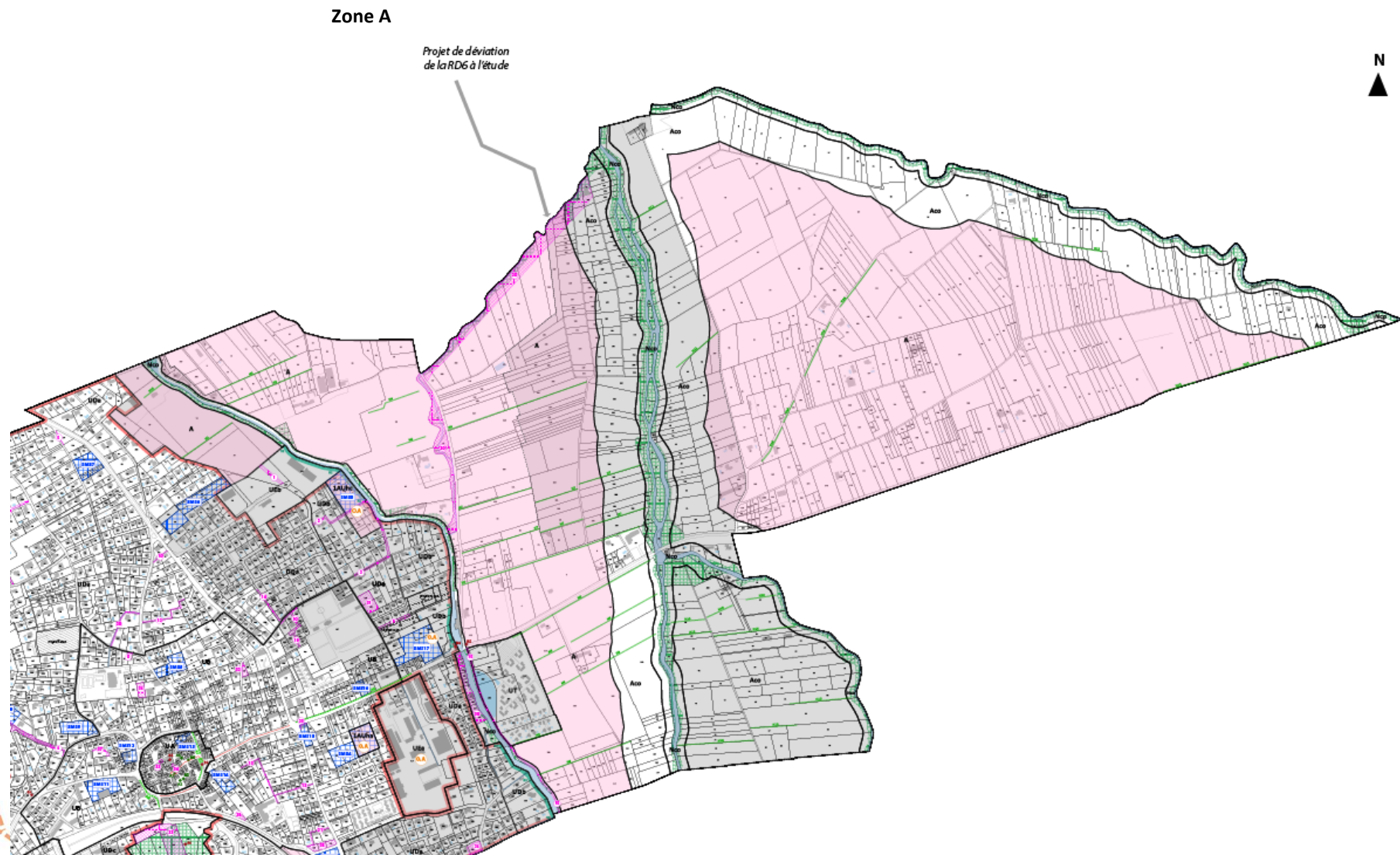
- **Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives**

Les constructions doivent être implantées à une distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point le plus proche de la limite séparative au minimum égale à la moitié de la hauteur entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres, en cohérence avec le voisinage des zones pavillonnaires.

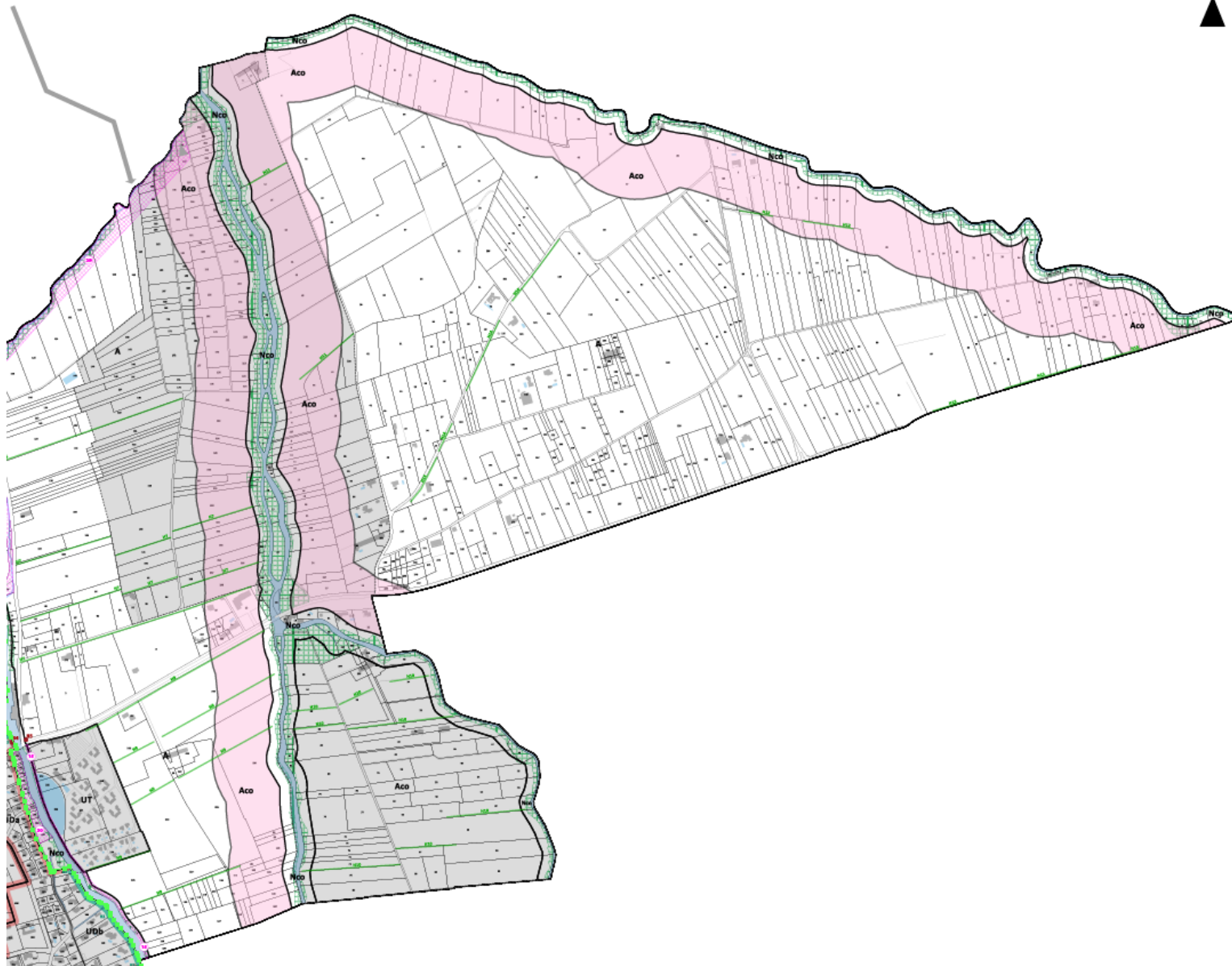
Les autres articles ne sont pas réglementés compte tenu du caractère fermé de la zone.

4.9. LA ZONE AGRICOLE A

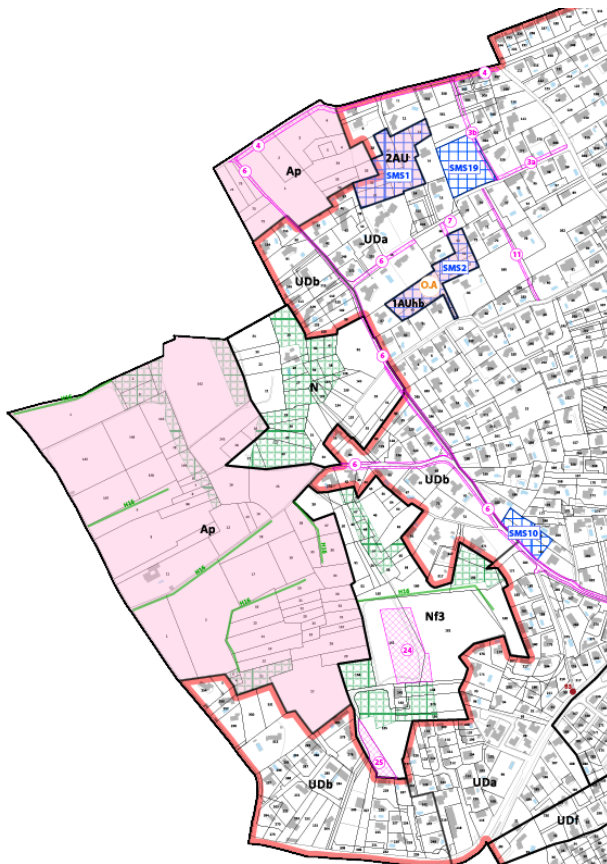
4.9.1. DEFINITION DU ZONAGE



Secteur Aco



Secteur Ap



4.9.1.1. Localisation et caractéristiques de la zone A

Cette zone comprend les terrains qui font l'objet d'une protection particulière en raison de la valeur et du potentiel agronomique, biologique et économique des terres agricoles. Elle est destinée à l'activité agricole et aux constructions liées et nécessaires aux besoins de l'exploitation agricole.

Elle comprend 2 secteurs :

- un **secteur Ap** qui présente une sensibilité paysagère et où toute nouvelle construction est interdite.
- un **secteur Aco**, correspondant aux corridors écologiques le long des Sorgues

4.9.1.2. Motifs de délimitation de la zone A

La zone A a été redéfinie sur la base de la zone NC du POS. Les principales évolutions de zonage ont été opérées en frange de la zone urbanisée et le long de Sorgues.

Cette vaste zone agricole présente par ailleurs des caractéristiques variées du point de vue des paysages et de l'environnement. En lien avec ces spécificités 2 secteurs ont été définis :

- un **secteur Aco**, correspondant aux principaux corridors écologiques situés entre différents bras de Sorgues : la Sorgue de la faible, la Sorgue de la Pusque, la Sorgues d'entraigues. Cette zone correspond à un corridor de 125m de part et d'autre du lit du cours d'eau (le lit étant lui-même classé en zone Nco). De plus l'espace agricole situé entre les 2 bras de Sorgues au Sud de la commune est intégralement classé en secteur Aco.
- un **secteur Ap** à l'Ouest de la commune correspondant aux zones agricoles présentant un intérêt paysager particulier. Cette zone Ap est définie en cohérence avec les cônes de vue sur les coteaux viticoles (classés AOC). L'objectif est ainsi de limiter l'urbanisation dans ces secteurs.

La zone A ne comprend aucun Secteur de Taille Et de Capacité d'Accueil Limitée (STECAL).

4.9.1.3. Autres éléments de zonages et dispositions réglementaires

La zone A du PLU comprend plusieurs éléments de patrimoine bâti et végétal identifiés au titre des articles L. 151-19 et L. 151-23 du Code de l'Urbanisme.

La zone possède également des espaces boisés classés à conserver et à protéger et soumis au régime de l'article L 113-1 du Code de l'Urbanisme.

Enfin, la zone compte plusieurs emplacements réservés, principalement dédiés à la création ou à l'aménagement de voiries et infrastructures routières.

4.9.2. JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES SPÉCIFIQUES A LA ZONE A

4.9.2.1. Article 1 : Occupation et utilisation du sol interdites

Seules sont autorisées les constructions et installations mentionnées à l'article 2 afin de contrôler strictement les constructions à réaliser sur la zone.

4.9.2.2. Article 2 : Occupation et utilisation du sol soumises à conditions particulières

En zone A (hors secteurs Aco et Ap) compte tenu de la vocation de la zone, les constructions autorisées sont strictement encadrées afin des limiter aux besoins de l'activité agricole et à l'extension mesurée des habitations existantes. Il s'agit :

- Des constructions directement nécessaires à l'exploitation agricole, y compris l'habitation de l'exploitant, sous conditions d'une surface plafond ;
- L'aménagement de locaux d'hébergement et d'accueil liés à la diversification de l'activité agricole, sans changement de destination et dans le volume bâti existant ;

- L'extension mesurée des habitations existantes à la date d'approbation du PLU (y compris annexes et piscines) :

Des surfaces plafond, pour l'habitation ainsi que pour les annexes, sont fixées afin de limiter les constructions au sein de l'espace agricole ; la distance des annexes par rapport à l'habitation est également fixée à 20m maximum afin d'éviter la dispersion du bâti et d'assurer le maintien d'une cohérence d'ensemble.

- Les constructions indispensables aux services publics ou d'intérêt collectif.

Au sein du secteur Ap, aucune nouvelle construction n'est autorisée à l'exception des constructions et installations nécessaires aux services publics, notamment les emplacements réservés des documents graphiques. Il s'agit de préserver strictement ce secteur de la commune.

Au sein du secteur Aco sont autorisés les travaux et aménagements compatibles avec la préservation de la qualité de ces corridors écologiques :

- Les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels (stabilisation, hydraulique, ...)
- Les extensions de bâtiments nécessaires et liées à l'exploitation agricole autre qu'habitation, 30% dans la limite de 400 m² d'emprise au sol totale (après extension)
- les annexes légères type abris de jardin, liées aux habitations existantes à la date d'approbation du PLU, dans la limite de 20m² d'emprise au sol totale, ainsi que les piscines
- Les affouillements et exhaussements de sol directement liés à une exploitation agricole ou aux infrastructures routières publiques, dès lors qu'ils ne compromettent pas la stabilité des sols ou l'écoulement des eaux dans la limite de 100 m² d'emprise et 2m de hauteur totale
- Les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces sous réserve du respect de la sensibilité des milieux.

- Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement.

De plus, un paragraphe relatif à la prise en compte des risques renvoi aux réglementations spécifiques concernant la prise en compte des risques qui s'appliquent sur le territoire communal.

Un paragraphe concernant les dispositions particulières au titre de la protection du patrimoine bâti et paysager vise également à rappeler que les travaux concernant des bâtiments, un élément bâti ou encore un parc identifié au titre des articles L. 151-19 et L 151-23 du code de l'urbanisme (en vigueur au 1er janvier 2016) doivent respecter un certain nombre de règles supplémentaires.

4.9.2.3. Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques

La zone A prévoit un recul minimal des bâtiments par rapport aux voies et emprises publiques de 10 m, dans un souci de meilleure maîtrise des flux et de sécurité publique (visibilité, gestion des accès...), mais également par un souci d'intégration paysagère.

Ce recul va également dans le sens de préserver des espaces tampons entre les habitations et les espaces cultivés.

Des reculs spécifiques s'appliquent de part et d'autre de l'axe des routes départementales

4.9.2.4. Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

La zone A impose une implantation en ordre discontinu dans un souci d'intégration paysagère.

4.9.2.5. Article 9 : Emprise au sol des constructions

La surface des annexes des habitations existantes est limitée à 40 m² d'emprise au sol totale (hors piscines), avec un maximum de 20 m² d'emprise au sol par annexe non contiguë au bâtiment principal et à 60m² toutes annexes confondues (y compris les piscines). Les annexes et piscines seront implantées à une distance maximum de 20 m de l'habitation à laquelle elles se rapportent.

L'emprise au sol des extensions des habitations existantes est limitée 50% de l'emprise au sol existante et dans la limite de 250m² (existant + extension).

Pour le reste, l'emprise au sol des constructions n'est pas réglementée dans la mesure où les constructions autorisées sont strictement encadrées par les articles 1 et 2.

4.9.2.6. Article 10 : Hauteur maximale des constructions

La hauteur maximum des constructions ne peut excéder 7.5 m à l'égout pour les habitations.

La hauteur des annexes autorisées dans la zone est limitée à 3,5 mètres à l'égout.

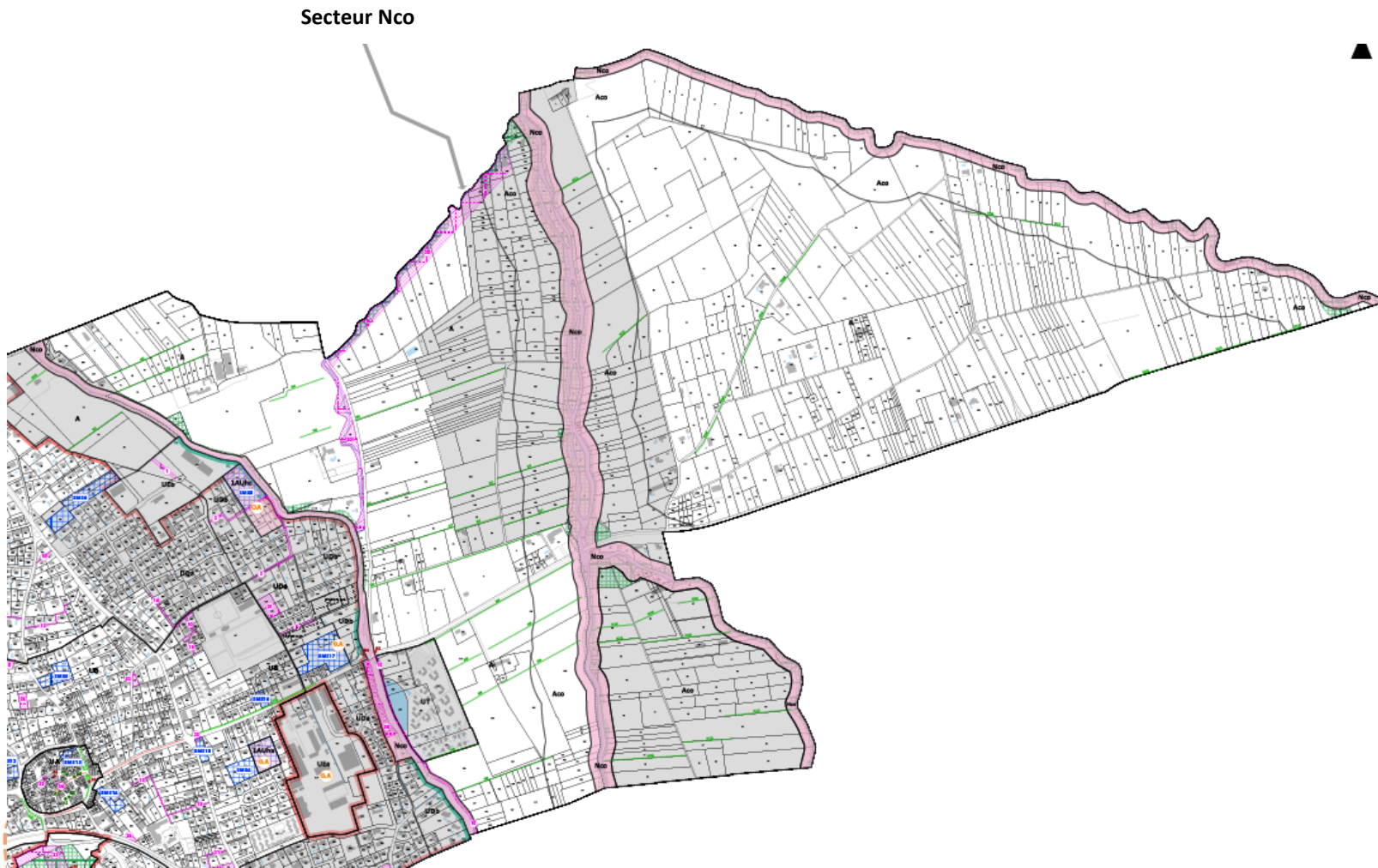
Des adaptations sont possibles en fonction d'impératifs techniques pour les bâtiments agricoles.

4.9.2.7. Article 13 : Espaces libres et plantations

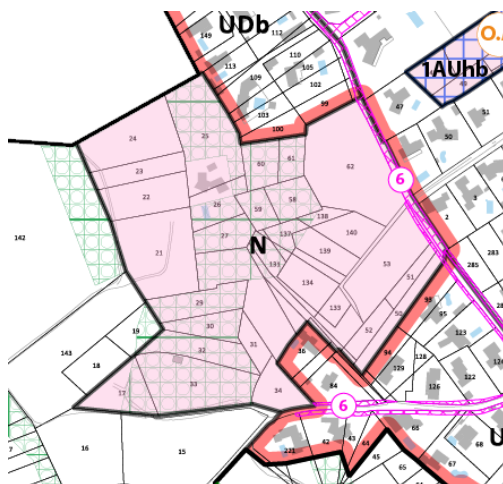
Cet article rappelle les dispositions applicables aux Espaces Boisés Classés et recommande la préservation des haies brises vents, sans que cette recommandation soit contraignante pour les travaux et aménagements nécessaires l'activité agricole.

4.10. LA ZONE NATURELLE N

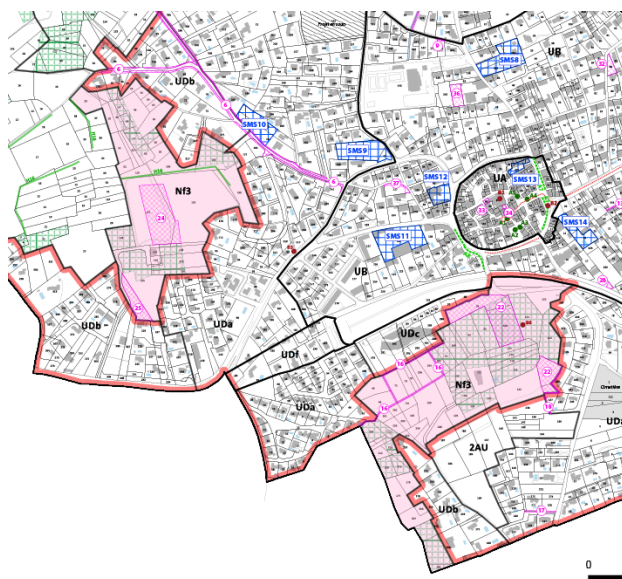
4.10.1. DEFINITION DU ZONAGE



Zone N



Zone Nf3



4.10.1.1. Localisation et caractéristiques de la zone N

La zone N recouvre les espaces naturels qui font l'objet d'une protection particulière en raison notamment de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages.

La zone comprend également un secteur Nco, correspondant aux corridors écologiques des Sorgues et du Canal de Vaucluse ainsi qu'un secteur Nf3 concerné par un aléa feux de forêt moyen.

4.10.1.2. Motifs de délimitation de la zone N

La zone N du PLU maintient les zones ND du POS, notamment quartier La Graille.

Quartier des Piécaoux, la Zone N correspond aux limites de la zone ND du POS déduction faite de la zone 2AU du PLU.

Secteur du Puy, la zone reprend les contours de la zone ND du POS. Ces derniers ont cependant été légèrement élargis :

- au nord afin de prolonger la zone naturelle jusqu'à la voie férée, qui constitue désormais la limite des zones N et UB du PLU ;
- et au sud pour affirmer la coupure d'urbanisation en limite Sud-Ouest de la commune.

Le PLU redéfinit également les limites des zones agricoles et naturelles en délimitant un secteur Nco correspondant au lit des Sorgues et du canal de Vaucluse afin de préserver les caractéristiques de cette continuité écologique.

Au bord des Sorgues, la zone Nco correspond à une bande de 25 m de part et d'autre des berges. Le long du canal de Vaucluse, en limite de la zone urbanisée, la zone Nco correspond à une bande de 10m de part et d'autre du canal.

Les espaces concernés par un aléa feux de forêt moyen sont indicés d'un indicateur « f3 ». Les prescriptions sont définies au chapitre 8 relatif aux risques.

4.10.1.3. Autres éléments de zonages et dispositions réglementaires

La zone N du PLU comprend plusieurs éléments de patrimoine bâti et végétal identifiés au titre des articles L. 151-19 et L. 151-23 du Code de l'Urbanisme.

La zone possède également des espaces boisés classés à conserver et à protéger et soumis au régime de l'article L 113-1 du Code de l'Urbanisme.

La zone compte plusieurs emplacements réservés destinés à des équipements publics, des projets d'élargissement ou la création de voies et cheminement doux ou pour la création de stationnements.

4.10.2. JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES SPÉCIFIQUES A LA ZONE N

4.10.2.1. Article 1 : Occupation et utilisation du sol interdites

Seules sont autorisées les constructions et installations mentionnées à l'article 2 afin de contrôler strictement les constructions à réaliser sur la zone.

4.10.2.2. Article 2 : Occupation et utilisation du sol soumises à conditions particulières

En zone N (hors secteurs Nco) compte tenu de la vocation de la zone, les constructions autorisées sont strictement encadrées afin des limiter aux besoins de l'activité agricole et à l'extension mesurée des habitations existantes.

Il s'agit :

- L'aménagement et l'extension limitée des habitations existantes ayant une existence légale à la date d'approbation du PLU à condition :
 - que la surface initiale du bâtiment soit au moins égale à 70m² de surface de plancher ;

- que le projet ne conduise pas à un accroissement de plus de 30% de la surface de plancher existante à la date d'approbation du PLU et n'excède pas un total de 250m² de surface de plancher par unité foncière ;

- qu'il n'y ait pas de création de nouveau logement ou de changement de destination.

- que la surface des annexes est limitée à 50% de la surface de plancher de l'habitation existante sans dépasser 60m² (existant + annexe). Les annexes et piscines seront implantées à une distance maximum de 20 m de l'habitation à laquelle elles se rapportent.

Les aménagements et extensions doivent former un ensemble bâti cohérent avec les constructions existantes.

- Les ouvrages techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif
- Les aménagements légers et les objets mobiliers destinés à l'accueil ou à l'information du public lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public d'espaces naturels, à condition que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux.

4.10.2.3. Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques

La zone N prévoit un recul minimal des bâtiments par rapport aux voies et emprises publiques de 10m, dans un souci de meilleure maîtrise des flux et de sécurité publique (visibilité, gestion des accès...), mais également par un souci d'intégration paysagère.

4.10.2.4. Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

La zone N impose une implantation en ordre discontinu dans un souci d'intégration paysagère.

4.10.2.5. Article 9 : Emprise au sol des constructions

- La surface des annexes des habitations existantes est limitée à 40 m² d'emprise au sol totale (hors piscines), avec un maximum de 20 m² d'emprise au sol par annexe non contigüe au bâtiment principal et à 60m² toutes annexes confondues (y compris les piscines). Les annexes et piscines seront implantées à une distance maximum de 20 m de l'habitation à laquelle elles se rapportent.

- L'emprise au sol des extensions des habitations existantes est limitée 50% de l'emprise au sol existante et dans la limite de 250m² (existant + extension).

Pour le reste, l'emprise au sol des constructions n'est pas règlementée dans la mesure où les constructions autorisées sont strictement encadrées par les articles 1 et 2.

4.10.2.6. Article 10 : Hauteur maximale des constructions

Les extensions de constructions permises à l'article N2 devront respecter la hauteur initiale de la construction sans pouvoir excéder 7.5m à l'égout de la toiture.

La hauteurs des annexes autorisées dans la zone est limitée à 4m au faîtage.

La hauteur des mas de télécommunication est limitée à 15m maximum.

4.10.2.7. Article 13 : Espaces libres et plantations

Cet article rappelle les dispositions applicables aux Espaces Boisés Classés et recommande la préservation des haies brises vents, sans que cette recommandation soit contraignante pour les travaux et aménagements nécessaires l'activité agricole.

5. TRADUCTION DES PRINCIPAUX PLANS, PROGRAMMES ET OBJECTIFS DE REFERENCE

Dans le cadre de l'élaboration du présent PLU, l'analyse de la cohérence des orientations des plans et programmes de référence avec le document d'urbanisme permet d'exposer quelles sont les orientations importantes pour le territoire et la manière dont elles sont prises en considération ou traduites.

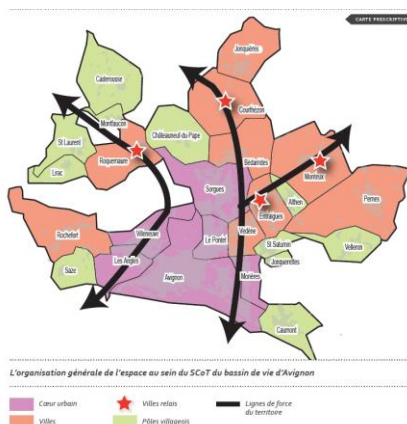
Concernant Saint-Saturnin, la commune doit être compatible avec :

- le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Bassin de vie d'Avignon ;
- le Programme Local de l'Habitat (PLH) du Grand Avignon ;
- le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Rhône-Méditerranée 2016-2021.

Le PLU doit également prendre en compte le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de la région PACA.

5.1. COMPATIBILITE AVEC LE SCoT DU BASSIN DE VIE D'AVIGNON

Objectifs	Transcription dans le PLU
Défi 1 : Tirer parti du positionnement stratégique du Grand Bassin de vie d'Avignon	
Orientations pour tenir l'organisation générale de l'espace du SCoT du bassin de vie d'Avignon	
<p>Assurer une polarisation du développement dans le cœur urbain. Saint-Saturnin-les-Avignon.</p> <p>Le SCoT identifie Saint-Saturnin-lès-Avignon comme un pôle villageois. Pour ces derniers l'objectif est double : freiner le développement démographique parfois disproportionné et surtout changer le mode d'urbanisation pour tendre vers des formes urbaines plus économes en foncier.</p> <p>Les communes qui tangentent aujourd'hui les 2,5% par an doivent freiner leur développement et ne pas dépasser 1,3% par an (cas de Saint-Saturnin-les-Avignon). Une nuance est à apporter pour les communes de Saint Saturnin et Jonquerettes qui partagent une gare bien positionnée et qui peuvent être un peu plus ambitieuses sous réserve de la mise en œuvre d'une politique multimodale et d'une densification des quartiers à proximité de la gare.</p>	<p>Le PADD affirme la volonté municipale de poursuivre un développement urbain maîtrisé en projetant une croissance démographique à 1,3%/an maximum à horizon 2027. Cet objectif est en cohérence avec le SCoT qui fixe un développement à 1,3% pour les pôles villageois ayant une croissance démographique déjà dynamique.</p> <p>Au vu de la présence d'une gare sur la commune, Saint-Saturnin-les-Avignon pourrait augmenter sa croissance démographique en lien avec la mise en œuvre d'une politique multimodale. Compte tenu de la desserte insuffisante du réseau ferroviaire et de la faible fiabilité des trains, la municipalité souhaite attendre une amélioration du réseau pour développer le pôle gare. Ainsi, la croissance retenue pour le PLU est celle de 1,3% par an.</p>



Défi 2 : Maintenir une attractivité productive, durable et maîtrisée

Objectif 1 : renforcer les atouts concurrentiels du tissu économique

Hiérarchie et localisation des activités économiques

Le tissu urbain mixte de proximité doit :

- être englobé dans les « secteurs privilégiés d'urbanisation » définis pour chaque commune.
- être mise en œuvre au travers d'une réelle diversité des fonctions urbaines idem à celle que l'on peut vivre dans les centres villes, dans les quartiers, source d'animation locale. Il ne s'agit pas de juxtaposer des zones purement résidentielles à coté de grandes zones économiques mais de tendre vers une mixité «verticale».

Soutenir l'agriculture, composante de l'économie productive

Orientations particulières relatives à l'équipement commercial

Orientations particulières relatives à la logistique

Orientations particulières relatives au tourisme : Préserver l'identité du territoire, facteur d'attractivité



Hiérarchie et localisation des activités économiques

A travers le PADD, la municipalité souhaite maintenir et renforcer la dynamique commerciale du centre-villageois. Ainsi, il s'agira de conserver les rez-de-chaussée commerciaux et d'autoriser le développement de nouveaux commerces et services uniquement dans le centre élargi et sur les deux axes principaux de la commune (D6 et D28). A travers la définition d'un centre villageois élargi (zone UA/UB), la municipalité promeut une mixité des fonctions sur cet espace (habitat / commerces / services / équipements).

Soutenir l'agriculture, composante de l'économie productive

Grâce au maintien et au reclassement en zone agricole du nord de Gromelle et au maintien d'une zone agricole protégée au nord-ouest du territoire, la municipalité souhaite soutenir et préserver son économie agricole.

Orientations particulières relatives à l'équipement commercial / Orientations particulières relatives à la logistique - Saint-Saturnin-lès-Avignon n'est pas concerné.

Orientations particulières relatives au tourisme : Préserver l'identité du territoire, facteur d'attractivité

Le PLU identifie son patrimoine bâti remarquable au titre du L151-19 du code de l'urbanisme. Une dizaine de bâtiments et bâtis vernaculaires bénéficient de prescriptions spécifiques assurant la préservation de leur caractère architectural.

De plus, le PLU identifie une zone UA, liée au centre-ancien, qui bénéficie de règles spécifiques allant dans le sens d'une préservation de la morphologie urbaine historique de la commune.

Enfin, le PADD a pour objectif une densification mesurée de la commune en privilégiant une architecture respectueuse du caractère villageois et de l'identité urbaine et architecturale de Saint-Saturnin-lès-Avignon. La limitation des hauteurs fait partie des restrictions en faveur du maintien de l'identité du territoire.

Objectif 2 : Construire une attractivité résidentielle réaliste, adaptée et diversifiée

Quantifier les besoins en logements, respecter les grands équilibres spatiaux :

Produire 10% des logements sur l'ensemble des pôles villageois soit environ 2 400 logements.

Répondre à tous les besoins

Offrir plus de locatif et de locatif social : rééquilibrer l'offre sur l'ensemble du territoire

Quantifier les besoins en logements, respecter les grands équilibres spatiaux :

En cohérence avec la croissance démographique retenue de 1,3%, Saint-Saturnin-les-Avignon devra produire 440 logements à horizon du PLU (2027). Le PLU permet la production d'environ 445 logements à horizon 2027.

Répondre à tous les besoins

Afin de développer son parc locatif social, de répondre aux objectifs de l'état (contrat de carence du 18 juillet 2014) et de favoriser le parcours résidentiel et l'accès au logement pour les personnes âgées et les jeunes couples, la municipalité s'engage à travers son document d'urbanisme à développer son parc de logements locatifs sociaux.

Pour cela, les zones urbaines et à urbaniser à dominante d'habitat sont concernées par les outils suivants :

- secteur de mixité sociale au titre de l'article L 151-15 du Code de l'Urbanisme : zones UA, UD, UD, 1AUh, 2AU.
- servitudes de mixité sociale au titre de l'article L 151-41 4° du code de l'urbanisme : la municipalité a identifié une vingtaine de servitudes de mixité sociale au titre du L.151-41 4°.

La combinaison de ces outils traduit la volonté affichée au PADD de réserver une part significative de la production neuve au logement social.

Les servitudes de mixité sociale au titre de l'article L 151-41 4° du code de l'urbanisme permettent d'assurer un minimum de production d'environ 130 logements locatifs sociaux à horizon 2027 soit 30% de la production neuve à horizon du PLU.

De plus les secteurs définis au titre de l'article L 151-15 du code de l'urbanisme permettront de renforcer encore la production de logements locatifs sociaux.

Objectif 3 : Organiser une mobilité durable	
<p>Hiérarchiser la voirie et civiliser l'espace public</p> <p>La réorganisation du réseau routier doit aboutir à une hiérarchisation de ce réseau afin de permettre la continuité entre les différents itinéraires et le réinvestissement de certaines voiries au profit des transports collectifs et des modes doux.</p>	<p>Hiérarchiser la voirie et civiliser l'espace public</p> <p>La municipalité a pour objectif de structurer et de sécuriser la voirie. Une dizaine d'emplacements réservés dédiés à l'élargissement de voies (ER n°3 à 10 et n°37) et une dizaine d'emplacements réservés dédiés à l'aménagement de cheminements doux (ER n°11 à 21) participent à cette amélioration.</p> <p>Afin d'apaiser la circulation sur l'avenue du Mistral et de désengorger le trafic en cœur urbain la municipalité a pour objectif d'étudier avec le département le projet de déviation de la RD6.</p>
<p>Développer les transports collectifs et alternatifs pour une mobilité quotidienne durable</p>	<p>Développer les transports collectifs et alternatifs pour une mobilité quotidienne durable</p> <p>Le PADD affirme la volonté municipale de développer les déplacements alternatifs à la voiture. A travers le PLU, la municipalité a identifié les voies à aménager. Ainsi, 11 emplacements réservés ont été identifiés au plan de zonage pour l'aménagement de cheminements doux.</p>
<p>Développer une intermodalité efficace entre les différents modes de transports</p>	<p>Développer une intermodalité efficace entre les différents modes de transports / Développer un transport de marchandises multimodal</p>
<p>Développer un transport de marchandises multimodal</p>	<p>Pour l'heure, le projet de PLU actuel prévoit la structuration du réseau viaire communal et le développement des cheminements doux. La municipalité affirme à travers le PADD sa volonté de conserver le potentiel du site de la gare pour le développement futur du secteur en véritable pôle multimodal.</p>

Défi 3 : Assurer l'équilibre entre les différentes vocations de l'espace : établir un « contrat foncier » durable

Objectif 4 : se donner les moyens d'une extension mesurée de l'urbanisation

Réinvestir les espaces urbains existants

Le renouvellement urbain, doit conduire à :

- poursuivre la requalification et l'embellissement des centres-anciens, recréer des lieux de vie. Il s'agira en particulier de mobiliser les logements vacants et de préserver les commerces en rez-de-chaussée dans les rues commerçantes,
- densifier les quartiers peu denses et plus particulièrement les secteurs bien desservis par les transports en commun ;
- recoudre les quartiers entre eux, restructurer les quartiers dégradés et les îlots existants en voie de désaffectation ;
- réhabiliter, optimiser et embellir les zones d'activités les plus anciennes afin de ne pas les pénaliser par rapport aux plus récentes (éviter la délocalisation d'entreprises),
- encourager le réinvestissement des friches industrielles,
- améliorer les performances énergétiques des bâtiments.

Définir des secteurs privilégiés pour l'urbanisation



Extrait du plan DOG du SCOT du Bassin de vie d'Avignon

Réinvestir les espaces urbains existants

En cohérence avec les objectifs du SCOT, le projet de PLU vise à :

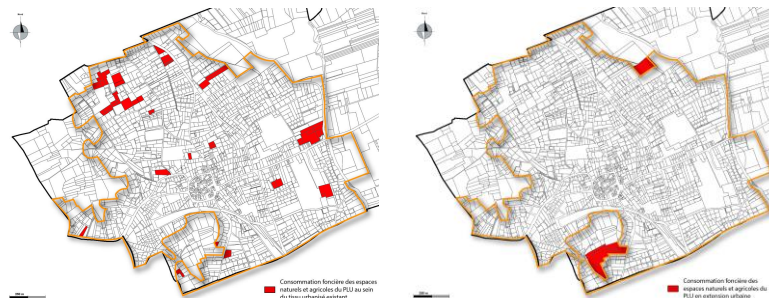
- renforcer l'attractivité du centre-ancien, notamment par le maintien des rez-de-chaussée commerciaux ;
- densifier de façon mesurée les secteurs d'habitat en incitant à la réalisation d'opérations plus denses dans le cœur villageois élargi (densité dégressive du centre vers la périphérie) ;
- valoriser et embellir la zone d'activités André Durand. Une OAP précise la desserte du site et le traitement des franges urbaines.

Zonage du PLU (zone urbaine à vocation d'habitat)	Zonage	Règlement	
		Emprise au sol (%)	Espace vert (%)
	UA	NR	NR
	UB	50	20
	UD	35	40

Définir des secteurs privilégiés pour l'urbanisation

Le PLU inscrit le développement de la commune dans les limites physiques actuelles (le canal de Vaucluse à l'Est, les collines de la Graille/Piécaous à l'Ouest, les limites communales au nord et au sud).

Le développement s'effectuera principalement dans l'enveloppe déjà bâtie (1), le reste du développement aura lieu en continuité de l'enveloppe urbanisée (2).



Stopper l'urbanisation linéaire

Des limites intangibles à l'urbanisation linéaire ont été établies sur le plan du DOG le long des voies. Toute nouvelle urbanisation au-delà de ces limites est à proscrire



Arrêt d'urbanisation le long des routes

Extrait du plan DOG du SCot du Bassin de vie d'Avignon

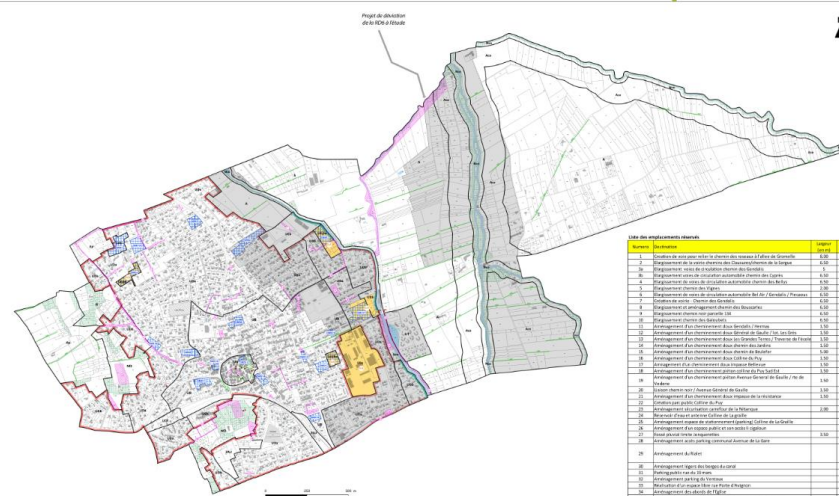
Promouvoir les opérations denses

Afin de respecter l'objectif visant à diviser par deux, la consommation d'espace à l'horizon du SCot, des orientations nuancées relatives aux densités en matière d'habitat sont fixées en fonction des différentes catégories de communes et des différents types d'habitat.

Territoire	Types d'habitat		
	Individuel pur (maximum)	Individuel groupé	Collectifs (minimum)
Le cœur urbain	30%	30%	40%
Les villes dont les villes relais	40%	40%	20%
Les pôles villageois	60%	30%	10%
Densité minimum en log/ha	15	25	de 50 à + de 100*

Stopper l'urbanisation linéaire

Le PLU inscrit le développement de la commune dans les limites physiques actuelles. Ainsi, l'est de la commune est identifié en zone agricole au PLU.



Orientation	Objectif	Superficie (ha)	Densité (log/ha)
1	Le cœur urbain	1 200	30%
2	Le cœur urbain	1 200	30%
3	Le cœur urbain	1 200	30%
4	Le cœur urbain	1 200	30%
5	Le cœur urbain	1 200	30%
6	Le cœur urbain	1 200	30%
7	Le cœur urbain	1 200	30%
8	Le cœur urbain	1 200	30%
9	Le cœur urbain	1 200	30%
10	Le cœur urbain	1 200	30%
11	Le cœur urbain	1 200	30%
12	Le cœur urbain	1 200	30%
13	Le cœur urbain	1 200	30%
14	Le cœur urbain	1 200	30%
15	Le cœur urbain	1 200	30%
16	Le cœur urbain	1 200	30%
17	Le cœur urbain	1 200	30%
18	Le cœur urbain	1 200	30%
19	Le cœur urbain	1 200	30%
20	Le cœur urbain	1 200	30%
21	Le cœur urbain	1 200	30%
22	Le cœur urbain	1 200	30%
23	Le cœur urbain	1 200	30%
24	Le cœur urbain	1 200	30%
25	Le cœur urbain	1 200	30%
26	Le cœur urbain	1 200	30%
27	Le cœur urbain	1 200	30%
28	Le cœur urbain	1 200	30%
29	Le cœur urbain	1 200	30%
30	Le cœur urbain	1 200	30%
31	Le cœur urbain	1 200	30%
32	Le cœur urbain	1 200	30%
33	Le cœur urbain	1 200	30%
34	Le cœur urbain	1 200	30%
35	Le cœur urbain	1 200	30%
36	Le cœur urbain	1 200	30%
37	Le cœur urbain	1 200	30%
38	Le cœur urbain	1 200	30%
39	Le cœur urbain	1 200	30%
40	Le cœur urbain	1 200	30%
41	Le cœur urbain	1 200	30%
42	Le cœur urbain	1 200	30%
43	Le cœur urbain	1 200	30%
44	Le cœur urbain	1 200	30%
45	Le cœur urbain	1 200	30%
46	Le cœur urbain	1 200	30%
47	Le cœur urbain	1 200	30%
48	Le cœur urbain	1 200	30%
49	Le cœur urbain	1 200	30%
50	Le cœur urbain	1 200	30%

Promouvoir les opérations denses

L'orientation 1 (objectif 2 et 3) du PADD, vise à permettre une densification mesurée des secteurs d'habitat, en privilégiant des densités plus importantes dans le cœur villageois.

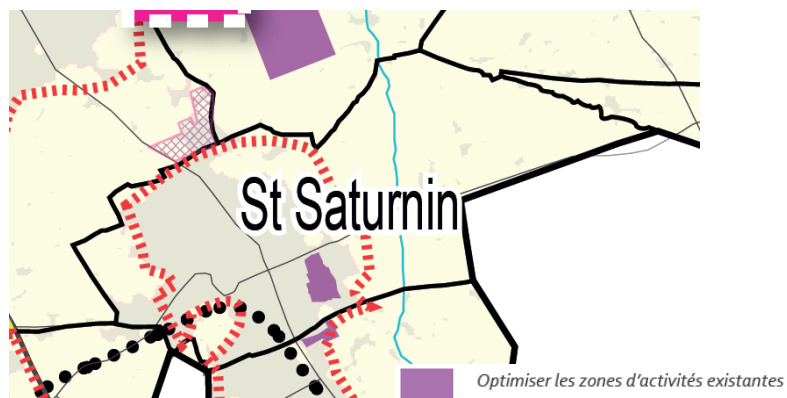
Elle se traduit par la mise en place, au zonage du PLU, de zones visant à la production de densité dégressives du centre-ancien (zone UA) vers la périphérie (zone UD). Au sein de chaque zone, le règlement favorise une densification cohérente de chaque secteur de la commune, par des règles favorisant la mobilisation des dents creuses, tout en permettant une urbanisation adaptée à l'environnement bâti existant. La densité est dégressive du centre vers la périphérie :

Zonage du PLU (zone urbaine à vocation d'habitat)	Zonage	Règlement	
		Emprise au sol (%)	Espace vert (%)
	UA	NR	NR
	UB	50	20
	UD	35	40

Au niveau des OAP cela se traduit par une densité moyenne d'environ 25 log/ha et une mixité des typologies de logements en cohérence avec les objectifs du SCoT (cf. tableau page précédente) :

- sur les 40 logements de l'OAP du Lavoir (25 log/ha) environ :
 - o 20% sont des logements individuels purs ;
 - o 60% sont des logements individuels groupés ;
 - o 20% sont des logements collectifs/intermédiaires.
- Sur les 20 logements de l'OAP Bord du canal/chemin de la Sorgue (20 log/ha) environ :
 - o 50% sont des logements individuels purs et groupés ;
 - o 50% sont des logements individuels groupés et collectifs/intermédiaires.
- Sur les 15 logements de l'OAP des Hermas (20 log/ha) environ :
 - o 50% sont des logements individuels purs ;
 - o 50% sont des logements individuels groupés.
- Sur les 20 logements de l'OAP des Aubépines (40 log/ha) : minimum 50% sont des logements collectifs/intermédiaires.

Localiser et quantifier le foncier économique et anticiper l'avenir



Extrait de la carte prescriptive du SCoT du Bassin de vie d'Avignon

Secteurs d'OAP	Site	Superficie (ha)	Nombre de logements	Densité moyenne (log/ha)
	Lavoir	1,6	40	25
	Bord du canal	1,0	20	20
	Hermas	0,7	15	21
	Aubépines	0,5	20	40
Total		3,81	95	25

Localiser et quantifier le foncier économique et anticiper l'avenir

A travers le PADD, le PLU affirme le maintien et la qualification de la zone d'activités André Durand. Une OAP précisant la desserte et le traitement des franges urbaines du secteur a été réalisée.

Objectif 5 Protéger les espaces agricoles, naturels et paysagers



Extrait du plan DOG du SCoT du Bassin de vie d'Avignon

<p>Protéger les espaces agricoles : Le DOG identifie des espaces agricoles à préserver sur le long terme</p>	<p>Les espaces agricoles identifiés au SCoT sont classés en zone A dans le PLU et bénéficient donc d'une protection particulière où seules les constructions liées et nécessaires aux besoins de l'exploitation agricole sont autorisées.</p>
<p>Protéger les espaces naturels : Le DOG identifie des grands espaces naturels à préserver sur le long terme où toute nouvelle urbanisation est proscrite</p>	<p>Les espaces naturels identifiés au SCoT, à savoir les coteaux boisés, sont classés en zone naturelle N au PLU.</p>
<p>Préserver la charpente paysagère : Le DOG identifie des lignes de crêtes sensibles inconstructibles et des limites d'urbanisation sur les coteaux où toute nouvelle urbanisation est à proscrire</p>	<p>Ces lignes et limites sont en zones Ap, zones présentant une sensibilité paysagère et où toute nouvelle construction est interdite, ou en zones naturelles N où la construction est réglementée. Ainsi ces lignes et limites bénéficient donc d'une protection.</p>
<p>Reconstituer et pérenniser la trame verte et bleue : le DOG identifie une trame verte et bleue en milieu naturel et en milieu urbain.</p> <p>Sur Saint Saturnin :</p>	<p>Les grands axes concernés par la trame verte et bleue, à savoir le canal de Vaucluse et les Sorgues, sont classés en zone Nco dans le PLU où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement ». Ceci dans un rayon de 25 mètres autour des</p>

<p>Trame verte > Canal de Vaucluse</p> <p>Trame bleue > Les Sorgues</p>	<p>Sorgues, et dans un rayon de 10 mètres autour du canal de Vaucluse.</p> <p>Les ripisylves sont classés en Espaces Boisés Classés en zone agricole. Elles font l'objet d'une protection au titre du L151-23 du CU en zone urbaine, pour y permettre une gestion plus facilitée, tout en assurant leur protection.</p> <p>Les continuités végétales identifiées au titre de l'article L.151-23 sont à conserver pour des motifs d'ordre écologique : « le caractère végétalisé des abords de cours d'eau doit être maintenu au titre de la trame verte et bleue. Les ripisylves recensées au plan de zonage sont à conserver au moins dans leur épaisseur et linéaire actuel. Leur continuité végétale est à renforcer sur les tronçons dépourvus de végétation. Les espaces concernées par le zonage sont à maintenir non imperméabilisées. Toutes nouvelles constructions, extensions et aménagements d'annexes autre qu'abris légers doivent se faire en dehors du périmètre identifié au titre du L151-23 du CU. »</p>
---------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Défi 4 : Promouvoir un urbanisme innovant et intégré																				
Objectif 6 : Apaiser et revaloriser le rapport entre le territoire et les risques																				
Composer avec le risque d'inondation Composer avec la présence du risque incendie Composer avec la présence du risque « Mouvement de terrain » Composer avec la présence du risque industriel et celui lié aux canalisations de transport de matières dangereuses Limiter les risques pour la santé publique		La commune est soumise aux risques naturels : <ul style="list-style-type: none">- d'inondation ;- de feux de forêt ;- de mouvement de terrain (séisme, retrait-gonflement des argiles) Le règlement du PLU mentionne que « dans les secteurs concernés par divers risques ou nuisances (risques naturels, bruit,...), délimités aux documents graphiques ou en annexes du PLU, toutes les occupations et utilisations du sol non interdites à l'article 1 [du règlement des différentes zones] doivent respecter les dispositions du chapitre 9 [Dispositions particulières relatives aux risques et nuisances] du règlement. En tout état de cause, ce sont les dispositions les plus restrictives qui s'appliquent sur le dit terrain. »																		
Objectif 7 : Développer un urbanisme en adéquation avec la préservation et la gestion durable de la ressource en eau du territoire																				
		Le développement programmé sur la commune de Saint Saturnin est compatible avec le niveau quantitatif de la ressource en eau (cf. annexes sanitaires).																		
Objectif 8 : Renforcer le lien entre urbanisme et déplacements																				
Renforcer la densité et la mixité du tissu urbain dans les périmètres de projet Desservir des grands pôles d'emplois actuels et en devenir		Renforcer la densité et la mixité du tissu urbain dans les périmètres de projet L'orientation 1 (objectif 2 et 3) du PADD, vise à permettre une densification mesurée des secteurs d'habitat, en privilégiant des densités plus importantes dans le cœur villageois. Elle se traduit par la mise en place, au zonage du PLU, de zones visant à la production de densité dégressives du centre-ancien (zone UA) vers la périphérie (zone UD). Au sein de chaque zone, le règlement favorise une densification cohérente de chaque secteur de la commune, par des règles favorisant la mobilisation des dents creuses, tout en permettant une urbanisation adaptée à l'environnement bâti existant. La densité est dégressive du centre vers la périphérie : <table><tr><th rowspan="4">Zonage du PLU (zone urbaine à vocation d'habitat)</th><th>Zonage</th><th colspan="2">Règlement</th></tr><tr><th></th><th>Emprise au sol (%)</th><th>Espace vert (%)</th></tr><tr><th>UA</th><td>NR</td><td>NR</td></tr><tr><th>UB</th><td>50</td><td>20</td></tr><tr><td></td><th>UD</th><td>35</td><td>40</td></tr></table>		Zonage du PLU (zone urbaine à vocation d'habitat)	Zonage	Règlement			Emprise au sol (%)	Espace vert (%)	UA	NR	NR	UB	50	20		UD	35	40
Zonage du PLU (zone urbaine à vocation d'habitat)	Zonage	Règlement																		
		Emprise au sol (%)	Espace vert (%)																	
	UA	NR	NR																	
	UB	50	20																	
	UD	35	40																	

Au niveau des OAP cela se traduit par une densité moyenne d'environ 25 log/ha et une mixité des typologies de logements en cohérence avec les objectifs du SCoT :

- sur les 40 logements de l'OAP du Lavoir (25 log/ha) environ :
 - 20% sont des logements individuels purs ;
 - 60% sont des logements individuels groupés ;
 - 20% sont des logements collectifs/intermédiaires.
- Sur les 20 logements de l'OAP Bord du canal/chemin de la Sorgue (20 log/ha) environ :
 - 50% sont des logements individuels purs et groupés ;
 - 50% sont des logements individuels groupés et collectifs/intermédiaires.
- Sur les 15 logements de l'OAP des Hermas (20 log/ha) environ :
 - 50% sont des logements individuels purs ;
 - 50% sont des logements individuels groupés.
- Sur les 20 logements de l'OAP des Aubépines (40 log/ha) : minimum 50% sont des logements collectifs/intermédiaires.

Secteurs d'OAP	Site	Superficie (ha)	Nombre de logements	Densité moyenne (log/ha)
	Lavoir	1,6	40	25
	Bord du canal	1,0	20	20
	Hermas	0,7	15	21
	Aubépines	0,5	20	40
Total		3,81	95	25

Desservir des grands pôles d'emplois actuels et en devenir - Ne concerne pas Saint-Saturnin-les-Avignon

Objectif 9 : Développer des espaces urbains plurifonctionnels

Privilégier la diversité des fonctions

Aménager des espaces publics de qualité

Privilégier la diversité des fonctions

Le projet communal vise à revitaliser le centre-ancien en assurant une diversité des fonctions urbaines. Un centre villageois élargi (zone UA et UB) a été défini dans le PADD. Il correspond à une zone mixte (habitat, commerces, services, équipements) pouvant accueillir les densités les plus élevées.

Le PADD affiche également le souhait d'assurer la multifonctionnalité des sites aménagés pour la rétention des eaux pluviales. La commune souhaite développer des espaces verts de proximité sur les actuels bassins de rétention afin de gérer la problématique des eaux pluviales et de faire de ces espaces, des espaces publics verts dans chaque quartier pour les habitants.

Aménager des espaces publics de qualité

Le PADD affiche le souhait de la municipalité de maintenir les espaces publics déjà existants et d'en créer de nouveaux. Pour cela, il est question de :

- pérenniser la place du lavoir conformément au principe d'aménagement de l'OAP (maintien d'un espace de protection des abords du lavoir) ;
- maintenir les places publiques au cœur du village (place des cafés, etc.). Le maintien des rez-de-chaussée commerciaux participeront à la préservation de ces espaces ;
- conserver et aménager la place de l'ancienne école, en bas de la colline du Puy. Pour cela, un emplacement réservé pour la création d'un parc public colline du Puy a été identifié au zonage ;
- créer de nouveaux espaces publics. Cette volonté se traduit par la mise en place d'emplacements réservés pour l'aménagement de différents espaces publics (ER n°22, 26, 30, 33, 34, 39 et 40).

Objectif 10 : Favoriser la qualité urbaine	
Mettre en valeur l'existant Garantir la qualité urbaine des extensions : quartiers mixtes, zones d'activités	Mettre en valeur l'existant A travers l'OAP « Lavoir », le projet de PLU vise à valoriser ce patrimoine bâti remarquable. Le PLU assure également la protection du patrimoine bâti et des alignements arborés remarquables au titre des L151-19 et L151-23 du code de l'urbanisme. De plus, le PLU identifie une zone UA, liée au centre-ancien, qui bénéficie de règles spécifiques allant dans le sens d'une préservation de la morphologie urbaine historique de la commune. Garantir la qualité urbaine des extensions : quartiers mixtes, zones d'activités La densification mesurée, affichée au PADD, permet de garantir une intégration urbaine des nouveaux projets.
Objectif 11 : Réduire la consommation énergétique et la dépendance vis-à-vis des énergies fossiles	
Garantir un urbanisme économe en besoin énergétique Développer les énergies renouvelables, mais en encadrant leur implantation	Garantir un urbanisme économe en besoin énergétique La réglementation thermique 2012 et l'ensemble des règles de constructions permettent de garantir un urbanisme économe en besoin énergétique. Développer les énergies renouvelables, mais en encadrant leur implantation Le projet de PLU vise à promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables dans les projets urbains (OAP en particulier).
Objectif 12 : Positionnement économique et principes d'aménagement pour le pôle «Avignon nord» : Ne concerne pas Saint-Saturnin-les-Avignon	

5.2. COMPATIBILITE AVEC LE PLH DU GRAND AVIGNON

Objectifs	Transcription dans le PLU
Action 1 : Adapter la production immobilière	
<p>Adapter la production immobilière aux besoins locaux et cibler les catégories intermédiaires.</p> <p>Partager des objectifs de production de logements afin de répondre aux besoins tant quantitatifs que qualitatifs sur le territoire du Grand Avignon :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en relançant les parcours résidentiels, en particulier des jeunes familles, - en répondant aux besoins en logement les moins bien pris en compte, notamment ceux liés à la décohabitation des jeunes et ceux des actifs locaux, - en améliorant la répartition géographique de l'offre, - en préservant la qualité du cadre de vie. 	<p>Le PLU assure une croissance démographique mesurée de la population et des besoins en logements. En cohérence avec l'objectif du SCoT, la municipalité projette une croissance démographique à 1,3 %. Cela correspond à une population d'environ 5 800 habitants à horizon 2027, soit environ 700 habitants supplémentaires par rapport à la population 2016.</p> <p>Le besoin en logements supplémentaires correspondant est estimé à environ 440 logements, soit 44 logements à produire par an en lien avec les objectifs de production du PLH. Le potentiel de production de logements du PLU est estimé à 445 logements.</p> <p>Les OAP réalisées prennent en compte les besoins des ménages en adaptant la typologie des logements. Une majorité de logements sont groupés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur les 40 logements de l'OAP du Lavoir (25 log/ha) environ : <ul style="list-style-type: none"> ○ 20% sont des logements individuels purs ; ○ 60% sont des logements individuels groupés ; ○ 20% sont des logements collectifs/intermédiaires. - Sur les 20 logements de l'OAP Bord du canal/chemin de la Sorgue (20 log/ha) environ : <ul style="list-style-type: none"> ○ 50% sont des logements individuels purs et groupés ; ○ 50% sont des logements individuels groupés et collectifs/intermédiaires. - Sur les 15 logements de l'OAP des Hermas (20 log/ha) environ : <ul style="list-style-type: none"> ○ 50% sont des logements individuels purs ; ○ 50% sont des logements individuels groupés. - Sur les 20 logements de l'OAP des Aubépines (40 log/ha) : minimum 50% sont des logements collectifs/intermédiaires.

Schéma 2	TOTAL	Accession à coût maîtrisé		Accession libre ou locatif privé		Logement Locatif Social	
Construction neuve	Nombre de logements / an	%	Nombre de logements / an	%	Nombre de logements / an	%*	Nombre de LLS / an
Les Angles	92	20 %	18	50 %	46	30 %	28
Rocheport-du-Gard	56	20 %	11	50 %	28	30 %	17
Saze	16	20 %	3	70 %	11	10 %	2
Villeneuve-lès-Avignon	130	20 %	26	50 %	65	30 %	39
Avignon	600	25 %	150	67 %	400	8 %	50
Caumont-sur-Durance *	43	15 %	7	50 %	21	35 %	15
Entraigues-sur-la-Sorgue	71	20 %	14	50 %	36	30 %	21
Jonquerettes	10	20 %	2	70 %	7	10 %	1
Morieux-lès-Avignon	74	20 %	15	50 %	37	30 %	22
Saint-Saturnin-lès-Avignon	44	20 %	9	50 %	22	30 %	13
Vedène	90	20 %	18	50 %	45	30 %	27
Velleron	28	20 %	6	50 %	14	30 %	8
CA Grand Avignon	1411	22 %	310	57 %	811	21 %	290
Grand Avignon hors Avignon	811	20 %	160	50 %	411	30 %	240

* un % plus fort en locatif social et un % plus faible en accession à coût maîtrisé pour Caumont sur Durance résultant de l'ajustement SRU

Action 2 : Optimiser le système d'aide au logement social du Grand Avignon

Optimiser le système d'aide au logement social du Grand Avignon

ACTION 2 OPTIMISER LE SYSTÈME D'AIDE AU LOGEMENT SOCIAL DU GRAND AVIGNON						
Scénario 2 Production LLS	% LLS actuel	Production neuve Production yc ajustement SRU	% LLS yc ajustement SRU dans CN	Acquisition Amélioration + Acq AM LLS/an (20% prod*)	Production LLS totale Objectif production/an LLS	% LLS au terme du PLH
Les Angles	7,7 %	28	30 %	7	35	11,4 %
Rocheport-du-Gard	6,8 %	17	30 %	4	21	10,4 %
Saze	0,4 %	2	10 %	1	3	2,5 %
Villeneuve-lès-Avignon	7,4 %	39	30 %	10	49	11,1 %
Avignon	31,8 %	50	8 %	12	62	30,1 %
Caumont-sur-Durance*	0,4 %	15	35 %	4	19	5,6 %
Entraigues-sur-la-Sorgue	11,5 %	21	30 %	5	26	14,4 %
Jonquerettes	0,0 %	1	10 %	0	1	1,0 %
Morières-lès-Avignon	5,8 %	22	30 %	6	28	9,7 %
Le Pontet	16,9 %	47	30 %	12	59	19,4 %
Saint-Saturnin-lès-Avignon	6,4 %	13	30 %	3	16	10,0 %
Vedene	12,9 %	27	30 %	7	34	15,9 %
Velleron	5,6 %	8	30 %	2	10	9,4 %
CA Grand Avignon	22,0 %	290	21 %	73	363	22,0 %
Grand Avignon hors Avignon	9,0 %	242	30 %	61	301	13,0 %

* ajustement SRU principalement sur Caumont sur Durance

L'objectif initial du PLH de 13 logements sociaux à réaliser par an doit faire l'objet avec le bilan à mi-parcours d'une modification pour prise en compte des nouvelles dispositions réglementaires et des objectifs triennaux 2014/2016, soit à minima 29 logements sociaux par an.

Cette modification devra également permettre la mise en place d'outils favorisant une plus grande opérationnalité dans la construction de logements aidés et de rééquilibrer ainsi la production par rapport au développement plus important du secteur libre (pour St Saturnin : 0,6 % de logements sociaux dans le neuf et 87 % de part dans l'individuel).

L'orientation 3 du PADD vise à assurer le développement du parc locatif social.

Afin de développer son parc locatif social, de répondre aux objectifs de l'état (contrat de carence du 18 juillet 2014) et de favoriser le parcours résidentiel et l'accès au logement pour les personnes âgées et les jeunes couples, la municipalité s'engage à travers son document d'urbanisme à développer son parc de logements locatifs sociaux.

Pour cela, les zones urbaines et à urbaniser à dominante d'habitat sont concernées par les outils suivants :

- secteur de mixité sociale au titre de l'article L 151-15 du Code de l'Urbanisme : zones UA, UD, UD, 1AUh, 2AU.
- servitudes de mixité sociale au titre de l'article L 151-41 4° du code de l'urbanisme : la municipalité a identifié une vingtaine de servitudes de mixité sociale au titre du L.151-41 4°.

La combinaison de ces outils traduit la volonté affichée au PADD de réserver une part significative de la production neuve au logement social.

Les servitudes de mixité sociale au titre de l'article L 151-41 4° du code de l'urbanisme permettent d'assurer un minimum de production d'environ 130 logements locatifs sociaux à horizon 2027 soit 30% de la production neuve à horizon du PLU.

De plus les secteurs définis au titre de l'article L 151-15 du code de l'urbanisme permettront de renforcer encore la production de logements locatifs sociaux.

Action 3 : Relancer une action sur l'accèsion à prix modéré

Cibler les ménages primo-accédants en offrant sur le territoire du Grand Avignon des produits qui leur soient accessibles

Le projet de PLU a pour volonté de répondre aux besoins de l'ensemble de la population. Pour cela, il est question de :

- proposer une offre de logements diversifiée, en privilégiant notamment l'habitat groupé et le petit collectif/intermédiaire dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation. La répartition des logements des OAP permet de répondre aux besoins de l'ensemble de la population :
- sur les 40 logements de l'OAP du Lavoir (25 log/ha) environ :
 - o 20% sont des logements individuels purs ;
 - o 60% sont des logements individuels groupés ;
 - o 20% sont des logements collectifs/intermédiaires.
- Sur les 20 logements de l'OAP Bord du canal/chemin de la Sorgue (20 log/ha) environ :
 - o 50% sont des logements individuels purs et groupés ;
 - o 50% sont des logements individuels groupés et collectifs/intermédiaires.
- Sur les 15 logements de l'OAP des Hermas (20 log/ha) environ :
 - o 50% sont des logements individuels purs ;
 - o 50% sont des logements individuels groupés.
- Sur les 20 logements de l'OAP des Aubépines (40 log/ha) : minimum 50% sont des logements collectifs/intermédiaires.
- développer le parc locatif social grâce à la mise en place d'une vingtaine de Servitudes de Mixité Sociale (SMS).

Action 4 : Initier une maîtrise du peuplement équilibrée

Réduire les déséquilibres sociaux internes au Grand Avignon et entre l'agglomération et sa périphérie

Le projet de PLU a pour volonté de répondre aux besoins de l'ensemble de la population. Pour cela, il est question de :

- proposer une offre de logements diversifiée, en privilégiant notamment l'habitat groupé et le petit collectif/intermédiaire dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation

	(cf. justification précédente) ; - développer le parc locatif social grâce à la mise en place d'une vingtaine de Servitudes de Mixité Sociale (SMS).
Action 5 : Renforcer l'action foncière et les politiques d'urbanisme	
Réduire les déséquilibres sociaux internes au Grand Avignonnet entre l'agglomération et sa périphérie	Le PLU renforce les solidarités intercommunales en traduisant dans le PLU, via la mise en place de servitudes de mixité sociale, les objectifs de l'article 55 de la loi SRU.
Action 6 : Intervenir sur le parc social existant	Non concerné par le PLU
Action 7 : Valoriser et améliorer le parc privé	Non concerné par le PLU
Action 8 : Renforcer la gouvernance et les partenariats	Non concerné par le PLU
Action 9 : Adapter l'observatoire aux nouvelles priorités du PLH	Non concerné par le PLU

5.3. COMPATIBILITE AVEC LES ORIENTATIONS FONDAMENTALES DU SDAGE RHONE-MEDITERRANEE 2016-2021

ORIENTATIONS	COMPATIBILITE
OF0 : S'adapter aux effets du changement climatique	
Nouveaux aménagements et infrastructures : garder raison et se projeter sur le long terme.	<p>Le PLU prévoit une urbanisation limitée essentiellement par une densification des zones déjà urbanisées.</p> <p>Le PLU prend la mesure des évolutions liées aux changements climatiques en particulier pour les risques : il mentionne dans le règlement, pour chaque zone que « dans les secteurs concernés par divers risques ou nuisances (risques naturels, bruit,...), délimités aux documents graphiques ou en annexes du PLU, toutes les occupations et utilisations du sol non interdites à l'article 1 [du règlement des différentes zones] doivent respecter les dispositions du chapitre 9 [Dispositions particulières relatives aux risques et nuisances] du présent règlement. En tout état de cause, ce sont les dispositions les plus restrictives qui s'appliquent sur le dit terrain. »</p> <p>Le PLU prévoit de réglementer et de limiter les constructions dans les zones soumises au risque d'inondation.</p>
OF1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	
Inscrire le principe de prévention dans la conception des projets et les outils de planification locale.	<p>Le PLU prend la mesure des évolutions liées aux changements climatiques en particulier pour les risques : il mentionne dans le règlement, que « dans les secteurs concernés par divers risques ou nuisances (risques naturels, bruit,...), délimités aux documents graphiques ou en annexes du PLU, toutes les occupations et utilisations du sol non interdites à l'article 1 [du règlement des différentes zones] doivent respecter les dispositions du chapitre 9 [Dispositions particulières relatives aux risques et nuisances] du règlement. En tout état de cause, ce sont les dispositions les plus restrictives qui s'appliquent sur le dit terrain. »</p> <p>Le PLU prévoit de réglementer et limiter les constructions dans les zones soumises au risque d'inondation.</p> <p>Les Orientations d'Aménagement de Programmation (OAP) prennent en compte l'enjeu lié au risque inondation (prescriptions d'aménagement pour les nouvelles constructions afin d'éviter toute entrave à l'écoulement des eaux, définition d'espaces naturels et verts à préserver dans les zones à enjeu pour favoriser l'infiltration naturelle).</p>

OF2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques	
Mettre en œuvre la séquence « éviter-réduire-compenser » Elaborer tout projet susceptible d'impacter les milieux aquatiques en visant la non dégradation de ceux-ci.	Le PLU fait l'objet d'une évaluation environnementale qui aborde la thématique de l'eau. Les zonages en Nco, Aco et A en milieu humide et zone de fonctionnalité écologique des cours d'eau permettent une protection et donc une non dégradation des milieux aquatiques. Le caractère végétalisé des abords de cours d'eau doit être maintenu au titre de la trame verte et bleue. Les ripisylves recensées au plan de zonage sont à conserver au moins dans leur épaisseur et linéaire actuel. Leur continuité végétale est à renforcer sur les tronçons dépourvus de végétation.
Evaluer et suivre les impacts des projets	Les espaces concernées par le zonage sont à maintenir non imperméabilisées. Toutes nouvelles constructions, extensions et aménagements d'annexes autre qu'abris légers doivent se faire en dehors du périmètre identifié au titre du L151-23 du CU. (Chapitre 7 du règlement)
Contribuer à la mise en œuvre du principe de non dégradation via les SAGE et les contrats de milieux.	La Sorgue a fait l'objet d'un Contrat de Rivière sur la période 2010-2015. Le Syndicat Mixte du Bassin des Sorgues suit la qualité du cours d'eau, le respect des objectifs fixés et les actions à mener pour atteindre ces objectifs. L'emprise de La Sorgue est classée en Nco (bande de 25 mètres de part et d'autre des berges du cours d'eau), assurant ainsi la préservation des espaces de fonctionnalité du cours d'eau. Un zonage en Aco est également prévu sur 125 mètres après la zone Nco, et sur l'espace compris entre les bras des Sorgues. Le PLU est ainsi compatible avec le contrat de rivière.
OF3 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement	
	En dehors des actions du PLU
OF4 : Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau	
Limitier ou conditionner le développement de l'urbanisation dans les secteurs où l'atteinte du bon état des eaux est remise en cause, notamment du fait de rejets polluants ou du fait de prélèvements dans les secteurs en déficit chronique de ressource en eau.	La commune de Saint Saturnin ne connaît pas de problème d'approvisionnement en eau potable. Les ressources du réseau approvisionnant la commune sont situées en dehors du territoire communal et sont satisfaisantes en quantité et en qualité. Les zonages en Nco, Aco et A en milieu humide et zone de fonctionnalité écologique des cours d'eau permettent une non dégradation des milieux aquatiques. En Nco, toute construction est interdite dans un

	<p>rayon de 25 mètres autour des Sorgues, et dans un rayon de 10 mètres autour du canal de Vaucluse.</p> <p>Un zonage en Aco, où la constructibilité y est limitée, est également prévu sur 125 mètres après la zone Nco des Sorgues, et sur l'espace compris entre deux bras des Sorgues.</p>
<p>Limitier l'imperméabilisation des sols et encourager les projets permettant de restaurer des capacités d'infiltration, à la fois pour limiter la pollution des eaux en temps de pluie et pour réduire les risques d'inondations dus au ruissellement.</p>	<p>Le PLU prévoit une urbanisation limitée essentiellement par une densification des zones déjà urbanisées.</p> <p>Le règlement du PLU mentionne que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les zones UB, UD, UT et 1AUH, les eaux de pluies doivent être convenablement recueillies, stockées et canalisées sur le terrain du projet ou vers des ouvrages susceptibles de les recevoir avant rejet, - pour la zone UA, les eaux pluviales provenant des toitures, du ruissellement sur les voies et les espaces libres pourront être raccordées au réseau de collecte d'eaux pluviales s'il existe, ou à défaut être dirigées vers le caniveau, - pour la zone UE, toute construction à usage d'habitation ou d'activité doit être raccordée au réseau public d'eau pluviale s'il existe. <p>Les OAP donnent également des prescriptions concernant la gestion des eaux pluviales : « La gestion des eaux est obligatoire. L'imperméabilisation des sols doit donc être limitée au maximum : les surfaces imperméables sont interdites pour les espaces libres hors voirie roulante, les matériaux recommandés seront de type poreux, perméables (le sable, gravier, stabilisé, etc.).</p> <p>Les espaces libres et espaces verts devront être végétalisés au maximum afin de favoriser l'infiltration naturelle et de limiter l'écoulement des eaux de pluie sur le domaine public.</p> <p>Le projet devra prendre en compte les prescriptions du schéma directeur d'assainissement pluvial. »</p> <p>Le caractère végétalisé des abords de cours d'eau doit être maintenu au titre de la trame verte et bleue. Les ripisylves recensées au plan de zonage sont à conserver au moins dans leur épaisseur et linéaire actuel. Leur continuité végétale est à renforcer sur les tronçons dépourvus de végétation.</p> <p>Les espaces concernés par le zonage sont à maintenir non imperméabilisés. Toutes les nouvelles constructions, extensions et aménagements d'annexes autre qu'abris légers doivent se faire en dehors du périmètre identifié au titre du L151-23 du CU.</p>

<p>Protéger les milieux aquatiques (zones humides et espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques), les zones de sauvegarde pour l'alimentation en eau potable et les zones d'expansion des crues par l'application de zonages adaptés.</p>	<p>Les zones humides et les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques sont protégées par le PLU par un classement en zone Nco pour le canal de Vaucluse, et en zones Nco et Aco pour les Sorgues, où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement » ou en zone N.</p> <p>Les zones inondables sont localisées dans le plan de zonage du PLU et des conditions de construction sont explicitées dans le règlement.</p> <p>Les ripisylves boisées font l'objet d'un classement en EBC.</p> <p>Le caractère végétalisé des abords de cours d'eau doit être maintenu au titre de la trame verte et bleue. Les ripisylves recensées au plan de zonage sont à conserver au moins dans leur épaisseur et linéaire actuels. Leur continuité végétale est à renforcer sur les tronçons dépourvus de végétation.</p> <p>Les espaces concernés par le zonage sont à maintenir non imperméabilisés. Toutes les nouvelles constructions, extensions et aménagements d'annexes autre qu'abris légers doivent se faire en dehors du périmètre identifié au titre du L151-23 du CU.</p>
<p>S'appuyer sur des schémas « eau potable », « assainissement » et « pluvial » à jour.</p>	<p>Le PLU s'appuie sur un schéma directeur d'assainissement de 2005 et un zonage actualisé (concomitamment au PLU).</p>
<p>OF5 : Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé</p>	

OF5A : Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	
Intégrer la recherche de l'adéquation entre le développement des agglomérations et les infrastructures de dépollution à tout projet d'aménagement.	Pas d'activité nouvelle polluante.
S'assurer que les SCoT, les PLU et les projets d'aménagement nouveaux susceptibles d'être à l'origine de nouvelles pressions polluantes respectent les réglementations sectorielles (directive ERU, installations classées, directive baignade, directive sur les eaux conchylicoles...).	Le PLU ne prévoit pas de projet potentiellement polluant et axe son développement sur la construction maîtrisée d'habitat et le renforcement de son économie locale (agriculture...).
Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine.	<p>Le règlement du PLU mentionne que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les zones UB, UD, UT et 1AUH, les eaux de pluies doivent être convenablement recueillies, stockées et canalisées sur le terrain du projet ou vers des ouvrages susceptibles de les recevoir avant rejet, - pour la zone UA, les eaux pluviales provenant des toitures, du ruissellement sur les voies et les espaces libres pourront être raccordées au réseau de collecte d'eaux pluviales s'il existe, ou à défaut être dirigées vers le caniveau, - pour la zone UE, toute construction à usage d'habitation ou d'activité doit être raccordée au réseau public d'eau pluviale s'il existe.
<p>Eviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées. Le SDAGE fixe 3 objectifs généraux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Limiter l'imperméabilisation nouvelle des sols - Réduire l'impact des nouveaux aménagements - Désimperméabiliser l'existant. 	<p>Le PLU prévoit une urbanisation limitée essentiellement par une densification des zones déjà urbanisées.</p> <p>Le caractère végétalisé des abords de cours d'eau doit être maintenu au titre de la trame verte et bleue. Les ripisylves recensées au plan de zonage sont à conserver au moins dans leur épaisseur et linéaire actuels. Leur continuité végétale est à renforcer sur les tronçons dépourvus de végétation.</p> <p>Les espaces concernés par le zonage sont à maintenir non imperméabilisés. Toutes les nouvelles constructions, extensions et aménagements d'annexes autre qu'abris légers doivent se faire en</p>

	dehors du périmètre identifié au titre du L151-23 du CU.
Adapter les dispositifs en milieu rural en promouvant l'assainissement non collectif ou semi collectif et en confortant les services d'assistance technique.	Non concerné, le PLU favorise l'urbanisation en zone urbanisée déjà reliée à l'assainissement collectif.
Établir et mettre en œuvre des schémas directeurs d'assainissement qui intègrent les objectifs du SDAGE.	Le PLU s'appuie sur un schéma directeur d'assainissement de 2005 et un zonage actualisé (concomitamment au PLU).
Anticiper pour assurer la non dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation.	PLU non concerné.
Poursuivre les actions de protection et de restauration des captages d'eau potable.	PLU non concerné : il n'y a pas de captage sur la commune.
Préserver les masses d'eau souterraines stratégiques pour l'alimentation en eau potable actuelle ou future en assurant leur protection à l'échelle des zones de sauvegarde.	Non concerné car la nappe n'est pas utilisée pour l'alimentation en eau potable.
OF6 : Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides	
Affiner et intégrer les espaces de bon fonctionnement des milieux présents dans les PADD.	<p>Le PADD du PLU de la commune affirme la volonté de préserver la trame bleue.</p> <p>Les espaces de fonctionnement des cours d'eau de la commune sont classés en Nco où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement ».</p> <p>En Nco, toute construction est interdite dans un rayon de 25 mètres autour des Sorgues, et dans un rayon de 10 mètres autour du canal de Vaucluse.</p> <p>Un zonage en Aco, où la constructibilité y est limitée, est également prévu sur 125 mètres après la zone Nco des Sorgues, et sur l'espace compris entre les bras des Sorgues.</p> <p>Le caractère végétalisé des abords de cours d'eau doit être maintenu au titre de la trame verte et bleue. Les ripisylves recensées au plan de zonage sont à conserver au moins dans leur épaisseur et linéaire actuel. Leur continuité végétale est à renforcer sur les tronçons dépourvus</p>

	<p>de végétation.</p> <p>Les espaces concernés par le zonage sont à maintenir non imperméabilisés. Toutes les nouvelles constructions, extensions et aménagements d'annexes autre qu'abris légers doivent se faire en dehors du périmètre identifié au titre du L151-23 du CU.</p>
Établir des règles d'occupation du sol et intégrer des servitudes d'utilité publique éventuelles pour les préserver durablement et/ou les reconquérir même progressivement.	<p>Le PLU protège les grands ensembles naturels et agricoles en cohérence avec le SRCE par un classement en zone naturelle (N) ou agricole (A). Dès lors que ces milieux présentent un intérêt écologique avérés (habitats Natura 2000, zones humides, ils sont classés en zone naturelle ou agricole spécifiques assurant leur préservation (Nco, Aco).</p> <p>Les cours d'eau sont classés en zone naturelle Nco où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement ».</p> <p>En Nco, toute construction est interdite dans un rayon de 25 mètres autour des Sorgues, et dans un rayon de 10 mètres autour du canal de Vaucluse.</p> <p>Un zonage en Aco, où la constructibilité y est limitée, est également prévu sur 125 mètres après la zone Nco des Sorgues, et sur l'espace compris entre les bras des Sorgues.</p> <p>Le caractère végétalisé des abords de cours d'eau doit être maintenu au titre de la trame verte et bleue. Les ripisylves recensées au plan de zonage sont à conserver au moins dans leur épaisseur et linéaire actuel. Leur continuité végétale est à renforcer sur les tronçons dépourvus de végétation.</p> <p>Les espaces concernés par le zonage sont à maintenir non imperméabilisés. Toutes les nouvelles constructions, extensions et aménagements d'annexes autre qu'abris légers doivent se faire en dehors du périmètre identifié au titre du L151-23 du CU.</p> <p>Les ripisylves sont également protégées par un classement en EBC.</p> <p>Les zones humides sont protégées par le PLU par un classement en zone Nco, Aco ou N.</p>
Préserver les réservoirs biologiques.	
Préserver et restaurer les rives de cours d'eau et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves.	
<p>La contribution de ces milieux alluviaux à la trame verte et bleue formalisée dans les schémas de cohérence écologique (SRCE) rend nécessaire leur restauration sur des linéaires significatifs pour constituer des corridors d'interconnexion entre les réservoirs biologiques et d'autres tronçons de cours d'eau.</p> <p>Préserver les zones humides en les prenant en compte dans les projets de territoire.</p>	

OF7 : Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	
Prendre en compte dans les SCoT et PLU les objectifs fixés par le PGRE (volumes prélevables par usage, débit objectif d'étiage et niveau piézométrique d'alerte notamment) ainsi que les règles de partage de l'eau, les projets de développement des filières économiques, et les décisions préfectorales concernant les nouveaux prélèvements prises au titre des procédures « eau » et « installations classées pour la protection de l'environnement ».	La commune possède une capacité de stockage en adéquation avec sa population. La ressource en eau permet de répondre aux besoins actuels. Aucune ouverture à l'urbanisation n'est programmée au sein des zones de fonctionnalité des cours d'eau. Ces zones sont classées en zone Nco où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement ».
Une urbanisation nouvelle ne peut être planifiée sans avoir vérifié au préalable la disponibilité suffisante de la ressource en eau. Les projets de SCoT ou PLU analysent l'adéquation entre la ressource en eau disponible et les besoins en eau des aménagements envisagés.	
OF8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	
Préserver les champs d'expansion de crues (zones inondables non urbanisées, peu urbanisées et peu aménagées dans le lit majeur et qui contribuent au stockage ou à l'écrêtement des crues) de l'urbanisation sur l'ensemble des cours d'eau du bassin.	Les espaces de fonctionnement des cours d'eau de la commune sont classés en Nco où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement ». Le chapitre 9 du règlement du PLU mentionne les dispositions particulières relative aux risques et nuisances.
Prendre des mesures, pour limiter les ruissellements à la source, y compris dans des secteurs hors risques mais dont toute modification du fonctionnement pourrait aggraver le risque en amont ou en aval.	La majorité des zones de développement futur concernent des secteurs raccordés à un réseau pluvial public avec obligation de raccordement dans ces secteurs. Les OAP prennent en compte ces enjeux.
Stopper l'implantation des biens et des activités dans les secteurs où les risques littoraux, notamment d'érosion, sont forts.	Non concerné.

5.4. PRISE EN COMPTE DU SRCE PACA

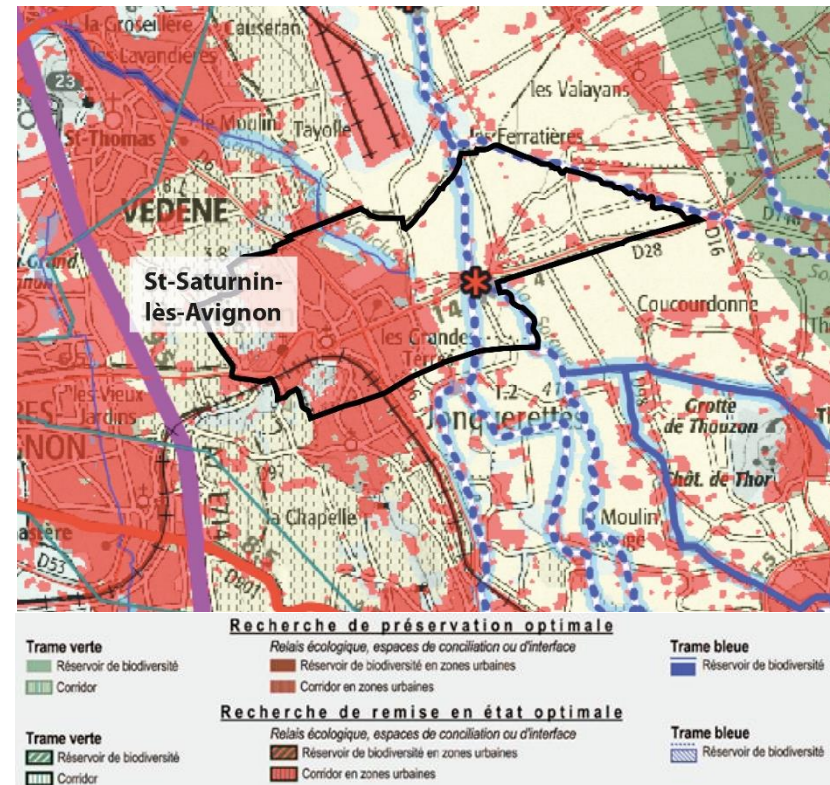
Le Schéma Régional de Cohérence Écologique de la région PACA (SRCE) définit les composantes de la trame verte et bleue à l'échelle régionale. Il est en **vigueur depuis le 26 novembre 2014**. Il définit des objectifs de remise en état ou de préservation :

- Les éléments de la TVB subissant une pression importante doivent faire l'objet d'une « **recherche** » de **remise en état optimale** ;
- Les éléments de la TVB pour lesquels l'état de conservation des fonctionnalités écologiques est jugé meilleur (au regard des pressions) doivent faire plutôt l'objet d'une « **recherche de préservation optimale** », afin de ne pas dégrader les bénéfices présents.

À l'échelle de Saint-Saturnin, il identifie :

- La Sorgue d'Entraigues comme réservoir de biodiversité dont l'objectif est la recherche de remise en état optimale
- Le canal de Vaucluse comme réservoir de biodiversité dont l'objectif est la préservation optimale.

Leurs abords sont répertoriés comme « espaces de fonctionnalité du cours d'eau ». Il s'agit de « l'espace de mobilité d'un cours d'eau défini comme l'espace du lit majeur à l'intérieur duquel le lit mineur peut se déplacer dans le cadre de la dynamique naturelle du cours d'eau, permettant en particulier de restaurer naturellement la fonctionnalité des milieux naturels annexes au lit mineur ». Ces espaces de fonctionnalité des cours d'eau correspondent à des éléments de connaissance de la TVB.



Extrait du SRCE PACA

PLU protège les grands ensembles naturels et agricoles en cohérence avec le SRCE par un classement en zone naturelle (N) ou agricole (A). Dès lors que ces milieux présentent un intérêt écologique avérés (habitats Natura 2000, zones humides, ...), ils sont classés en zone naturelle ou agricole spécifiques assurant leur préservation (Nco).

- La Sorgue d'Entraigues et les espaces de fonctionnalité associés sont classés Nco dans un rayon de 25 mètres autour des cours d'eau, où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement ».

Les ripisylves de la Sorgues d'Entraigues bénéficient également d'une protection Espace Boisé Classé (EBC), permettant de répondre à l'objectif de recherche de remise en état optimale.

- Le Canal du Vaucluse et les espaces de fonctionnalité associés sont classés Nco dans un rayon de 10 mètres autour du canal, où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement ».

Les ripisylves du canal bénéficient également d'une protection Espace Boisé Classé (EBC) en zone agricole et de prescriptions particulières au titre du L151-23 du CU.

ANALYSE DES INCIDENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES D'ÉVITEMENT, RÉDUCTION, COMPENSATION DES IMPACTS NÉGATIFS

L'application du PLU aura des impacts sur le territoire de Saint-Saturnin-lès-Avignon. Ceux-ci peuvent être positifs grâce à une meilleure gestion des besoins, des ressources et une prise en compte environnementale forte. Ils peuvent également s'avérer négatifs sur certains aspects, lorsqu'il s'agit par exemple de la consommation foncière, ou nuls sur d'autres aspects.

Afin de mieux cerner ces impacts, quels qu'ils soient, les pages suivantes recensent les impacts de la production urbaine qu'elle soit en zone urbanisée, en zone de renouvellement urbain ou en zone de développement

1. INCIDENCES PREVISIBLES SUR L'ENVIRONNEMENT

1.1. INCIDENCES SUR LA RESSOURCE EN EAU

L'eau potable distribuée sur la commune est assurée par le Syndicat Rhône Ventoux. Le Grand Avignon a transféré sa compétence eau potable au Syndicat. La commune de St Saturnin est alimentée par les eaux en provenance de la station de pompage de la Jouve à Sorgues.

Aucune autre ressource potentielle n'a été relevée sur le territoire communal.

L'ensemble des ressources en eau potable est situé en dehors du territoire communal. La commune n'est pas concernée par des périmètres de protection de captage pour eau potable publique. Les eaux proviennent de la nappe d'accompagnement du Rhône. La commune de Saint-Saturnin se situe sur l'unité de distribution dite du Bas Service.

La gestion de ce service est confiée (par affermage) à la Société de Distribution des Eaux Intercommunales (SDEI), pour une durée de 12 ans à compter de mai 2013.

Sur la commune, le réseau dessert l'enveloppe urbaine principale.

La ressource **est satisfaisante, tant qualitativement que quantitativement.**

Rappel des perspectives d'évolution en l'absence de révision du PLU : scénario « au fil de l'eau »

Tendances positives :

- La majorité des constructions est raccordée au réseau d'eau potable collectif, l'ensemble de l'enveloppe urbaine principale raccordée
- Une capacité de forage qui reste suffisante au regard des besoins futurs de la commune engendrés par la croissance démographique
- Une eau de bonne qualité

Autres tendances :

- Une augmentation des volumes d'eau consommés, en lien avec l'augmentation de la population (+1,3% par an)

1.1.1. INCIDENCE DU PLU : UNE AUGMENTATION DES BESOINS EN EAU POTABLE, AU-DELA DE L'AUGMENTATION LIEE A LA TENDANCE ACTUELLE

Le PLU de Saint-Saturnin-lès-Avignon traduit la volonté de maintenir une dynamique de croissance, par une augmentation de la croissance démographique à 1,3%.

Par-delà les efforts de raccordement et d'extension de réseaux, le maintien d'une logique de développement urbain (et économique), synonyme d'augmentation de la population, augmentera les besoins en prélèvements en eau. Ceux-ci seront supérieurs aux besoins nécessaires dans le cas d'un suivi de la tendance actuelle, de par l'objectif de passage d'un taux de croissance de 1,05% à 1,3%.

Cette ressource à une capacité de 70 000 m³/jour dont une capacité technique de 24 000 m³/jour pour le bas service dont fait partie Saint Saturnin. Le besoin journalier du bas service est de 23 473 m³/jour.

Le nombre d'habitants desservis sur la commune de Saint-Saturnin-lès-Avignon est de 5 462.

Le volume d'eau vendu à Saint-Saturnin en 2014 s'élève à **278 609 m³, soit 763,3 m³/jour, soit 140 L/jour/hab.**

En se basant sur une consommation moyenne en eau potable de 140 L/jour/hab, et en considérant que la nouvelle population sera raccordée au réseau d'eau potable (objectif du PLU et du SDAGE), l'évolution de la consommation en eau potable est la suivante :

Scénario « au fil de l'eau » ⇒ + 558 hab. ⇒ + 78,12 m³/jour maximum
(en l'absence de PLU)

Scénario PLU ⇒ + 703 hab. ⇒ + 98,42 m³/jour maximum

... soit 20,3 m³ d'eau en plus desservis par jour (7 409,5 m³/an), au regard du scénario tendanciel (besoins liés au développement démographique). Ajouter à cela les besoins liés à l'extension mesurée de la zone d'activités, qui resteront toutefois relativement peu significatifs au regard de la vocation artisanale de la zone et de la capacité d'accueil limitée. Toutefois, cette quantité représente une part peu significative au regard de la capacité de la ressource (70 000 m³/jour).

Au regard de la capacité de production des captages, le PLU n'engendre pas de pression significative sur la ressource.

1.1.2. INCIDENCE DU PLU: DES FUITES D'EAU SUPPLEMENTAIRES

Le rendement du réseau de distribution est actuellement de 64 % (chiffre de 2014) en dessous de l'objectif du Grenelle 2 de 69% de rendement, l'augmentation des besoins engendrera des fuites d'eau supplémentaires, dès lors que les nouvelles canalisations seront raccordées aux canalisations existantes. Des travaux doivent donc être poursuivis pour limiter le gaspillage et la quantité d'eau réellement desservie nécessaire pour répondre aux besoins de la population.

MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION, DE COMPENSATION	
Mesure de réduction	Poursuivre les travaux de réparation et de remplacement des canalisations vétustes, afin d'améliorer le rendement et d'atteindre au minimum les objectifs du Grenelle de l'Environnement (69%).

1.1.3. INCIDENCE DU PLU : DES EXTENSIONS LIMITEES DANS LES ZONES NON RACCORDEES AU RESEAU D'EAU POTABLE PUBLIC

Dans les secteurs non raccordés au réseau public, le PLU n'autorise que des extensions limitées des constructions existantes, limitant alors le nombre d'habitants supplémentaires pouvant arriver dans les zones concernées. Les zones non desservies sont maintenues classées à vocation agricole.

1.2. INCIDENCES SUR LA PRODUCTION D'EAUX USEES ET LA CAPACITE DES EQUIPEMENTS

Rappel des perspectives d'évolution en l'absence de révision du PLU : scénario « au fil de l'eau »

Tendances positives :

- Eaux usées domestiques communales envoyées vers la station d'épuration du SITTEU récemment étendue en 2008 implantée sur la commune de Sorgues, bénéficiant d'une capacité suffisante (63 000 EH) ;
- La commune bénéficie d'un zonage d'assainissement.

Autres tendances :

- Une augmentation de la quantité d'eaux usées à traiter et de déchets ménagers produits, du fait de l'augmentation de la population.

1.2.1. INCIDENCES DU PLU : UNE AUGMENTATION DE LA QUANTITE D'EAUX USEES A TRAITER

Les zones urbaines sont toutes équipées en assainissement collectif. En 2014, 4 341 habitants sont desservis par le réseau d'assainissement soit 2 067 abonnés (+ 0.63% par rapport à 2013).

La Communauté d'Agglomération du Grand Avignon a élaboré un Schéma Directeur d'Assainissement en 2008 qui est en cours de révision.

Le SITTEU indique qu'à l'horizon 2025, il peut être envisagé sur la commune de St Saturnin le raccordement de 1500 habitants supplémentaires à la station. La croissance démographique d'ici 2026 étant évaluée à 700 habitants, la station présente donc une capacité suffisante pour accueillir le développement projeté.

Scénario « au fil de l'eau » (en l'absence de PLU)	⇒ + 558 hab.	⇒ 4 899 EH, inférieur à la capacité de la STEP
Scénario PLU	⇒ + 703 hab.	⇒ 5 044 EH, inférieur à la capacité de la STEP

Avec environ 703 nouveaux habitants d'ici 2026 raccordés au réseau d'assainissement collectif (soit au total 5 044 habitants), la capacité de la STEP (63 000 EH) est suffisante pour répondre aux besoins futurs de la population, même si les besoins sont supérieurs au scénario fil de l'eau.

1.3. INCIDENCES SUR LA QUANTITE DE DECHETS PRODUITS PAR LA POPULATION ET LEUR GESTION

Les déchets de Saint-Saturnin-lès-Avignon sont gérés par la Communauté d'Agglomération du Grand-Avignon.

La commune est rattachée aux déchetteries de Vedène et d'Entraigues.

Dans la commune de Saint-Saturnin, en 2014, les tonnages de déchets par habitant se répartissent comme suit :

- 382, 3 kg/hab.an d'ordures ménagères résiduelles (similaire aux moyennes de l'agglomération et nationale),
- 42 kg/hab.an de déchets triés : emballages ménagers recyclables (contre 23.6 de moyenne pour l'agglomération)
- 27,1 kg/hab.an de déchets triés : verre (contre 18.3 de moyenne pour l'agglomération)

En se basant sur une production communale moyenne de **382,3 kg/hab./an d'ordures ménagères résiduelles** (ne faisant donc pas l'objet d'un recyclage), l'évolution de la production de ce type de déchets est potentiellement la suivante (*en sachant que les campagnes de tri réduiront d'ores et déjà ces chiffres*) :

Scénario « au fil de l'eau »	⇒ + 558 hab.	⇒	+ 213,3 tonnes/an
(en l'absence de PLU)			
Scénario PLU	⇒ + 703 hab.	⇒	+ 268,8 tonnes/an

... soit **55,6 tonnes/an de déchets supplémentaires produits** sur la commune, au regard du scénario tendanciel, quantité ayant vocation à être incinérée (valorisation énergétique).

1.3.1. INCIDENCE DU PLU : UNE AUGMENTATION DE LA QUANTITE DE DECHETS MENAGERS RESIDUELS PRODUITS ET A TRAITER

Une augmentation de la population entraînera forcément une augmentation de la quantité de déchets à traiter.

1.4. INCIDENCES SUR LES ESPACES AGRICOLES

Les terres agricoles représentent près de 52% du territoire communal. La limitation de la consommation de ce patrimoine agronomique, enjeu de la loi ALUR, vise la pérennisation sur le long terme de la ressource alimentaire du territoire, de ses composantes paysagères et écologiques.

La plaine agricole de Saint-Saturnin-les-Avignon est dotée d'un potentiel de production et de diversification agricole intéressant (pour les cultures à hauts rendements où les cultures rustiques comme la vigne de cuve). Sur sa partie occidentale, où le relief est plus accidenté, sont présentes des cultures de vignes. Ce territoire favorable à la culture viticole se confirme par l'inscription de toutes ces parcelles au sein de l'aire d'appellation AOP et AOC Côtes du Rhône.

Plusieurs points forts ont été identifiés à la suite de l'état initial de l'environnement :

- Un environnement agricole très présent notamment à l'Est de la commune ;
- Des ressources en eaux naturelles abondantes, suffisantes et sécurisées, permettant aux agriculteurs de la plaine d'assurer les besoins en eau de leurs cultures ;
- Des cultures diversifiées, dont cultures à hauts rendements sur la plaine agricole ;
- Terroirs viticoles des coteaux dotés d'un potentiel de production intéressant à élevé ;
- Des périmètres AOP/AOC Côtes du Rhône ;
- Des espaces agricoles encore bien préservés.

Rappel des perspectives d'évolution en l'absence de révision du PLU : scénario « au fil de l'eau »

Tendances positives :

- Une protection assurée des grands ensembles agricoles de la commune ;
- Des ouvertures à l'urbanisation limitées sur les terres agricoles

Tendances potentiellement « négatives » :

- Artificialisation « galopante » des sols, entre 1970 et 2000 qui a consommé de manière irréversible, d'une part des terres à fortes potentialités agricoles et d'autre part des surfaces très conséquentes ; régression modérée depuis 2001 avec une disparition en moyenne de 2,3 ha/an.

Incidence neutre du PLU : une préservation de la majorité des espaces agricoles du POS en vigueur

Cf. Carte page suivante


La commune définit comme orientation majeure dans son projet d'aménagement et de développement durables de « *préserver et valoriser la plaine agricole et les collines boisées, limiter le développement de la commune au sein de l'enveloppe urbaine existante* », avec pour objectif de « fixer sur le long terme les limites d'urbanisation du territoire » en :

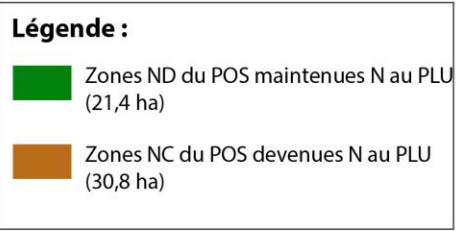

- Identifiant le canal de Vaucluse comme une limite nette d'urbanisation du territoire, pour préserver les terres agricoles à l'est du canal,
- Limitant le développement urbain sur les coteaux, en affirmant une limite nette d'urbanisation.

Pour répondre à ces objectifs, le PLU de Saint-Saturnin-lès-Avignon maintient les limites nettes d'urbanisation identifiées au PADD et **assure ainsi la protection de 325,6 ha d'espaces agricoles de son territoire (zones NC du POS en vigueur maintenues).**



Légende :

 Zones NC du POS maintenues A au PLU
(325,6 ha)



➤ **Incidence positive du PLU : un reclassement de zones classées urbanisables NA et NB au POS en vigueur, en zones agricoles A**

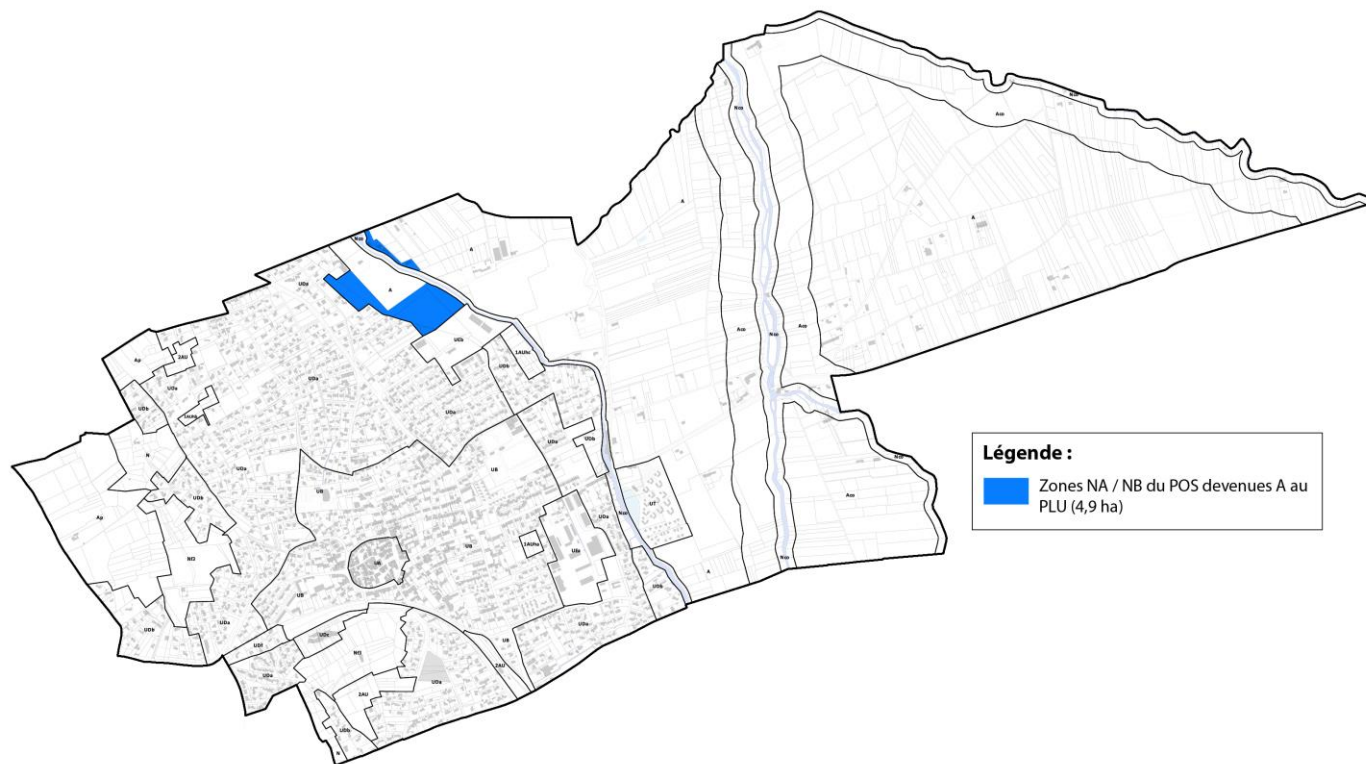
Cf. Carte page suivante

Le PLU a une incidence positive en reclassant en zone agricole A au PLU révisé :

- Une partie de la zone nord de Gromelle classée en 2NAi au POS en vigueur, soit environ 4 ha
- Une partie de la zone NBi du POS en vigueur, soit environ 0,9 ha

Le projet de PLU prévoit ainsi le **reclassement de près de 4,9 ha de zones urbanisables NA et NB du POS en vigueur en zones agricoles A**, augmentant ainsi le potentiel agronomique et cultural du territoire et assurant donc sur le long terme la pérennité du potentiel de production alimentaire local sur les secteurs concernés.

A présent, seules les constructions et installations liées aux exploitations agricoles y sont autorisées. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ainsi que les affouillements et exhaussements des sols sont autorisés à condition de démontrer la nécessité technique de leur implantation et de leur réalisation..



➤ **Incidence positive du PLU : un maintien de l'inconstructibilité des sites Natura 2000/ZNIEFF en zone agricole**

Afin de répondre à l'objectif « **Sauvegarder voire restaurer les Sorgues et leurs ripisylves, réservoirs de biodiversité et continuums écologiques au cœur de la plaine agricole, éléments régulateurs des inondations et de protection de la qualité des eaux** », la commune maintient la majorité des zones à vocation agricole situées autour des Sorgues.

Cf. partie 1.5 Extrait de la carte de synthèse des composantes et continuités écologiques du territoire

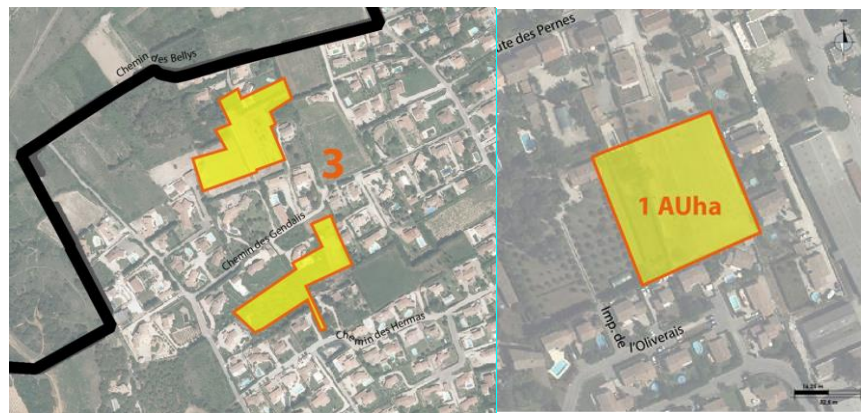
Incidence neutre du PLU mais potentiellement négative au regard de l'environnement : Un maintien de zones urbanisables aujourd'hui encore à caractère agricole

Des parcelles classées en zones NA ou NB au POS et actuellement encore à caractère agricole ou naturel ont été maintenues ouvertes à l'urbanisation. Elles concernent essentiellement les secteurs suivants :

- **1,5 ha non encore imperméabilisé** sur le secteur de Gromelle, au « Chemin des Roseaux » (projet à vocation économique), zone classée en zone 2NAi au POS maintenue en UEb au PLU;
- **3,2 ha** sur le secteur du Puy (projet d'aménagement à vocation d'habitat), zone classée en zone 1NAb au POS maintenue en 2AU;
- **1,6 ha** sur le secteur des Bellys et Hermas (projet d'aménagement à vocation d'habitat), zone classée en NBa au POS et maintenue 1AUhb au PLU
- **0,6 ha** sur le secteur des Aubépines (projet d'aménagement à vocation d'habitat), zone classée 1NAa au POS et maintenue 1AUha au PLU.

Au total un maintien de 8 ha de zones non imperméabilisées en zones à urbaniser ou urbanisables.

Les secteurs des Bellys et Hermas et des Aubépines sont localisés en dent creuse au sein de l'enveloppe urbaine, les projets sur ces secteurs permettent de densifier les au sein des espaces bâtis de la commune et donc de limiter les impacts sur les espaces agricoles à fort potentiel d'exploitation. Ils ne sont pas aujourd'hui concernés par des exploitations agricoles et présentent une accessibilité limitée avec des engins (dimensionnement des voies, accessibilité cœur de ville).



Localisation des secteurs des Bellys et Hermas (carte à gauche) et des Aubépines (à droite)

L'analyse des incidences sur les sites du Puy et du « Chemin des Roseaux » sont détaillées dans « l'analyse des incidences sur les sites susceptibles d'être touchés par la mise en œuvre du PLU ».

Incidences potentiellement négatives du PLU : ouverture à l'urbanisation d'anciennes zones agricoles NC du POS en vigueur.

Cf. carte page suivante

Plusieurs parcelles agricoles ont été reclassées en zones urbaines U ou AU dans le projet de PLU.

Près de **1,6 ha de zones à vocation agricole comprenant aujourd'hui comprenant quelques habitations** du POS en vigueur sont reclassées en zones urbaines ou à urbaniser :

- **Le secteur du bord du canal, à l'est de l'enveloppe urbaine :** reclassement en zone AU, secteur faisant l'objet d'une OAP ;
- **Le secteur situé au sud-est du secteur du bord du canal,** en continuité de l'enveloppe urbaine : classement en zone U. Ce secteur correspond en fait à une régularisation de l'occupation du sol actuelle. En effet, cette zone est déjà imperméabilisée.

Les impacts de l'urbanisation du secteur du nord de canal sur les terres agricoles sont détaillés dans la partie « *Incidences sur les sites susceptibles d'être touchés par la mise en œuvre du PLU* ».



De manière globale, la surface des terres à vocation agricoles (zones NC ou A) a été diminuée du POS au PLU. Cela est dû au fait d'un important reclassement de zones NC du POS : 30,8 ha en zones naturelles N et par un léger reclassement de zones NC : 1,6 ha en zones urbaines ou à urbaniser U et AU.

Cependant, seulement 1,6 ha de zones agricoles NC au POS en vigueur peuvent être considérés comme étant perdus de façon définitive (imperméabilisation des sols).

Ainsi, la part d'ouverture à l'urbanisation du secteur du bord du canal et le reclassement en zone urbaine de la partie située en dessous du bord du canal reste limitée au regard du potentiel initial.

Cette ouverture à l'urbanisation s'explique par la volonté de la commune, au regard des enjeux de consommation d'espace, de préservation des continuités écologiques, de réduction de l'utilisation de la voiture et donc des émissions de GES, de **recadrer les extensions urbaines nécessaires à l'augmentation de la**

population, vers les abords immédiats de l'enveloppe urbaine existante et non à l'écart.

MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION, DE COMPENSATION

Mesure de compensation	Compensation des 1,6 ha de terres agricoles perdues de façon stricte par un reclassement de 4,9 ha d'anciennes zones urbanisables en zone agricole A > soit une compensation x 3.
------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

1.5. INCIDENCES SUR LES MILIEUX NATURELS, LA TRAME VERTE ET BLEUE

Plusieurs points forts ont été identifiés à la suite de l'état initial de l'environnement ... :

- De vastes espaces agricoles, mosaïque de milieux, qui participent à la richesse écologique du territoire ;
- Les massifs boisés localisés sur la partie ouest communale ;
- Une richesse écologique reconnue à travers divers périmètres d'inventaire et de protection écologique (1 site Natura 2000, 1 ZNIEFF) : les Sorgues et l'Auzon, les Sorgues
- Des zones humides et ripisylves des cours d'eau ;
- Réseau de haies agricoles ;

... ainsi que des contraintes/faiblesses :

- Une urbanisation qui a peu à peu grignoté les espaces naturels et agricoles, encore soumis à la pression urbaine ;

Rappel des perspectives d'évolution en l'absence de révision du POS : scénario « au fil de l'eau »

Tendances positives

- Protection de la majeure partie des périmètres ZNIEFF, Natura 2000 par un classement en zones naturelles ND ou agricoles NC du POS
- Protection des corridors écologiques majeurs par un classement des parcelles concernées en zones naturelles ND ou agricoles NC du POS
- Préservation du caractère agricole des abords de ces espaces d'intérêt écologique (zones tampons)

Tendances potentiellement négatives

- Une urbanisation en progression vers les coteaux situés à l'Ouest de la commune

Plusieurs secteurs à enjeux ont été identifiés dans le SRCE :

- Deux occupations du sol distinctes, à l'Ouest l'espace est fortement artificialisé tandis qu'à l'Est, il est à dominante agricole ;
- La Sorgue d'Entraigues comme réservoir de biodiversité dont l'objectif est la recherche de remise en état optimale ;

- Le canal de Vaucluse comme réservoir de biodiversité dont l'objectif est la préservation optimale. Ses abords sont répertoriés comme « espaces de fonctionnalité du cours d'eau ». Cet espace de fonctionnalité correspond à un élément de connaissance de la TVB.

Plusieurs secteurs à enjeux ont été identifiés dans le SCoT :

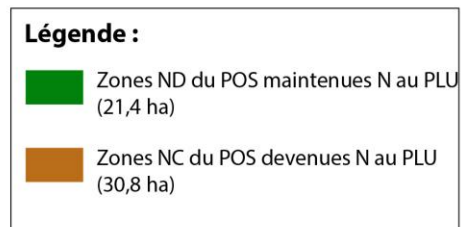
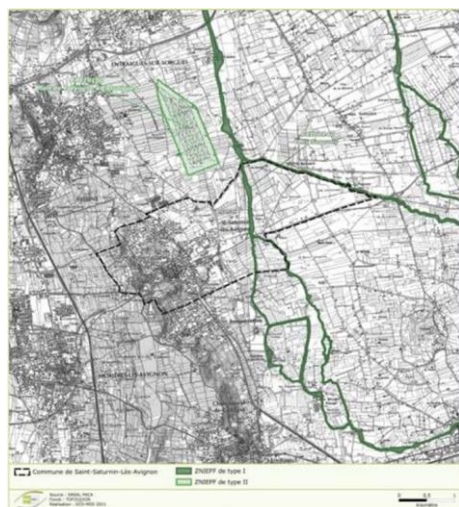
- Les structures paysagères et environnementales identitaires et d'intérêt fonctionnel de Saint-Saturnin-lès-Avignon correspondant :
 - aux zones humides (cours d'eau et canaux) et leurs ripisylves (présence de frênes, peupliers, platanes, saules, aulnes, Cannes de Provence...) ;
 - aux haies brise-vent constituées de feuillus ;
 - aux pelouses sèches.

Incidence neutre du PLU : préservation de la majorité des espaces naturels du POS, dont autres que réservoirs de biodiversité

La commune définit comme orientation majeure dans son projet d'aménagement et de développement durables « Conserver la trame verte et bleue du territoire, préserver les espaces naturels sensibles ».

Le PLU de Saint-Saturnin-lès-Avignon confirme donc la protection de **21,4 ha d'espaces naturels de son territoire (zones ND du POS en vigueur maintenues), et assure le reclassement de 30,8 ha d'anciennes zones NC du POS** qui, de par leur importance écologique, ont été reclassées en zone naturelle N.

- Les grands espaces naturels structurants sont protégés de toute imperméabilisation significative par un classement en zone N.
- L'ensemble des îlots boisés ponctuant les différentes plaines agricoles et participant à la trame verte du territoire sont maintenus tels quels.



➤ Incidence positive du PLU : le reclassement de certaines zones urbanisables et urbanisées en zones naturelles N

Le PLU a une incidence positive en reclassant en zone naturelle N au PLU révisé :

- Une partie de la zone NA/NB du POS en vigueur, soit environ 0,7 ha ;
- Une partie de la zone U du POS en vigueur, soit environ 0,3 ha.

Ce qui fait au total un reclassement de 1 ha de zones urbanisables ou à urbaniser en zone naturelle.

Reclassement de zones NA / NB aux abords du canal de Vaucluse :

Des parties classées en zones NA/NB et U au POS ont été reclassées en Nco au niveau des abords du canal de Vaucluse.

En particulier sur le secteur de Gromelle avec un reclassement de la partie Sud du secteur en Nco et une protection des ripisylves du canal au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

Une deuxième zone a été reclassée en Nco aux abords du canal de Vaucluse au nord du site de Gromelle mais du côté Est du canal.

Reclassement de zones NA / NB et U au sud de la colline du Puy :

Des zones anciennement NA et NB et U ont été reclassées en zone naturelle N afin de protéger le caractère boisé du versant de la colline du Puy contre l'extension urbaine dans la zone naturelle. En effet, la colline du Puy constitue un patrimoine paysager identitaire du territoire, et sa protection constitue un des objectifs de la commune.



↗ **Incidence positive du PLU : Maintien et renforcement d'une protection des réservoirs de biodiversité, composantes de la trame verte et bleue**

La commune définit comme orientation majeure dans son projet d'aménagement et de développement durables (PADD) : « *conserver la trame verte et bleue du territoire, préserver les espaces naturels sensibles* ».

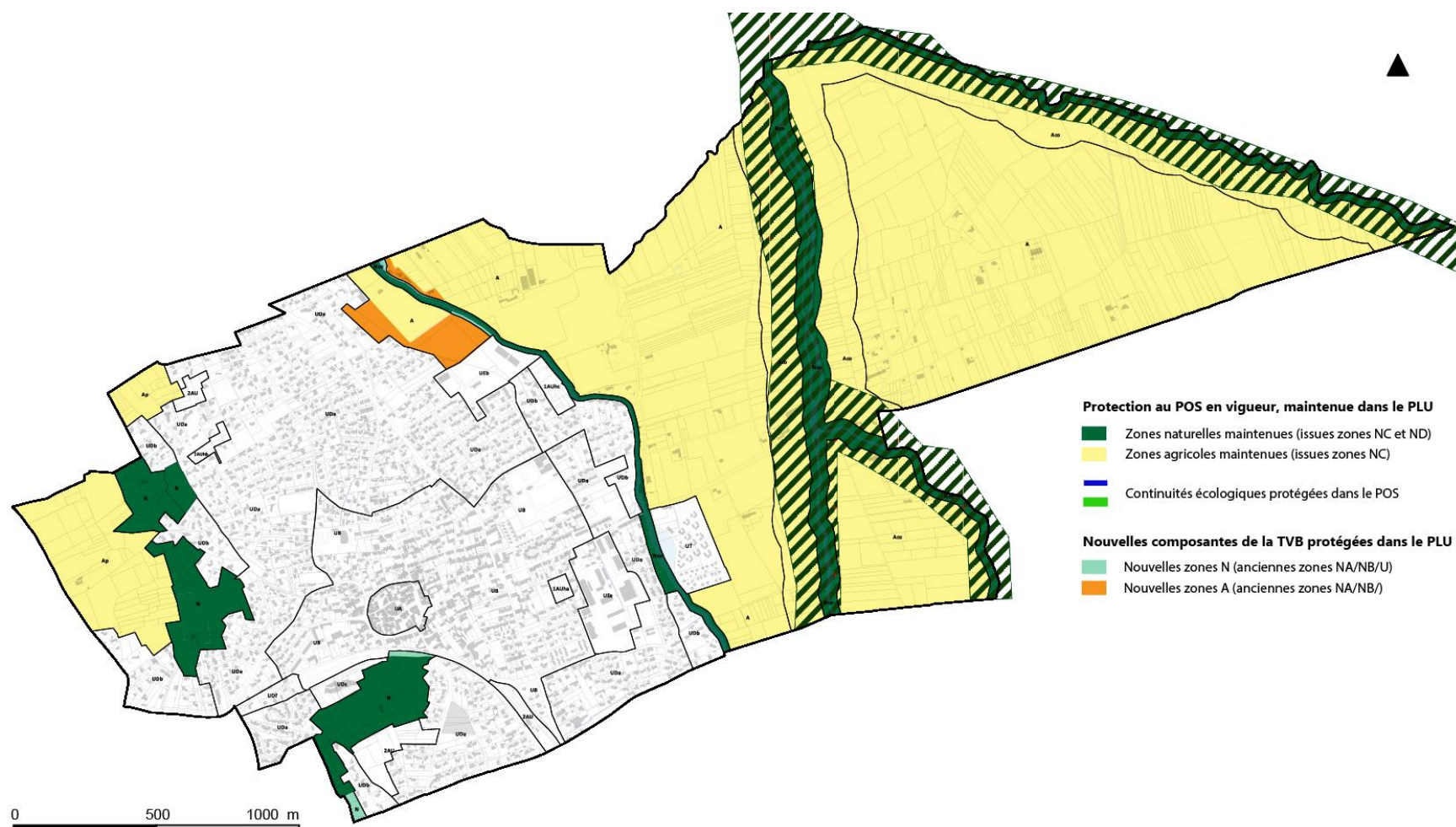
Ainsi, le PLU :

- **Assure le maintien de la majorité des zones naturelles du POS situées au sein des réservoirs de biodiversité** identifiés dans l'état initial de l'environnement ; réservoirs de biodiversité de la trame bleue, également d'intérêt régional :
 - La Sorgue et ses ripisylves, par :
 - Un classement en zone naturelle N ;
 - Le maintien et le renforcement du classement des ripisylves au titre des Espaces Boisés Classés, assurant leur protection sur le long terme.
 - Le canal de Vaucluse, par :
 - Un classement en zone naturelle N ;
 - Le maintien et le renforcement du classement des ripisylves au titre des Espaces Boisés Classés, pour les parties en zones naturelles et agricoles, assurant leur protection sur le long terme ;
 - Le maintien et le renforcement du classement des ripisylves au titre du L151-23 du Code de l'Urbanisme, en zone urbaine, assurant leur protection sur le long terme mais également leur gestion nécessaire.
 - Les collines de la Graille et du Puy, par un classement en zone naturelle N.
- **Renforce la protection des bras des Sorgues et de leurs abords, site Natura 2000** par un classement en zone naturelle N indicé Nco, d'intérêt écologique où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la

conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement ».

- **Assure le maintien de la majorité des zones NC situées aux abords et au sein des réservoirs de biodiversité de la Sorgue**, zone « tampon » et renforce leur protection :
 - Classement en zone naturelle N indicé Nco avec une bande d'inconstructibilité de 25 m de part et d'autres des berges où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement » ;
 - Classement en zone agricole indicé Aco au-delà des 25 m de la zone Nco, et ceci sur une bande de 125 m, puis entre les deux bras des Sorgues au sud-est de la commune, où la constructibilité y est plus limitée qu'en simple zone « A » ;
- **Renforce la protection du canal de Vaucluse** par un classement en zone naturelle N indicé Nco avec une bande d'inconstructibilité de 10 m de part et d'autres des berges où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement » ;

Extrait de la carte de synthèse des composantes et continuités écologiques du territoire



7 Incidence positive du PLU : protection et renforcement des continuités écologiques, composantes de la trame verte et bleue

Au regard du POS, le PLU assure :

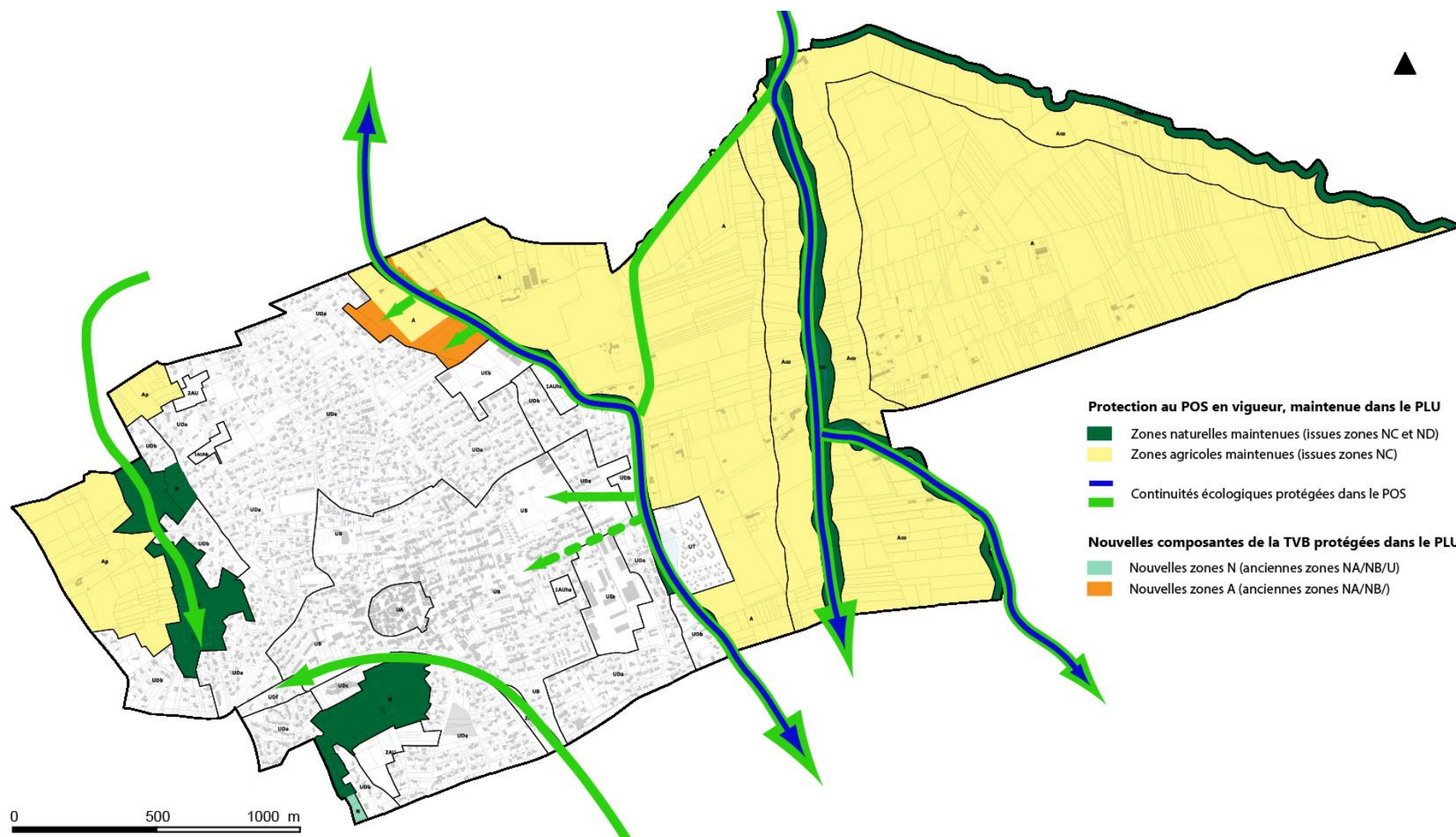
- La préservation des continuums écologiques aquatiques liés aux Sorgues déjà totalement préservés au POS. Le PLU prévoit un classement des Sorgues en Nco avec une inconstructibilité sur une bande de 25 m de part et d'autre du cours d'eau (sauf pour services techniques, et aménagements légers liés à la gestion des Sorgues sous conditions) et par un zonage en Aco (en continuité des Nco, bande de 125 m) où la constructibilité est limitée. Il prévoit également un classement des boisements des ripisylves en Espaces Boisés Classés ;
- La préservation des continuums écologiques aquatiques liés au canal de Vaucluse déjà totalement préservés au POS. Le PLU prévoit un classement du canal en Nco avec une inconstructibilité sur une bande de 10 m de part et d'autre du canal (sauf pour services techniques, et aménagements légers liés à la gestion des Sorgues sous conditions). Le PLU prévoit également un classement des ripisylves en Espaces Boisés Classés (EBC) en zone agricole et naturelle, et au titre de l'article L.151-

23 du code de l'urbanisme dans les zones urbaines pour les protéger « Les parties de jardins bordant les cours d'eau et concernées par le zonage sont à maintenir non imperméabilisées. Toutes nouvelles constructions, extensions et aménagements d'annexes autre que abris légers doivent se faire en dehors du périmètre identifié au titre du L.151-23 du CU. ». De plus, le PLU prévoit également le reclassement d'une partie du secteur de Gromelle en zone agricole A au bord du canal.

- La préservation des continuums écologiques terrestres liés aux collines de la Graille, de Piécaous et du Puy. Le PLU assure la protection de ce zonage avec quelques parties classées en Espaces Boisés Classés (EBC).

Cf. carte page suivante

Extrait de la carte de la trame verte et bleue du territoire de Saint-Saturnin-lès-Avignon



1.6. SYNTHÈSE DES INCIDENCES SUR LA CONSOMMATION D'ESPACE

Rappel des perspectives d'évolution en l'absence de révision du POS : scénario « au fil de l'eau »

- Consommation d'espaces agricoles modérée depuis lors des 12 dernières années (2001-2013) : 28 hectares, ce qui correspond à un rythme de disparition annuelle de surfaces agricoles équivalent à 2,3 ha.
- En cas de poursuite de cette tendance, une vingtaine d'hectares pourraient être artificialisée ces 10 prochaines années.

Ce chapitre a pour objectif d'identifier les zones affectées par la mise en œuvre du PLU.

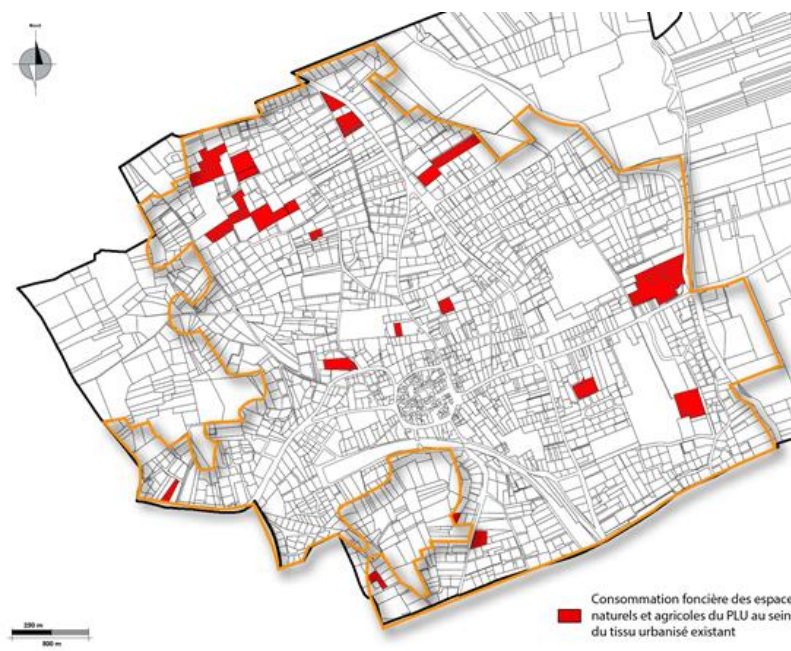
Entre 2001 et 2013, 25,5 hectares ont été artificialisés sur la commune de Saint-Saturnin-les-Avignon, soit un rythme de consommation d'environ 2,1 hectares par an. Les objectifs de protection des milieux naturels et paysagers et d'utilisation économe des espaces naturels, agricoles et forestiers impliquent une extension raisonnée de l'urbanisation tout en répondant aux besoins en développement de l'habitat, de l'économie et des équipements. Ainsi, à travers son PADD, la commune s'est engagée à réduire de moitié sa consommation d'espaces naturels et agricoles

Bilan des nouvelles ouvertures à l'urbanisation sur des zones anciennement classées agricoles ou naturelles

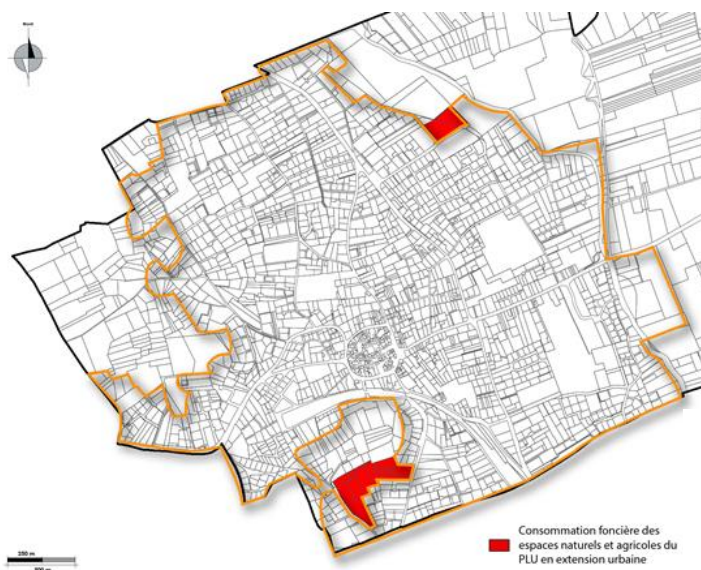
Ce sont des secteurs d'expansion de la ville sur son environnement naturel ou agricoles, susceptibles d'avoir des incidences importantes, notamment en termes de consommation d'espaces, d'artificialisation des sols, de modifications des paysages, etc.

A horizon des dix prochaines années, le PLU consommera :

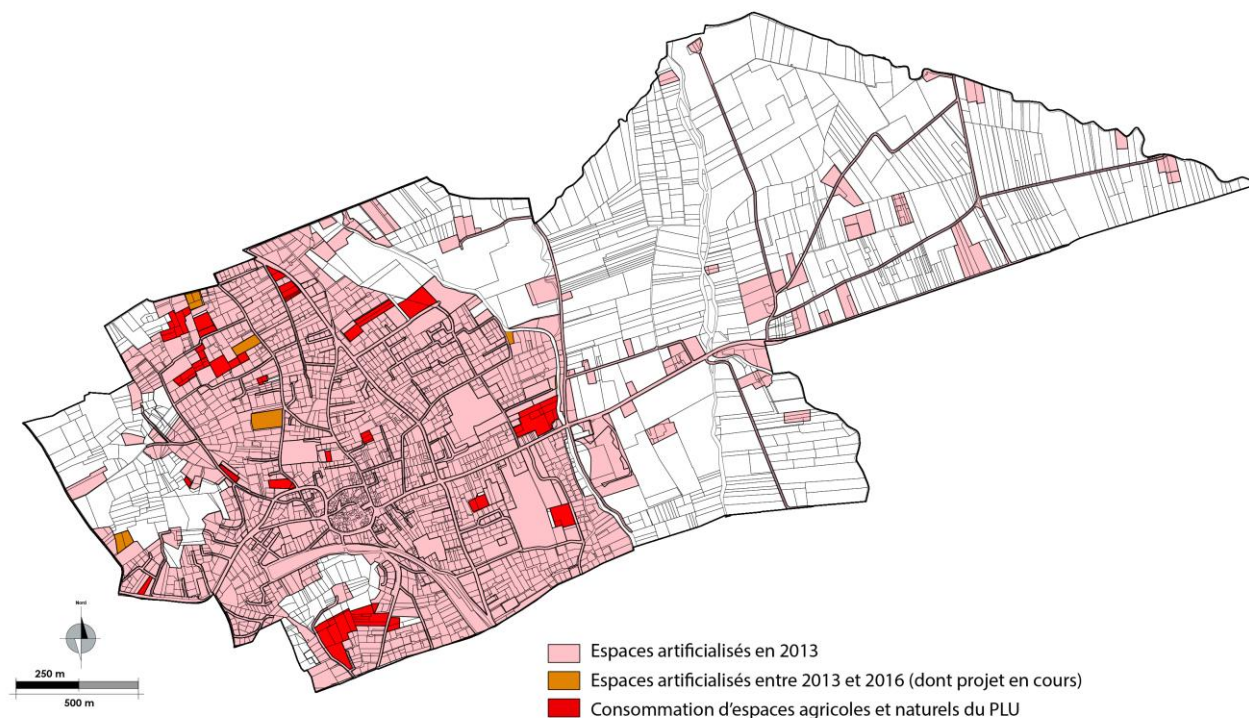
- **6,5 hectares de parcelles naturelles des espaces agricoles et naturels du PLU au sein du tissu urbanisé existant ;**



- 4,5 hectares de parcelles naturelles et agricoles en extension urbaine.



Au total 11 ha de consommation de terres naturelles et agricoles du PLU à horizon 2027, soit une consommation de 1,1 ha/an. Ceci correspond à une réduction de 50% de la consommation passée (25,5 ha consommés entre 2001 et 2013, soit 2,1 hectares par an).



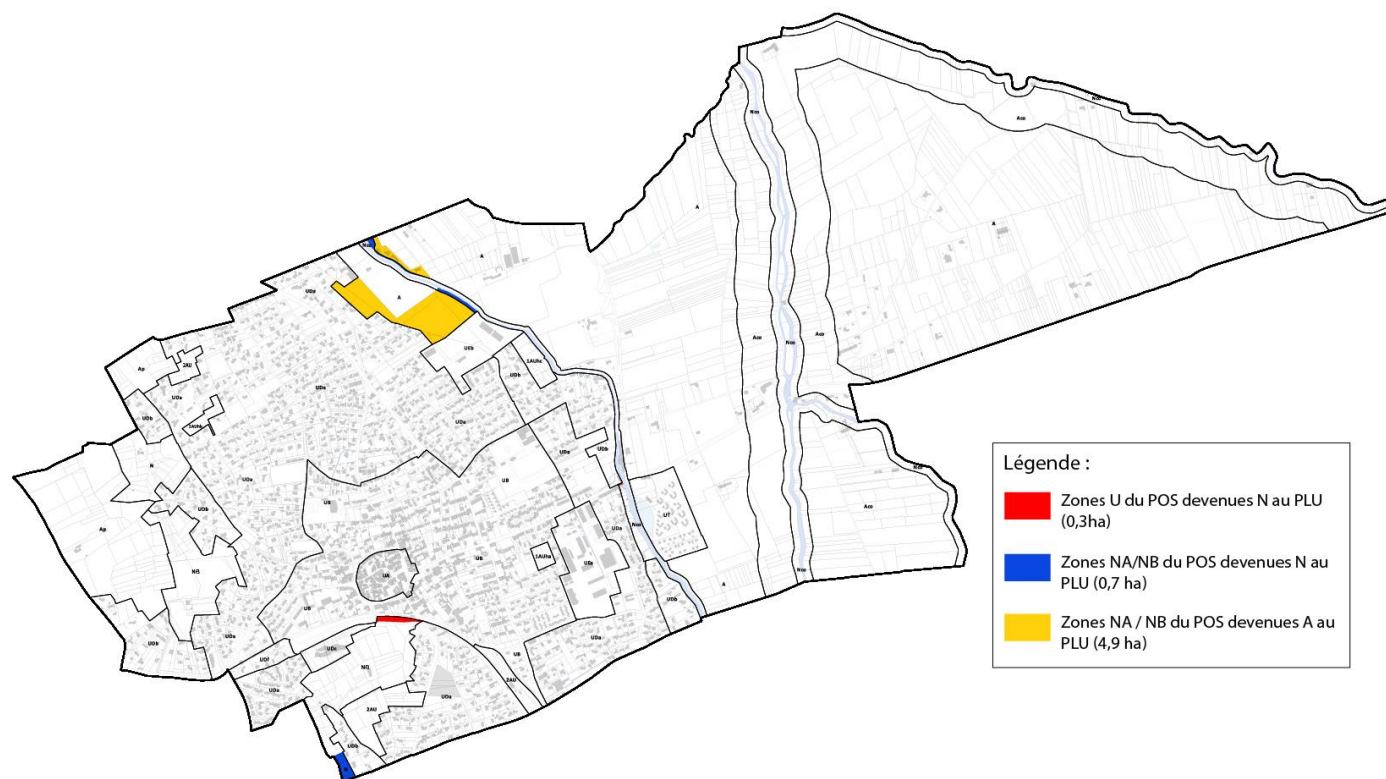
Bilan des fermetures d'urbanisation, zones urbanisables reclassés naturelles ou agricoles

Ce sont des secteurs de limitation de l'urbanisation qui, soit permettent une conservation de l'état naturel des sites, soit permettent de limiter l'expansion de la ville dans les secteurs contraints (risques naturels, ...).

Il s'agit de zones urbaines (U) ou d'urbanisation future (NA ou NB) au POS en vigueur dont l'urbanisation va être bloquée, ou fortement contrainte, dans le projet de PLU en devenant des zones agricoles (A) et naturelles (N). Elles concernent ici :

- 4,9 ha de zones NA/NB reclassés en A
- 0,7 ha de zones NA/NB reclassés en N ;
- 0,3 ha de zones U reclassés en N.

Au total, 5,9 ha de zones urbanisées et urbanisables au POS en vigueur ont été reclassés naturelles ou agricoles.



1.7. INCIDENCES SUR LA QUALITE DES PAYSAGES

Rappel des perspectives d'évolution en l'absence de révision du POS : scénario « au fil de l'eau » :

Tendance positive

- Protection d'une grande partie des paysages naturels et agricoles par un classement en zone NC, ND

Tendance potentiellement négative

- Vignobles du versant menacés par l'urbanisation

Plusieurs enjeux ont été identifiés dans le diagnostic :

- Une diversité paysagère, de vastes espaces naturels et agricoles à préserver ;
- Protection des grands ensembles agricoles et des reliefs (plaine de Comtat et de la plaine du Rhône) ;
- Préservation des collines naturelles en belvédère ;
- Préservation et valorisation du paysage agricole lié au petit vignoble de versant à l'Ouest de la commune ;
- Valoriser le paysage et patrimoine local et notamment le canal de Vaucluse en y développant des chemins doux le long de celui-ci ;
- Préservation de la végétation qui structurent le territoire (ripisylves, haies brise vent, alignements d'arbres, platanes isolés, espaces naturels de pinède, chênaie et garrigue) ;
- Préserver et valoriser les vues ;
- Un mitage de l'espace à limiter ;
- Une intégration paysagère des aménagements à favoriser.

➤ **Incidences neutres ou positives du PLU : préservation des paysages naturels et agricoles, la mosaïque de paysages**

Le PLU définit plusieurs objectifs de protection du patrimoine paysager de la commune :

- **La préservation de l'écrin boisé** de la commune, qui participe pleinement à l'identité de Saint-Saturnin-lès-Avignon :
 - Les entités paysagères structurantes sont maintenues classées en **zone naturelle N au PLU** : collines de Graille, Piécaous, et du Puy, et les ripisylves de la Sorgue et du canal de Vaucluse indicées en Nco
- De plus, le maintien du classement en **Espaces Boisés Classés** du massif naturel assure sa protection face aux possibilités de défrichement, dynamique pouvant impacter la perception du paysage local de par le relief et la visibilité du massif.
- **La préservation de l'identité rurale** par :
 - Le maintien en zone agricole A de près de 325,6 ha de zones NC du POS
- De manière globale, le nombre limité d'ouvertures à l'urbanisation, resserrées en continuité de l'enveloppe urbaine, évite un mitage des terres agricoles du territoire ;
- Le reclassement de 5,9 ha de zones à urbaniser et urbanisées au POS en zone naturelle.

7 Incidence positive du PLU : préservation des structures paysagères locales

Plusieurs structures paysagères jouent un rôle dans la diversité du paysage et l'identité communale. Leur pérennisation est assurée par :

- **Un classement au titre du L. 151-23 des ripisylves de la Sorgue et du canal de Vaucluse, qui sont des éléments essentiels du paysage du territoire communal jouant le rôle de transition entre le milieu urbain et agricole (notamment pour la ripisylve du canal).**

Sur ces linéaires, le PLU a un impact positif en imposant à ce que « le caractère végétalisé des abords de cours d'eau doit être maintenu. Les ripisylves recensées au plan de zonage **sont à conserver au moins dans leur épaisseur et linéaire actuel. Leur continuité végétale est à renforcer sur les tronçons dépourvus de végétation** ».

Les travaux et aménagements ne doivent pas compromettre le caractère arboré ou arbustif du site » (extrait du règlement du PLU). Aucune règle du POS ne permettait une protection à long terme de ces structures paysagères.

- **Un classement en Espaces Boisés Classés (EBC) des ripisylves de la Sorgue et du canal de Vaucluse en zone Nco et en zone agricole**, qui maillent le territoire agricole et forment une continuité arborée au cœur de la plaine ;
- **Un classement au titre du L. 151-23 des haies recensées au plan de zonage présentent notamment en zone agricole**, sont à conserver pour leur rôle écologique aux abords des Sorgues et du canal de Vaucluse, qui, au-delà d'assurer la pérennité de ces trames écologiques, assure la pérennisation d'un maillage végétal qui joue un paysager important dans la perception et l'identité du territoire : « Les travaux et aménagements ne doivent pas compromettre le caractère arboré ou arbustif du site ».
- **Un classement au titre du L. 151-23 de plusieurs alignements d'arbres dans l'enveloppe urbaine**, qui participent à la qualité urbaine, en accompagnement des voiries et places publiques : leur conservation sur le long terme est assurée par la règle suivante : « Ces alignements sont à

préserver au regard de leur intérêt paysager. Tout abattage d'arbres de haute tige est proscrit, hormis pour des raisons de sécurité et de maladie. Tout abattage d'arbre doit être **compensé** par la plantation d'un arbre de haute tige ».

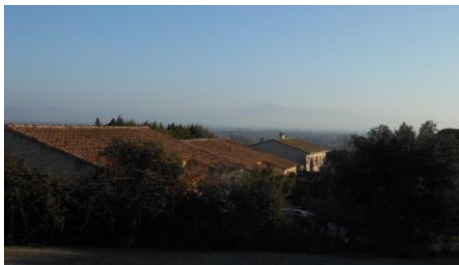
MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION, DE COMPENSATION

Mesures de réduction	<ul style="list-style-type: none">- Les sites de développement font l'objet d'Orientations d'Aménagement, permettant notamment d'encadrer l'évolution paysagère de ces secteurs :<ul style="list-style-type: none">* Définition de franges tampon paysagères à créer ;* Définition d'espaces verts paysagers à maintenir ou à créer.- Encadrement des hauteurs de construction pour les zones 1AUh : article 10 du règlement « la hauteur des constructions ne pourra excéder 7,5 mètres à l'égout de toiture. »- Définition d'un % d'espaces verts dans les opérations urbaines, éléments de qualité urbaine. <p>Article 13 pour la zone 1AUh :</p> <ul style="list-style-type: none">- En secteur 1AUha : 20 % de la superficie totale du terrain ;- En secteur 1AUhb : 40 % de la superficie totale du terrain ;- En secteur 1AUhc : 50 % de la superficie totale du terrain ;
----------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Incidence neutre du PLU : maintien des visibilités sur le grand paysage depuis les « routes balcons »

Ces « routes balcons » sont localisées en zone UD, là où le règlement encadre une hauteur de construction de 7,5 mètres à l'égout de toiture. Le maintien

d'une hauteur limitée permet de conserver des visibilitées sur le grand paysage depuis les voies situées en « contre-haut ».



➤ Incidence **potentiellement négative** du PLU : les ouvertures à l'urbanisation

L'ouverture à l'urbanisation de sites non encore imperméabilisés impactera nécessairement la perception des paysages locaux.

L'analyse des incidences sur ces sites est détaillée dans « *l'analyse des incidences sur les sites susceptibles d'être touchés par la mise en œuvre du PLU* ».

Plusieurs mesures de réduction des impacts sont définies :

1.8. INCIDENCES SUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE BATI

➤ Incidence positive du PLU : conservation de la protection d'éléments bâtis et identification de nouveaux éléments de patrimoine au titre du L.151-19 et L151-23 du Code l'Urbanisme

Le PLU a une incidence positive en :

- Protégeant une dizaine éléments de patrimoine bâti (ensembles bâtis, bâtiments et éléments de bâtis singuliers) au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme ;
- Préservant et valorisant les éléments vernaculaires liés à l'eau les plus remarquables ;
- Définissant des règles de la zone UA avec notamment le respect des implantations des constructions par rapport aux voies et emprises publiques existantes ou à créer (article 6), l'aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords (article 11) qui permettent une conservation de la morphologie urbaine historique identitaire.

1.9. NUISANCES ET RISQUES ENGENDRES OU ACCENTUES PAR LE PROJET

Points forts :

- Définition des secteurs soumis à un risque inondation dans le POS ;
- Des risques technologiques limités ;
- Feu de forêt sur massifs, mais limités.

Contraintes/faiblesses :

- Des risques naturels majeurs : inondation, ruissellement en bord de canal de Vaucluse, feux de forêt sur les piémonts boisés des collines, retrait-gonflement des argiles, séisme ;
- Risque technologique lié aux canalisations de transport de matières dangereuses ;
- Pas de carte d'aléa réglementaire inondation pour le canal de Vaucluse, de la Sorgue d'Entraigues et de la Sorgue de la Pusque ;
- Des zones urbanisées et urbanisables au PLU concernées par les risques.

Rappel des perspectives d'évolution en l'absence de révision du POS : scénario « au fil de l'eau »

- Une augmentation de la vulnérabilité des personnes face aux risques d'inondation car pas de document opposable
- Maintien d'un éloignement des populations face aux risques de feux de forêt

➤ Incidence potentiellement négative du PLU : une augmentation de l'imperméabilisation dans les zones d'aléa inondation ou ruissellement

Le PLU prévoit six principaux secteurs de développement urbain dans des secteurs soumis à enjeux de ruissellement pluvial :

- Le secteur du Lavoir,
- Le secteur Bord du canal,
- Gromelle,

L'urbanisation de ces secteurs va conduire à une imperméabilisation des sols et entraîner une modification des écoulements des eaux de ruissellement et de

débordement, et pouvant augmenter le risque et la vulnérabilité des personnes et des biens face à celui-ci.

Seule la zone UA est raccordée au réseau d'eaux pluviales sans devoir réaliser des aménagements de compensation. Le reste du territoire communal est divisé en deux parties :

- La partie se trouvant en zone inondable devant compenser l'imperméabilisation avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales ou fossés,

- La partie ne se trouvant pas en zone inondable mais devant également compenser l'imperméabilisation avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales ou fossés.

Cependant, le PLU a une incidence positive en prévoyant un reclassement de **5,9 ha** d'anciennes zones urbanisées et urbanisables en zone agricole A et naturelle N.

Au regard des ouvertures limitées d'urbanisation, il y a une réduction globale des tendances d'imperméabilisation.

MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION, DE COMPENSATION	
Mesure de réduction	<p>La majorité des zones de développement futur concernent des secteurs raccordés à un réseau pluvial public ; obligation de raccordement dans ces secteurs.</p> <p>Les Orientations d'Aménagement et de Programmation prennent en compte ces enjeux en prévoyant sur les secteurs des espaces verts et franges paysagères, limitant l'imperméabilisation des sols.</p> <p>Le chapitre 8 du règlement : dispositions particulières relatives aux risques et nuisances :</p> <p>Règles applicables aux projets dont la surface aménagée est inférieure à 1ha : compensation de l'imperméabilisation</p> <p>A défaut d'infiltration, les eaux pluviales peuvent être rejetées après rétention préalable (soit au fossé, soit dans un collecteur séparatif d'eaux pluviales s'il existe). Dans ces 2 cas, infiltration ou rétention, la mise en œuvre de la rétention préalable est calculée sur la base de 30 l/m2 imperméabilisé. Sont prises en compte toutes les surfaces imperméabilisées nouvelles (et existantes si possible) dès lors que le projet est supérieur à 40m2 d'emprise au sol nouvellement créés. En dessous de ce seuil d'emprise au sol, aucune rétention n'est prescrite. Les clôtures devront assurer une transparence hydraulique.</p> <p>Le schéma directeur pluvial est opposable pour tout aménagement.</p>
Mesure d'accompagnement et de réduction	<p>Les Orientation d'Aménagement et de Programmation des secteurs du Lavoir et du bord du canal prévoient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'orienter les constructions dans le sens du courant, - De laisser perméable d'au moins 80 % les clôtures perpendiculaires au sens du courant.

Mesure de compensation	Compensation des 2,7 ha de terres agricoles et naturelles perdues par un reclassement de 5,9 ha d'anciennes zones urbanisées et urbanisables en zone agricole A et naturelle N.
------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

7 Incidence positive du PLU : la définition de règles spécifiques dans les secteurs a enjeu de débordement du canal

Afin de prendre en compte au mieux les enjeux relatifs au risque de débordement du canal de Vaucluse, la commune a défini un secteur soumis à un

risque inondation dans lequel des règles de constructibilité et d'aménagement ainsi que pour la gestion des eaux pluviales y sont fixées.

Ces règles se trouvent au chapitre 8 : dispositions particulières relatives aux risques et nuisances

1.10. INCIDENCES SUR LES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

7 Incidence positive du PLU : des extensions urbaines en continuités immédiates de l'enveloppe urbaine

La commune concentre le développement urbain à proximité immédiate de l'enveloppe urbaine existante, en définissant quatre secteurs privilégiés d'habitat – Le lavoir ; le bord du canal ; les Bellys et Hermas ; les Aubépines ; où l'aménagement de cheminements doux pour relier ces secteurs au centre du village permettra de limiter les déplacements automobiles de proximité.

Ceci va dans le sens d'une réduction de la voiture individuelle et donc des émissions de gaz à effet de serre.

7 Incidence positive du PLU : la définition d'emplacements réservés pour l'amélioration des déplacements piétons

Dans le même objectif, le PLU a un impact positif en définissant de nouveaux emplacements réservés pour l'aménagement et l'élargissement de chemins. Ceci afin de favoriser les déplacements piétons et cyclables pour les déplacements de

moins de 1 km, qui se font aujourd'hui essentiellement en voiture du fait de l'absence d'équipement et de sécurité

7 Incidence positive du PLU : préconisations d'utilisation d'énergies renouvelables dans les futures opérations

Les OAP prescrivent certaines dispositions concernant la performance énergétique des futurs bâtiments, afin d'avoir une consommation énergétique des constructions plus basse qu'actuellement.

Il s'agit de tendre si possible vers la réalisation de constructions passives et de respecter à minima la réglementation thermique en vigueur.

2. INCIDENCES PREVISIBLES SUR LES SITES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉS DE MANIÈRE NOTABLE PAR LA MISE EN ŒUVRE DU PLU

2.1. INCIDENCES SUR LE SITE N°1 : « CHEMIN DES ROSEAUX »

2.1.1. RAPPEL DU CONTEXTE

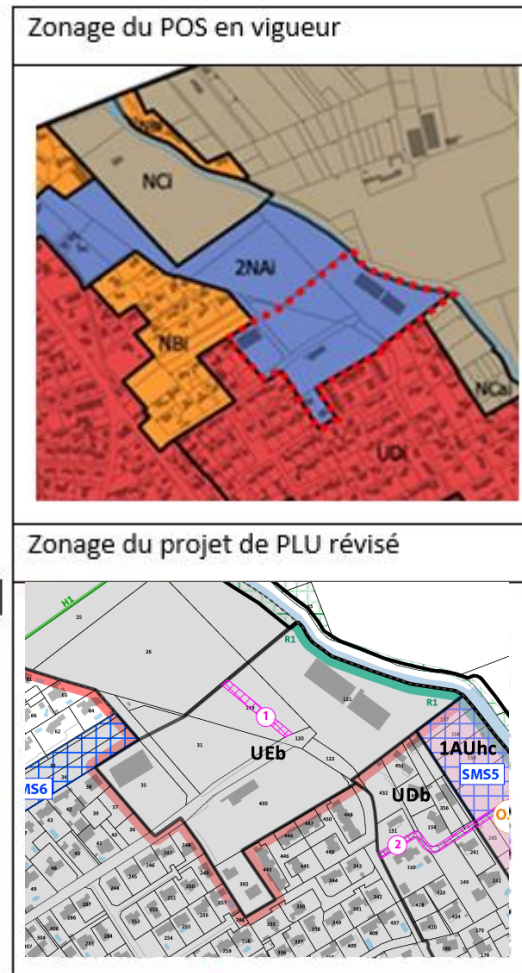
Superficie : 4,7 ha, superficie non imperméabilisée environ 1,5 ha.

Zonage au POS en vigueur : 2 NAI (zone naturelle insuffisamment équipée ou non équipée réservée à un développement ultérieur à court terme en vue d'accueillir des activités).

Occupation du sol, franges : cette zone est située entre la route de Vedène et le canal de Vaucluse. Elle se localise en continuité immédiate nord-est de zones urbanisées et d'une partie encore naturelle. L'ensemble du secteur se compose d'une grande parcelle agricole en friche et de deux bâtiments d'activité ainsi que trois habitations.

Synthèse des sensibilités principales du site :

- **Sensibilité écologique modérée** : les parcelles du secteur correspondent à des espaces ouverts. Le site est concerné par l'espace de fonctionnalité du cours d'eau du canal de Vaucluse identifié au SRCE, et par le corridor écologique associé au canal de Vaucluse. Non concerné par Natura 2000.
- **Sensibilité agricole modérée** : parcelle agricole n'étant plus cultivée et en cours d'enfrichement, valeur agronomique des sols élevée et secteur irrigable.
- **Sensibilité aux risques modérés à forte** : le site est concerné par le risque d'inondation dû au débordement du canal de Vaucluse, et de ruissellement d'eaux pluviales.



2.1.2. PROJET DU PLU SUR CE SECTEUR

Le PLU prévoit sur ce secteur le maintien de la zone urbanisable existante, reclassement d'une partie de la zone 2NAi en zone UEb.

2.1.3. EFFETS NOTABLES INDUITS

Incidences modérées sur les écosystèmes :

- Pas d'atteinte aux sites Natura 2000 du fait de l'éloignement important des zones de protection écologiques par rapport au site (cf. détail dans « l'étude d'incidences sur le réseau Natura 2000 »).
- Non atteinte à un habitat d'intérêt écologique prioritaire ou communautaire.
- Non atteinte au fonctionnement de la trame « ouverte » d'espaces agricoles, du fait :
 - o de la situation enclavée du site, à l'interface avec l'enveloppe urbaine sur 2 de ces côtés, et le canal de Vaucluse
 - o de sa continuité immédiate avec les zones urbanisées, limitant le mitage de l'espace agricole
 - o de la fragmentation du bâti déjà existante du site
- Non atteinte au corridor écologique lié au canal de Vaucluse.

Au regard de l'occupation actuelle du site et de la prise en compte de la bande de recul du canal imposée par le PLU, les futures constructions se localiseront plutôt à l'Est des bâtiments existants, ne modifiant pas le fonctionnement du milieu naturel entre le canal et ces aménagements existants.

Le PLU définit des mesures afin de réduire, compenser et limiter les impacts engendrés par le projet sur la trame verte et bleue.

MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION, DE COMPENSATION des impacts	
Mesures de compensation	<p>L'OAP impose le principe de maintien d'espace de nature et la plantation d'arbres au cœur du site, permettant de conserver des habitats favorables à la présence d'espèces faunistiques et floristiques (« espaces verts paysagers », « frange paysagère », « alignements d'arbres ») ;</p> <p>Le règlement identifie les continuités végétales des abords du canal au titre du L.151-23, afin de les conserver et de les protéger : « les espaces concernées par le zonage sont à maintenir non imperméabilisées. Toute nouvelle construction, extensions et aménagements d'annexes autre de abris légers doivent se faire en dehors du périmètre identifié au titre du L.151-23 du CU ». Le classement de la ripisylves et des abords végétalisés sur une bande de 10 mètres permet d'assurer la protection du milieu naturel.</p>

Incidences modérées sur le potentiel agricole / consommation d'espace

- Consommation de 2,6 ha de zone encore non imperméabilisée

Toutefois, les incidences sont évaluées comme non significatives :

- pas de perte de surface agricole aujourd'hui encore cultivées
- espace aujourd'hui déjà urbanisable au PLU en vigueur (zone 2NAi)
- espace situé en continuité immédiate de l'enveloppe urbaine, à l'écart du vaste ensemble agricole de la plaine des Sorgues.

MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION, DE COMPENSATION des impacts	
Mesure de compensation	Limitation de la consommation globale de l'espace. Reclassement de la partie nord de Gromelle en zone A (environ 4 ha). Compensation x 1,5.

Incidences modérées sur les risques et nuisances engendrées :

- Augmentation de l'imperméabilisation des sols, et donc risque d'aggravation du phénomène de stagnation d'eau issu du ruissellement des versants
- Peu de nuisances sonores nouvelles engendrées sur le site au regard de sa vocation (habitat).

Le PLU définit des mesures afin de limiter les risques de ruissellement sur le site :

MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION, DE COMPENSATION des impacts	
Mesures de réduction	<ul style="list-style-type: none"> - Le règlement impose une emprise au sol maximale des constructions fixée à 50% de la superficie totale du terrain. - Le règlement impose à ce que les aménagements réalisés sur tout terrain ne fassent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales dans le réseau public les collectant <p>En l'absence ou en cas d'insuffisance de ce réseau, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des travaux de connexion au réseau pluvial sont programmés dans le nouveau schéma directeur pluvial (2016), en cohérence avec les projets programmés sur le site. Le règlement pluvial est opposable et définit des prescriptions spécifiques pour limiter les impacts de la stagnation d'eau sur le site, lié au ruissellement des versants.

INCIDENCES GÉNÉRALES : NON SIGNIFICATIVES

Au regard de la superficie du site et de l'occupation actuelle du sol, les modifications envisagées par le projet de PLU auront des incidences évaluées comme non significatives sur l'environnement. Le projet de développement de cette zone s'inscrit dans une logique de continuité de l'urbanisation pour ce secteur déjà fragmenté, situé en continuité de l'urbain. Les principales incidences pouvant être engendrées sont liées à la prise en compte de l'augmentation des impacts du ruissellement pluvial sur le site. Les mesures de réduction permettent de répondre en partie aux enjeux.

2.2. INCIDENCES SUR LE SITE N°2 : « BORD DU CANAL »

2.2.1. RAPPEL DU CONTEXTE

Superficie : 1,4 ha

Zonage au POS en vigueur : NCai (zone de jardins qu'il convient de protéger en raison de sa spécificité : parcellaire morcelé dévolu au jardinage en bord de canal, éminemment inondable, terre limoneuse).

Occupation du sol, franges : Le site est localisé à l'est du centre-ville, à l'ouest du canal de Vaucluse, au niveau du chemin de la Sorgue.

Le site est composé de petites parcelles cultivées ou en friches, et quelques habitations y sont présentes. On y trouve également des petites haies, un fossé et une voie de circulation.

Synthèse des sensibilités du site :

- **Sensibilité écologique modérée** : le site est concerné par le passage d'un corridor écologique correspondant au tracé du canal de Vaucluse, à l'est du site. Il est également concerné par l'espace de fonctionnalité du cours d'eau du canal de Vaucluse identifié dans le SRCE. Sensibilité écologique liées aux habitats faible à modéré.
- **Sensibilité aux risques modérée à forte** : le site est concerné par le risque d'inondation dû au débordement du canal de Vaucluse, et de ruissellement d'eaux pluviales.

2.2.2. PROJET DU PLU SUR CE SECTEUR

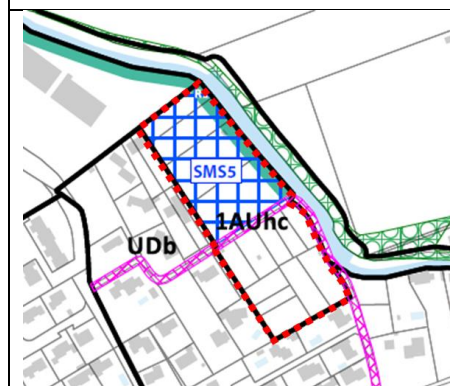
Le PLU prévoit sur ce secteur :

- Le reclassement de parcelles classées agricoles NC au POS en vigueur, en zone 1AUhc ;
- Une Orientation d'Aménagement et de Programmation sur l'ensemble du site.

Zonage du POS en vigueur



Zonage du projet de PLU révisé





Extrait OAP

2.2.3. EFFETS NOTABLES INDUITS

Incidences modérées sur les écosystèmes :

- Non atteinte aux sites Natura 2000 du fait de l'éloignement des zones de protection écologique par rapport au site (cf. détail dans « l'étude d'incidences sur le réseau Natura 2000 »).
- Non atteinte à un habitat d'intérêt écologique prioritaire ou communautaire.
- Non atteinte au fonctionnement de la trame « ouverte » d'espaces agricoles, du fait :
 - o de la situation enclavée du site, à l'interface avec l'enveloppe urbaine sur 2 de ces côtés, et le canal de Vaucluse
 - o de sa continuité immédiate avec les zones urbanisées, limitant le mitage de l'espace agricole
- Potentielle atteinte au corridor écologique lié au canal de Vaucluse.

Le PLU définit des mesures afin de réduire, compenser et limiter les impacts engendrés par le projet sur la trame verte et bleue.

MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION, DE COMPENSATION des impacts	
Mesures d'évitement	<p>La commune privilégie l'urbanisation d'espaces en continuité de l'existant, au lieu d'étendre l'urbanisation sur des espaces agricoles plus vastes.</p> <p>L'OAP prescrit une bande végétalisée correspondant au recul du canal de 10 mètres afin d'avoir un espace dit « tampon » entre la zone urbaine et les abords du canal de Vaucluse. Le règlement définit cette bande de 10 mètres comme étant inconstructible de part et d'autres des berges du canal.</p> <p>Le règlement identifie les continuités végétales des abords du canal au titre du L.151-23, afin de les conserver et de les protéger « les espaces concernés par le zonage sont à maintenir non imperméabilisés. Toute nouvelle construction, extensions et aménagements d'annexes autre de abris légers doivent se faire en dehors du périmètre identifié au titre du L.151-23 du CU » : protection du corridor de ripisylve et ses abords.</p>

Incidences modérées sur les risques et nuisances engendrées :

- Augmentation de l'imperméabilisation des sols, et donc risque d'aggravation du phénomène de stagnation d'eau issu du ruissellement des versants
- Peu de nuisances sonores nouvelles engendrées sur le site au regard de la vocation du site (habitat).

Le PLU définit des mesures afin de limiter les risques de ruissellement sur le site :

MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION, DE COMPENSATION des impacts	
Mesures de réduction	<ul style="list-style-type: none"> - L'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) définit sur le site un « espace vert » dans la bande de recul du canal de 10 m, afin de limiter l'imperméabilisation des sols et de favoriser l'infiltration des eaux sur certaines parcelles. - Le règlement distingue deux scénarios de gestion des eaux pluviales en lien avec la surface totale du projet. Si le projet est supérieur à 1 ha, la gestion des eaux pluviales se fera à l'échelle du projet et non à l'échelle de la parcelle. Si le projet est inférieur à 1 ha, le rejet se fera par infiltration dans le sol si possibilité. Sinon, mise en place de dispositifs de rétention et rejet dans le réseau d'eaux pluviales avec un débit de fuite spécifique. - Le règlement impose une emprise au sol maximale des constructions fixée à 35% de la superficie totale du terrain en zone 1AUhc, et un coefficient minimum d'espaces verts de 30% de la superficie totale du terrain, ce qui réduit les risques de ruissellement d'eau pluviale en cas de forte pluie. <p>- Des travaux de connexion au réseau pluvial sont programmés dans le nouveau schéma directeur pluvial (2016), en cohérence avec les projets programmés sur le site. Le règlement pluvial est opposable et définit des prescriptions spécifiques pour limiter les impacts de la stagnation d'eau sur le site, lié au ruissellement des versants.</p>

Incidences modérées sur le potentiel agricole / consommation d'espace

- Consommation d'environ 0,8 ha de zone encore non imperméabilisée

Toutefois, les incidences sont évaluées comme non significatives :

- Superficie du terrain limitée
- Potentiel de culture limité, quelques cultures notamment sous serre présentes ;
- Quelques espaces en friches
- Secteur enclavé entre la zone urbaine et le canal de Vaucluse, à l'écart du vaste ensemble agricole de la plaine des Sorgues.

INCIDENCES GÉNÉRALES : NON SIGNIFICATIVES

Au regard de la superficie du site et de l'occupation actuelle du sol, les modifications envisagées par le projet de PLU auront des incidences évaluées comme non significatives sur l'environnement. Cette ouverture à l'urbanisation s'inscrit dans une logique de continuité de l'urbanisation pour ce secteur déjà fragmenté, situé en continuité de l'urbain. Les principales incidences pouvant être engendrées sont liées à la prise en compte de l'augmentation des impacts du ruissellement pluvial sur le site, et la conservation de la fonctionnalité des écosystèmes. Les mesures d'évitement et de réduction permettent de répondre en partie aux enjeux. Des risques de débordement du canal de Vaucluse restent existants.

2.3. INCIDENCES SUR LE SITE N°3 : « LE LAVOIR »

2.3.1. RAPPEL DU CONTEXTE

Superficie : 3,6 ha (3 ha non encore urbanisés)

Zonage au POS en vigueur : UDi (zone d'habitat pavillonnaire concernée par un risque d'inondation dû au débordement du canal de Vaucluse).

Occupation du sol, franges : Situé en entrée de ville est, en limite de départementale RD28 et au bord du canal de Vaucluse. Le site est enclavé dans l'enveloppe urbaine à l'est, cet espace est composé de quelques habitations et d'espaces interstitiels non bâtis, à caractère agricole et naturel.

Synthèse des sensibilités du site :

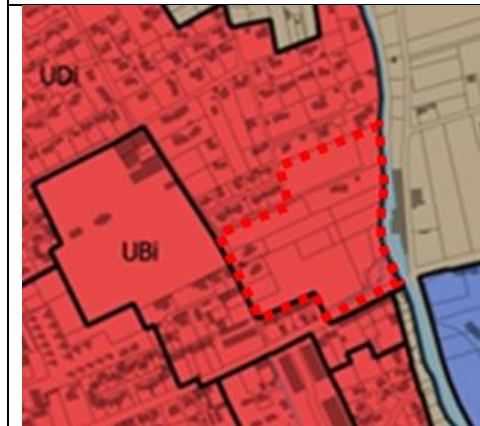
- **Sensibilité écologique modérée** : les parcelles du secteur correspondent à des espaces ouverts. Le site est concerné par le passage d'un corridor écologique correspondant au tracé du canal de Vaucluse, à l'est du site. Il est également concerné par l'espace de fonctionnalité du cours d'eau du canal de Vaucluse identifié dans le SRCE.
- **Sensibilité agricole modérée** : Les parcelles concernées sont enclavées dans la zone urbaine à l'est de l'enveloppe urbaine. Le site est composé de parcelles cultivées et de parcelles en friche. Valeur agronomique des sols : élevée, irrigable.
- **Sensibilité paysagère/patrimoniale modérée** : Enjeux concernant la protection des abords du canal de Vaucluse. Enjeu de valorisation du patrimoine bâti (abords du lavoir). Enjeu de qualité d'entrée de ville.
- **Sensibilité aux risques modérée à forte** : le site est concerné par le risque d'inondation dû au débordement du canal de Vaucluse, et de ruissellement d'eaux pluviales.

2.3.2. PROJET DU PLU SUR CE SECTEUR

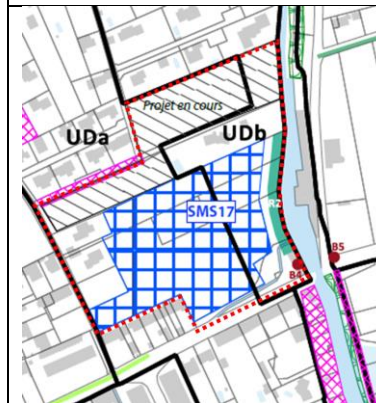
Le PLU prévoit sur ce secteur :

- Le reclassement de parcelles classées UDi au POS en vigueur, en zone UDa et UDb ;
- Une Orientation d'Aménagement et de Programmation sur l'ensemble du site.

Zonage du POS en vigueur



Zonage du projet de PLU révisé





PERIMETRE ET LIMITES

--- Périmètre du site

CARACTERISTIQUES DU BATI

R+1 Hauteur maximum autorisée

--- Alignement / front bâti

VOCATION DES ESPACES / DESTINATION DU BATI

- Habitat individuel pur
- Habitat individuel groupé
- Habitat collectif ou intermédiaire
- Espace de protection des abords du lavoir
- Projet en cours

CIRCULATION ET DEPLACEMENTS

- Principe d'accès
- Principe de desserte
- Principe de liaison douce

PAYSAGE / GESTION DES INTERFACES

- Espace vert

Extrait OAP

2.3.3. EFFETS NOTABLES INDUITS

Incidences modérées sur les écosystèmes :

- Non atteinte aux sites Natura 2000 du fait de l'éloignement des zones de protection écologique par rapport au site (cf. détail dans « l'étude d'incidences sur le réseau Natura 2000 »).
- Non atteinte à un habitat d'intérêt écologique prioritaire ou communautaire.
- Non atteinte au fonctionnement de la trame « ouverte » d'espaces agricoles, du fait de la situation enclavée du site, au cœur de l'enveloppe urbaine, à l'écart d'autres terres agricoles.
- Potentielle atteinte au corridor écologique lié au canal de Vaucluse.

Le PLU définit des mesures afin de réduire, compenser et limiter les impacts engendrés par le projet sur la trame verte et bleue.

MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION, DE COMPENSATION des impacts	
Mesures d'évitement	<ul style="list-style-type: none">- L'OAP prescrit une bande végétalisée de 20 mètres permettant d'avoir un espace dit « tampon » entre la zone urbaine et les abords du canal de Vaucluse.- La commune privilégie la densification des espaces déjà urbanisés au profil du maintien à vocation agricole de la majorité des espaces bordant l'enveloppe urbaine et aujourd'hui encore peu mités.- Le règlement identifie les continuités végétales des abords du canal au titre du L.151-23, afin de les conserver et de les protéger « les espaces concernées par le zonage sont à maintenir non imperméabilisées. Toute nouvelle construction, extensions et aménagements d'annexes autre de abris légers doivent se faire en dehors du périmètre identifié au titre du L.151-23 du CU » : protection de la ripisylve et de ses abords.

Incidences non négatives sur les paysages et le patrimoine

- Aménagement de l'entrée de ville, en dent creuse de l'urbanisation. Pas de modification de l'interface avec l'espace agricole, la limite paysagère du canal de Vaucluse étant conservée.
- Intégration de règles d'alignement de façade et de hauteur de bâti, en cohérence et en continuité avec la morphologie urbaine identifiée le long de l'avenue de Pernes.
- Conservation d'une bande végétale accessible en bord de canal
- Conservation et valorisation des abords du lavoir, patrimoine bâti ; conservation des cônes de visibilité sur le moulin, patrimoine bâti
- Conservation au titre du L151-23 de l'alignement planté de long de l'avenue, qui marque l'entrée de ville.

Incidences modérées sur les risques et nuisances engendrées :

- Augmentation de l'imperméabilisation des sols, et donc risque d'aggravation du phénomène de stagnation d'eau issu du ruissellement des versants
- Peu de nuisances sonores nouvelles engendrées sur le site au regard de la vocation du site (habitat).

Le PLU définit des mesures afin de limiter les risques de ruissellement sur le site :

MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION, DE COMPENSATION des impacts	
Mesures de réduction	<ul style="list-style-type: none"> - L'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) définit sur le site un « espace boisé protégé » dans une bande de 20 mètres préserver » et des « alignements d'arbres » à planter, afin de limiter l'imperméabilisation des sols et de favoriser l'infiltration des eaux sur certaines parcelles. - L'OAP à l'égard des constructeurs, prescrit également des orientations d'aménagements et de constructions dans le but de ne pas entraver l'écoulement des eaux « orienter les constructions dans le sens du courant, laisser perméable d'au moins 80% les clôtures perpendiculaires au sens du courant ». - Le règlement impose une emprise au sol maximale des constructions fixée à 45% de la superficie totale du terrain en zone UDa et 35% en zone UDb, et un coefficient minimum d'espaces verts à la parcelle (20% en Uda et 30% en UDb), ce qui réduit les risques de ruissellement d'eau pluviale en cas de forte pluie. - En l'absence ou en cas d'insuffisance de ce réseau, le rejet se fera par infiltration dans le sol. Les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales doivent être réalisés par l'aménagement de dispositifs appropriés adaptés à l'opération et au terrain - Des travaux de connexion au réseau pluvial sont programmés dans le nouveau schéma directeur pluvial (2016), en cohérence avec les projets programmés sur le site. Le règlement pluvial est opposable et définit des prescriptions spécifiques pour limiter les impacts de la stagnation d'eau sur le site, lié au ruissellement des versants.

Incidences modérées sur le potentiel agricole / consommation d'espace

- Consommation d'environ 3 ha de zone encore non imperméabilisée

Toutefois, les incidences sont évaluées comme non significatives :

- peu de perte de surfaces agricoles aujourd'hui encore cultivées
- espace aujourd'hui déjà fortement mité où le potentiel de culture reste limité au regard de la fragmentation des parcelles.

INCIDENCES GÉNÉRALES : NON SIGNIFICATIVES

Les modifications envisagées par le projet de PLU auront des incidences évaluées comme non significatives sur l'environnement. Cette ouverture à l'urbanisation s'inscrit dans une logique de densification. Les principales incidences pouvant être engendrées sont liées à la prise en compte de l'augmentation des impacts du ruissellement pluvial sur le site, et la conservation de la fonctionnalité des écosystèmes. Les mesures d'évitement et de réduction permettent de répondre aux enjeux. Des risques de débordement du canal de Vaucluse restent existants.

2.4. INCIDENCES SUR LE SITE N°4 : « LE PUY »

2.4.1. RAPPEL DU CONTEXTE

Superficie : 3,2 ha (la totalité est non encore imperméabilisée)

Zonage au POS en vigueur : 1NAb (zone naturelle non équipée, réservée à un développement ultérieur à court terme de l'habitat, actuellement fermée à l'urbanisation).

Occupation du sol, franges : cette zone est située sur un point haut, sur un versant, au sud-ouest de la commune. Elle est localisée au sud de la colline du Puy et à l'Est du cimetière, et est bordé par des habitations.

La topographie du site est importante, d'orientation descendante Ouest-Est.

L'ensemble du secteur est composé en presque totalité **de vignes (en activité)**. La **parcelle localisée au sud-ouest du secteur accueille des oliviers**. Une parcelle en friche est localisée à l'ouest du site.

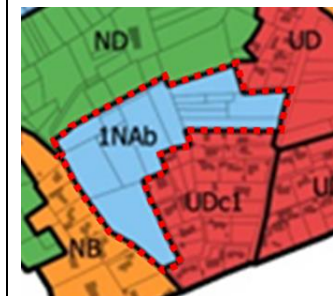
Synthèse des sensibilités du site :

- **Sensibilité paysagère modérée** : le site n'est pas perceptible depuis les infrastructures routières. L'enjeu ici est la préservation des vues sur les Monts Ventoux et les Monts de Vaucluse visibles depuis le site.
- **Sensibilité agricole modérée à forte** : les parcelles concernées sont enclavées dans la zone urbaine à l'est de l'enveloppe urbaine. Le site est composé de parcelles cultivées et de parcelles en friche. Valeur agronomique des sols : faible mais intéressante pour la vigne de cuve et les appellations AOC/AOP CDR – îlot cultural contraint sur le plan foncier.

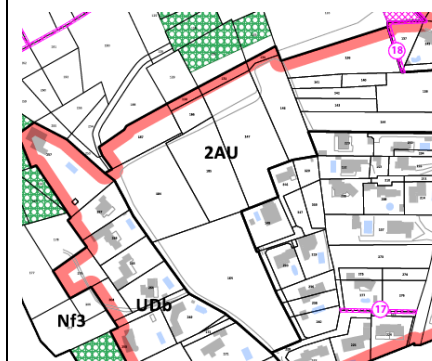
2.4.2. PROJET DU PLU SUR CE SECTEUR

Le PLU prévoit sur ce secteur le maintien de la zone urbanisable existante, reclassement de la zone 1NAb au POS en vigueur en zone 2AU.

Zonage du POS en vigueur



Zonage du projet de PLU révisé



2.4.3. EFFETS NOTABLES INDUITS

Incidences fortes sur le potentiel agricole / consommation d'espace

Consommation d'environ 3 ha de zone viticole cultivée, terres pouvant avoir l'appellation AOC/AOP Côtes du Rhône.

Il est toutefois à noter que l'ouverture à l'urbanisation de la zone reste conditionnée à la révision du PLU.

Incidences sur perception sur le grand paysage depuis le site :

Non identifiables, aucune règle du PLU ne permettant de préciser la morphologie urbaine en zone 2AU.

La procédure de révision du PLU permettant l'ouverture à l'urbanisation de la zone devra préciser les impacts sur le paysage et la façon dont les perspectives lointaines sont conservées/valorisées. Ceci en particulier dans le cadre de l'évaluation environnementale qui y sera associée.

INCIDENCES GÉNÉRALES : POTENTIELLEMENT NON SIGNIFICATIVES, A PRECISER

Le secteur de projet ne bénéficie pas d'enjeu environnemental majeur. L'intégration paysagère du projet et la conservation des cônes de vue sur le grand paysage sont les deux principaux enjeux pouvant engendrer des incidences. Celles-ci ne pourront être précisées que dans le cadre de la procédure de révision nécessaire à l'ouverture de la zone.

2.5. INCIDENCES SUR LE SITE N°5 : « LES BELLYS »

2.5.1. RAPPEL DU CONTEXTE

Superficie : 0,9 ha

Zonage au POS en vigueur : **NBa** (zone partiellement desservie par équipements publics qu'il n'est pas prévu de renforcer, et dans laquelle des constructions ont déjà été édifiées. Zone à l'intérieur de laquelle les activités commerciales et artisanales sont exclues).

Occupation du sol, franges : Cette zone est située au nord-ouest de la commune, près de la colline de la Graille, et est bordé par des habitations.

La topographie du site est assez importante (dénivelé d'environ 13 m), d'orientation Sud-Ouest / Nord-Est.

L'ensemble du secteur est composé en totalité de **terres non cultivées**. Des boisements sont présents à l'Est du secteur.

Synthèse des sensibilités du site :

- **Sensibilité paysagère modérée** : Aménités paysagères : vues remarquables sur le Mont Ventoux et les Monts de Vaucluse depuis le site.
- **Sensibilité agricole modérée** : Le secteur est composé de parcelles agricoles non cultivées. Toutefois, les parcelles sont classées en AOC/AOP Côtes du Rhône viticole. Le site est difficile d'accès, cependant il se trouve en continuité d'un ensemble agricole sur la partie Ouest.
- **Sensibilité liée à la desserte des réseaux** : Secteur est potentiellement raccordable au réseau d'assainissement collectif, et au réseau d'eau potable sur le long terme.

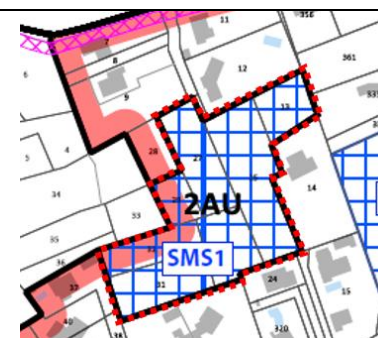
2.5.2. PROJET DU PLU SUR CE SECTEUR

Le PLU prévoit sur ce secteur le reclassement de parcelles classées NB au POS en vigueur, en zone 2AU.

Zonage du POS en vigueur



Zonage du projet de PLU révisé



2.5.3. EFFETS NOTABLES INDUITS

Incidences modérées sur le potentiel agricole / consommation d'espace

- Consommation d'environ 0,9 ha de zone cultivable, dont plus de la moitié peut avoir l'appellation AOC/AOP Côtes du Rhône et bénéficie d'une valeur agronomique élevée.

Il est toutefois à noter que l'ouverture à l'urbanisation de la zone reste conditionnée à la révision du PLU.

Incidences sur la perception sur le grand paysage depuis le site :

Non identifiables, aucune règle du PLU ne permettant de préciser la morphologie urbaine en zone 2AU.

La procédure de révision du PLU permettant l'ouverture à l'urbanisation de la zone devra préciser les impacts sur le paysage et la façon dont les perspectives lointaines sont conservées/valorisées. Ceci en particulier dans le cadre de l'évaluation environnementale qui y sera associée.

Incidences liées à la desserte des réseaux :

Le secteur n'est actuellement non desservi par les réseaux d'eau potable et d'assainissement. L'ouverture à l'urbanisation de la zone reste conditionnée à la révision du PLU en fonction de la programmation des travaux nécessaires. Ainsi, le secteur est potentiellement raccordable au réseau d'assainissement collectif, et au réseau d'eau potable sur le long terme.

INCIDENCES GÉNÉRALES : POTENTIELLEMENT NON SIGNIFICATIVES, A PRECISER

Le secteur de projet ne bénéficie pas d'enjeu environnemental majeur. L'intégration paysagère du projet et la conservation des cônes de vue sur le grand paysage sont les deux principaux enjeux pouvant engendrer des incidences. Celles-ci ne pourront être précisées que dans le cadre de la procédure de révision nécessaire à l'ouverture de la zone. Le raccordement aux réseaux conditionnera l'ouverture de cette zone à l'urbanisation lors de la révision du PLU.

2.6. INCIDENCES SUR LE SITE N°6 : « LES HERMAS »

2.6.1. RAPPEL DU CONTEXTE

Superficie : 0,7 ha

Zonage au POS en vigueur : **NBa** (zone partiellement desservie par équipements publics qu'il n'est pas prévu de renforcer, et dans laquelle des constructions ont déjà été édifiées. Zone à l'intérieur de laquelle les activités commerciales et artisanales sont exclues. Les terrains situés lieu-dit les Hermas sont concernés par une servitude relative au respect de la mixité sociale).

Occupation du sol, franges : Cette zone est située au nord-ouest de la commune, près de la colline de la Graille, et est bordée par des habitations.

La topographie du site est assez importante (dénivelé d'environ 16m), d'orientation Ouest / Est.

L'ensemble du secteur est composé en presque totalité **de friches, boisements de type bosquets. La parcelle localisée à l'est du secteur est en terre et est non cultivée.**

Synthèse des sensibilités du site :

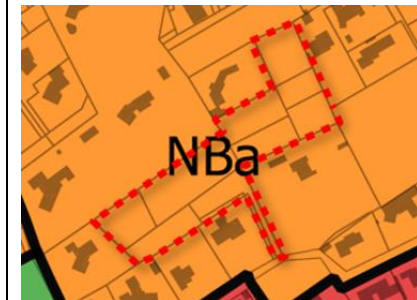
- **Sensibilité paysagère et écologique modérée** : Espace boisé au cœur de l'enveloppe urbaine participant au cadre de vie

2.6.2. PROJET DU PLU SUR CE SECTEUR

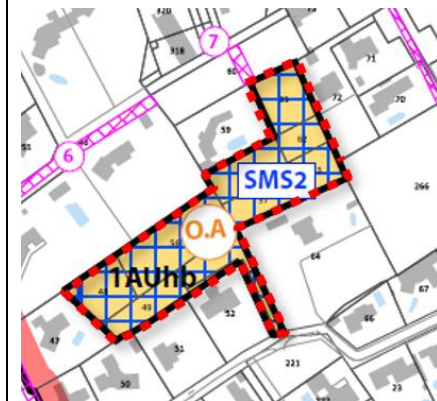
Le PLU prévoit sur ce secteur :

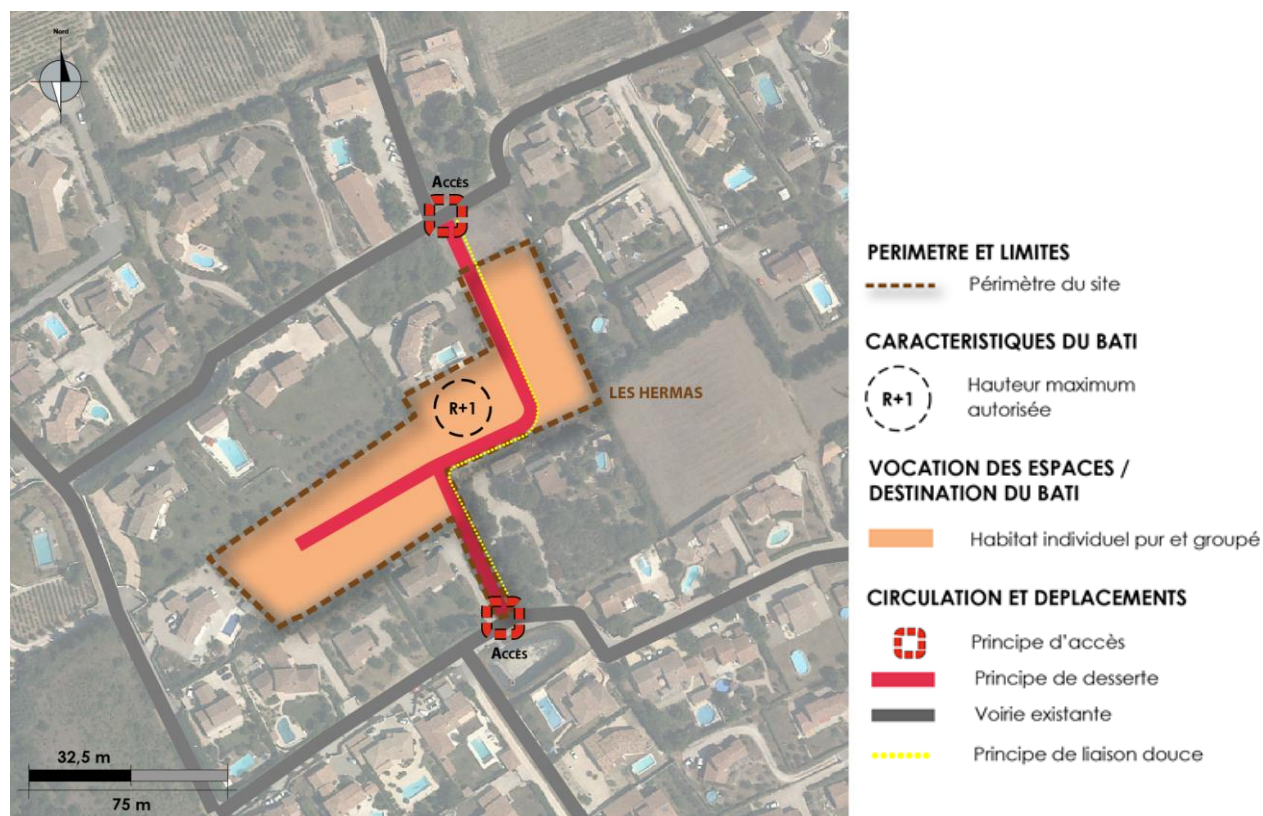
- Le reclassement de parcelles classées NB au POS en vigueur, en zone 1AUhb ;
- Une Orientation d'Aménagement et de Programmation sur l'ensemble du site.

Zonage du POS en vigueur



Zonage du projet de PLU révisé





Extrait OAP

2.6.3. EFFETS NOTABLES INDUITS

Incidences modérées sur la perception du site :

- Perte d'un espace de nature (disparition des boisements) qui va modifier la perception de l'environnement du voisinage. Toutefois, le secteur est dans une zone bâtie, il n'y a pas d'impact sur un espace paysager majeur.

Le PLU définit des mesures afin de réduire, compenser et limiter les impacts engendrés par le projet sur l'intégration paysagère de la zone.

MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION, DE COMPENSATION des impacts	
Mesures de compensation	<p>L'OAP impose un traitement qualitatif des franges urbaines ;</p> <p>L'article 8 du règlement impose une emprise au sol ne pouvant pas excéder 35% de la superficie du terrain, et l'article 13 impose une surface des espaces verts devant être au minimum égale à 40% de la superficie totale du terrain.</p>

Incidences sur la biodiversité

- Perte d'un espace de nature « ordinaire », toutefois pas d'impact sur les espèces d'intérêt.

INCIDENCES GÉNÉRALES : NON SIGNIFICATIVES

Au regard de la superficie du site et de l'occupation actuelle du sol, les modifications envisagées par le projet de PLU auront des incidences évaluées comme non significatives sur la perception du site et la biodiversité. Cette ouverture à l'urbanisation s'inscrit dans une logique de continuité de l'urbanisation pour ce secteur déjà fragmenté, situé en continuité de l'urbain. Les principales incidences pouvant être engendrées (liées à la perte des boisements) sont l'intégration paysagère du futur aménagement, la modification de perception du secteur par le voisinage, et l'impact sur la biodiversité. Les mesures de compensation permettent de répondre en partie aux enjeux.

2.7. INCIDENCES SUR LE SITE N°7 : « LES AUBEPINES »

2.7.1. RAPPEL DU CONTEXTE

Superficie : 0,6 ha

Zonage au POS en vigueur : 1NAa (zone naturelle, non équipée, réservée à un développement organisé de l'habitat. L'urbanisation de cette zone est subordonnée à la réalisation préalable ou simultanée des équipements nécessaires à l'opération).

Occupation du sol, franges : Cette zone est située en dent creuse, à l'ouest de la zone d'activités André Durand et au sud de la route des Pernes. Le site est bordé par des habitations.

L'ensemble du secteur est composé en presque totalité de friches.

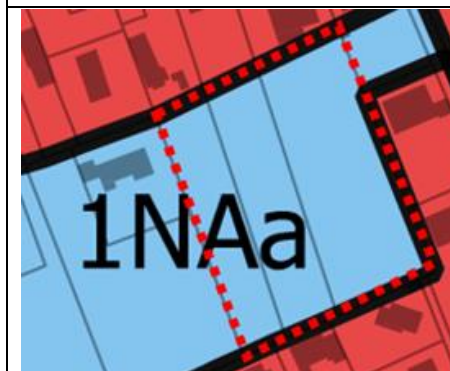
Synthèse des sensibilités du site : il n'y a pas de sensibilité environnementale constatée.

2.7.2. PROJET DU PLU SUR CE SECTEUR

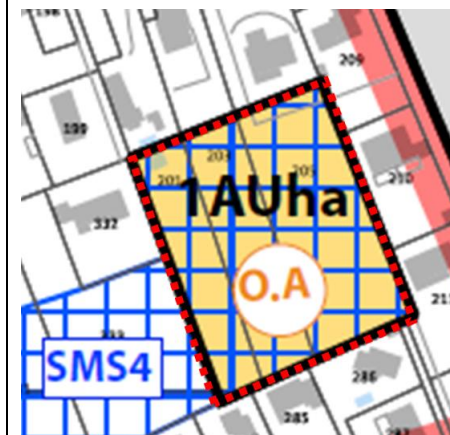
Le PLU prévoit sur ce secteur :

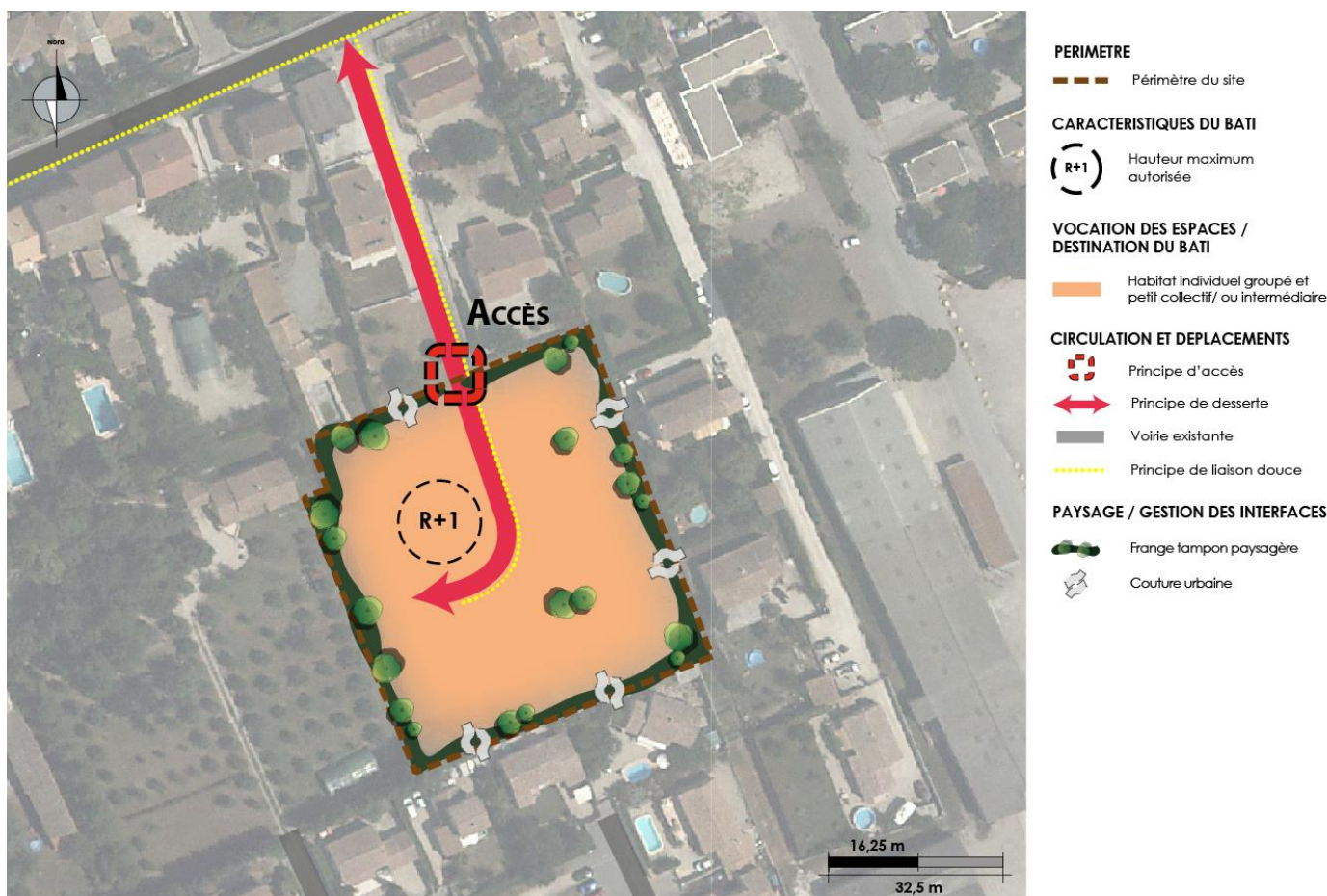
- Le PLU prévoit sur ce secteur le maintien de la zone urbanisable existante, reclassement de la zone 1NAa au POS en vigueur en zone 1AUha;
- Une Orientation d'Aménagement et de Programmation sur l'ensemble du site.

Zonage du POS en vigueur



Zonage du projet de PLU révisé





Extrait OAP

INCIDENCES GÉNÉRALES : NON SIGNIFICATIVES

Au regard de la superficie du site et de l'occupation actuelle du sol, les modifications envisagées par le projet de PLU auront des incidences évaluées comme non significatives sur l'environnement. Cette ouverture à l'urbanisation s'inscrit dans une logique de continuité de l'urbanisation pour ce secteur enclavé dans la zone urbaine.

3. INCIDENCES PREVISIBLES SUR LES SITES NATURA 2000

3.1. LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE, NATURA 2000 ET LES DOCUMENTS D'URBANISME

3.1.1. UNE PRISE EN COMPTE ACCRUE DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE DOMAINE DE L'URBANISME

Les documents d'urbanisme ont une obligation générale de préservation des écosystèmes. Cela est souligné, tant dans le **Code de l'Urbanisme (art. L 121-1)**, que dans le **Code de l'Environnement (Art. L 122-1)**. La loi du 13 décembre 2000 relative à la **solidarité et au renouvellement urbain (SRU)** a profondément modifié le contenu de ces documents dans ce sens, en obligeant à réaliser un Etat Initial de l'Environnement, à évaluer les incidences et orientations du PLU sur l'environnement et à exposer la manière dont le document prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

La **loi de Grenelle II, loi portant Engagement National pour l'Environnement n° 2010-788 du 12 juillet 2010**, a élargi le champ des documents d'urbanisme en intégrant une prise en compte accrue de l'environnement pour l'ensemble des documents d'urbanisme.

3.1.2. LA PRISE EN COMPTE ET LE RESPECT DES OBJECTIFS DE CONSERVATION ASSIGNES PAR LE RESEAU EUROPEEN NATURA 2000

L'article 6.3 de la **directive Habitats** (92/43/CE du 21 mai 1992) prévoit que « tout plan (...) susceptible d'affecter (un site Natura 2000) de manière significative, individuellement ou en conjugaison avec d'autres plans et projets, fait l'objet

d'une évaluation appropriée de ses incidences sur le site eu égard aux objectifs de conservation de ce site ».

Plusieurs textes sont venus compléter cet article pour en faciliter sa mise en œuvre, que ce soit au niveau européen ou en droit français. De façon simplifiée, on citera la **Directive européenne n°2001/42/CE** du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. Elle a été transposée en droit français par l'**ordonnance n° 2004-489** du 3 juin 2004 qui a introduit dans le Code de l'Urbanisme, et le Code général des collectivités territoriales, les dispositions relatives à la procédure d'évaluation environnementale applicable aux documents d'urbanisme susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, et le décret n° 2005-608 du 27 mai 2005 qui en précise les dispositions. En complément, le décret n° 2010-365 du 9 avril 2010 est venu préciser le contexte réglementaire lié aux **études d'incidences au titre de Natura 2000**.

3.1.3. L'EVALUATION DES INCIDENCES DES DOCUMENTS D'URBANISME SUR LES SITES NATURA 2000

L'article **L414-4 du Code de l'Environnement** précise que « Lorsqu'ils sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés, les documents d'urbanisme doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site, dénommée ci-après " Evaluation des incidences Natura 2000 " :

1° Les documents de planification qui, sans autoriser par eux-mêmes la réalisation d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations, sont applicables à leur réalisation ; »

L'article R414-23 du Code de l'Environnement en précise le contenu.

« (...) Cette évaluation est proportionnée à l'importance du document ou de l'opération et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence.

I. Le dossier comprend dans tous les cas :

1° Une présentation simplifiée du document de planification, ou une description du programme, du projet, de la manifestation ou de l'intervention, accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; (...)

2° Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le document de planification, le programme, le projet, la manifestation ou l'intervention est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 ; dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, (...)

II.- Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le document de planification, le programme ou le projet, la manifestation ou l'intervention peut avoir, (...).

III.- S'il résulte de l'analyse mentionnée au II que le document de planification, ou le programme, projet, manifestation ou intervention peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation ou pendant la durée de la validité du document de planification, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables.

IV.- Lorsque, malgré les mesures prévues au III, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre :

1° La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue (...)

2° La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables (...)

3° L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, (...).

Cette évaluation des incidences Natura 2000 accompagne le dossier d'arrêt et d'approbation du document de planification. Par ailleurs, cette évaluation est jointe au dossier soumis à enquête publique.

Le présent rapport constitue l'étape préliminaire correspondant au I) 1° et 2° de l'article R414-23 du Code de l'Environnement (cité ci-dessus). Les étapes suivantes de l'évaluation des incidences sont engagées, seulement si le projet de PLU est susceptible d'affecter les sites du réseau Natura 2000.

3.2. PRESENTATION DE LA COMMUNE ET DE SON PROJET D'URBANISME

3.2.1. CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL

Le territoire et le paysage communal de Saint-Saturnin alterne entre des petites collines et des plaines agricoles, traversées par la rivière Sorgue bordée de sa ripisylve :

Le paysage de la plaine de Saint-Saturnin-lès-Avignon se compose principalement de cultures maraîchères et de vergers abrités du vent et séparés par des haies de peupliers, de cyprès et de linéaires de Cannes de Provence, entrecoupés de nombreux canaux d'irrigation.

Les milieux naturels se localisent principalement au niveau des berges de la Sorgues et des différents cours d'eau naturels ou semi-naturels ainsi que sur les petites collines calcaires à l'ouest de la commune.

Globalement, à l'échelle communale, les différents types d'habitats présents peuvent être regroupés en fonction des types physiologiques suivant :

- Les zones agricoles et les friches ;
- Les zones urbanisées ;
- Les espaces verts urbains ;
- Les milieux forestiers (pinèdes) ;
- Les milieux ouverts subnaturels (pelouses sèches et garrigues) ;
- Les zones humides (Sorgue et sa ripisylves).

Parmi ces habitats, les pelouses sèches et la ripisylve de la Sorgue présentent l'enjeu local de conservation le plus important en tant que tels ou en tant qu'habitats d'espèces à enjeu. (Réf : 1111-1441-RP-DIAG-PLU-StSaturnin-CHIAPPERO-1B).

Les Sorgues représentent un réseau complexe de cours d'eau, pour l'essentiel d'origine anthropique, défluent de la Sorgue amont, alimentée par la Fontaine de Vaucluse - l'une des plus importantes exurgences karstiques d'Europe - rejoignant l'Ouvèze et le Rhône une trentaine de kilomètres en aval.

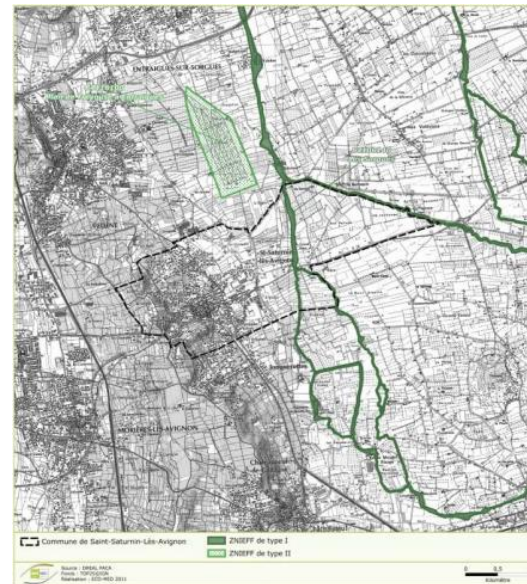
Le territoire communal dispose d'une grande richesse écologique, liée au réseau des Sorgues qui représente une exception en région méditerranéenne, véritable « îlot biologique » avec des caractéristiques qui s'apparentent davantage à un cours d'eau des régions tempérées.

1 ZNIEFF de type I et une de type II à proximité (moins d'1 km) :

- « Les sorgues » (type I) ;
- « Plan de Trévouse à Entraigues » (type II).

1 site Natura 2000 :

- « La Sorgue et l'Auzon » (Site d'Importance Communautaire)



Plan de situation des ZNIEFF



Plan de situation du Site Natura 2000

3.2.2. LA COMMUNE ET NATURA 2000

L'Europe s'est lancée, depuis 1992, dans la réalisation d'un ambitieux réseau de sites écologiques appelé Natura 2000, et ce, avec pour double objectif de préserver la diversité biologique et de valoriser le patrimoine naturel. Un maillage de sites à l'échelle européenne permet de rendre cette démarche cohérente. Ces sites sont identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales et de leurs habitats.

Les directives « Oiseaux » (1979) et « Habitats » (1992) établissent la base réglementaire du grand réseau écologique européen. Les sites désignés au titre de ces deux directives forment le réseau Natura 2000.

- **La directive « Oiseaux »** propose la conservation à long terme des espèces d'oiseaux sauvages de l'Union Européenne en ciblant 181 espèces et sous-espèces menacées qui nécessitent une attention particulière. Plus de 3000 sites ont été classés par les Etats de l'Union en tant que Zones de Protection spéciales (ZSP).

- **La directive « Habitats »** établit un cadre pour les actions communautaires de conservation d'espèces de faune et de flore sauvages ainsi que de leur habitat naturel, les espèces animales et espèces végétales présentant un intérêt communautaire et nécessitant une protection. Les Zones Spéciales de Conservation (ZSC), permettent une protection de ces habitats et espèces menacés. Les plus menacés sont qualifiés de "prioritaires".

Les habitats et espèces d'intérêt communautaire sont précisés dans les annexes de ces directives. Les sites Natura 2000 ne sont pas des "sanctuaires de la nature" d'où l'homme est exclu : dans bien des cas, au contraire, certaines activités devront être favorisées parce qu'elles sont nécessaires à la conservation des habitats ou des espèces concernés. Pour ce faire, la conservation appelle souvent une gestion partenariale. Une section particulière aux sites Natura 2000 dans le Code de l'Environnement précise le cadre général de la désignation et de la gestion des sites Natura 2000 en France (art L. 414.1 à L. 414.7 du Code de l'Environnement).

Au titre de la Directive « Habitat », la commune de Saint-Saturnin fait l'objet d'un Site d'Importance Communautaire (SIC) « La Sorgue et l'Auzon » qui concerne le réseau hydrographique sur la moitié est du territoire communal.

3.2.3. SYNTHÈSE DU PROJET DE PLU

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de Saint-Saturnin exprime les objectifs et projets de la commune en matière de développement économique et social, d'environnement et d'urbanisme à l'horizon de 10 à 20 ans et s'inscrit au cœur de quatre grandes ambitions :

- **Ambition 1 : Saint-Saturnin, pour un esprit villageois conservé :**
 - Orientation 1 : Renforcer l'attractivité du noyau villageois ;
 - Orientation 2 : Maintenir le niveau d'équipements de la commune ;

- Orientation 3 : Améliorer les déplacements au sein de la commune et vers les grands pôles urbains ;
- Orientation 4 : Renforcer la place des espaces publics sur la commune.
- **Ambition 2 : Saint-Saturnin, pour un patrimoine naturel, agricole et paysager préservé :**
 - Orientation 1 : Préserver et valoriser la plaine agricole et les collines boisées, limiter le développement de la commune au sein de l'enveloppe urbaine existante ;
 - Orientation 2 : Conserver la trame verte et bleue du territoire, préserver les espaces naturels sensibles ;
 - Orientation 3 : Préserver et valoriser les vues sur le grand paysage.
- **Ambition 3 : Saint-Saturnin, pour une dynamique économique confortée :**
 - Orientation 1 : Conforter les activités existantes ;
 - Orientation 2 : Poursuivre le développement des activités économiques chemin des roseaux ;
 - Orientation 3 : Conforter l'économie agricole.
- **Ambition 4 : Saint-Saturnin, pour un développement urbain qualitatif et cohérent :**
 - Orientation 1 : Prendre en compte les enjeux liés à l'eau, limiter l'imperméabilisation des secteurs à enjeu ;
 - Orientation 2 : Promouvoir des formes urbaines respectueuses de la morphologie existante ;
 - Orientation 3 : Assurer le développement du parc locatif social ;
 - Orientation 4 : Préserver le patrimoine urbain.
 - Orientation 5 : Renforcer la performance énergétique du territoire, limiter les émissions de gaz à effet de serre.
- **Les objectifs de modération de la consommation d'espace**
 - Privilégier la mobilisation des capacités de densification
 - Programmer des extensions urbaines mesurées
 - Limiter le développement urbain à l'enveloppe urbaine existante.

3.3. CARACTERISATION DES SITES NATURA 2000

3.3.1. DESCRIPTION DU SITE

Le site Natura 2000 FR9301578 de la Sorgue et de l'Auzon est un site d'importance communautaire (SIC) qui traverse 15 communes dont celle de Saint-Saturnin et qui s'étend sur environ 2 500 hectares.

Le site s'organise selon trois grands ensembles :

- La rivière Sorgue de l'exsurgence de Fontaine de Vaucluse à l'exutoire dans l'Ouvèze ;
- Les milieux humides associés à la rivière ;
- Le cirque de Fontaine de Vaucluse qui surplombe l'exsurgence.

La Sorgue est une rivière permanente issue de l'importante résurgence de la Fontaine de Vaucluse, exutoire d'un système aquifère très étendu développé (1200 km²) dans un modèle karstique (une des plus importantes exurgences d'Europe). La Sorgue se subdivise en plusieurs bras, formant le réseau des Sorgues.

Le site Natura 2000 comprend deux systèmes écologiques distincts :

- les milieux xerothermophiles du cirque de Fontaine de Vaucluse,
- les milieux humides (cours d'eau, annexes fluviales, prairies naturelles humides).

Avec un débit puissant, une absence de véritables étiages et des températures comprises entre 11 et 15 degrés Celsius, ce réseau représente une exception en région méditerranéenne, véritable "îlot biologique" avec des caractéristiques qui s'apparentent davantage à un cours d'eau des régions tempérées.

Ceci influence la nature de la végétation présente sur ses marges mais également la nature de la faune qui présente notamment plusieurs espèces aquatiques

endémiques ou exceptionnelles dans le contexte régional. Les ripisylves sont prématures, les mégaphorbiaies et les prairies des bords de rivières sont bien développées. La Sorgue abrite par ailleurs l'une des rares populations régionales de Lamproie de Planer.

Les Sorgues représentent un réseau complexe de cours d'eau naturels et anthropiques, dont la configuration est en grande partie l'héritage des aménagements réalisés au fil des siècles pour à la fois drainer d'anciennes zones marécageuses très étendues mais aussi pour répartir de façon optimale une ressource abondante en vue de son exploitation industrielle et agricole.

3.3.2. HABITATS

Les grands types d'habitat du site se répartissent de la façon suivante :

- 36 % de prairies humides et roselières, phragmitaies etc. ;
- 6 % de milieux secs (cirque de Fontaine) ;
- 59 % de cours d'eau, berges et ripisylves.

Sur les 2 500 ha du site, 33.74 % correspondent à des habitats inscrits à l'annexe 1 de la Directive Habitat.

Le tableau suivant présente les habitats qui ont justifié la désignation du site FR9301578 au titre de Natura 2000. Ces données proviennent du FSD (formulaire standard de données).

Liste des habitats naturels d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site FR FR9301578 « La Sorgue et l'Auzon »			
Dénomination	Code Natura 2000	Surface (ha)	Représentativité (% de la surface du SIC)
Prés-salés méditerranéens (<i>Juncetalia maritimi</i>)	1410	1.02	0.05 %
Mares temporaires méditerranéennes *	3170*	2.1	0.09 %
Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du <i>Ranunculon fluitantis</i> et du <i>Callitricho-Batrachion</i>	3260	6.1	0.3 %
Rivières avec berges vaseuses avec végétation du <i>Chenopodion rubri p.p.</i> et du <i>Bidenton p.p.</i>	3270	0.5	0.02 %
Formations stables xérothermophiles à <i>Buxus sempervirens</i> des pentes rocheuses (<i>Berberidion p.p.</i>)	5110	2.03	0.1%
Matorrals arborescents à <i>Juniperus spp.</i>	5210	12.2	0.6 %
Parcours substeppiques de graminées et annuelles du <i>Thero-Brachypodietea</i> *	6220*	8.14	0.4 %

Liste des habitats naturels d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site FR FR9301578 « La Sorgue et l'Auzon »

Dénomination	Code Natura 2000	Surface (ha)	Représentativité (% de la surface du SIC)
Prairies humides méditerranéennes à grandes herbes du <i>Molinio-Holoschoenion</i>	6420	12.2	0.6 %
Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnards à alpin	6430	0.41	0.02 %
Prairies maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>)	6510	552	21.6 %
Sources pétrifiantes avec formation de tuf (<i>Cratoneurion</i>) *	7220*	0.41	0.02 %
Eboulis ouest-méditerranéens et thermophiles	8130	1.02	0.05 %
Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique	8210	2.03	0.1%
Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (<i>Alno-Padion</i> , <i>Alnion incanae</i> , <i>Salicion albae</i>) *	91E0*	56.95	2.8 %
Forêts mixtes à <i>Quercus robur</i> , <i>Ulmus laevis</i> , <i>Ulmus minor</i> , <i>Fraxinus excelsior</i> ou <i>Fraxinus angustifolia</i> , riveraines des grands fleuves (<i>Ulmion minoris</i>)	91F0	2.03	0.1 %
Forêts galeries à <i>Salix alba</i> et <i>Populus alba</i>	92A0	176	6.89 %

*Les habitats signalés d'un astérisque sont des habitats d'intérêt communautaire prioritaire

3.3.3. ESPECES

Concernant la flore, aucune espèce de l'annexe II de la directive Habitats n'est présente dans le site Natura 2000 FR9301578 « La Sorgue et l'Auzon ».

Concernant la faune, 17 espèces inscrites à l'annexe II de la directive Habitat sont présentes sur le site de la Sorgue et de l'Auzon dont :

- 7 espèces de mammifères ;
- 5 espèces d'invertébrés ;
- 5 espèces de poisson.

Les tableaux suivants présentent les espèces d'intérêt communautaire qui ont justifié la désignation du site. Ces données proviennent du FSD.

Liste des mammifères ayant justifié la désignation du site FR9301578			
Nom français	Nom scientifique	Code Natura 2000	Évaluation de l'importance du site pour l'espèce *
Grand Rhinolophe	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	1304	C
Petit Rhinolophe	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	1303	C
Murin à oreilles échancrées	<i>Myotis emarginatus</i>	1321	C
Grand murin	<i>Myotis myotis</i>	1324	C
Petit Murin	<i>Myotis blythii</i>	1307	C
Castor d'Europe	<i>Castor fiber</i>	1337	C
Minioptère de Schreibers	<i>Miniopterus schreibersii</i>	1310	C

*Population relative : taille et densité de la population de l'espèce présente sur le site par rapport aux populations présentes sur le territoire national (en %).
C=site important pour cette espèce (inférieur à 2 %)

Liste des invertébrés ayant justifié la désignation du site FR9301578			
Nom français	Nom scientifique	Code Natura 2000	Évaluation de l'importance du site pour l'espèce *
Agrion de mercure	<u><i>Coenagrion mercuriale</i></u>	1044	D
Ecaille chinée	<u><i>Callimorpha quadripunctaria</i></u>	1078	D
Grand capricorne	<u><i>Cerambyx cerdo</i></u>	1088	D

Liste des invertébrés ayant justifié la désignation du site FR9301578			
Nom français	Nom scientifique	Code Natura 2000	Évaluation de l'importance du site pour l'espèce *
Lucarne cerf-volant	<u><i>Lucanus cervus</i></u>	1083	D
Damier de la Sucisse	<u><i>Euphydryas aurinia</i></u>	1065	D

* Population relative : taille et densité de la population de l'espèce présente sur le site par rapport aux populations présentes sur le territoire national (en %).
D=espèce présente mais non significative

Liste des poissons ayant justifié la désignation du site FR9301578			
Nom français	Nom scientifique	Code Natura 2000	Évaluation de l'importance du site pour l'espèce *
Lamproie de Planer	<u>Lampetra planeri</u>	1096	C
Toxostome	<u>Chondrostoma toxostoma</u>	1126	C
Blageon	<u>Leuciscus souffia</u>	1131	C
Bouvière	<u>Rhodeus sericeus amarus</u>	1134	B
Chabot	<u>Cottus gobio</u>	1163	C
Chabot	<u>Cottus gobio</u>	1163	C

* Population relative : taille et densité de la population de l'espèce présente sur le site par rapport aux populations présentes sur le territoire national (en %).

C=site important pour cette espèce (inférieur à 2%)

D=espèce présente mais non significative

Sur le site de la Sorgue et de l'Auzon, les espèces essentielles recensées sont :

- **LE GRAND RHINOLOPHE** : Il recherche les paysages semi-ouverts, à forte diversité d'habitats, formés de boisements de feuillus et de ripisylves, d'herbages en lisière de bois ou bordés de haies. Le pâturage est très favorable à sa reproduction. Il hiberne dans les grottes et se reproduit généralement dans les bâtiments. C'est une espèce typique des paysages d'agriculture traditionnelle en mosaïque.

Habitat d'intérêt communautaire investis par l'espèce sur le site Natura 2000 de la Sorgue et de l'Auzon : 6220*, 5210, 5110, 8130, 8210.

- **LE PETIT RHINOLOPHE** : Il fréquente des cavités aux environs de Fontaine. C'est une espèce typique des paysages d'agriculture traditionnelle en mosaïque. En région PACA, la principale cause de raréfaction vient de la disparition des réseaux de gîtes liés au bâti qu'il occupait (granges, caves, combles, bergeries...). Il est probable que le schéma soit le même dans la plaine des Sorgues en pleine expansion urbaine. Les environs de Fontaine présentent cependant des conditions relativement favorables à cette espèce.

Sa survie dépend du maintien des paysages agro-pastoraux traditionnels et d'un réseau important de gîtes peu éloignés les uns des autres (bâtiments et grottes).

Habitat d'intérêt communautaire investis par l'espèce sur le site Natura 2000 de la Sorgue et de l'Auzon : 6220*, 5210, 5110, 8130, 8210.

- **LE MURIN A OREILLES ECHANCREES** : Il apprécie les paysages morcelés, riches en habitats et en écotones ainsi que la présence du pâturage. Cette espèce est présente en amont et en aval des Sorgues. Il est fort probable qu'elle se reproduise sur le site.

Elle est la seule espèce de l'Annexe II présente sur le site dont on connaît une colonie de reproduction importante à proximité immédiate (colonie de Sarrians).

Habitat d'intérêt communautaire investis par l'espèce sur le site Natura 2000 de la Sorgue et de l'Auzon : 6220*, 5210, 5110, 8130, 8210.



- **LE GRAND MURIN** : Cette espèce semble bien présente en aval des Sorgues dans les rares bâtiments inoccupés qui jalonnent la rivière. Ces bâtiments sont tous des anciennes usines désaffectées en cours de restauration. Les gîtes de cette espèce sur le site semblent donc menacés à très court terme (usine de St Albergaty en cours de démolition, ancienne usine de Trévouse et de Valobre en voie de restructuration avec travaux de rénovation en cours).

Habitat d'intérêt communautaire investis par l'espèce sur le site Natura 2000 de la Sorgue et de l'Auzon : 6220*, 5210, 5110, 8130, 8210.

- **LE PETIT MURIN** : On ne dispose pas de suffisamment d'informations pour émettre des hypothèses sur le statut de cette espèce sur le site. Cependant, un important regroupement de cette espèce a été observé en hibernation dans une grotte du Ventoux (environ 600 individus). Il est donc possible que l'espèce fréquente le site.

Habitat d'intérêt communautaire investis par l'espèce sur le site Natura 2000 de la Sorgue et de l'Auzon : 6220*, 5210, 5110, 8130, 8210.

- **LE MINIOPTERE DE SCHREIBERS** : C'est une espèce grégaire strictement cavernicole et méditerranéenne qui occupe un réseau limité de cavité. Les terrains de chasse identifiés sont : les lisères, les zones forestières (chênaies, aulnaies) et quelques milieux ouverts (pâturages, vergers, haies, parcs et jardins).

Habitat d'intérêt communautaire investis par l'espèce sur le site Natura 2000 de la Sorgue et de l'Auzon : 6510, 6420, 8210, 91E0, 92A0.

- **LE CASTOR D'EUROPE** : Sur le site, les Castors sont présents sur la quasi-totalité du réseau des Sorgues. La population n'a pas été estimée mais l'importance des indices relevés atteste du maintien d'effectifs importants sur le réseau. L'habitation favorite du Castor des Sorgues est un terrier creusé dans la berge.

Habitat d'intérêt communautaire investis par l'espèce sur le site Natura 2000 de la Sorgue et de l'Auzon : 91E0, 92A0, 91F0, 3260.

- **LE CHABOT** : Sur le site, l'espèce est bien représentée et ne présente pas de risque important de disparition de sa population.

Habitat d'intérêt communautaire investis par l'espèce sur le site Natura 2000 de la Sorgue et de l'Auzon : 3260.

- **LA LAMPROIE DE PLANER** : Les effectifs et l'état de la population de Lamproie de planer des Sorgues sont mal connus.

Habitat d'intérêt communautaire investis par l'espèce sur le site Natura 2000 de la Sorgue et de l'Auzon : 3260, 3270.

- **LE TOXOSTOME** : Les effectifs et l'état de la population de Toxostome des Sorgues sont mal connus.

Habitat d'intérêt communautaire investis par l'espèce sur le site Natura 2000 de la Sorgue et de l'Auzon : 3260, 3270.

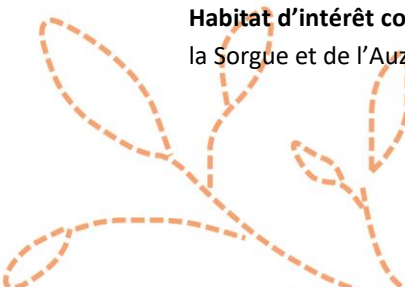
- **LE BLAGÉON** : L'espèce est assez bien représentée dans le bassin des Sorgues et ne semble pas menacée en l'état actuel de la qualité du milieu.

Habitat d'intérêt communautaire investis par l'espèce sur le site Natura 2000 de la Sorgue et de l'Auzon : 3260.

3.3.4. VULNERABILITE

Par sa nature d'hydrosystème, le réseau des Sorgues est directement influencé par les activités situées dans son bassin versant ; il se situe en outre en contexte périurbain. Aussi il cumule :

- Une forte pression d'urbanisation (habitat, assainissement, loisirs, industries);
- Une forte progression du prix du foncier et ses conséquences en termes de concurrence d'activités pour l'occupation du sol;
- Une déprise agricole très marquée avec difficultés d'accès au foncier pour les installations;



- Une modification et une intensification des pratiques agricoles (fragmentation des zones d'habitats prairiaux, utilisation de phytosanitaires, défrichage de la forêt alluviale pour gagner en surface);
- Une forte pression sur les milieux naturels des activités de loisirs (du fait de la population résidente et touristique).

Le maintien des interventions humaines garantes de la fonctionnalité de l'hydrosystème est un enjeu primordial pour le site (entretien des ouvrages hydrauliques, fauche et pâturage des prairies).

3.4. EVALUATION DES INCIDENCES DU PLU SUR LES SITES NATURA 2000

3.4.1. MAINTIEN A VOCATION NATURELLE OU AGRICOLE DE L'ENSEMBLE DU SITE NATURA 2000 : INCIDENCES DIRECTES NEUTRES

La commune définit comme orientation majeur dans son projet d'aménagement et de développement durable (PADD) : « Conserver la trame verte et bleue du territoire, préserver les espaces naturels sensibles ».

Ainsi, le PLU n'engendre pas d'incidences directes sur le site Natura 2000 de la Sorgue et de l'Auzon car :

- Ne prévoit aucun projet d'aménagement au sein du site Natura 2000 ;
- Prévoit le maintien de 325,6 ha de zone agricole (zone NC au POS devenue A au PLU) dont notamment l'ensemble de la plaine avec une limite d'urbanisation définie par le canal de Vaucluse.
- Prévoit le maintien de 21,4 ha de zone naturelle (zone ND au POS devenue N au PLU) dont l'ensemble de la zone de fonctionnalité des Sorgues qui est conservé sans nouveau projet même « touristique » à proximité pouvant potentiellement impacter les espèces et les habitats (impacts directs ou indirects dont nuisances sonores, piétinement, arrachage, ...).
- Prévoit la conservation des Espaces Boisés Classés existant avec un ajustement au regard de l'occupation réel du sol (notamment l'extension de l'EBC lorsque la ripisylve s'est épaissie).



3.4.2. RENFORCEMENT DES PROTECTIONS EN BORDS DE SORGUES : INCIDENCES DIRECTES POSITIVES AU REGARD DU PLU EN VIGUEUR

Le PLU engendre des incidences POSITIVE sur le site Natura 2000 de la Sorgue et de l'Auzon car :

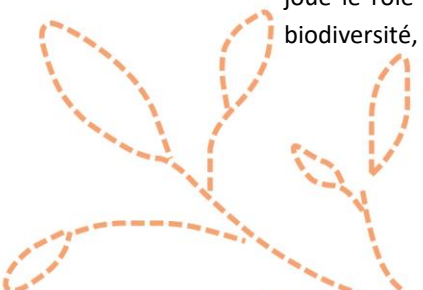
- L'ensemble du linéaire du cours d'eau de la Sorgue et de ses ripisylves, classé en zone NCi au POS, a été reclassé en zone Nco au PLU, afin d'assurer une préservation plus forte qu'en zone N classique. En effet, dans cette zone seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement ». L'utilisation de cet outil suit les recommandations du Syndicat des Sorgues, avec un objectif de préservation du cours d'eau et de ses abords immédiats (qui participe à la fonctionnalité du réservoir de biodiversité et du corridor écologique de la trame bleue) sur une bande tampon de 25 mètres où les potentiels impacts liés aux aménagements sont fortement limités par ce classement en Nco ;
- Les abords des espaces de fonctionnalités du cours d'eau, classés NC et NCi au POS, sont reclassés sur une bande de 125 m en zone Aco, afin d'assurer une préservation plus forte qu'en zone A classique. En zone Aco sont interdites toutes occupations et utilisation du sol sauf les travaux liés à la gestion, conservation et protection des milieux naturels, les travaux d'extension nécessaires aux exploitations agricoles ou encore les constructions nécessaires au service public. L'utilisation de cet outil suit les recommandations du Syndicat des Sorgues, avec un objectif de préservation du cœur de nature bordant le réservoir de biodiversité, qui joue le rôle d'espace tampon assurant la protection des réservoirs de biodiversité, pouvant intégrer les zones vitales de certaines espèces. Le

classement en Aco permet de limiter les potentiels impacts liés aux aménagements en encadrant plus fortement qu'en A la constructibilité.

- Prévoit l'identification d'EBC sur les linéaires qui en sont dépourvus, afin de favoriser la reconstitution de la ripisylve.

De plus, l'ensemble des zones de projet de la commune n'ont pas d'incidences directes sur le site Natura 2000 car les deux zones d'ouverture à l'urbanisation sont situées en dehors du site Natura 2000.

Secteurs	Surface (ha)	Distance au site Natura 2000 de la Sorgue et de l'Auzon
Bord du canal (à l'est de la commune)	1,4	770 m



3.4.3. MAINTIEN DE ZONES D'OUVERTURE A L'URBANISATION : INCIDENCES INDIRECTE NON SIGNIFICATIVES

Le maintien de zones d'ouverture à l'urbanisation concerne 5 sites dont :

- Une zone classée 1NAa au POS devenue AUha au PLU ;
- Une zone classée NBa devenue AUhb au PLU ;
- Une zone classée NBa devenue 2AU ;
- Une zone classée 2NA au POS devenue U ;
- Une zone classée 1NAb devenue 2AU.

Le maintien de ces zones urbanisables n'a pas d'incidences significatives sur le site Natura 2000 de la Sorgue et de l'Auzon car :

- Les secteurs ne se situent pas dans l'espace de fonctionnalité de la Sorgue ;
- Les secteurs ne sont pas composés d'habitats d'intérêt communautaire ;
- Les secteurs ne comprennent pas d'habitats nécessaires aux espèces d'intérêt communautaire ;
- La limite d'urbanisation de canal de Vaucluse est maintenue, assurant la préservation de l'interface agricole entre le canal et la Sorgue (distance d'environ 650 mètres entre les deux cours d'eau).

3.4.4. NOUVELLES ZONES D'OUVERTURE A L'URBANISATION : INCIDENCES INDIRECTES NON SIGNIFICATIVES

Les ouvertures à l'urbanisation sont des secteurs d'expansion de la ville sur son environnement naturel ou agricoles, susceptibles d'avoir des incidences importantes, notamment en termes de consommation d'espaces, d'artificialisation des sols, de modifications des paysages.

Il s'agit des zones naturelles (ND) ou agricoles (NC) qui deviennent urbanisables et urbanisées dans le PLU.

Sur le territoire de Saint-Saturnin-lès-Avignon, les extensions de l'urbanisation concernent :

- 1,4 ha de zone agricole NC non encore artificialisée reclassés en zone AU (site du Bord du canal).

Au total 1,4 ha de zones agricoles et naturelles reclassées en zones AU (à urbaniser) et U (urbanisées).

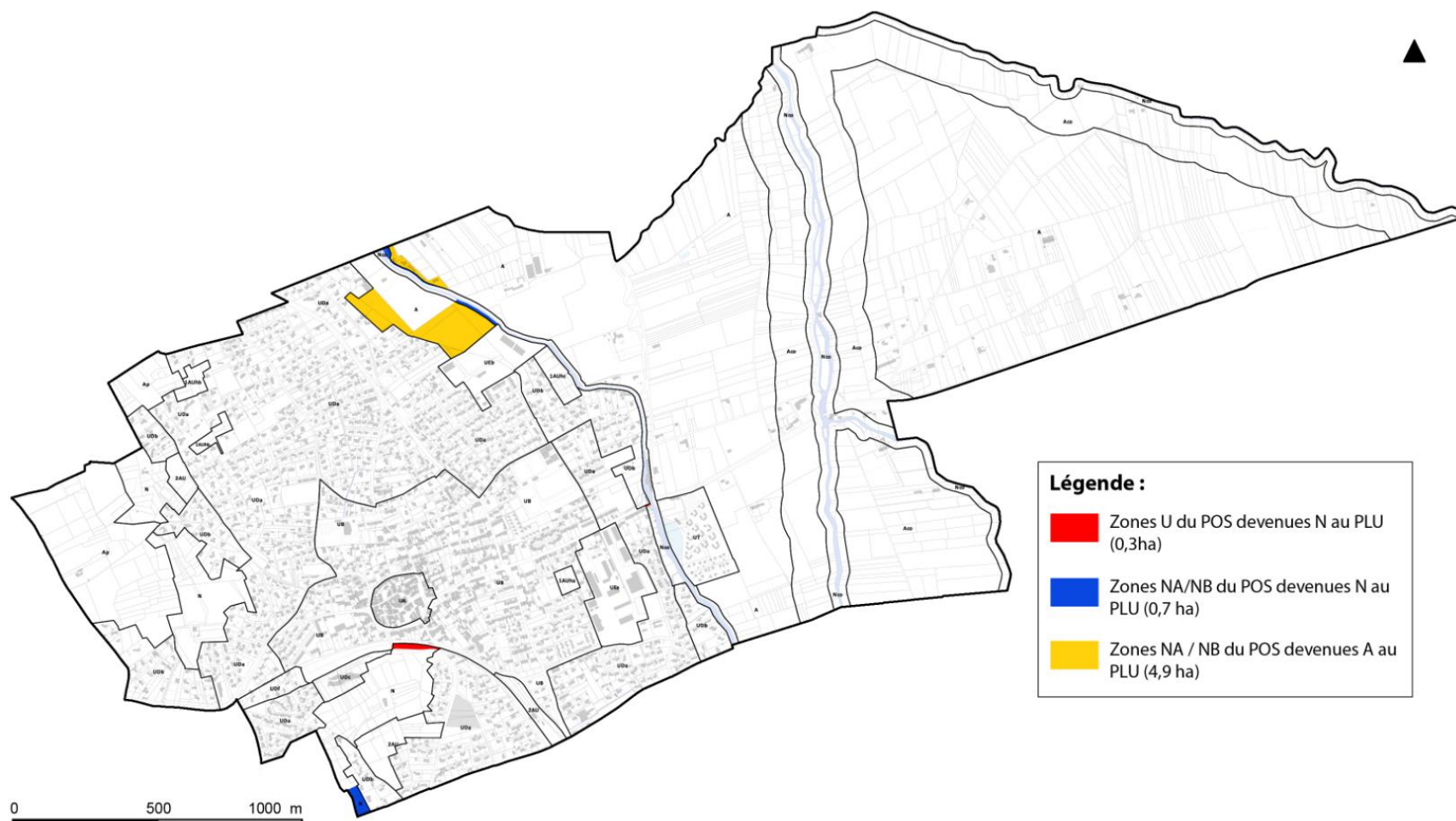
Cf. détail carte page suivante

Zones d'extensions à l'urbanisation entraînant des pertes en zones agricoles et naturelles



Cette perte sera compensée par un reclassement de 5.9 ha d'anciennes zones urbanisées et urbanisables en zones agricoles A et naturelles N soit une compensation à plus de 400 %.

Zones de compensation des pertes de zones agricoles et naturelles



Concernant le **site du Bord du canal**, les données du bureau d'étude ECO-MED montrent également que les habitats présents sur le site ne sont pas d'intérêt communautaire et ne présente pas d'enjeu particulier (ni même pour la conservation des espèces associées).

Habitat	Descriptif	Enjeu
Champ cultivé	Parcelles occupées par des champs cultivés	Faible
Haie	Haies monospécifiques de cyprès ou mixtes de feuillus	Faible
Végétation mésohygrophile	Ceinture de végétation riveraine à base de Canne de Provence, roselière, laïches, etc. en grande partie dégradée	Faible
Bosquet d'arbres	Bosquet mixte d'arbres (oliviers, peupliers, aubépines, chênes verts, etc.)	Faible
Terrain en friche	Groupements d'espèces annuelles, caractérisant les stations abandonnées par l'agriculture	Faible
Zone rudérale	Zone remaniée voire terrassée quasiment dépourvue de végétation	Très faible à nul
Zone aménagée et habitation	Zone occupée par des installations ou des habitations et jardins privés	Très faible à nul



Ainsi, le PLU n'engendre pas d'incidences indirectes sur le site Natura 2000 de la Sorgue et de l'Auzon car :

- Les projets d'ouverture à l'urbanisation ne présente pas d'habitats d'intérêt communautaire ni d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire identifiées sur le site Natura 2000 de la Sorgue et de l'Auzon ;
- Les projets d'ouverture à l'urbanisation se maintiennent à l'Ouest du canal du Vaucluse, limite nette d'urbanisation, à plus de 600 m de la Sorgue ;
- Les projets d'ouverture à l'urbanisation ne concernent pas des activités polluantes pouvant impacter indirectement le site Natura 2000 ;
- Les projets d'ouverture à l'urbanisation n'ont pas vocation à augmenter de façon significatives les nuisances sonores ;
- Les ripisylves potentiellement utilisées par les espèces d'intérêt communautaires de la Sorgue sont conservées avec une protection renforcée par un classement en EBC en zone agricole et au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme qui prévoit que « le règlement du PLU peut identifier et localiser les éléments du paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs écologiques, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. »

De plus, les enjeux de vulnérabilité du site Natura 2000 de la Sorgue et de l'Auzon sont pris en compte dans le PLU :

- Une forte pression d'urbanisation (habitat, assainissement, loisirs, industries)
 - Prise en compte dans le PLU : pas d'urbanisation ni de projet prévus au sein de la plaine des Sorgues

- Une forte progression du prix du foncier et ses conséquences en termes de concurrence d'activités pour l'occupation du sol
 - Prise en compte dans le PLU : pas d'urbanisation ni de projet prévus au sein de la plaine des Sorgues
- Une déprise agricole très marquée avec difficultés d'accès au foncier pour les installations
 - Prise en compte dans le PLU : maintien du potentiel agricole par le classement en zone A des zones NC du POS
- Une modification et une intensification des pratiques agricoles (fragmentation des zones d'habitats prairiaux, utilisation de phytosanitaires, défrichage de la forêt alluviale pour gagner en surface)
 - Prise en compte dans le PLU : le règlement proscriit tout abattage, dessouchage et arrachage des arbres remarquables et des alignements d'arbres inscrit au plan de zonage. Le PLU maintien et élargit les EBC.
- Une forte pression sur les milieux naturels des activités de loisirs (du fait de la population résidente et touristique).
 - Prise en compte dans le PLU : Aucun nouveau projet prévus dans le PLU

Le maintien des interventions humaines garantes de la fonctionnalité de l'hydrosystème est un enjeu primordial pour le site (entretien des ouvrages hydrauliques, fauche et pâturage des prairies).



4. ANALYSE DES INCIDENCES CUMULATIVES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

4.1. RAPPEL DES PRINCIPAUX PROJETS

Les sept principaux secteurs de projet sont les suivants :

- 1 - Secteur « Chemin des Roseaux »
- 2 - Secteur Bord de canal
- 3 - Secteur du Lavoir
- 4 – Secteur du Puy
- 5 – Secteur des Bellys
- 6 – Secteur des Hermas
- 7 – Secteur des Aubépines



4.2. INCIDENCES CUMULEES SUR L'ASSAINISSEMENT, L'EAU POTABLE ET LA CAPACITE DES EQUIPEMENTS

Pour l'eau potable ; au regard de la capacité de production des captages, le PLU n'engendre pas de pression significative sur la ressource.

Pour la gestion des eaux usées le SITTEU indique qu'à l'horizon 2025, il peut être envisagé sur la commune de St Saturnin le raccordement de 1500 habitants supplémentaires à la station. La croissance démographique d'ici 2026 étant évaluée à 700 habitants, la station présente donc une capacité suffisante pour accueillir le développement projeté.

4.3. INCIDENCES CUMULEES SUR LA CONSOMMATION D'ESPACES

Rappel des perspectives d'évolution en l'absence de révision du POS : scénario « au fil de l'eau »

- Consommation d'espaces agricoles modérée depuis lors des 12 dernières années (2001-2013) : 28 hectares, ce qui correspond à un rythme de disparition annuelle de surfaces agricoles équivalent à 2,3 ha.
- En cas de poursuite de cette tendance, une vingtaine d'hectares pourraient être artificialisée ces 10 prochaines années.



Le plu prévoit à l'horizon des dix prochaines années, le PLU consommera :

- 6,5 hectares de parcelles naturelles des espaces agricoles et naturels du PLU au sein du tissu urbanisé existant;
- 4,5 hectares de parcelles naturelles et agricoles en extension urbaine

Au total 11 ha de consommation de terres naturelles et agricoles du PLU à horizon 2027, soit une consommation de 1,1 ha/an. **Ceci correspond à une réduction de 50% de la consommation passée** (25,5 ha consommés entre 2001 et 2013, soit 2,1 hectares par an).

4.4. INCIDENCES CUMULEES SUR LES MILIEUX NATURELS, LA TRAME VERTE ET BLEUE

Le PLU a une incidence globale positive sur la trame verte et bleue

➤ **Incidence positive du PLU : Maintien et renforcement d'une protection des réservoirs de biodiversité, composantes de la trame verte et bleue**

Ainsi, le PLU :

- **Assure le maintien de la majorité des zones naturelles du POS situées au sein des réservoirs de biodiversité** identifiés dans l'état initial de l'environnement ; réservoirs de biodiversité de la trame bleue, également d'intérêt régional :
 - La Sorgue et ses ripisylves, par :
 - Un classement en zone naturelle N ;
 - Le maintien et le renforcement du classement des ripisylves au titre des Espaces Boisés Classés, assurant leur protection sur le long terme.
 - Le canal de Vaucluse, par :
 - Un classement en zone naturelle N ;

- Le maintien et le renforcement du classement des ripisylves au titre des Espaces Boisés Classés, pour les parties en zones naturelles et agricoles, assurant leur protection sur le long terme ;
- Le maintien et le renforcement du classement des ripisylves au titre du L151-23 du Code de l'Urbanisme, en zone urbaine, assurant leur protection sur le long terme mais également leur gestion nécessaire.

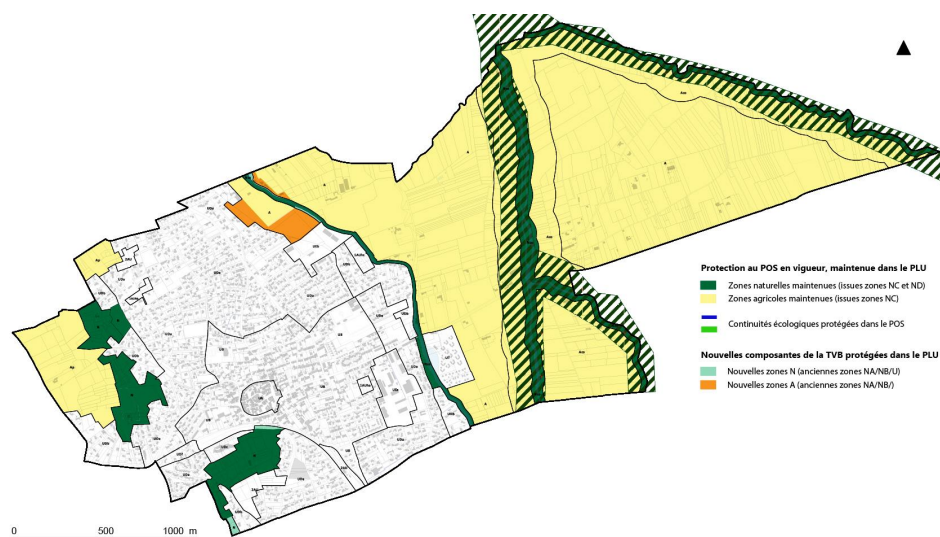
- Les collines de la Graille et du Puy, par un classement en zone naturelle N.

- **Renforce la protection des bras des Sorgues et de leurs abords, site Natura 2000** par un classement en zone naturelle N indicé Nco, d'intérêt écologique où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement » .
- **Assure le maintien de la majorité des zones NC situées aux abords et au sein des réservoirs de biodiversité de la Sorgue**, zone « tampon » et renforce leur protection :
 - Classement en zone naturelle N indicé Nco avec une bande d'inconstructibilité de 25 m de part et d'autres des berges où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement » ;
 - Classement en zone agricole indicé Aco au-delà des 25 m de la zone Nco, et ceci sur une bande de 125 m, puis entre les deux



bras des Sorgues au sud-est de la commune, où la constructibilité y est plus limitée qu'en simple zone « A » ;

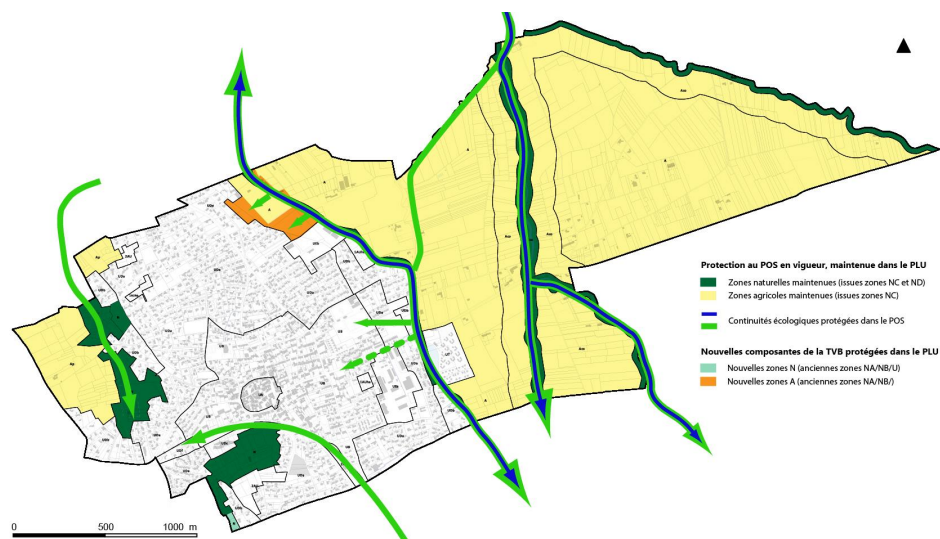
- **Renforce la protection du canal de Vaucluse** par un classement en zone naturelle N indicé Nco avec une bande d'inconstructibilité de 10 m de part et d'autres des berges où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement » ;



7 Incidence positive du PLU : protection et renforcement des continuités écologiques, composantes de la trame verte et bleue

Au regard du POS, le PLU assure :

- La préservation des continuums écologiques aquatiques liés aux Sorgues déjà totalement préservés au POS. Le PLU prévoit un classement des Sorgues en Nco avec une inconstructibilité sur dans une bande de 25 m de part et d'autres du cours d'eau (sauf pour services techniques, et aménagements légers liés à la gestion des Sorgues sous conditions) et par un zonage en Aco (en continuité des Nco, bande de 125 m) où la constructibilité est limitée. Il prévoit également un classement des boisements des ripisylves en Espaces Boisés Classés ;
- La préservation des continuums écologiques aquatiques liés au canal de Vaucluse déjà totalement préservés au POS. Le PLU prévoit un classement du canal en Nco avec une inconstructibilité sur une bande de 10 m de part et d'autres du canal (sauf pour services techniques, et aménagements légers liés à la gestion des Sorgues sous conditions). Le PLU prévoit également un classement des ripisylves en Espaces Boisés Classés (EBC) en zone agricole et naturelle, et au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme dans les zones urbaines pour les protéger « Les parties de jardins bordant les cours d'eau et concernées par le zonage sont à maintenir non imperméabilisées. Toutes nouvelles construction, extensions et aménagements d'annexes autre que abris légers doivent se faire en dehors du périmètre identifié au titre du L.151-23 du CU. ». De plus, le PLU prévoit également le reclassement d'une partie du secteur de Gromelle en zone agricole A au bord du canal.
- La préservation des continuums écologiques terrestres liés aux collines de la Graille, de Piécaous et du Puy. Le PLU assure la protection de ce zonage avec quelques parties classées en Espaces Boisés Classés (EBC).



Pas d'incidences significative sur le réseau Natura 2000

Aucune incidence notable sur une espèce ou un habitat naturel d'intérêt communautaire n'est significatif. L'incidence globale du projet de PLU de la commune de Saint Saturnin sur la Zone Spéciale de Conservation FR9301578 de « La Sorgue et de l'Auzon », ainsi que sur l'ensemble des sites Natura 2000 situés à proximité du territoire communal est évaluée comme non significative.

4.5. INCIDENCES CUMULEES SUR LE PAYSAGE

Chaque site est indépendant des uns des autres, ainsi il n'y a pas de covisibilités des secteurs de projets les uns par rapport aux autres.

La colline de la Graille/Piécaou offre une visibilité sur les projets du Lavoir et de Gromelle dans le champ de perception lointaine.

L'aménagement de ces sites n'engendre pas d'incidences cumulées sur le paysage. En effet :

- Ces sites intègre le paysage urbain, sans dépassement du canal de Vaucluse : ils ne modifient pas de façon significative la perception paysagère de l'enveloppe urbaine.
- Leur superficie reste réduite et leur éloignement relativement important de la colline, limitant ainsi leur perception lointaine, avec les bâtiments proches qui jouent le rôle de barrières visuelles.
- Le règlement des zones qui encadre les hauteurs de façon cohérente avec l'environnement urbain.

Le site du Puy n'est pas visible depuis les autres secteurs de la commune. Il n'existe donc pas d'incidences cumulées.



4.6. INCIDENCES CUMULEES SUR LES NUISANCES ET RISQUES ENGENDRES

Une augmentation de l'imperméabilisation dans les zones d'aléa inondation ou ruissellement, toutefois ces risques sont pris en compte dans le PLU.

Cependant, le PLU prévoit un reclassement de **5,9 ha** d'anciennes zones urbanisées et urbanisables en zone agricole A et naturelle N, et une réduction globale de 50% du potentiel de consommation d'espace au regard des dix dernières années.

Ainsi, il y a une réduction globale des tendances d'imperméabilisation.

4.7. INCIDENCES CUMULEES SUR LES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

Le projet de PLU, par l'augmentation de la croissance démographique, engendrera nécessairement une augmentation des émissions de gaz à effet de serre sur le court/moyen terme.

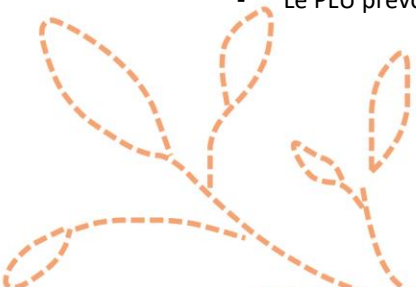
Toutefois, il prend en compte les objectifs de réduction de la tendance :

- Les extensions urbaines sont en continuités immédiates de l'enveloppe urbaine ou en dents creuses, dans un souci de favoriser la proximité avec le pôle de commerces et service qu'est le centre ancien. Le projet de PLU favorise ainsi l'utilisation de modes doux.
- Chaque projet bénéficie des préconisations d'utilisation d'énergies renouvelables dans futures opérations.
- Le PLU prévoit une valorisation de la gare et ses abords.

- Le PLU ne prévoit pas d'accueil de nouvelle activité fortement polluantes.

Ainsi, le PLU va dans le sens d'une augmentation modérée des émissions de gaz à effet de serre.

Le PLU a une incidence globale (cumulée) non significative.



INDICATEURS DE SUIVI DES RESULTATS



Les résultats de la mise en œuvre du PLU devront faire l'objet d'une analyse, dans un délai de 6 ans au plus tard après son approbation. En effet, tout projet de territoire durable doit apporter une amélioration de la situation initiale au regard des finalités du développement durable.

Pour cela, il est nécessaire de définir des indicateurs **permettant d'apprécier les incidences du PLU et l'avancée des progrès par rapport aux objectifs fixés dans le PADD**. Le suivi de ces indicateurs doit permettre d'adapter au besoin le règlement et le zonage du PLU afin de remédier à des difficultés rencontrées dans l'application des objectifs du PLU.

Un indicateur se définit comme « un facteur ou une variable, de nature quantitative ou qualitative, qui constitue un moyen simple et fiable de mesurer et d'informer des changements liés à une intervention, ou d'aider à apprécier la performance d'un acteur de développement » (définition de l'OCDE, glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et à la gestion axée sur les résultats, 2002).

Les indicateurs choisis pour la commune ont été déterminés selon leur pertinence, leur fiabilité et la facilité d'accès des données et de leur calcul. Pour chaque indicateur, la source de la donnée est indiquée pour faciliter sa collecte et sa mise à jour ultérieure.

Les indicateurs sont définis par ambitions du PADD. Ils seront à actualiser tous les 6 ans.



1.INDICATEURS RELATIFS AUX OBJECTIFS EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT ET D'URBANISME

1.1. INDICATEURS AMBITION 1 : SAINT-SATURNIN, POUR UN ESPRIT VILLAGEOIS CONSERVE

Indicateurs	Type de données	Source
Orientation 1 : Renforcer l'attractivité du noyau villageois		
1.1 – Maintenir l'activité économique du noyau villageois		
Evolution du nombre de commerces et services de proximité du noyau villageois.	Nombre	Commune
Nombre de commerces de proximité fermés et non remplacés.	Nombre	Commune
Nombre de nouveaux commerces de proximité.	Nombre	Commune
1.2 – Développer un centre de vie élargi, dynamique et attractif		
Développement privilégié effectif dans le centre élargi (identifié dans le PADD) pour le commerce et l'habitat.	Oui/non	Commune
Part des nouvelles constructions au sein de cette zone.	%	Commune
1.3 – Privilégier l'implantation des commerces et services le long des axes		
Respect de l'implantation de nouveaux commerces dans le centre élargi et le long des deux axes D6 et D28.	Oui/non	Commune
Création de nouveaux commerces et services dans le centre élargi et le long des axes D6 et D28.	Oui/non Nombre	Commune
Orientation 2 : Maintenir le niveau d'équipement de la commune		
2.1 – Conforter les pôles d'équipements existants		
Maintien effectif des équipements de la commune (salle des fêtes, terrains sportifs, maison de retraite, gare...) ;	Oui/non	Commune
2.2– Maintenir les équipements scolaires		

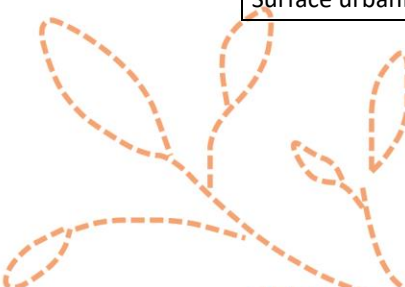
Maintien effectif des trois établissements scolaires existants.	Oui/non	Commune
2.3– Préserver le potentiel de développement à long terme du site de la gare		
Préservation effective du potentiel de développement à moyen et long terme du site de la gare.	Oui/non	Commune
Orientation 3 : Améliorer les déplacements au sein de la commune et vers les grands pôles urbains		
3.1 – Développer les liaisons piétonnes		
Aménagement effectif de trottoirs (ER n°11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 30).	Oui/non	Commune
3.2 – Sécuriser et embellir les voies structurantes du village		
Amélioration effective de la qualité paysagère et sécurisation effective : <ul style="list-style-type: none"> - De la route de Vedène/ avenue du Mistral ; - De l'avenue de la Rétanque, route de Pernes ; - De l'avenue du Général de Gaulle ; - De l'avenue de la gare ; - De la route du Puy ; - De la route d'Avignon ; - De la route de la Source ; 	Oui/non	Commune
Réalisation effective de la sécurisation du carrefour de la Rétanque (ER n°23).	Oui/non	Commune
3.3 – Optimiser le stationnement		
Aménagement effectif de parkings au cœur des quartiers pavillonnaires. (ER n°25, 31, 32, 35, 38).	Oui/non	Commune
Nombre de places de parking créées.	Nombre	Commune
3.4 – Etudier avec le département le projet de déviation de la RD6		
Approbation du projet de déviation de la RD6.	Oui/non	Commune



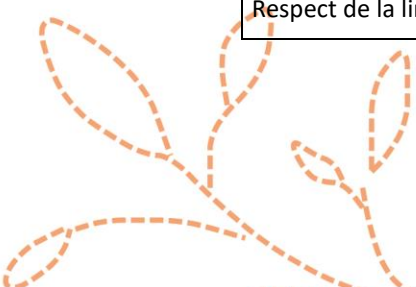
Orientation 4 : Renforcer la place des espaces publics sur la commune		
4.1 – Pérenniser les espaces publics existants		
Maintien effectif des espaces publics existants : <ul style="list-style-type: none"> - Place des cafés et places du centre-ancien ; - Place du lavoir et la pastourelle ; - Place de l'ancienne école en bas de la colline du Puy. 	Oui/non	Commune
4.2 – Créer de nouveaux espaces publics		
Aménagement effectif de nouveaux espaces publics (ER n°22, 26, 33).	Oui/non	Commune
Espaces publics créés.	Nombre	Commune
4.3 – Assurer la multifonctionnalité des sites aménagés pour la rétention des eaux pluviales		
Nombre d'espaces verts multifonctionnels réellement créés.	Nombre	Commune

1.2. INDICATEURS AMBITION 2 : SAINT-SATURNIN, POUR UN PATRIMOINE AGRICOLE ET PAYSAGER PRESERVE

Indicateurs	Type de données	Source
Orientation 1 : Préserver et valoriser la plaine agricole et les collines boisées, limiter le développement de la commune au sein de l'enveloppe urbaine existante		
1.1 – Fixer sur le long terme les limites d'urbanisation du territoire		
Respect de la limite nette d'urbanisation représentée par le canal de Vaucluse.	Oui/non	Commune
Respect de la limitation du développement urbain sur les coteaux définis dans le PADD.	Oui/non	Commune
Préservation effective de l'identité arborée du massif, (colline de la Graille, des Piécaous et du Puy) : Conservation effective des EBC.	Oui/non	Commune
Préservation effective en zone A des terres agricoles à l'Est du canal. Surface urbanisée depuis l'approbation du PLU (consommation des terres agricoles).	Oui/non %	Commune



1.2 – Permettre une densification mesurée des secteurs d’habitat		
Constructions réalisées à l’intérieur de l’enveloppe urbaine existante. Densité.	Nombre	Commune
1.3 – Inciter à la réalisation d’opérations plus denses dans le cœur villageois élargi		
Nombre de logements nouveaux créés. Densité dans les opérations.	Nombre	Commune
Orientation 2 : Conserver la trame verte et bleue du territoire, préserver les espaces naturels sensibles		
2.1 – Sauvegarder voire restaurer les Sorgues et leurs ripisylves, réservoirs de biodiversité et continuums écologiques au cœur de la plaine agricole, éléments régulateurs des inondations et de protection de la qualité des eaux		
Restauration effective d’une partie des ripisylves là où absent à l’approbation du PLU. Evolution du linéaire et de l’épaisseur de ripisylve depuis l’approbation du PLU.	Oui/non Mètres	Commune
Respect effectif des EBC	Oui/non	Commune
Respect effectif de la marge de recul pour les nouvelles constructions de la zone agricole.	Oui/non	Commune
Respect effectif des règles de la zone Nco.	Oui/non	Commune
Mise en place effective d’une bande de protection de 20 mètres dans l’OAP du Lavoir.	Oui/non	Commune
Conservation effective d’espaces verts dans les 10 mètres de recul du canal dans l’OAP « Bord du canal ».	Oui/non	Commune
2.2 – Préserver au mieux la fonctionnalité hydraulique du canal de Vaucluse		
Maintien effectif du linéaire de ripisylve.	Oui/non	Commune
Respect effectif de l’inconstructibilité en Nco.	Oui/non	Commune
Conservation effective d’une bande naturelle en bord de canal.	Oui/non	Commune
2.3 – Conserver et valoriser les massifs boisés		
Respect de la limitation de l’urbanisation au sein des espaces boisés. Respect des règles en zone naturelle N.	Oui/non	Commune



Valorisation et amélioration effective de l'accessibilité : - Chemin de randonnées des crêtes ; - Chemins d'accès depuis la zone urbaine	Oui/non	Commune
Valorisation, entretien et restauration effectif du parc de la Graille.	Oui/non	Commune
Réaménagement effectif du parc du Puy.	Oui/non	Commune
Amélioration de l'accessibilité du parc du Puy. (ER n°16, 18)	Oui/non	Commune
Agrandissement du parc du Puy. (ER n°22)	Oui/non	Commune
2.4– Aménager des itinéraires de promenade		
Mise en place effective d'itinéraires de promenade. (ER n°15, 30) Nombre d'itinéraire de promenade créés.	Oui/non Nombre	Commune
Orientation 3 : Préserver et valoriser les vues sur le grand paysage		
Respect des hauteurs des constructions depuis les routes « belvédères » de l'enveloppe urbaine.	Nombre	Commune
Préservation effective de vues sur le Mont Ventoux et les monts de Vaucluse depuis les espaces ouverts de la colline du Puy, dans le cadre de l'aménagement de la zone 2AU.	Oui/non	Commune
Maintien effectif des ouvertures visuelles le long de la route de Vedène.	Oui/non	Commune
Préservation effective des percées visuelles sur le canal de Vaucluse depuis la route de Pernes.	Oui/non	Commune
Aménagement de nouveaux espaces publics le long du canal de Vaucluse, protection effective d'une bande de 20 mètres de l'espace boisé en bord de canal de Vaucluse, sur l'OAP de du lavoir.	Oui/non	Commune
Respect des périmètres des ripisylves et de leurs abords définis dans le règlement.	Oui/non	Commune



1.3. INDICATEURS AMBITION 3 : SAINT-SATURNIN, POUR UNE DYNAMIQUE ECONOMIQUE CONFORTEE

Indicateurs	Type de données	Source
Orientation 1 : Conforter les activités existantes		
1.1 – Pérenniser et renforcer l'économie de proximité du cœur villageois		
Maintien effectif des rez-de-chaussée commerciaux dans le cœur villageois.	Oui/non	Commune
Evolution du nombre de commerces et services de proximité du centre-ville.	Oui/non	Commune
Nombre de commerces fermés et non remplacés.	Nombre	Commune
Nombre de nouveaux commerces de proximité.	Nombre	Commune
1.2 – Maintenir et qualifier la zone d'activités des Près de Jonquières		
Maintien effectif de la zone d'activité des Près de Jonquières.	Oui/non	Commune
Réalisation effective de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation du secteur : aménagement d'une frange tampon paysagère et des accès/abords de la voirie.	Oui/non	Commune
Orientation 2 : Poursuivre le développement des activités économiques chemin des Roseaux		
Maintien effectif de la vocation agricole du Nord du site.	Oui/non	Commune
Respect de l'implantation des nouvelles activités économiques à proximité immédiate de celles existantes.	Oui/non	Commune
Evolution du nombre de nouvelles activités économiques implantées.	Nombre	Commune
Orientation 3 : Conforter l'économie agricole		
3.1 – Préserver le potentiel agricole de la plaine du Comtat		
Maintien effectif du foncier agricole de la plaine agricole : Part de surface urbanisée (consommation d'espace).	Oui/non %	Commune
Respect des règles de constructibilité de la zone.	Oui/non	Commune

Nombre de constructions de type « cabanes » sur la zone.	Nombre	Commune
Nombre de nouveaux forages privés creusés.	Nombre	Commune
3.2 – Pérenniser le potentiel agricole des coteaux de la vallée Rhodanienne		
Respect de la limitation de l'urbanisation sur les coteaux des versants Ouest.	Oui/non	Commune
3.3 – Conserver le potentiel agricole en limite de l'enveloppe urbaine : potentiel viticole sur les coteaux		
Maintien effectif de la vocation agricole du secteur du chemin de Bel Air/chemin des Belly. Respect du zonage en Ap.	Oui/non	Commune
3.4 – Maintenir en zone agricole le Nord de Gromelle		
Maintien effectif de la vocation agricole de la zone Nord du secteur de Gromelle. Part de la surface imperméabilisée de la zone.	Oui/non %	Commune

1.4. INDICATEURS AMBITION 4 : SAINT-SATURNIN, POUR UN DEVELOPPEMENT URBAIN QUALITATIF ET COHERENT

Indicateurs	Type de données	Source
Orientation 1 : Prendre en compte les enjeux liés à l'eau – limiter l'imperméabilisation des secteurs à enjeu		
Respect de la limitation de l'urbanisation sur les collines naturelles.	Oui/non	Commune
Respect des règles en Nco et Aco. Nombre d'espaces verts publics.	Oui/non Nombre	Commune
Pérennisation effective des ripisylves existantes.	Oui/non	Commune
Aménagement effectif d'équipements de rétention des eaux pluviales de type bassins de rétention, fossés pluviaux... (ER n°27). Nombre d'équipement créés.	Oui/non Nombre	Commune
Respect des règles d'inondabilité.	Oui/non	Commune



Orientation 2 : Promouvoir des formes urbaines respectueuses de la morphologie existante		
Respect de l'identité architecturale du caractère villageois pour les nouvelles constructions.	Oui/non	Commune
Densité moyenne réalisée pour les nouvelles constructions.	Nombre	Commune
Offre d'habitations individuelles pures. Part de l'offre d'habitat individuel pur sur le site du Lavoir.	Nombre %	Commune
Offre d'habitations individuelles groupées. Part de l'offre d'habitat individuel groupé sur le site du Lavoir.	Nombre %	Commune
Offre d'habitations du type petit collectif. Part de l'offre d'habitat du type petit collectif sur le site du Lavoir.	Nombre %	Commune
Offre d'habitations individuelles groupées. Part de l'offre d'habitat individuel groupé sur le site du Bord du canal.	Nombre %	Commune
Offre d'habitations du type petit collectif. Part de l'offre d'habitat du type petit collectif sur le site du Bord du canal.	Nombre %	Commune
Offre d'habitations individuelles pures. Part de l'offre d'habitat individuel pur sur le site du Bord du canal.	Nombre %	Commune
Offre d'habitations individuelles groupées. Part de l'offre d'habitat individuel groupé sur le site du Bord du canal.	Nombre %	Commune
Offre d'habitations individuelles pures. Part de l'offre d'habitat individuel pur sur le site des Hermas.	Nombre %	Commune
Offre d'habitations individuelles groupées. Part de l'offre d'habitat individuel groupé sur le site des Hermas.	Nombre %	Commune
Offre d'habitations individuelles groupées. Part de l'offre d'habitat individuel groupé sur le site des Aubépines.	Nombre %	Commune
Offre d'habitations de type collectif. Part de l'offre d'habitat collectif sur le site des Aubépines.	Nombre %	Commune
Offre d'habitations de type T2 et T3. Part de l'offre de ces typologies d'habitat.	Nombre %	Commune
Orientation 3 : Assurer le développement du parc locatif social		

Nombre de logements locatifs sociaux réellement créés, au regard des 220 prévus au PADD.	Nombre	Commune
Part de logements sociaux dans la production neuve.	%	
Nombre de logements en accession créés.	Nombre	Commune
Orientation 4 : Préserver le patrimoine urbain		
4.1 – Préserver et valoriser l'identité urbaine du centre ancien et de ses quartiers proches		
Conservation effective de l'identité urbaine et le caractère villageois (hauteur R+1/R+2, mitoyenneté, alignement des façades) du noyau historique.	Oui/non	Commune
Pérennisation effective des emprises bâties existantes du noyau historique.	Oui/non	Commune
Conservation effective de l'identité architecturale du noyau historique.	Oui/non	Commune
Préservation effective des éléments bâtis remarquables du centre ancien identifiés au titre de l'article L.1251-19 du code de l'urbanisme.	Oui/non	Commune
Respect effectif de la qualité du renouvellement urbain du noyau historique.	Oui/non	Commune
Réaffirmation effective de l'alignement bâti anciennement existant au niveau : - De l'Avenue de la Rétanque ; - Du quartier « Ventoux ».	Oui/non	Commune
Mise en valeur effective du lavoir.	Oui/non	Commune
4.2 – Valoriser les autres éléments du patrimoine bâti et arboré		
Préservation et valorisation effective des anciens moulins, protégés au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme.	Oui/non	Commune
Préservation et valorisation effective des éléments bâtis (lavoir, église, chapelle route d'Avignon, certaines fermes et mas remarquables, bâti vernaculaire) et protégés au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme.	Oui/non	Commune
Préservation et valorisation effective des alignements d'arbres identifiés au PLU et protégés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.	Oui/non	Commune
Préservation et valorisation effective des arbres remarquables identifiés au PLU et protégés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.	Oui/non	Commune
Préservation et valorisation effective des structures paysagères de haies identifiés au PLU et protégées au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.	Oui/non	Commune

Préservation effective de la plaine agricole.	Oui/non	Commune
Orientation 5 : Renforcer la performance énergétique du territoire, limiter les émissions de gaz à effet de serre		
Utilisation effective d'énergies renouvelables dans les projets urbains.	Oui/non	Commune
Aménagement effectif de liaisons douces (ER n°11, 12, 13,14, 15, 16, 17, 18, 19, 21).	Oui/non	Commune
Valorisation effective de la gare SNCF.	Oui/non	Commune



2. INDICATEURS RELATIFS AUX OBJECTIFS DE MODERATION DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE

Indicateurs	Type de données	Source
Le foncier mobilisable en renouvellement urbain		
Logements réellement créées sur les 200 à 300 prévus dans le PADD à horizon 2026-2030.	Nombre	Commune
Logements réellement créées grâce à la mobilisation de 10 à 20% du potentiel de division parcellaire.	Nombre	Commune
Logements réellement créées sur le site du lavoir, sur les 40 prévus dans le PADD à horizon 10/15 ans.	Nombre	Commune
Le foncier mobilisé en extension urbaine		
Logements réellement créées sur les 60 logements prévus dans le PADD par la mobilisation d'anciennes zones NA.	Oui/non	Commune
Mobilisation effective de la zone NA identifiée au PADD pour le développement économique de la commune.	Oui/non	Commune
Les ouvertures à l'urbanisation		
Respect du maximum de la superficie prévue au PADD (3 ha) pour les ouvertures à l'urbanisation.	Oui/non	Commune
Respect des zones identifiées au PADD pour les ouvertures à l'urbanisation.	Oui/non	Commune
Logements réellement créées sur la zone à l'Est de la commune déjà urbanisée.	Nombre	Commune
Logements réellement créées dans l'OAP du chemin de la Sorgue, sur les 25 logements prévus.	Nombre	Commune
Logements réellement créées à l'Ouest de la commune, en continuité des constructions déjà existantes, sur les 10 logements prévus au PADD.	Nombre	Commune
L'affirmation du caractère agricole		
Maintien effectif d'environ 8 hectares en zone agricole dans le Nord de Gromelle.	Oui/non	Commune
Maintien effectif d'environ 2,5 hectares en zone agricole dans le Nord-ouest des Hermas.	Oui/non	Commune

RESUME NON TECHNIQUE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE



1. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT : LE SCENARIO AU FIL DE L'EAU

1.1. RESSOURCE EN EAU ET QUALITE DES SOLS

Rappel des perspectives d'évolution en l'absence de révision du PLU : scénario
« au fil de l'eau »

Tendances positives :

- La majorité des constructions est raccordée au réseau d'eau potable collectif, l'ensemble de l'enveloppe urbaine principale raccordée
- Une capacité de forage qui reste suffisante au regard des besoins futurs de la commune engendrés par la croissance démographique
- Une eau de bonne qualité

Autres tendances :

- Une augmentation des volumes d'eau consommés, en lien avec l'augmentation de la population (+1,3% par an)

Scénario au fil de l'eau : capacités de traitement de la STEP : + 558 habitants environ d'ici 2026, qui devront être raccordés au réseau d'assainissement de la commune.

En comptant que cette nouvelle population sera raccordée au réseau d'assainissement collectif, il en résulte une population totale raccordée en 2027 de 4 899 habitants, encore inférieur à la capacité nominale de la station d'épuration (63 000 EH).

1.2. QUANTITE DE DECHETS PRODUITS PAR LA POPULATION ET LEUR DESTION

Scénario au fil de l'eau :

+ 558 habitants environ d'ici 2025, ainsi la production de déchets à traiter atteindra 213,3 tonnes/an

1.3. ESPACES AGRICOLES

Rappel des perspectives d'évolution en l'absence de révision du PLU : scénario
« au fil de l'eau »

Tendances positives :

- Une protection assurée des grands ensembles agricoles de la commune ;
- Des ouvertures à l'urbanisation limitées sur les terres agricoles

Tendances potentiellement « négatives » :

- Artificialisation « galopante » des sols, entre 1970 et 2000 qui a consommé de manière irréversible, d'une part des terres à fortes potentialités agricoles et d'autre part des surfaces très conséquentes ; régression modérée depuis 2001 avec une disparition en moyenne de 2,3 ha/an.



1.4. MILIEUX NATURELS, LA TRAME VERTE ET BLEUE

Rappel des perspectives d'évolution en l'absence de révision du POS : scénario « au fil de l'eau »

Tendances positives

- Protection de la majeure partie des périmètres ZNIEFF, Natura 2000 par un classement en zones naturelles ND ou agricoles NC du POS
- Protection des corridors écologiques majeurs par un classement des parcelles concernées en zones naturelles ND ou agricoles NC du POS
- Préservation du caractère agricole des abords de ces espaces d'intérêt écologique (zones tampons)

Tendances potentiellement négatives

- Une urbanisation en progression vers les coteaux situés à l'Ouest de la commune

1.5. CONSOMMATION D'ESPACE

Rappel des perspectives d'évolution en l'absence de révision du POS : scénario « au fil de l'eau »

- Consommation d'espaces agricoles modérée depuis lors des 12 dernières années (2001-2013) : 28 hectares, ce qui correspond à un rythme de disparition annuelle de surfaces agricoles équivalent à 2,3 ha.
- En cas de poursuite de cette tendance, une vingtaine d'hectares pourraient être artificialisée ces 10 prochaines années.

1.6. QUALITE DES PAYSAGES

Rappel des perspectives d'évolution en l'absence de révision du POS : scénario « au fil de l'eau » :

Tendance positive

- Protection d'une grande partie des paysages naturels et agricoles par un classement en zone NC, ND

Tendance potentiellement négative

- Vignobles du versant menacés par l'urbanisation

1.7. RISQUES ENGENDRES OU ACCENTUES PAR LE PROJET

Rappel des perspectives d'évolution en l'absence de révision du POS : scénario « au fil de l'eau »

- Une augmentation de la vulnérabilité des personnes face aux risques d'inondation car pas de document opposable
- Maintien d'un éloignement des populations face aux risques de feux de forêt



2. COMPATIBILITE DU PLU AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES DE PORTEE SUPERIEURE

2.1. COMPATIBILITE AVEC LES ORIENTATIONS FONDAMENTALES DU SDAGE RHONE-MEDITERRANEE 2016-2021

ORIENTATIONS	COMPATIBILITE
OF0 : S'adapter aux effets du changement climatique	
Nouveaux aménagements et infrastructures : garder raison et se projeter sur le long terme.	<p>Le PLU prévoit une urbanisation limitée, par une densification faible des zones déjà urbanisées et non par une extension sur des zones A ou N.</p> <p>Le PLU prend la mesure des évolutions liées aux changements climatiques en particulier pour les risques : il mentionne dans le règlement, pour chaque zone que « dans les secteurs concernés par divers risques ou nuisances (risques naturels, bruit,...), délimités aux documents graphiques ou en annexes du PLU, toutes les occupations et utilisations du sol non interdites à l'article 1 [du règlement des différentes zones] doivent respecter les dispositions du chapitre 9 [Dispositions particulières relatives aux risques et nuisances] du présent règlement. En tout état de cause, ce sont les dispositions les plus restrictives qui s'appliquent sur le dit terrain. »</p> <p>Le PLU prévoit de réglementer et de limiter les constructions dans les zones soumises au risque d'inondation.</p>
OF1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	
Inscrire le principe de prévention dans la conception des projets et les outils de planification locale.	<p>Le PLU prend la mesure des évolutions liées aux changements climatiques en particulier pour les risques : il mentionne dans le règlement, que « dans les secteurs concernés par divers risques ou nuisances (risques naturels, bruit,...), délimités aux documents graphiques ou en annexes du PLU, toutes les occupations et utilisations du sol non interdites à l'article 1 [du règlement des différentes zones] doivent respecter les dispositions du chapitre 9 [Dispositions particulières relatives aux risques et nuisances] du règlement. En tout état de cause, ce sont les dispositions les plus restrictives qui s'appliquent sur le dit terrain. »</p> <p>Le PLU prévoit de réglementer et limiter les constructions dans les zones soumises au risque d'inondation.</p> <p>Les Orientations d'Aménagement de Programmation (OAP) prennent en compte l'enjeu lié au risque inondation (prescriptions d'aménagement pour les nouvelles constructions afin d'éviter toute entrave à l'écoulement des eaux, définition d'espaces naturels et verts à préserver dans les zones à enjeu pour favoriser l'infiltration naturelle).</p>

OF2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques	
Mettre en œuvre la séquence « éviter-réduire-compenser » Elaborer tout projet susceptible d'impacter les milieux aquatiques en visant la non dégradation de ceux-ci.	Le PLU fait l'objet d'une évaluation environnementale qui aborde la thématique de l'eau. Les zonages en Nco, Aco et A en milieu humide et zone de fonctionnalité écologique des cours d'eau permettent une protection et donc une non dégradation des milieux aquatiques. Le caractère végétalisé des abords de cours d'eau doit être maintenu au titre de la trame verte et bleue. Les ripisylves recensées au plan de zonage sont à conserver au moins dans leur épaisseur et linéaire actuel. Leur continuité végétale est à renforcer sur les tronçons dépourvus de végétation.
Evaluer et suivre les impacts des projets	Les espaces concernées par le zonage sont à maintenir non imperméabilisées. Toutes nouvelles constructions, extensions et aménagements d'annexes autre qu'abris légers doivent se faire en dehors du périmètre identifié au titre du L151-23 du CU. (Chapitre 7 du règlement)
Contribuer à la mise en œuvre du principe de non dégradation via les SAGE et les contrats de milieux.	La Sorgue a fait l'objet d'un Contrat de Rivière sur la période 2010-2015. Le Syndicat Mixte du Bassin des Sorgues suit la qualité du cours d'eau, le respect des objectifs fixés et les actions à mener pour atteindre ces objectifs. L'emprise de La Sorgue est classée en Nco (bande de 25 mètres de part et d'autre des berges du cours d'eau), assurant ainsi la préservation des espaces de fonctionnalité du cours d'eau. Un zonage en Aco est également prévu sur 125 mètres après la zone Nco, et sur l'espace compris entre les bras des Sorgues. Le PLU est ainsi compatible avec le contrat de rivière.
OF3 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement	
	En dehors des actions du PLU
OF4 : Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau	
Limitier ou conditionner le développement de l'urbanisation dans les secteurs où l'atteinte du bon état des eaux et remise en cause, notamment du fait de rejets polluants ou du fait de prélèvements dans les secteurs en déficit chronique de ressource en eau.	La commune de Saint Saturnin ne connaît pas de problème d'approvisionnement en eau potable. Les ressources du réseau approvisionnant la commune sont situées en dehors du territoire communal et sont satisfaisantes en quantité et en qualité. Les zonages en Nco, Aco et A en milieu humide et zone de fonctionnalité écologique des cours d'eau permettent une non dégradation des milieux aquatiques. En Nco, toute construction est interdite dans un

	<p>rayon de 25 mètres autour des Sorgues, et dans un rayon de 10 mètres autour du canal de Vaucluse.</p> <p>Un zonage en Aco, où la constructibilité y est limitée, est également prévu sur 125 mètres après la zone Nco des Sorgues, et sur l'espace compris entre deux bras des Sorgues.</p>
<p>Limiter l'imperméabilisation des sols et encourager les projets permettant de restaurer des capacités d'infiltration, à la fois pour limiter la pollution des eaux en temps de pluie et pour réduire les risques d'inondations dus au ruissellement.</p>	<p>Le PLU prévoit une urbanisation limitée, par une densification faible des zones déjà urbanisées et non par une extension sur des zones A ou N, limitant ainsi l'imperméabilisation des sols.</p> <p>Le règlement du PLU mentionne que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les zones UB, UD, UT et 1AUH, les eaux de pluies doivent être convenablement recueillies, stockées et canalisées sur le terrain du projet ou vers des ouvrages susceptibles de les recevoir avant rejet, - pour la zone UA, les eaux pluviales provenant des toitures, du ruissellement sur les voies et les espaces libres pourront être raccordées au réseau de collecte d'eaux pluviales s'il existe, ou à défaut être dirigées vers le caniveau, - pour la zone UE, toute construction à usage d'habitation ou d'activité doit être raccordée au réseau public d'eau pluviale s'il existe. <p>Les OAP donnent également des prescriptions concernant la gestion des eaux pluviales : « La gestion des eaux est obligatoire. L'imperméabilisation des sols doit donc être limitée au maximum : les surfaces imperméables sont interdites pour les espaces libres hors voirie roulante, les matériaux recommandés seront de type poreux, perméables (le sable, gravier, stabilisé, etc.).</p> <p>Les espaces libres et espaces verts devront être végétalisés au maximum afin de favoriser l'infiltration naturelle et de limiter l'écoulement des eaux de pluie sur le domaine public.</p> <p>Le projet devra prendre en compte les prescriptions du schéma directeur d'assainissement pluvial. »</p> <p>Le caractère végétalisé des abords de cours d'eau doit être maintenu au titre de la trame verte et bleue. Les ripisylves recensées au plan de zonage sont à conserver au moins dans leur épaisseur et linéaire actuel. Leur continuité végétale est à renforcer sur les tronçons dépourvus de végétation.</p> <p>Les espaces concernées par le zonage sont à maintenir non imperméabilisées. Toute nouvelle construction, extensions et aménagements d'annexes autre qu'abris légers doivent se faire en dehors du périmètre identifié au titre du L151-23 du CU.</p>

Protéger les milieux aquatiques (zones humides et espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques), les zones de sauvegarde pour l'alimentation en eau potable et les zones d'expansion des crues par l'application de zonages adaptés.	<p>Les zones humides et les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques sont protégées par le PLU par un classement en zone Nco pour le canal de Vaucluse, et en zones Nco et Aco pour les Sorgues, où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement » ou en zone N.</p> <p>Les zones inondables sont localisées dans le plan de zonage du PLU et des conditions de construction sont explicités dans le règlement.</p> <p>Les ripisylves boisées font l'objet d'un classement en EBC.</p> <p>Le caractère végétalisé des abords de cours d'eau doit être maintenu au titre de la trame verte et bleue. Les ripisylves recensées au plan de zonage sont à conserver au moins dans leur épaisseur et linéaire actuel. Leur continuité végétale est à renforcer sur les tronçons dépourvus de végétation.</p> <p>Les espaces concernées par le zonage sont à maintenir non imperméabilisées. Toute nouvelle construction, extensions et aménagements d'annexes autre qu'abris légers doivent se faire en dehors du périmètre identifié au titre du L151-23 du CU.</p>
S'appuyer sur des schémas « eau potable », « assainissement » et « pluvial » à jour.	Le PLU s'appuie sur un schéma directeur d'assainissement de 2005 et un zonage actualisé (concomitamment au PLU).
OF5 : Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé	
OF5A : Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	
Intégrer la recherche de l'adéquation entre le développement des agglomérations et les infrastructures de dépollution à tout projet d'aménagement.	Pas d'activité nouvelle polluante.
S'assurer que les SCoT, les PLU et les projets d'aménagement nouveaux susceptibles d'être à l'origine de nouvelles pressions polluantes respectent les réglementations sectorielles (directive ERU, installations classées, directive baignade, directive sur les eaux	Le PLU ne prévoit pas de projet potentiellement polluant et axe son développement sur la construction maîtrisée d'habitat et le renforcement de son économie locale (agriculture...).

conchyliques...).	
Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine.	<p>Le règlement du PLU mentionne que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les zones UB, UD, UT et 1AUH, les eaux de pluies doivent être convenablement recueillies, stockées et canalisées sur le terrain du projet ou vers des ouvrages susceptibles de les recevoir avant rejet, - pour la zone UA, les eaux pluviales provenant des toitures, du ruissellement sur les voies et les espaces libres pourront être raccordées au réseau de collecte d'eaux pluviales s'il existe, ou à défaut être dirigées vers le caniveau, - pour la zone UE, toute construction à usage d'habitation ou d'activité doit être raccordée au réseau public d'eau pluviale s'il existe.
<p>Eviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées. Le SDAGE fixe 3 objectifs généraux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Limiter l'imperméabilisation nouvelle des sols - Réduire l'impact des nouveaux aménagements - Désimperméabiliser l'existant. 	<p>Le PLU prévoit une urbanisation limitée, par une densification faible des zones déjà urbanisées et non par une extension sur des zones A ou N, limitant ainsi l'imperméabilisation des sols.</p> <p>Le caractère végétalisé des abords de cours d'eau doit être maintenu au titre de la trame verte et bleue. Les ripisylves recensées au plan de zonage sont à conserver au moins dans leur épaisseur et linéaire actuel. Leur continuité végétale est à renforcer sur les tronçons dépourvus de végétation.</p> <p>Les espaces concernées par le zonage sont à maintenir non imperméabilisées. Toute nouvelle construction, extensions et aménagements d'annexes autre qu'abris légers doivent se faire en dehors du périmètre identifié au titre du L151-23 du CU.</p>
Adapter les dispositifs en milieu rural en promouvant l'assainissement non collectif ou semi collectif et en confortant les services d'assistance technique.	Non concerné, le PLU favorise l'urbanisation en zone urbanisée déjà reliée à l'assainissement collectif.
Établir et mettre en œuvre des schémas directeurs d'assainissement qui intègrent les objectifs du SDAGE.	Le PLU s'appuie sur un schéma directeur d'assainissement de 2005 et un zonage actualisé (concomitamment au PLU).
Anticiper pour assurer la non dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation.	PLU non concerné.

Poursuivre les actions de protection et de restauration des captages d'eau potable.	PLU non concerné : il n'y a pas de captage sur la commune.
Préserver les masses d'eau souterraines stratégiques pour l'alimentation en eau potable actuelle ou future en assurant leur protection à l'échelle des zones de sauvegarde.	Non concerné car la nappe n'est pas utilisée pour l'alimentation en eau potable.
OF6 : Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides	
Affiner et intégrer les espaces de bon fonctionnement des milieux présents dans les PADD.	<p>Le PADD du PLU de la commune affirme la volonté de préserver la trame bleue.</p> <p>Les espaces de fonctionnement des cours d'eau de la commune sont classés en Nco où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement ».</p> <p>En Nco, toute construction est interdite dans un rayon de 25 mètres autour des Sorgues, et dans un rayon de 10 mètres autour du canal de Vaucluse.</p> <p>Un zonage en Aco, où la constructibilité y est limitée, est également prévu sur 125 mètres après la zone Nco des Sorgues, et sur l'espace compris entre les bras des Sorgues.</p> <p>Le caractère végétalisé des abords de cours d'eau doit être maintenu au titre de la trame verte et bleue. Les ripisylves recensées au plan de zonage sont à conserver au moins dans leur épaisseur et linéaire actuel. Leur continuité végétale est à renforcer sur les tronçons dépourvus de végétation.</p> <p>Les espaces concernées par le zonage sont à maintenir non imperméabilisées. Toute nouvelle construction, extensions et aménagements d'annexes autre qu'abris légers doivent se faire en dehors du périmètre identifié au titre du L151-23 du CU.</p>
Établir des règles d'occupation du sol et intégrer des servitudes d'utilité publique éventuelles pour les préserver durablement et/ou les reconquérir même progressivement.	Le PLU protège les grands ensembles naturels et agricoles en cohérence avec le SRCE par un classement en zone naturelle (N) ou agricole (A). Dès lors que ces milieux présentent un intérêt écologique avérés (habitats Natura 2000, zones humides, ils sont classés en zone naturelle ou agricole spécifiques assurant leur préservation (Nco, Aco).
Préserver les réservoirs biologiques.	

<p>Préserver et restaurer les rives de cours d'eau et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves.</p> <p>La contribution de ces milieux alluviaux à la trame verte et bleue formalisée dans les schémas de cohérence écologique (SRCE) rend nécessaire leur restauration sur des linéaires significatifs pour constituer des corridors d'interconnexion entre les réservoirs biologiques et d'autres tronçons de cours d'eau.</p>	<p>Les cours d'eau sont classés en zone naturelle Nco où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement ».</p> <p>En Nco, toute construction est interdite dans un rayon de 25 mètres autour des Sorgues, et dans un rayon de 10 mètres autour du canal de Vaucluse.</p>
<p>Préserver les zones humides en les prenant en compte dans les projets de territoire.</p>	<p>Un zonage en Aco, où la constructibilité y est limitée, est également prévu sur 125 mètres après la zone Nco des Sorgues, et sur l'espace compris entre les bras des Sorgues.</p> <p>Le caractère végétalisé des abords de cours d'eau doit être maintenu au titre de la trame verte et bleue. Les ripisylves recensées au plan de zonage sont à conserver au moins dans leur épaisseur et linéaire actuel. Leur continuité végétale est à renforcer sur les tronçons dépourvus de végétation.</p> <p>Les espaces concernées par le zonage sont à maintenir non imperméabilisées. Toute nouvelle construction, extensions et aménagements d'annexes autre qu'abris légers doivent se faire en dehors du périmètre identifié au titre du L151-23 du CU.</p> <p>Les ripisylves sont également protégés par un classement en EBC.</p> <p>Les zones humides sont protégées par le PLU par un classement en zone Nco, Aco ou N.</p>
<p>OF7 : Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir</p>	
<p>Prendre en compte dans les SCoT et PLU les objectifs fixés par le PGRE (volumes prélevables par usage, débit objectif d'étiage et niveau piézométrique d'alerte notamment) ainsi que les règles de partage de l'eau, les projets de développement des filières économiques, et les décisions préfectorales concernant les nouveaux prélèvements prises au titre des procédures « eau » et « installations classées pour la protection de l'environnement ».</p>	<p>La commune possède une capacité de stockage en adéquation avec sa population.</p> <p>La ressource en eau permet de répondre aux besoins actuels.</p> <p>Aucune ouverture à l'urbanisation n'est programmée au sein des zones de fonctionnalité des cours d'eau. Ces zones sont classées en zone Nco où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement ».</p>
<p>Une urbanisation nouvelle ne peut être planifiée sans avoir vérifié au préalable la disponibilité suffisante de la ressource en eau. Les projets</p>	

de SCoT ou PLU analysent l'adéquation entre la ressource en eau disponible et les besoins en eau des aménagements envisagés.	
OF8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	
Préserver les champs d'expansion de crues (zones inondables non urbanisées, peu urbanisées et peu aménagées dans le lit majeur et qui contribuent au stockage ou à l'écrêtement des crues) de l'urbanisation sur l'ensemble des cours d'eau du bassin.	<p>Les espaces de fonctionnement des cours d'eau de la commune sont classés en Nco où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement ».</p> <p>Le chapitre 9 du règlement du PLU mentionne les dispositions particulières relative aux risques et nuisances.</p>
Prendre des mesures, pour limiter les ruissellements à la source, y compris dans des secteurs hors risques mais dont toute modification du fonctionnement pourrait aggraver le risque en amont ou en aval.	<p>La majorité des zones de développement futur concernent des secteurs raccordés à un réseau pluvial public avec obligation de raccordement dans ces secteurs.</p> <p>Les OAP prennent en compte ces enjeux.</p>
Stopper l'implantation des biens et des activités dans les secteurs où les risques littoraux, notamment d'érosion, sont forts.	Non concerné.

2.2. PRISE EN COMPTE DU SRCE PACA

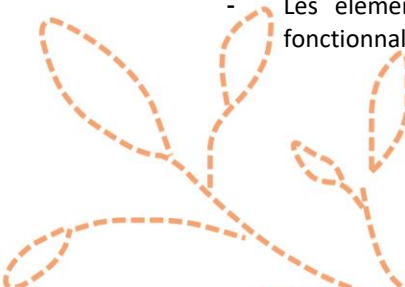
Le Schéma Régional de Cohérence Écologique de la région PACA (SRCE) définit les composantes de la trame verte et bleue à l'échelle régionale. Il est en **vigueur depuis le 26 novembre 2014**. Il définit des objectifs de remise en état ou de préservation :

- Les éléments de la TVB subissant une pression importante doivent faire l'objet d'une « **recherche de remise en état optimale** » ;
- Les éléments de la TVB pour lesquels l'état de conservation des fonctionnalités écologiques est jugé meilleur (au regard des pressions)

doivent faire plutôt l'objet d'une « **recherche de préservation optimale** », afin de ne pas dégrader les bénéfices présents.

À l'échelle de Saint-Saturnin, il identifie :

- La Sorgue d'Entraigues comme réservoir de biodiversité dont l'objectif est la recherche de remise en état optimale
- Le canal de Vaucluse comme réservoir de biodiversité dont l'objectif est la préservation optimale.

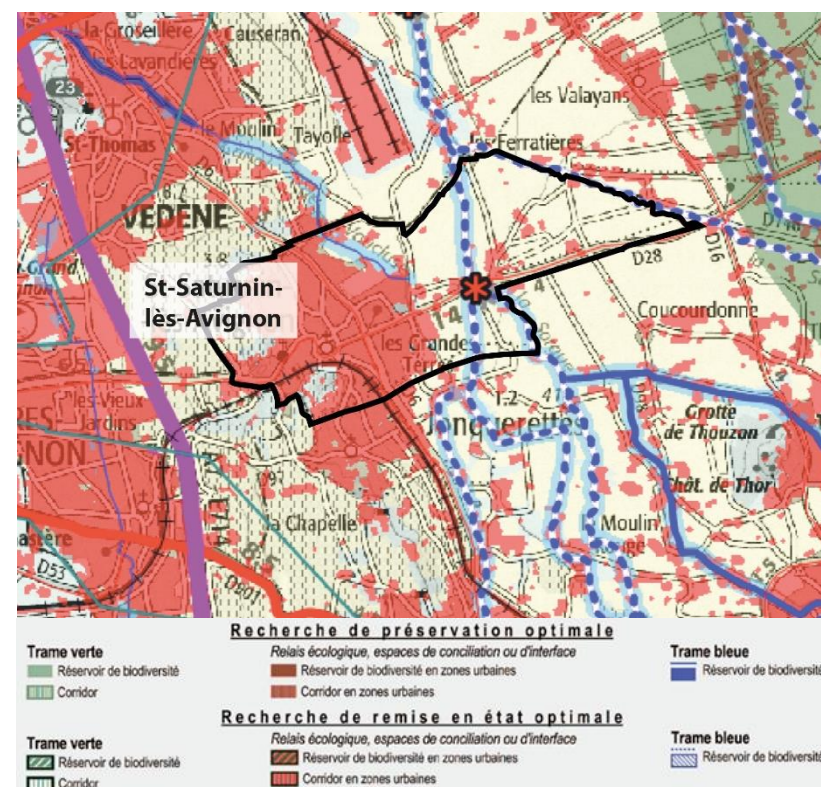


Leurs abords sont répertoriés comme « espaces de fonctionnalité du cours d'eau ». Il s'agit de « l'espace de mobilité d'un cours d'eau défini comme l'espace du lit majeur à l'intérieur duquel le lit mineur peut se déplacer dans le cadre de la dynamique naturelle du cours d'eau, permettant en particulier de restaurer naturellement la fonctionnalité des milieux naturels annexes au lit mineur ». Ces espaces de fonctionnalité des cours d'eau correspondent à des éléments de connaissance de la TVB.

Le PLU protège les grands ensembles naturels et agricoles en cohérence avec le SRCE par un classement en zone naturelle (N) ou agricole (A). Dès lors que ces milieux présentent un intérêt écologique avérés (habitats Natura 2000, zones humides, ...), ils sont classés en zone naturelle ou agricole spécifiques assurant leur préservation (Nco).

- La Sorgue d'Entraigues et les espaces de fonctionnalité associés sont classés Nco dans un rayon de 25 mètres autour des cours d'eau, où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement ».
- Les ripisylves de la Sorgue d'Entraigues bénéficient également d'une protection Espace Boisé Classé (EBC), permettant de répondre à l'objectif de recherche de remise en état optimale.
- Le Canal du Vaucluse et les espaces de fonctionnalité associés sont classés Nco dans un rayon de 10 mètres autour du canal, où seuls sont autorisés « les travaux liés à la gestion, à la conservation ou à la protection des milieux naturels, les aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public des espaces, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la localisation géographique est imposée par leur fonctionnement ».

Les ripisylves du canal bénéficient également d'une protection Espace Boisé Classé (EBC) en zone agricole et de prescriptions particulières au titre du L151-23 du CU.



Extrait du SRCE PACA

3. RESUME DE L'ANALYSE DES INCIDENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES D'EVITEMENT, REDUCTION, COMPENSATION DES IMPACTS NEGATIFS

3.1. INCIDENCES GENERALES SUR L'ENVIRONNEMENT

3.1.1. INCIDENCES SUR LA RESSOURCE EN EAU

Incidence du PLU : une augmentation des besoins en eau potable, au-delà de l'augmentation liée à la tendance actuelle

... soit 20,3 m³ d'eau en plus desservis par jour (7 409,5 m³/an), au regard du scénario tendanciel (besoins liés au développement démographique). Ajouter à cela les besoins liés à l'extension mesurée de la zone d'activités, qui resteront toutefois relativement peu significatifs au regard de la vocation artisanale de la zone et de la capacité d'accueil limitée. Toutefois, cette quantité représente une part peu significative au regard de la capacité de la ressource (70 000 m³/jour).

Au regard de la capacité de production des captages, le PLU n'engendre pas de pression significative sur la ressource.

Incidence du PLU: des fuites d'eau supplémentaires

MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION, DE COMPENSATION	
Mesure de réduction	Poursuivre les travaux de réparation et de remplacement des canalisations vétustes, afin d'améliorer le rendement et d'atteindre au minimum les objectifs du Grenelle de l'Environnement (69%).

Incidence du PLU : des extensions limitées dans les zones non raccordées au réseau d'eau potable public

3.1.2. INCIDENCES SUR LA PRODUCTION D'EAUX USEES ET LA CAPACITE DES EQUIPEMENTS

Incidences du PLU : une augmentation de la quantité d'eaux usées à traiter

Avec environ 703 nouveaux habitants d'ici 2026 raccordés au réseau d'assainissement collectif (soit au total 5 044 habitants), la capacité de la STEP (63 000 EH) est suffisante pour répondre aux besoins futurs de la population, même si les besoins sont supérieurs au scénario fil de l'eau.

3.1.3. INCIDENCES SUR LA QUANTITE DE DECHETS PRODUITS PAR LA POPULATION ET LEUR GESTION

Incidence du PLU : une augmentation de la quantité de déchets ménagers résiduels produits et à traiter

3.1.4. INCIDENCES SUR LES ESPACES AGRICOLES

Incidence neutre du PLU : une préservation de la majorité des espaces agricoles du POS en vigueur

Pour répondre à ces objectifs, le PLU de Saint-Saturnin-lès-Avignon maintient les limites nettes d'urbanisation identifiées au PADD et **assure ainsi la protection de 325,6 ha d'espaces agricoles de son territoire (zones NC du POS en vigueur maintenues).**

A cela s'ajoute un reclassement de **30,8 ha de zones agricoles NC** en zones naturelles N, notamment au niveau des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques des cours d'eau, assurant une protection plus stricte de ces zones ;

↗ Incidence positive du PLU : un reclassement de zones classées urbanisables NA et NB au POS en vigueur, en zones agricoles A

Le projet de PLU prévoit ainsi **le reclassement de près de 4,9 ha de zones urbanisables NA et NB du POS en vigueur en zones agricoles A**, augmentant ainsi le potentiel agronomique et culturel du territoire et assurant donc sur le long terme la pérennité du potentiel de production alimentaire local sur les secteurs concernés.

↗ Incidence positive du PLU : un maintien de l'inconstructibilité des sites Natura 2000/ZNIEFF en zone agricole

Incidence neutre du PLU mais **potentiellement négative** au regard de l'environnement : Un maintien de zones urbanisables aujourd'hui encore à caractère agricole

Incidences potentiellement négatives du PLU : ouverture à l'urbanisation d'anciennes zones agricoles NC du POS en vigueur.

MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION, DE COMPENSATION	
Mesure de compensation	Compensation des 1,6 ha de terres agricoles perdues de façon stricte par un reclassement de 4,9 ha d'anciennes zones urbanisables en zone agricole A > soit une compensation x 3.

3.1.5. INCIDENCES SUR LES MILIEUX NATURELS, LA TRAME VERTE ET BLEUE

Incidence neutre du PLU : préservation de la majorité des espaces naturels du POS, dont autres que réservoirs de biodiversité

↗ Incidence positive du PLU : le reclassement de certaines zones urbanisables et urbanisées en zones naturelles N

Incidence potentiellement négative du PLU : ouverture à l'urbanisation d'anciennes zones ND

3.1.6. SYNTHESE DES INCIDENCES SUR LA CONSOMMATION D'ESPACE

↗ Incidence positive du PLU : une réduction de la consommation d'espace au regard des dix dernières années

Au total 11 ha de consommation de terres naturelles et agricoles du PLU à horizon 2027, soit une consommation de 1,1 ha/an. Ceci correspond à une réduction de 50% de la consommation passée (25,5 ha consommés entre 2001 et 2013, soit 2,1 hectares par an).

3.1.7. INCIDENCES SUR LA QUALITE DES PAYSAGES

↗ Incidences neutres ou positives du PLU : préservation des paysages naturels et agricoles, la mosaïque de paysages

↗ Incidence positive du PLU : préservation des structures paysagères locales

Incidence neutre du PLU : maintien des visibilitées sur le grand paysage depuis les « routes balcons »



↳ Incidence potentiellement négative du PLU : les ouvertures à l'urbanisation

3.1.8. INCIDENCES SUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE BATI

↗ Incidence positive du PLU : conservation de la protection d'éléments bâtis et identification de nouveaux éléments de patrimoine au titre du L.151-19 et L151-23 du Code l'Urbanisme

3.1.9. NUISANCES ET RISQUES ENGENDRES OU ACCENTUES PAR LE PROJET

↳ Incidence potentiellement négative du PLU : une augmentation de l'imperméabilisation dans les zones d'aléa inondation ou ruissellement

↗ Incidence positive du PLU : la définition de règles spécifiques dans les secteurs a enjeu de débordement du canal

3.1.10. INCIDENCES SUR LES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

↗ Incidence positive du PLU : des extensions urbaines en continuités immédiates de l'enveloppe urbaine

↗ Incidence positive du PLU : la définition d'emplacements réservés pour l'amélioration des déplacements piétons

↗ Incidence positive du PLU : préconisations d'utilisation d'énergies renouvelables dans les futures opérations

3.2. INCIDENCES PREVISIBLES SUR LES SITES SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHES DE MANIERE NOTABLE PAR LA MISE EN ŒUVRE DU PLU

3.2.1. INCIDENCES SUR LE SITE N°1 : « CHEMIN DES ROSEAUX »

INCIDENCES GÉNÉRALES : NON SIGNIFICATIVES

Au regard de la superficie du site et de l'occupation actuelle du sol, les modifications envisagées par le projet de PLU auront des incidences évaluées comme non significatives sur l'environnement. Le projet de développement de cette zone s'inscrit dans une logique de continuité de l'urbanisation pour ce secteur déjà fragmenté, situé en continuité de l'urbain. Les principales incidences pouvant être engendrées sont liées à la prise en compte de l'augmentation des impacts du ruissellement pluvial sur le site. Les mesures de réduction permettent de répondre en partie aux enjeux.

3.2.2. INCIDENCES SUR LE SITE N°2 : « BORD DU CANAL »

INCIDENCES GÉNÉRALES : NON SIGNIFICATIVES

Au regard de la superficie du site et de l'occupation actuelle du sol, les modifications envisagées par le projet de PLU auront des incidences évaluées comme non significatives sur l'environnement. Cette ouverture à l'urbanisation s'inscrit dans une logique de continuité de l'urbanisation pour ce secteur déjà fragmenté, situé en continuité de l'urbain. Les principales incidences pouvant être engendrées sont liées à la prise en compte de l'augmentation des impacts du ruissellement pluvial sur le site, et la conservation de la fonctionnalité des écosystèmes. Les mesures d'évitement et de réduction permettent de répondre en partie aux enjeux. Des risques de débordement du canal de Vaucluse restent existants.



3.2.3. INCIDENCES SUR LE SITE N°3 : « LE LAVOIR »

INCIDENCES GÉNÉRALES : NON SIGNIFICATIVES

Les modifications envisagées par le projet de PLU auront des incidences évaluées comme non significatives sur l'environnement. Cette ouverture à l'urbanisation s'inscrit dans une logique de densification. Les principales incidences pouvant être engendrées sont liées à la prise en compte de l'augmentation des impacts du ruissellement pluvial sur le site, et la conservation de la fonctionnalité des écosystèmes. Les mesures d'évitement et de réduction permettent de répondre aux enjeux. Des risques de débordement du canal de Vaucluse restent existants.

3.2.4. INCIDENCES SUR LE SITE N°4 : « LE PUY »

INCIDENCES GÉNÉRALES : POTENTIELLEMENT NON SIGNIFICATIVES, A PRECISER

Le secteur de projet ne bénéficie pas d'enjeu environnemental majeur. L'intégration paysagère du projet et la conservation des cônes de vue sur le grand paysage sont les deux principaux enjeux pouvant engendrer des incidences. Celles-ci ne pourront être précisées que dans le cadre de la procédure de révision nécessaire à l'ouverture de la zone.

3.2.5. INCIDENCES SUR LE SITE N°5 : « LES BELLYS »

INCIDENCES GÉNÉRALES : POTENTIELLEMENT NON SIGNIFICATIVES, A PRECISER

Le secteur de projet ne bénéficie pas d'enjeu environnemental majeur. L'intégration paysagère du projet et la conservation des cônes de vue sur le grand paysage sont les deux principaux enjeux pouvant engendrer des incidences. Celles-ci ne pourront être précisées que dans le cadre de la procédure de révision nécessaire à l'ouverture de la zone. Le raccordement aux réseaux conditionnera l'ouverture de cette zone à l'urbanisation lors de la révision du PLU.

3.2.6. INCIDENCES SUR LE SITE N°6 : « LES HERMAS »

INCIDENCES GÉNÉRALES : NON SIGNIFICATIVES

Au regard de la superficie du site et de l'occupation actuelle du sol, les modifications envisagées par le projet de PLU auront des incidences évaluées comme non significatives sur la perception du site et la biodiversité. Cette ouverture à l'urbanisation s'inscrit dans une logique de continuité de l'urbanisation pour ce secteur déjà fragmenté, situé en continuité de l'urbain. Les principales incidences pouvant être engendrées (liées à la perte des boisements) sont l'intégration paysagère du futur aménagement, la modification de perception du secteur par le voisinage, et l'impact sur la biodiversité. Les mesures de compensation permettent de répondre en partie aux enjeux.

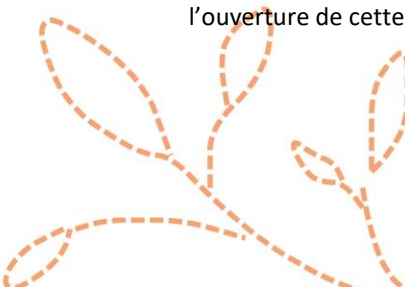
3.2.7. INCIDENCES SUR LE SITE N°5 : « LES AUBEPINES »

INCIDENCES GÉNÉRALES : NON SIGNIFICATIVES

Au regard de la superficie du site et de l'occupation actuelle du sol, les modifications envisagées par le projet de PLU auront des incidences évaluées comme non significatives sur l'environnement. Cette ouverture à l'urbanisation s'inscrit dans une logique de continuité de l'urbanisation pour ce secteur enclavé dans la zone urbaine.

3.3. BILAN DES INCIDENCES SUR LE RESEAU NATURA 2000

Le PLU n'engendre pas d'incidences significative sur le réseau Natura 2000. L'utilisation des outils Nco, Aco, Espaces boisés classés et ripisylves à préserver vont dans le sens d'une protection de ces espaces naturels sensibles



4. METHODOLOGIE ET DEMARCHE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'évaluation environnementale contribue à placer l'environnement au cœur du processus de décision, condition d'un développement durable du territoire. Interroger l'opportunité des décisions d'aménagement en amont de la réalisation du projet s'inscrit dans un objectif de prévention des impacts environnementaux et de cohérence des choix.

C'est une démarche itérative menée tout au long du projet de PLU, qui a pour objectif de nourrir le projet des enjeux environnementaux du territoire afin qu'ils soient une composante au même titre que les questions urbaines, économiques, sociales ou de déplacement. L'environnement est pris ici au sens large du terme, à savoir les milieux naturels, les pollutions, les paysages, le patrimoine, mais aussi le cadre de vie, le changement climatique, etc.

L'évaluation se fonde sur un état des lieux et une vision prospective qui repose sur les effets attendus de l'application du plan. Cet état des lieux est une étape fondamentale qui conditionnera la qualité du document d'urbanisme et du processus d'évaluation des incidences. Avec le diagnostic territorial il constitue le socle pour l'élaboration du projet communal. Il est aussi utilisé comme référentiel au regard duquel l'évaluation des incidences sera conduite.

L'évaluation repose sur des critères quantitatifs, factuels, comme sur des critères qualitatifs pour lesquels peut intervenir une plus grande subjectivité. Elle aborde les incidences d'un point de vue thématique et spatial, en se basant sur les enjeux environnementaux retenus, les objectifs inscrits au PADD, ainsi que les évolutions du zonage et du règlement d'urbanisme par rapport au document d'urbanisme antérieur.

Des représentations cartographiques des incidences ont été réalisées afin de visualiser précisément les secteurs impactés de manière positive ou négative par le projet de PLU.

C'est par cette pluralité et ce croisement des approches qu'il est possible au mieux de mettre en évidence les mesures correctrices retenues.

